Affiché le 25 septembre 2026

Senlis

RÉUNION du **CONSEIL MUNICIPAL** du **jeudi 1 octobre 2026**

AVIS

Le Conseil Municipal se réunira pour une séance publique en la salle d'honneur de l'Hôtel de Ville, le **jeudi 1 octobre 2026 à 19h00** pour délibérer sur les objets énoncés à l'ordre du jour ci-dessous.

La séance du conseil municipal sera également accessible à partir d'un lien de connexion internet publié sur le site internet de la Ville (*http://www.ville-senlis.fr/*) et donnant accès à YouTube.

ORDRE DU JOUR

Domaine : Administration Générale

N° 01 - Désignation du secrétaire de séance

N° 02 - Adoption du procès-verbal de la séance du 2 juillet 2026

N° 03 - Compte rendu des décisions du Maire prises en vertu de la délégation du Conseil Municipal

N° 04 - Adoption du règlement intérieur du Conseil Municipal,

N° 05 - Syndicat Mixte Oise Très Haut Débit - Désignation des représentants,

Domaine : Techniques

N° 06 - Candidature et engagement de la commune dans la démarche de Programme d'Actions de Prévention des RIsques liés aux CAvités (PAPRICA),

N° 07 - Mise en souterrain des réseaux de la Rue du clos du Chapitre,

N° 08 - Protocole d'échange entre la ville de Senlis et KO2 (Keolis Oise 2) Avenant n°1, afin de bénéficier de la possibilité pour les clients d'emprunter les lignes 7-13-15/ nouveaux codes commerciaux 637-643-645,

N° 09 - Convention de mise à disposition pour l'installation d'un poste de transformation de courant électrique situé Rue Notre Dame de Bonsecours,

N° 10 - Approbation du projet de désimperméabilisation et de requalification des cours d'écoles et des modalités de financement,

N° 11 - Approbation du projet de réaménagement du parc des sport Yves Carlier et des modalités de financement,

Domaine : Action Sociale

N° 12 - Utilisation du manège Ordener par l'association Lions Club Senlis Trois Forêts dans le cadre de l'organisation du salon des Vins 2026

N° 13 - Utilisation du manège Ordener par l'association Kiwanis Club des Trois Forêts dans le cadre de l'organisation de la brocante des enfants - Édition 2026

N° 14 - Renouvellement de l'adhésion à la Charte « Ville Aidante Alzheimer » proposée par l'association France Alzheimer et maladies apparentées

Domaine : Finances

N° 15 - Marché public d'entretien et amélioration du patrimoine immobilier bâti - Appel d'offres ouvert

N° 16 - Marché public d'approvisionnement et livraison de matériaux pour les services municipaux - Appel d'offres ouvert - lot n°1 : matériaux Gros œuvre, plâtrerie, carrelage

N° 17 - Gestion comptable du patrimoine - Ajustement des comptes 202, 2031, 2088 et 1641 de l'état d'inventaire comptable de la Ville et de l'état de l'actif du Service de Gestion Comptable (SGC) de la Ville

N°18 - Budget principal - Décision modificative n°1

Domaine : Sport

N° 19 - Subvention de fonctionnement pour l'Office Municipale des Sports

Domaine : Éducation

N° 20 - Subvention de fonctionnement pour l'association sportive du collège Fontaine des Prés



Pascale MATHIAULT
Maire de Senlis

Senlis

Extrait du REGISTRE des DÉLIBÉRATIONS du CONSEIL MUNICIPAL

SÉANCE du jeudi 1er octobre 2026

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Le Conseil Municipal de la Commune de SENLIS (Oise), légalement convoqué le 25 septembre 2026 par Madame MATHIAULT, Maire, s'est assemblé le jeudi 1er octobre 2026 à 19h00 au lieu ordinaire de ses séances à l'Hôtel de Ville de Senlis, en vue de délibérer sur les affaires inscrites à l'ordre du jour.

Nombre de conseillers municipaux en exercice : 33 - Présents : 23 - Pouvoirs : 8 - Votants : 31 - Absents : 10

Présents : Mme MATHIAULT - M. DERYCKE - Mme CARDOËN - Mme BALOSSIER - M. LHOYER - Mme ALVES - M. FRACHON - Mme TAQUET - M. BERTINATTI - M. TACCONE - M. GERARDIN - M. DUBREUCQ-PÉRUS - Mme ANDRE-ROMAGNY - Mme CARVENNEC - Mme DOUBLIEZ - Mme HEYRAUD - Mme MERCIER - Mme LOISELEUR - M. MOTTE - Mme GLASTRA - M. NOIRTIN - Mme AMMOUN - M. MÉNAND-CHAMBON - **Ont donné mandat de voter en leur nom :** M. DELAYEN à Mme MATHIAULT - Mme BULLE à Mme CARDOËN - M. MEDIONI à M. GERARDIN - Mme HINQUE à Mme TAQUET - M. JEANMART à M. LHOYER - M. ARIZA à Mme ALVES - Mme LUDMANN à Mme LOISELEUR - M. GAUDION à Mme AMMOUN - **Absents :** M. MOREIGNEAUX-COUDOURNAC - Mme HECQUET - **Secrétaire de séance :** Mme ALVES - **Présidence de séance :** Mme MATHIAULT, Maire.

N° 01 - Désignation du secrétaire de séance

Madame le Maire expose :

Vu le code général des collectivités territoriales,

Conformément aux dispositions des articles L. 2121-15 et L. 2121-21 du code général des collectivités territoriales, il convient de procéder à la nomination du secrétaire de séance.

Il est d'usage de désigner le plus jeune membre présent du Conseil Municipal qui procédera ensuite à l'appel nominal des Conseillers Municipaux.

Entendu l'exposé de Madame le Maire, le Conseil Municipal à main levée ***et à l'unanimité. :***

- Désigne Mme Eugénie ALVES secrétaire de séance

Le Secrétaire de Séance
Eugénie ALVES

MAIRIE DE SENLIS (Oise)

Le Maire
Pascale MATHIAULT

Acte exécutoire le 08 OCT. 2026 - Reçu par la Préfecture le 08 OCT. 2026 et publié sur le site internet de la Ville le 08 OCT. 2026

Cette délibération peut faire l'objet d'un recours dans un délai de deux mois à compter de sa publicité et de sa transmission au contrôle de légalité, par courrier adressé au Tribunal administratif d'Amiens, 14 rue Lemerchier, 80000 AMIENS, ou via l'application Télérecours citoyens, accessible via le site internet www.telerecours.fr.

Senlis

Extrait du REGISTRE des DÉLIBÉRATIONS du CONSEIL MUNICIPAL

SÉANCE du jeudi 1er octobre 2026

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Le Conseil Municipal de la Commune de SENLIS (Oise), légalement convoqué le 25 septembre 2026 par Madame MATHIAULT, Maire, s'est assemblé le jeudi 1er octobre 2026 à 19h00 au lieu ordinaire de ses séances à l'Hôtel de Ville de Senlis, en vue de délibérer sur les affaires inscrites à l'ordre du jour.

Nombre de conseillers municipaux en exercice : 33 - Présents : 23 - Pouvoirs : 8 - Votants : 31 - Absents : 10

Présents : Mme MATHIAULT - M. DERYCKE - Mme CARDOËN - Mme BALOSSIER - M. LHOYER - Mme ALVES - M. FRACHON - Mme TAQUET - M. BERTINATTI - M. TACCONE - M. GERARDIN - M. DUBREUCQ-PÉRUS - Mme ANDRE-ROMAGNY - Mme CARVENNEC - Mme DOUBLIEZ - Mme HEYRAUD - Mme MERCIER - Mme LOISELEUR - M. MOTTE - Mme GLASTRA - M. NOIRTIN- Mme AMMOUN - M. MÉNAND-CHAMBON - **Ont donné mandat de voter en leur nom :** M. DELAYEN à Mme MATHIAULT - Mme BULLE à Mme CARDOËN - M. MEDIONI à M. GERARDIN - Mme HINQUE à Mme TAQUET - M. JEANMART à M. LHOYER - M. ARIZA à Mme ALVES - Mme LUDMANN à Mme LOISELEUR - M. GAUDION à Mme AMMOUN - **Absents :** M. MOREIGNEAUX-COUDOURNAC - Mme HECQUET - **Secrétaire de séance :** Mme ALVES - **Présidence de séance :** Mme MATHIAULT, Maire.

N° 02 - Adoption du procès-verbal de la séance du 2 juillet 2026

Madame le Maire expose :

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment les articles L. 2121-23 et L. 2121-26,

Il convient de soumettre à l'approbation du Conseil Municipal l'adoption du procès-verbal de la réunion du jeudi 2 juillet 2026, qui a été transmis dans le cadre de cette réunion.

Entendu l'exposé de Madame le Maire, le Conseil Municipal à main levée ***et à l'unanimité :***

- Adopte le procès-verbal de la séance du 2 juillet 2026.

Le Secrétaire de Séance
Eugénie ALVES

MAIRIE DE SENLIS (Oise)

Le Maire
Pascale MATHIAULT

Acte exécutoire le 08 OCT. 2026 - Reçu par la Préfecture le 08 OCT. 2026 et publié sur le site internet de la Ville le 08 OCT. 2026

Cette délibération peut faire l'objet d'un recours dans un délai de deux mois à compter de sa publicité et de sa transmission au contrôle de légalité, par courrier adressé au Tribunal administratif d'Amiens, 14 rue Lemerchier, 80000 AMIENS, ou via l'application Télérecours citoyens, accessible via le site internet www.telerecours.fr.

Senlis

PROCES-VERBAL

DE LA SEANCE DU CONSEIL MUNICIPAL DU JEUDI 2 JUILLET 2026 – 19H

Le Conseil Municipal de la Commune de SENLIS (Oise), légalement convoqué le 26 juin 2026 par Madame MATHIAULT, Maire, s'est assemblé le jeudi 2 juillet 2026 à 19h00 au lieu ordinaire de ses séances à l'Hôtel de Ville de Senlis, en vue de délibérer sur les affaires inscrites à l'ordre du jour.

Nombre de conseillers municipaux en exercice : 33 - Présents : 28 - Pouvoirs : 5 - Votants : 33 - Absents : 5

Présents : Mme MATHIAULT - M. DERYCKE - Mme CARDOËN - M. DELAYEN - Mme BALOSSIER (sauf pour la délibération n°5) - M. LHOYER - Mme ALVES - M. FRACHON – Mme TAQUET - M. BERTINATTI - M. TACCONE - M. GERARDIN - Mme BULLE - Mme ANDRE-ROMAGNY - M. MOREIGNEAUX-COUDOURNAC - Mme CARVENNEC - Mme DOUBLIEZ - Mme HEYRAUD - Mme MERCIER - Mme HECQUET (sauf pour la délibération n°9) - Mme HINQUE - M. JEANMART – M. ARIZA (sauf pour la délibération n°8) – Mme LOISELEUR - M. MOTTE - Mme GLASTRA - Mme AMMOUN - M. MÉNAND-CHAMBON - **Ont donné mandat de voter en leur nom :** M. DUBREUCQ-PÉRUS à Mme MATHIAULT – M. MEDIONI à Mme ALVES – Mme LUDMANN à Mme LOISELEUR – M. GAUDION à Mme GLASTRA – M. NOIRTIN à Mme AMMOUN **– Absente excusée :** Mme BALOSSIER (pour la délibération n°5) **– Absents :** M. ARIZA (pour la délibération n°8) - Mme HECQUET (sauf pour la délibération n°9) - **Secrétaire de séance :** Mme ALVES - **Présidence de séance :** Mme MATHIAULT, Maire.

ORDRE DU JOUR

Domaine : Administration Générale

N° 01 - Désignation du secrétaire de séance

N° 02 - Adoption du procès-verbal de la séance du 30 avril 2026

N° 03 - Compte rendu des décisions du Maire prises en vertu de la délégation du Conseil Municipal

N° 04 - Commissions municipales – Désignation des membres.

Domaine : Techniques

N° 05 - Convention de participation financière pour la réfection du mur mitoyen - 39 rue du Châtel,

N° 06 - Convention générale de maîtrise d'ouvrage pour les travaux d'investissement à réaliser sur le domaine public routier département en agglomération - Avenue Albert 1er.

Domaine : Ressources Humaines

N° 07 - Personnel communal : créations d'un emploi de professeur de violoncelle et d'un emploi saisonnier d'Educateur des Activités Physiques et Sportives - modification de la durée hebdomadaire de l'emploi du professeur de piano jazz et du professeur de guitare

N° 08 - Personnel communal : Création d'un emploi de manageur centre-ville

Domaine : Urbanisme

N° 09 - Lancement d'une Opération de Restauration Immobilière dans le cadre de l'OPAH-RU du centre-ville de Senlis

N° 10 - Signature d'une Convention d'Occupation Temporaire, entre la Ville de Senlis et la SAS GLAD IMMOBILIER, pour 8 places de stationnement dans le parking public souterrain de la Gare - Retirée

Domaine : Social

N° 11 - Mise en place du Système National d'Enregistrement (SNE)

Domaine : Finances

N° 12 - Marché public d'approvisionnement et livraison de matériaux pour les services municipaux - Appel d'offres ouvert

N° 13 - Marché public de fourniture, livraison, location/entretien de vêtements de travail et d'équipements de protection individuelle pour les agents municipaux - Appel d'offres ouvert

N° 14 - Résidence autonomie Thomas Couture : création d'un tarif cuisine thérapeutique - atelier soupe

N° 15 - Révision des tarifs des musées et introduction des tarifs relatifs au spectacle immersif

N° 16 - Révision des tarifs du Pays d'art et d'histoire

N° 17 - Commission Communale des Impôts Directs (CCID)

Madame le Maire :

« Je crois que tout le monde est installé. Je vous remercie.

Nous allons pouvoir commencer cette séance du conseil municipal.

À titre exceptionnel, nous sommes actuellement en train de réaliser les photos officielles. Comme certains d'entre vous ont pu le constater, plusieurs élus n'ont pas encore été photographiés.

Nous allons donc commencer par procéder à l'appel. Les élus qui n'ont pas encore été pris en photo pourront ensuite sortir, chacun leur tour, afin de poursuivre la séance photo.

Je vous remercie de bien vouloir vous organiser ainsi. »

N° 01 - Désignation du secrétaire de séance

Madame le Maire expose :

Vu le code général des collectivités territoriales,

Conformément aux dispositions des articles L. 2121-15 et L. 2121-21 du code général des collectivités territoriales, il convient de procéder à la nomination du secrétaire de séance.

Il est d'usage de désigner le plus jeune membre présent du Conseil Municipal qui procédera ensuite à l'appel nominal des Conseillers Municipaux.

Entendu l'exposé de Madame le Maire, le Conseil Municipal à main levée ***et à l'unanimité. :***

- Désigne Mme Eugénie ALVES secrétaire de séance

N° 02 - Adoption du procès-verbal de la séance du 4 juin 2026

Madame le Maire expose :

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment les articles L. 2121-23 et L. 2121-26,

Il convient de soumettre à l'approbation du Conseil Municipal l'adoption du procès-verbal de la réunion du jeudi 4 juin 2026, qui a été transmis dans le cadre de cette réunion.

Entendu l'exposé de Madame le Maire, le Conseil Municipal à main levée ***et à l'unanimité :***

- Adopte le procès-verbal de la séance du 4 juin 2026.

N° 03 - Compte rendu des décisions du Maire prises en vertu de la délégation du Conseil Municipal

Madame le Maire expose :

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, et notamment ses articles L.2122-22 et suivants,

Vu la délibération n° 6 du 28 mars 2026 portant délégations du Conseil Municipal consenties au Maire,

Considérant que le Maire de la commune peut recevoir délégation du Conseil Municipal afin d'être chargé, pour la durée de son mandat, de prendre un certain nombre de décisions,

Considérant que les décisions prises dans le cadre de ces délégations sont signées personnellement par le Maire, à charge pour lui d'en rendre compte au Conseil Municipal en application de l'article L.2122-23 du CGCT,

Considérant que Madame le Maire a l'honneur de rendre compte des décisions ci-dessous énumérées prises en application de la délégation et invite le Conseil Municipal à donner acte de cette communication.

Décisions 2026

150 du 19 mai : Convention de mise à disposition d'une salle municipale avec l'association « Les Tintinophiles c'est nous » (Senlis - 60), afin d'y organiser les 15es Journées tintinophiles de Senlis, du vendredi 5 juin 2026 au dimanche 7 juin 2026, à l'Espace Saint-Pierre. La convention est établie pour la période du mardi 2 juin 2026 à 14 h au mercredi 10 juin 2026 à 9 h. Recette : 1 219 €.

151 du 20 mai : Convention avec le collège de la Fontaine des Prés pour la mise à disposition de la salle du Manège Ordener afin d'y organiser une soirée de chants chorals avec l'école de Brichebay et l'association Le Collegium de Senlis, le vendredi 29 mai 2026, de 9 h à 23 h. Convention passée à titre gracieux.

152 du 21 mai : Modification n° 1 du marché public n° 2024/57 relatif à la maintenance préventive et curative des matériels de restauration collective des établissements de la Ville de Senlis avec la société NORD COLLECTIVITE (Fleurbaix - 62).

Le périmètre du marché est modifié comme suit :

- modification de la liste des matériels « Salle de Bonsecours / restaurant communal du Valois » ;
- ajout du site « Résidence autonomie Thomas Couture » ;
- ajout du site « Trois Arches » ;
- suppression du site « Résidence personnes âgées ».

Le détail du nouveau périmètre est défini à l'annexe n° 1 au CCP « Liste des matériels ».

Pour la partie forfaitaire (DPGF), le nouveau montant annuel est fixé à 11 980 € HT.

153 du 21 mai : Demande de subvention auprès de l'État dans le cadre de la convention Pays d'art et d'histoire pour la mise en œuvre d'un programme d'actions de médiation à l'échelle du territoire labellisé. Cette demande sera déposée dans le cadre du dispositif « Aide au projet ou au fonctionnement – Patrimoines et architectures (2026) », puis instruite par les services de la Direction régionale des affaires culturelles des Hauts-de-France.
Le montant de la subvention sollicitée est de 9 000 €.

154 du 22 mai : Convention de mise à disposition d'une salle municipale avec l'association « CJD Sud Oise » (Senlis - 60), afin d'y organiser la célébration des 40 ans du CJD Sud Oise au Manège Ordener.
La convention est établie pour la période du jeudi 11 juin 2026 à 8 h au vendredi 12 juin 2026 à 9 h.
Recette : 301 €.

155 du 22 mai : Convention de mise à disposition d'une salle municipale avec l'association « Les Tintinophiles c'est nous » (Senlis - 60), afin d'y organiser une bourse des collectionneurs à la salle Jacques-Joly.
La convention est établie pour la période du vendredi 5 juin 2026 à 9 h 30 au dimanche 7 juin 2026 à 20 h.
Convention passée à titre gracieux.

156 du 22 mai : Convention de tournage avec la société Empreinte Digitale (Paris 4e - 75) pour le tournage de la série intitulée « Le Réseau Corneille », du lundi 11 mai au jeudi 14 mai 2026.
Recette : 15 054 €.

157 du 26 mai : Décision de ne pas user du « droit de préemption » pour les déclarations d'intention d'aliéner des biens suivants :

au titre du D.P.U. du secteur sauvegardé – site patrimonial remarquable :	au titre du D.P.U. extra-muros :	
- 16 Cours Boutteville, - 22 Place de la Halle, - 6 et 6bis rue Saint-Pierre, - 50 rue Vieille de Paris, - 63 rue de la République, - 6 Place de la Halle, - 6 rue Saint-Hilaire, - 22 rue de la Treille, - 9 rue du Temple, - 16 rue Sainte-Geneviève, - 15 rue des Vétérans, - 2 rue aux Flageards, - 8 rue du Châtel, - 3 Place Saint-Maurice, - 1 rue Saint-Hilaire.	- 4 avenue du Val d'Aunette, - 20 rue de la Fontaine des Malades, - 5 rue de la Chapelle, - 14 rue de Paris, - 21 avenue Albert 1er, - 7 avenue du Maréchal Foch, - 48 rue du Vieux Chemin de Pont, - 20 rue de la Carrière, - 34 avenue de la Fontaine des Rainettes, - 81D rue du Faubourg Saint-Martin, - 13 rue Renoir, - 20 avenue Albert 1er, - 11 A à S rue du Vieux Four et rue du Haut de Villevert, - 15 avenue Etienne Audibert, - 4 Square du Fond de l'Arche, - 9 rue du Quémiset,	- 3 rue de la République, - 1 rue de la Forterelle, - Chemin de la Bretonnerie, - 26 rue Notre-Dame de Bonsecours, - 1 Avenue du Poteau, - 1 rue du Moulin Saint-Rieul, - 2 rue Renoir, - La Fontaine des Malades, - 9 Square Saint-Lazare, - 73 rue du Moulin Saint-Tron, - 20 allée des Marcassins, - 37 avenue de Chantilly, - 10 rue du Moulin du Gué de Pont.

158 du 26 mai : Actualisation des loyers de la résidence autonomie Thomas Couture conformément à l'indice de référence des loyers du 4e trimestre de l'année précédente.

159 du 26 mai : Conclusion d'un marché public relatif à la vérification réglementaire des installations techniques des bâtiments communaux de Senlis avec ACEP CONTROLE (60 Compiègne).
Le marché est conclu à compter de sa notification jusqu'au 31 décembre 2026.
Le montant de la prestation est de 28 595 € HT, soit 34 134 € TTC.

160 du 26 mai : Modification n° 1 du marché public n° 2024/19 relatif à la construction d'un conservatoire de musique et de danse dans l'ancien mess des officiers du quartier Ordener – lot 6 : Serrurerie - Métallerie conclu avec la société SERRURERIE DE BAETS (60 Crèvecœur-le-Grand), portant sur l'installation d'une porte pare-flammes et la suppression de 9 arceaux à vélos.
Le montant total des travaux s'élève à 149 € HT, soit 178,80 € TTC.
Le nouveau montant du marché public est de 84 183,55 € HT, soit 101 020,26 € TTC.

161 du 20 mai : Convention avec l'organisme SOCIAFORM (50 Granville) pour une intervention permettant de contribuer à la prévention de la perte d'autonomie des résidents en lien avec le CPOM de l'établissement, le mardi 27 mai 2026 à partir de 15 h à la résidence autonomie Thomas Couture.
Coût : 360 € TTC.

162 du 03 juin : Conclusion d'un marché public relatif à la mission de coordonnateur des systèmes de sécurité incendie (SSI) pour les travaux de restauration de la cathédrale avec la société NOVELEC (80680 Hébécourt). Le marché public est conclu à compter de sa date de notification et prend fin à l'achèvement de l'ensemble des travaux d'aménagement et de rénovation. Le marché public est conclu pour un montant de 6 500 € HT, soit 7 800 € TTC.

163 du 03 juin : Modification n° 3 du marché public relatif à la construction d'un conservatoire de musique et de danse dans l'ancien mess des officiers du quartier Ordener – lot 3 : Couverture - Étanchéité conclu avec la société UTB (93 Romainville), portant sur la mise en place d'une gouttière nantaise en zinc, la création de chéneaux, l'adaptation des chevrons, la mise en place d'une muralière et d'un bac acier. Le montant de la prestation est de 23 650,50 € HT, soit 28 380,60 € TTC.
Le nouveau montant du marché est de 331 497,45 € HT, soit 397 796,94 € TTC.

164 du 08 juin : Révision des tarifs communaux au 1er juillet 2026 des cimetières et de l'état civil.

165 du 08 juin : Révision des tarifs communaux au 1er septembre 2026 du conservatoire.

166 du 08 juin : Révision des tarifs communaux au 6 juillet 2026 des activités sportives.

167 du 09 juin : Modification n° 3 (avenant) du marché public n° 2022/14 relatif à l'entretien des arbres et espaces verts, aux travaux d'élagage et à l'entretien phytosanitaire, lot n° 1 : Tonte des espaces engazonnés, avec la société GARCIA (60 Andeville). Le montant de la modification annuelle est de 19 000 € HT. Le montant maximum annuel de commandes est porté à 151 000 € HT pour la période du 21 juillet 2025 au 20 juillet 2026.

168 du 09 juin : Conclusion d'un marché public relatif à l'acquisition de licences d'exploitation Microsoft Windows et Microsoft Office avec la société HELIAQ LILLE (59 Lesquin). Le marché public est conclu pour un montant de 26 962,10 € HT, soit 32 354,52 € TTC.

169 du 10 juin : Convention de mise à disposition d'une salle municipale avec l'association « PLACE'L » (60 Senlis), afin d'y tenir une conférence intitulée « Les femmes et l'IA », au Prieuré Saint-Maurice.
La convention est établie pour la période du mardi 16 juin 2026 à 9 h au mercredi 17 juin 2026 à 9 h.
Recette : 510 €.

170 du 10 juin : Modification n° 3 du marché public relatif à la construction d'un conservatoire de musique et de danse dans l'ancien mess des officiers du quartier Ordener – lot n° 4 : Échafaudage – Ravalement – Restauration de maçonnerie conclu avec la société TON PIERRE

(95 Herblay-sur-Seine), portant sur la reprise de travaux divers. Le montant des travaux supplémentaires est de 10 398,34 € HT, soit 12 478,01 € TTC. Le nouveau montant du marché est de 325 335,54 € HT, soit 390 402,65 € TTC.

171 du 10 juin : Modification n° 1 du marché public relatif à la maintenance préventive et curative des aires collectives de jeux avec la société ECOGO (62 Thélus) afin d'intégrer quatre nouveaux équipements situés sur l'aire de jeux de l'écoquartier 2. Le montant de la maintenance préventive des équipements supplémentaires est de 332,00 € HT, soit 398,40 € TTC.
Le nouveau montant du marché est de 6 605,00 € HT, soit 7 926,00 € TTC correspondant à la partie forfaitaire de maintenance préventive.

172 du 10 juin : Convention avec Madame Sandrine SEMAVOINE (60 Fresnoy-le-Luat), afin de contribuer à la prévention de la perte d'autonomie des résidents en lien avec le Contrat pluriannuel d'objectifs et de moyens (CPOM) de l'établissement, le mardi 16 juin 2026 à partir de 15 h 30, au sein de la résidence autonomie Thomas Couture.
Coût : 214 € TTC.

173 du 11 juin : Conclusion d'un marché public relatif aux travaux de mise en sécurité de la piste d'athlétisme du complexe sportif Yves-Carlier avec la société POLYTAN France (80 Glisy).
Le marché public est conclu pour un montant de 30 783,25 € HT, soit 36 939,90 € TTC.

174 du 11 juin : Conclusion d'un marché public relatif aux travaux de peinture au musée de la Vénerie avec la société SPRID PEINTURE (60 Allonne). Le marché public est conclu pour un montant de 32 798,36 € HT, soit 39 358,03 € TTC.

Madame le Maire : « Avez-vous des questions ? »

Madame AMMOUN : « Bonsoir. J'ai plusieurs questions. Tout d'abord, concernant le point n° 152. »

Madame le Maire : « La modification n° 1 d'un marché public. »

Madame AMMOUN : « Je souhaiterais connaître le montant initial du marché. »

Madame le Maire : « Je ne l'ai pas avec moi. Je vous propose que nous vérifiions ce montant et que nous vous le communiquions ultérieurement. Pour information, concernant la partie forfaitaire de la DPGF, le nouveau montant annuel est fixé à 11 980 € HT. Nous vous transmettrons le montant initial du marché. »

Madame AMMOUN : « Je vous remercie, Madame le Maire. Ensuite, concernant le point n° 164 relatif à la révision des tarifs communaux au 1er juillet, notamment ceux des cimetières et de l'état civil, je souhaitais savoir si vous disposiez déjà des nouveaux tarifs. J'ai également la même question pour les points n° 165 et 166, si cela peut vous faire gagner du temps. »

Monsieur DERYCKE : « Oui, nous disposons précisément des nouveaux tarifs. Il s'agit d'une grille tarifaire assez complète. Comme vous vous en souvenez, nous avons travaillé sur une augmentation de l'ordre de 1 %. Une évolution spécifique concerne également les urnes funéraires, avec un tarif légèrement différent.

Pour le conservatoire, l'équipe a proposé une hausse d'environ 1 %, que nous avons acceptée. Nous sommes donc restés sur le même niveau d'évolution. Il en va de même pour les activités sportives.

De manière générale, les tarifs qui devaient évoluer de 1 %, ou être ajustés par un arrondi, sont restés dans cet ordre de grandeur. En revanche, nous vous présenterons le détail des tarifs du musée au moment de l'examen des délibérations correspondantes, puisqu'il s'agit de nouveaux tarifs ou de tarifs ayant connu une évolution plus significative. »

Madame le Maire : « Y a-t-il d'autres questions ? Non ? Très bien. »

L'exposé entendu, ***Madame le Maire*** *a soumis ce projet de délibération au* ***Conseil Municipal*** *qui* a pris acte des décisions susvisées.

N° 04 - Commissions municipales – Désignation des membres

Madame le Maire expose :

Vu l'article L. 2121-22 du code général des collectivités territoriales lequel permet au Conseil Municipal de constituer des commissions chargées d'étudier et d'instruire les questions soumises ultérieurement à ce Conseil,

Vu la délibération n° 5 du 9 avril 2026 portant sur la création des commissions municipales et la désignation de leurs membres,

Considérant le courrier de la Préfecture en date du 3 juin 2026 relatif à la délibération n° 5 du 9 avril 2026, par lequel il est indiqué que la désignation, au sein des commissions municipales, de personnes ne disposant pas de la qualité de conseiller municipal est contraire aux

dispositions du code général des collectivités territoriales, et qu'il convient, en conséquence, de procéder au retrait de ladite délibération et à l'adoption d'une nouvelle délibération conforme aux dispositions législatives en vigueur,

Madame le Maire : « Il n'y a pas de changement considérable, mais vous voyez que nous avons tout de même recomposé les commissions. Elles continueront de se réunir selon le calendrier qui a déjà été établi pour les prochaines semaines. »

Madame LOISELEUR : « Madame le Maire, le conseil municipal doit aujourd'hui revenir sur l'une des premières délibérations que vous lui avez soumises après votre entrée en fonction, lors de la séance du conseil municipal du 9 avril 2026, à savoir la constitution des commissions municipales.

Cette situation, qui fait suite au courrier que vous a adressé le sous-préfet dans le cadre du contrôle de légalité des actes des communes, nous interroge. Elle résulte en effet d'une illégalité certaine, mais traduit également un manquement au principe de transparence et met en cause les droits de l'opposition.

Vous aviez affirmé, le 9 avril, je cite le procès-verbal : « J'ai ouvert les commissions aux personnes qui ne siégeaient pas dans notre liste. On a le droit. », laissant ainsi penser que vous étiez informée de cette possibilité et que vous aviez obtenu des assurances à ce sujet.

Pris de court, mais faisant foi à cette affirmation, nous avons donc collectivement voté à l'unanimité les délibérations concernées.

Le courrier du sous-préfet fait pourtant clairement état de l'illégalité de cette délibération. Au regard des dispositions du Code général des collectivités territoriales et de la jurisprudence du Conseil d'État, seuls les élus en titre peuvent siéger dans les commissions municipales, en qualité de titulaires ou de suppléants.

Les commissions peuvent certes entendre des experts ou des citoyens, mais uniquement en qualité d'invités, et non comme titulaires ou suppléants.

La présence de titulaires ou de suppléants non élus, qui peuvent ainsi participer à la préparation des délibérations du conseil municipal et influer sur les débats, comme j'ai d'ailleurs pu le constater dans les commissions auxquelles j'ai participé, fait clairement peser un risque sur la légalité des délibérations qui en découlent, avec les risques contentieux qui peuvent s'y attacher.

La manière dont vous avez traité ce sujet pourrait laisser penser que vous étiez consciente de cette irrégularité. Je vous prête toutefois, bien évidemment, le bénéfice de la bonne foi. »

Madame le Maire : « Je vous en remercie. »

Madame LOISELEUR : « Ce n'est pas exactement le texte que je voulais lire. Je l'avais modifié parce que je ne souhaitais pas être trop dure. Je vais néanmoins poursuivre.

La façon dont vous avez traité ce sujet nous a semblé assez désinvolte. En effet, lors de la séance du conseil municipal du 9 avril, vous avez proposé d'ouvrir les commissions aux élus de votre liste qui ne siégeaient pas, avez-vous indiqué, de manière très brève et sans réelle explication.

Vous avez ensuite omis de reprendre ces propos dans le procès-verbal de la séance, qui est pourtant habituellement très exhaustif. Je vous en ai d'ailleurs fait la remarque lors du conseil municipal du 30 avril. La correction que vous avez apportée au procès-verbal témoigne, à elle seule, de la faiblesse de vos explications.

N'aurait-il pas fallu, puisque vous proposiez un mode de fonctionnement des commissions sans précédent, l'annoncer en présentant la délibération et nous inviter à en discuter ? Cela aurait permis aux groupes d'opposition de proposer eux-mêmes la participation de leurs colistiers non élus.

Vous avez, au contraire, revendiqué ce privilège pour votre seul groupe, renvoyant l'opposition à de simples invitations laissées au bon vouloir de vos adjoints et de vous-même.

Est-ce là votre conception de la démocratie participative, de la concertation et de l'écoute que vous avez mises en avant pendant votre campagne ?

On peut alors s'interroger sur vos motivations : proposer des lots de consolation à vos colistiers non élus ou alléger la tâche de vos élus qui découvrent les exigences de la vie municipale, auxquelles j'ai moi-même été confrontée avec mes équipes pendant quinze ans.

Effectivement, l'engagement municipal est prenant en temps et en énergie, mais c'est le prix de l'engagement auprès des citoyens.

Il apparaît également que vous négligez les droits de l'opposition, puisque vous avez mobilisé six personnes non élues en plus des vingt-cinq élus de votre majorité, tout en nous laissant participer aux commissions avec sept élus de la liste « Pour Senlis en confiance » et un élu de la liste « Senlis, une identité à préserver ».

Le mode de scrutin municipal donne une prime à la liste arrivée en tête, même lorsqu'elle ne franchit pas la barre des 50 %, en lui assurant une majorité. C'est sans doute une bonne chose pour permettre à une équipe municipale d'agir, mais cela suppose également de garantir à l'opposition une participation équitable aux travaux des commissions et du conseil municipal, sans qu'elle soit écrasée par le poids de la majorité.

Notre groupe s'est engagé dans cette nouvelle mandature dans un esprit d'opposition respectueuse et constructive, après avoir connu quinze années de votes systématiquement défavorables et d'agressivité de la part de l'opposition de l'époque.

Cela suppose, de la part de la majorité, de susciter le respect et la confiance. Cette confiance est aujourd'hui mise à mal.

Je vous remercie. »

Madame le Maire : « Je vous remercie également. Dois-je retenir de votre intervention que vous ne souhaitez plus que les personnes de votre liste qui ne siègent pas au conseil municipal soient invitées aux commissions ? »

Madame LOISELEUR : « Cela n'a rien à voir, parce que vous avez, dans vos propos, habilement, je dois le dire... »

Madame le Maire : « Permettez-moi de compléter, s'il vous plaît.

Vous avez mis en doute un certain nombre de choses contre lesquelles je souhaite m'élever.

Premièrement, nous sommes très respectueux de la loi. Aujourd'hui, nous savons que la démocratie représentative est en grande difficulté et il nous semblait intéressant d'expérimenter d'autres formes de participation.

Les commissions municipales nous semblent être le lieu où les débats peuvent avoir lieu, et vous reconnaîtrez que toutes les commissions qui se sont réunies dernièrement ont été très ouvertes et ont permis de véritables échanges.

J'entends ce que vous dites, mais vous nous faites, me semble-t-il, un procès d'intention en vous présentant comme les victimes de notre poids, ce qui ne me paraît pas correspondre à la manière dont ces commissions se sont déroulées.

J'entends néanmoins vos remarques et je réaffirme notre volonté de travailler de manière très large et très ouverte.

Vous êtes malgré tout dans l'opposition, pardonnez-nous, mais c'est ce qu'ont décidé les Senlisiens. De fait, nous sommes donc très largement majoritaires.

La question de l'engagement des élus autour de cette table n'est certainement pas à remettre en cause. Au contraire, nous continuons d'ailleurs à travailler très régulièrement avec des personnes qui ne siègent pas autour de cette table.

Je ne sais pas si vous souhaitez que nous continuions à vous inviter. Peut-être considérez-vous que cette représentation n'est pas suffisamment équilibrée. En tout état de cause, elle est plus importante que la place que vous aviez laissée à l'opposition au cours de vos mandats.

Souhaitez-vous continuer à être invitée, sur proposition de votre part, aux différentes commissions ?

Pour notre part, nous allons désormais nous conformer aux règles applicables. Néanmoins, les personnes qui s'étaient mobilisées avec nous au sein des commissions continueront, pour leur part, à être invitées. »

Madame LOISELEUR : « Tout d'abord, vous avez habilement mélangé, tout à l'heure, deux questions distinctes dans vos explications, mais je ne souhaite pas alourdir davantage le débat : d'une part, la question de la qualité de titulaire ou de suppléant, qui n'est pas autorisée par la loi et le Code général des collectivités territoriales, et, d'autre part, la possibilité

d'inviter des personnes extérieures aux commissions, qui est, elle, autorisée par le Code général des collectivités territoriales et la jurisprudence en vigueur.

Vous avez donc mélangé deux notions qui n'ont rien à voir : le fait de siéger en qualité de titulaire ou de suppléant dans des commissions régies par la loi, et le fait d'y être invité, ce qui relève d'un autre régime.

Vous avez déclaré : « On a le droit. » C'est d'ailleurs la seule mention très succincte qui figure dans le compte rendu de votre intervention, qui était pourtant beaucoup plus développée à l'époque. Je ne souhaite pas revenir là-dessus.

Il aurait fallu, en amont, vous assurer de la légalité de cette délibération. C'est précisément sur ce point que j'ai insisté : les commissions telles que vous les aviez composées donnaient mécaniquement un poids supérieur à votre majorité par rapport à l'opposition.

C'est exactement ce que vous indique le sous-préfet : il convient de respecter les règles applicables. Je ne vais peut-être pas vous imposer la lecture de son courrier, je pense que chacun en a pris connaissance.

Madame le Maire : « Je vous remercie infiniment pour toutes ces leçons. »

Madame LOISELEUR : « Je souhaite simplement terminer en rappelant que les commissions telles que vous les aviez composées donnaient un poids supérieur à votre majorité par rapport à l'opposition.

D'ailleurs, comme je l'ai indiqué précédemment, j'ai pu en faire l'expérience dans au moins deux commissions auxquelles j'ai participé, au cours desquelles des colistiers non élus ont pris part aux débats. Une colistière non élue s'est même permise, un jour, de me demander de cesser de parler.

Il y a donc bien eu des interventions de personnes qui n'étaient pas élues dans les débats des commissions. Je rappelle simplement que ce n'est pas moi qui le dis, mais le sous-préfet, en s'appuyant sur la loi : les avis rendus par ces commissions et les délibérations qui ont ensuite été adoptées pourraient faire l'objet de recours contentieux et être considérés comme irréguliers.

Je vous demande donc de ne pas confondre cette question avec celle des invitations.

S'agissant précisément des invitations, je reconnais que vous avez, pour votre part, joué le jeu. En revanche, tous vos adjoints ne l'ont pas fait, loin s'en faut, et les réponses ont été très différentes d'un adjoint à l'autre. Plusieurs de vos adjoints ont ainsi refusé de nous inviter aux commissions. »

Madame le Maire : « Je vous remercie. Nous avons bien pris connaissance du courrier du sous-préfet et nous allons désormais nous conformer aux règles applicables.

J'ai entendu les leçons que vous nous avez données. Je retiens par ailleurs que ces invitations ne vous intéressent probablement pas, puisque vous considérez, de toute façon, que vous n'aviez pas suffisamment de poids. »

Madame LOISELEUR : « Madame le Maire, vous déformez mes propos. Je ne considère absolument pas que nous n'avons pas suffisamment de poids. Je me borne à commenter le courrier que vous a adressé le sous-préfet et j'invite chacun à en prendre connaissance. »

Madame le Maire : « J'ai parfaitement entendu vos explications. Je réitère néanmoins ma question afin que la réponse soit parfaitement claire : certains élus n'ont pas souhaité participer. Souhaitez-vous, pour votre part, continuer à participer à ces commissions ? »

Madame LOISELEUR : « Pour ma part, j'y participe et cela me convient parfaitement. Si certains d'entre vous acceptent que nous soyons, de temps en temps, invités, nous continuerons à en faire la demande, sachant désormais que cette demande doit être renouvelée à chaque commission.

C'est d'ailleurs ce que prévoit le Code général des collectivités territoriales et nous respecterons cette procédure. »

Madame le Maire : « Très bien. Je vous en remercie. Nous allons passer au vote. »

L'exposé entendu, Mme le Maire *a soumis au vote ce projet de délibération et le Conseil Municipal à main levée* ***et à l'unanimité :***

Article 1 : Décide le retrait de l'article 3 de la délibération n°5 du 9 avril 2026,

Article 2 : Décide, à l'unanimité, au titre de l'article L.2121-21 du code général des collectivités territoriales, de ne pas procéder au scrutin secret à l'élection des membres des commissions municipales,

Article 3 : Procède à la désignation des membres des commissions municipales, conformément aux tableaux suivants :

1 Commission Finances et Administration Générale	
9 Titulaires :	8 Suppléants :
Xavier DERYCKE	Françoise BALOSSIER
Denis LHOYER	Sonia HECQUET
Anne CARVENNEC	Hugues FRACHON
Bertrand DUBREUCQ-PÉRUS	Joël BERTINATTI
Marie-Laure HEYRAUD	Sarah HINQUE
Sébastien JEANMART	Lucien GERARDIN
Pascal LOISELEUR	Guillaume NOIRTIN
Philippe GAUDION	Sébastien MOTTE
Maximilien MÉNAND-CHAMBON	

2 Commission Démocratie participative, services aux usagers et communication	
8 Titulaires :	8 Suppléants :
Catherine CARDOËN	Françoise BALOSSIER
Florence TAQUET	Sonia HECQUET
Sarah HINQUE	Joël BERTINATTI
Régis MEDIONI	Wolfgang MOREIGNEAUX-COUDOURNAC
Matthieu ARIZA	Marie-Laure HEYRAUD
Fanny DOUBLIEZ	Lucien GERARDIN
Malvina AMMOUN	Philippe GAUDION
Guillaume NOIRTIN	Pascale LOISELEUR

3 Commission Travaux et Patrimoine historique	
9 Titulaires :	8 Suppléants :
Denis LHOYER	Hugues FRACHON
Xavier DERYCKE	André TACCONE
Catherine CARDOËN	Sarah HINQUE
Cedric DELAYEN	Régis MEDIONI
Françoise BALOSSIER	Sébastien JEANMART
Bertrand DUBREUCQ-PÉRUS	Marie-Pascale BULLE
Philippe GAUDION	Delphine GLASTRA
Guillaume NOIRTIN	Pascale LOISELEUR
Maximilien MÉNAND-CHAMBON	

4 Commission Transition Ecologique	
8 Titulaires :	8 Suppléants :
Françoise BALOSSIER	Sonia HECQUET
Catherine CARDOËN	Florence TAQUET
Sarah HINQUE	Anne CARVENNEC
Wolfgang MOREIGNEAUX-COUDOURNAC	Matthieu ARIZA
Agnès ANDRÉ-ROMAGNY	Christelle MERCIER
Régis MEDIONI	Marie-Pascale BULLE
Malvina AMMOUN	Véronique LUDMANN
Sébastien MOTTE	Delphine GLASTRA

5 Commission Education et Jeunesse	
8 Titulaires :	8 Suppléants :
Eugénie ALVES	Xavier DERYCKE
Françoise BALOSSIER	Sarah HINQUE
Joël BERTINATTI	Christelle MERCIER

6 Commission Action sociale et Petite Enfance	
8 Titulaires :	8 Suppléants :
Florence TAQUET	Sonia HECQUET
Françoise BALOSSIER	Eugénie ALVES
Agnès ANDRÉ-ROMAGNY	Joël BERTINATTI

Régis MEDIONI	Sébastien JEANMART
Anne CARVENNEC	Fanny DOUBLIEZ
Marie-Laure HEYRAUD	Marie-Pascale BULLE
Véronique LUDMANN	
Guillaume NOIRTIN	Pascale LOISELEUR
	Malvina AMMOUN

Bertrand DUBREUCQ-PÉRUS	Sarah HINQUE
Christelle MERCIER	Matthieu ARIZA
Lucien GERARDIN	Fanny DOUBLIEZ
Delphine GLASTRA	
Pascale LOISELEUR	Philippe GAUDION
	Véronique LUDMANN

7 Commission Sport	
8 Titulaires :	8 Suppléants :
Joël BERTINATTI	Xavier DERYCKE
	Cedric DELAYEN
Catherine CARDOËN	Françoise BALOSSIER
Florence TAQUET	Hugues FRACHON
Sarah HINQUE	
	André TACCONE
Anne CARVENNEC	Wolfgang MOREIGNEAUX-COUDOURNAC
Sébastien JEANMART	
Véronique LUDMANN	Sébastien MOTTE
Pascale LOISELEUR	Delphine GLASTRA

8 Commission Aménagement et Urbanisme	
8 Titulaires :	8 Suppléants :
Denis LHOYER	Xavier DERYCKE
	Florence TAQUET
Françoise BALOSSIER	Sarah HINQUE
Sonia HECQUET	Agnès ANDRÉ-ROMAGNY
Wolfgang MOREIGNEAUX-COUDOURNAC	Bertrand DUBREUCQ-PÉRUS
Anne CARVENNEC	
Sébastien JEANMART	Marie-Pascale BULLE
Sébastien MOTTE	Philippe GAUDION
Pascale LOISELEUR	Guillaume NOIRTIN

9 Commission Attractivité, Animations et Transports	
9 Titulaires :	8 Suppléants :
Sonia HECQUET	Xavier DERYCKE
	Cedric DELAYEN
Catherine CARDOËN	Françoise BALOSSIER
Sarah HINQUE	Eugénie ALVES
Wolfgang MOREIGNEAUX-COUDOURNAC	
Bertrand DUBREUCQ-PÉRUS	Florence TAQUET
Sébastien JEANMART	Matthieu ARIZA
Malvina AMMOUN	
Delphine GLASTRA	Sébastien MOTTE
Maximilien MÉNAND-CHAMBON	Guillaume NOIRTIN

10 Commission Mobilités	
8 Titulaires :	8 Suppléants :
Wolfgang MOREIGNEAUX-COUDOURNAC	Françoise BALOSSIER
	Sonia HECQUET
Catherine CARDOËN	André TACCONE
Denis LHOYER	Sarah HINQUE
Agnès ANDRÉ-ROMAGNY	Régis MEDIONI
Bertrand DUBREUCQ-PÉRUS	
Matthieu ARIZA	Sébastien JEANMART
Sébastien MOTTE	Pascale LOISELEUR
Guillaume NOIRTIN	Véronique LUDMANN

11 Commission Culture	
8 Titulaires :	8 Suppléants :
Hugues FRACHON	Françoise BALOSSIER
	Florence TAQUET
Xavier DERYCKE	Sarah HINQUE

Catherine CARDOËN Joël BERTINATTI Fanny DOUBLIEZ Marie-Pascale BULLE Delphine GLASTRA Guillaume NOIRTIN Maximilien MÉNAND-CHAMBON	Agnès ANDRÉ-ROMAGNY Marie-Laure HEYRAUD Lucien GERARDIN Pascale LOISELEUR Malvina AMMOUN

N° 05 - Convention de participation financière relative à la réfection d'un mur mitoyen - 39 Rue du Châtel

Madame le Maire expose :

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment l'article L.2121-29,

Vu le Code Civil, notamment ses articles 653 à 673,

Vu l'avis de la Commission des Finances et de la Commission Travaux,

Considérant que l'architecte-conseil de la Ville a constaté, le 23 avril, au 39 rue du Châtel, propriété de Monsieur et Madame CHARTIER, en présence de leur entrepreneur, Monsieur BALOSSIER, la progression d'une fissure affectant le mur pignon d'un bâtiment ancien déversant vers le parking public Saint-Péravi et situé en face d'une école ;

Considérant qu'il a notamment été observé la rupture des témoins posés il y a plusieurs années, révélant une aggravation du dévers du mur ;

Considérant que la Ville a procédé à l'installation urgente de barrières afin d'interdire le stationnement des véhicules et le passage des piétons à proximité du mur, et que Monsieur et Madame CHARTIER ont été autorisés à entreprendre sans délai les travaux de reprise nécessaires ;

Considérant que ledit mur est mitoyen, les investissements financiers nécessaires à sa réfection doivent être pris en charge pour moitié par la commune et pour moitié par Monsieur et Madame CHARTIER, propriétaires du fonds mitoyen ;

Les parties se sont donc rapprochées afin de définir les modalités financières de leur participation respective aux investissements nécessaires à la réfection du mur.

La participation financière concerne les travaux suivants :

- Reprise du mur de clôture en pierre côté parking en raison de fissures à l'angle, sur environ 12 m², comprenant le transport, la pose et la dépose d'éléments d'échafaudage sur pied ;
- Dépose du mur d'angle sur environ 3 m de largeur et sur toute sa hauteur, soit environ 6,70 m³, mise en dépôt au pied de l'ouvrage, avec brossage et décroutage des pierres et moellons ;
- Reprise de la fondation, à définir sur place, en mortier de chaux avec lit de pierres ;
- Reconstruction du mur en maçonnerie avec ancrage sur moellons d'angle, l'ensemble étant maçonné au mortier de chaux de Saint-Astier, avec deux faces alignées et un jointoiement à la chaux identique à l'existant ;
- Nettoyage du chantier et enlèvement du surplus de gravats.

Le montant total de l'opération est estimé à 15 890,00 € HT, soit 17 479,00 € TTC.

La Ville s'engage à prendre en charge 50 % du montant total de l'opération, soit 8 739,50 € TTC.

En cas d'imprévu de chantier, le montant pourra être réévalué dans la limite de 10 % du montant total de l'opération.

Une convention a été rédigée afin de régler les rapports entre la Ville et Monsieur et madame CHARTIER.

Madame le Maire : « Avez-vous des questions ? »

Madame LOISELEUR : « J'ai deux questions que je vais introduire.

Lors de la commission des finances du 23 juin, les membres de mon équipe qui étaient présents et moi-même nous sommes étonnés de constater qu'un seul devis d'artisan était présenté, lequel est d'ailleurs annexé au présent projet de délibération, pour la réfection de ce mur mitoyen avec la Ville situé au 39, rue du Châtel.

Cette situation nous a surpris, dans la mesure où il est généralement préconisé, dans le cadre de la commande publique, et conformément au règlement de la Ville, de solliciter deux ou trois devis, afin de pouvoir comparer les offres et d'éviter toute situation susceptible de créer un doute quant au respect des principes de la commande publique.

Lors de la commission, il nous a été rappelé le caractère urgent de cette réfection, ce que nous ne contestons pas. Il nous a également été indiqué que le propriétaire du 39, rue du Châtel avait proposé ce devis à la Ville, chaque partie prenant en charge la moitié du coût des travaux.

Au-delà de la présentation d'un seul devis, cette situation nous interroge également sur le plan déontologique, puisqu'il se trouve que l'artisan désigné pour effectuer la réfection du mur est un proche parent de l'une de vos adjointes.

Nous avons donc deux questions : envisagez-vous de solliciter d'autres devis ? Et prévoyez-vous de désigner prochainement un déontologue, comme nous l'avions fait lors du mandat précédent ? Il me semble que cette désignation est obligatoire et qu'elle permet notamment de prévenir les éventuelles situations de conflit d'intérêts. »

Madame le Maire : « Les travaux relevaient, compte tenu de leur caractère urgent, de la maîtrise d'ouvrage du propriétaire. Il n'est donc pas prévu, à ce stade, de solliciter d'autres devis.

S'agissant du déontologue, oui, bien sûr, nous y travaillons. J'ai d'ailleurs demandé à Daniel CARLIER, qui est l'un de nos colistiers et ancien notaire, de travailler au-delà de la seule obligation légale de désigner un déontologue, afin d'élaborer une véritable charte pour la collectivité et pour l'ensemble des élus. L'objectif est de nous prémunir le plus largement possible contre les éventuelles situations de conflit d'intérêts et de renforcer notre cadre déontologique. »

Madame LOISELEUR : « Je suis désolée de jouer à nouveau les donneurs de leçons, puisque c'est ainsi que vous avez qualifié mon intervention tout à l'heure, mais votre adjointe participera-t-elle au vote ? »

Madame le Maire : « Elle est sortie, comme vous pouvez le constater. »

Madame LOISELEUR : « D'accord. Je n'avais pas entendu cette précision.

Nous nous abstiendrons, non pas pour contester la nécessité de réaliser ces travaux, mais parce que nous contestons la méthode retenue. »

Madame le Maire : « Très bien. Je vous remercie. »

L'exposé entendu, ***Madame le Maire*** *a soumis au vote ce projet de délibération et* ***le Conseil Municipal*** *à main levée* ***et à l'unanimité (7 abstentions : Mme LOISELEUR, M. MOTTE, Mme GLASTRA, Mme AMMOUN, Mme LUDMANN par pouvoir donné à Mme LOISELEUR, M. GAUDION par pouvoir donné à Mme GLASTRA, M. NOIRTIN par pouvoir donné à Mme AMMOUN) ;***

- Approuve les termes de la convention de participation financière relative à la réfection d'un mur mitoyen, annexée à la présente délibération ;

- Autorise Madame le Maire à signer ladite convention et à procéder à son exécution ainsi qu'aux règlements afférents.

N° 06 - Convention générale de maitrise d'ouvrage pour les travaux d'investissement à réaliser sur le domaine public routier départemental en agglomération - Avenue Albert 1er

Madame le Maire expose :

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L 1615-2 et L3221- 4 ;

Vu le code de la voirie routière et notamment ses articles L.131-2 à L.131-7 ;

Vu le code de la commande publique et notamment ses articles 2410-1 et suivants ;

Vu le règlement de voirie départementale approuvé par arrêté du Président du conseil départemental le 4 mars 2016 ;

Vu le code de l'environnement et notamment ses articles L 228-2, L554-1 à L 554-5 et R 554-1 à R554-38 ;

Vu la décision II-01 de la commission permanente en date du 19 novembre 2012 portant approbation de la convention type générale de maîtrise d'ouvrage pour les travaux d'investissement à réaliser sur le domaine public routier départemental en agglomération ;

Vu l'avis de commission travaux du 30 juin 2026,

Considérant la volonté de clarifier les rôles et les responsabilités du département et de la commune lorsque des travaux sont entrepris sur le domaine public routier départemental en agglomération, ainsi que sur ses dépendances,

Considérant que l'attribution, par dérogation, du fonds de compensation pour la T.V.A. aux communes et leurs groupements maîtres d'ouvrage de travaux d'investissement, notamment d'aménagement de sécurité et de bordures-trottoirs-canalisations, réalisés dans ce cadre, est subordonnée à la passation d'une convention entre la collectivité maître d'ouvrage et la département propriétaire,

Madame le Maire expose au Conseil municipal que les travaux d'élargissement du trottoir, avenue Albert 1er sur la RD330 ont fait l'objet d'une convention générale de maîtrise d'ouvrage pour les travaux d'investissement à réaliser sur le domaine public routier départemental en agglomération avec le Conseil départemental.

Le Conseil municipal, après en avoir délibéré et à la majorité des membres présents :

1. Conformément à l'article 4-3 de la convention, la commune :

- s'engage à respecter les règles et les normes en matière d'accessibilité aux personnes à mobilité réduite prescrites par la Loi n° 2005-102 du 11 février 2005 pour l'égalité des droits et des chances, la participation et la citoyenneté des personnes handicapées.

2. Conformément à l'article 4-1 de la convention dans le cadre de la Loi LAURE (Loi sur l'Air et l'Utilisation Rationnelle de l'Energie) n° 96-1236 du 30 décembre 1996, article 20, codifié au Code de l'Environnement par l'article L.228-2, il est demandé de mettre au point des itinéraires cyclables pourvus d'aménagements sous forme de pistes, marquages au sol ou couloirs indépendants, en fonction des besoins et contraintes de la circulation. La réalisation ou la non réalisation de l'aménagement cyclable fera l'objet d'une décision motivée du conseil municipal.

- Décide la non réalisation de pistes cyclables, considérant que les travaux projetés consistent uniquement en l'élargissement des trottoirs sur un linéaire limité, sans réaménagement global de la voirie ni modification des conditions de circulation. En outre, la topographie du terrain ne permet pas la réalisation d'une piste cyclable, l'emprise de la RD 330, classée en voie de 3e catégorie, devant conserver une largeur de chaussée de 6,00 mètres.

3. autorise Madame le Maire à signer la convention générale de maîtrise d'ouvrage précipitée.

Madame le Maire : « Avez-vous des questions concernant ce projet ? »

Monsieur MOTTE : « Simplement un commentaire. Je vous remercie de poursuivre et de mener à bien ce projet, initié par la précédente mandature en concertation avec les habitants. »

Madame le Maire : « Je n'en doutais pas. Je vous remercie de l'avoir souligné. »

L'exposé entendu, ***Madame*** **le Maire** *a soumis au vote ce projet de délibération et* ***le Conseil Municipal*** *à main levée* ***et à l'unanimité ;***

- Approuve la convention avec le Conseil Départemental de l'Oise
- D'autorise Mme le Maire à signer tous les actes se rapportant à la mise en œuvre de la présente délibération.

N° 07 - Personnel communal : créations d'un emploi de professeur de violoncelle et d'un emploi saisonnier d'Educateur des Activités Physiques et Sportives - modification de la durée hebdomadaire de l'emploi du professeur de piano jazz et du professeur de guitare

Monsieur DERYCKE expose :

Vu le Code Général de la Fonction Publique,

Vu le décret n°91-298 du 20 mars 1991 modifié portant dispositions statutaires applicables aux fonctionnaires territoriaux nommés dans des emplois permanents à temps non complet,

Vu le décret n °88-145 du 15 février 1988 modifié, portant diverses dispositions relatives aux agents contractuels de la fonction publique territoriale,

Vu le tableau des effectifs,

Afin de répondre à la demande pour la rentrée prochaine, il est nécessaire d'augmenter le volume d'heure hebdomadaire des emplois du professeur de piano jazz et de celui du professeur de guitare.

Afin de répondre à une forte demande des usagers pour la discipline du violoncelle pour la rentrée prochaine, il est nécessaire de créer un emploi de professeur de violoncelle d'une durée de 3 heures.

Il convient par ailleurs de répondre à un besoin saisonnier dans le cadre du centre d'initiation sportive complétant Les Lézards d'été

L'exposé entendu, ***Madame*** **le Maire** *a soumis au vote ce projet de délibération et* ***le Conseil Municipal*** *à main levée* ***et à l'unanimité ;***

- Approuve la création d'un emploi de professeur de violoncelle selon le tableau ci-dessous.

Emplois			**Durée hebdo**
Nombre	**Activité**	**Grades mini - maxi**	
1	Professeur de violoncelle	Assistant d'enseignement artistique Prof. d'enseignement art. hors cl	3h00

- Décide la modification la durée hebdomadaire de l'emploi du professeur de piano jazz et du professeur de guitare selon le tableau ci-dessous.

Emplois					**Durée hebdo à compter du 01.09.2026**
Nombre	**Durée hebdo**	**Instrument - activité**	**Délibération**	**Grades mini - maxi**	
1	4h00	Piano Jazz	15/06/2017	Assistant d'enseignement artistique Prof. d'enseignement art. hors cl	15h30
1	2h00	Guitare	30/06/2022	Assistant d'enseignement artistique Prof. d'enseignement art. hors cl	8h45

- Approuve la création d'un emploi saisonnier d'Educateur des Activités Physiques et Sportives à temps complet pour la période estivale (juillet – août). L'agent contractuel recruté sera rémunéré sur l'une des échelles indiciaires afférant aux différents grades de ce cadre d'emploi

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget, chapitre 012.

Le tableau des effectifs du personnel est modifié en conséquence.

N° 08 - Personnel communal : Création d'un emploi de manager de centre-ville

Monsieur DERYCKE expose :

Vu le code général de la fonction publique (CGFP), notamment les articles L. 313-1 et L. 332-8 à L. 332-12,

Vu les décrets portant statuts particuliers des cadres d'emplois et organisant les grades s'y rapportant, pris en application des articles L. 411-1 et L. 415-1 du CGFP,

Vu le décret n °88-145 du 15 février 1988 modifié, portant diverses dispositions relatives aux agents contractuels de la fonction publique territoriale,

Vu l'inscription de la Ville de Senlis au dispositif Action Cœur de Ville (ACV) en septembre 2018 et l'homologation de la convention ACV en Opération de Revitalisation du Territoire (ORT) en mars 2021

Vu l'avenant n°3 à la convention Action Cœur de Ville, relatif à la prolongation du programme pour la période 2023-2026, en date du 16 avril 2024,

Vu la délibération du Conseil Municipal du 6 octobre 2016 instituant un périmètre de sauvegarde sur les fonds artisanaux, les fonds de commerce et baux commerciaux, modifiée par la délibération du 8 février 2024,

Vu la délibération du Conseil Municipal du 12 février 2026 relative à l'extension du fonds communal pour la rénovation architecturale en SPR à destination des commerces et baux commerciaux,

Considérant l'objectif d'Action Cœur de Ville de mettre en œuvre d'une stratégie globale de redynamisation et de renforcement de l'attractivité du territoire,

Considérant que la revitalisation commerciale constitue un axe majeur de la stratégie de développement et d'attractivité du territoire,

Considérant le dispositif Action Cœur de Ville 2023-2026 intégrant un observatoire du commerce actualisé tous les ans,

Vu le tableau des effectifs,

La Ville de Senlis est engagée depuis septembre 2018 dans le programme Action Cœur de Ville, destiné à renforcer l'attractivité du territoire. A ce titre, le commerce constitue un axe stratégique de l'action municipale.

Le renouvellement du programme Action Cœur de Ville et la volonté de poursuivre la dynamique engagée, notamment en matière de développement commercial, nécessitent la mise en œuvre d'un plan d'action, d'une stratégie d'intervention et d'accompagnement renforcée dans un contexte économique marqué par l'inflation et les difficultés rencontrées par les acteurs économiques locaux, dont les commerçants.

Ville-centre de la communauté de communes Senlis Sud Oise, Senlis dispose d'un centre-ville historique comptant environ, 170 devantures commerciales aux activités diversifiées. L'armature commerciale du territoire communal est complétée par plusieurs commerces de proximités en cœur de quartier (Bon Secours, Val d'Aunette – Gatelière, Brichebay), et une zone commerciale au nord-est de Villevert.

Dans ce contexte, la Communauté de Commune Senlis Sud Oise a mené en partenariat avec la Chambre de Commerce et d'Industrie de l'Oise, une étude à l'échelle du territoire. Cette étude s'articule avec celles menées par la commune de Senlis, qui dispose depuis 2023 d'un observatoire local, complété depuis 2024 par une étude des flux piétons dynamique. Ces données permettent d'établir un diagnostic du territoire et d'identifier les priorités d'interventions stratégiques.

Afin de répondre à ces objectifs, la Ville a défini une stratégie d'intervention reposant sur trois priorités :

- renforcer les relations entre la collectivité et les commerçants (associations comprises) et créer un « guichet unique » du commerçant destiné à faciliter leurs démarches ;
- lutter contre la vacance commerciale et accompagner les porteurs de projets ainsi que les commerçants en activité ;
- développer l'animation commerciale, touristique et événementielle du territoire.

La mise en œuvre opérationnelle de cette stratégie nécessite la présence d'un agent dédié, chargé d'assurer l'animation commerciale du centre-ville, la coordination et le suivi des actions en faveur du commerce de proximité ainsi que le lien entre les différents partenaires.

Afin de répondre à ce besoin nouveau en matière de personnel,

Madame le Maire : « Je vous en prie, Monsieur Ménand-Chambon. »

Monsieur MÉNAND-CHAMBON : « Merci, Madame le Maire. J'ai plusieurs remarques. Tout d'abord, sur le nom : pourquoi utiliser un terme anglais, « manager » ? Et pourquoi parler de « centre-ville », alors que les quartiers se plaignent déjà, à

juste titre, que l'attention soit trop souvent portée sur le centre-ville ? Pourquoi ne pas retenir, par exemple, le terme de « coordinateur du commerce » ou une autre appellation, afin d'éviter de donner le sentiment de concentrer une nouvelle fois l'action sur le centre-ville, que nous apprécions tous par ailleurs ?

Deuxièmement, je partage complètement votre point de vue : il faut éviter que le centre-ville de Senlis et ses alentours se transforment en une énième ville de France avec des fast-foods, des barber shops et autres commerces d'achat et de vente d'or. Sur ce constat, nous sommes d'accord.

En revanche, sur les causes, je pense que la situation est notamment liée à une forme de suradministration et à une fiscalité trop importante qui pèse sur les commerces. Il nous est aujourd'hui proposé de consacrer de l'argent public à la création d'un nouveau poste administratif, qui serait, a priori, à temps plein, pour constituer une interface de dialogue avec des commerçants qui, eux, travaillent souvent bien au-delà de 35 heures par semaine : ils reçoivent leurs fournisseurs le matin, leurs clients le soir, font leur comptabilité la nuit et vivent avec l'angoisse de la fin du mois, puisqu'ils ont l'obligation légale de verser les salaires de leurs employés et, bien souvent, ne se versent eux-mêmes qu'un SMIC.

Ce qui m'interroge, c'est donc la création, dans une ville de notre taille, d'environ 15 000 habitants, d'un poste à temps plein qui ne serait pas partagé avec la CCSSO, voire avec l'Aire cantilienne. Je trouve que cela représente une dépense importante : environ 50 000 euros par an, soit 150 000 euros sur trois ans pour cette expérimentation.

De nombreuses initiatives ont été mises en place dans différentes villes et c'est un peu l'objet de ma question. Ce que je crains, c'est que cette personne, dont j'espère bien sûr qu'elle contribuera à l'installation de nouveaux commerces, soit surtout amenée à produire de nouveaux rapports et à engager des frais de déplacement pour participer à différents salons, etc. J'ai également peur que son objectif, à terme, soit de faire perdurer son poste le plus longtemps possible, jusqu'au renouvellement de son contrat et, au bout de six ans, à l'obtention d'un CDI.

J'hésite donc entre voter pour cette délibération, parce que je soutiens le commerce, ou m'abstenir. Ce que je souhaiterais savoir, Madame le Maire, c'est si nous pourrions éventuellement entendre cette personne en commission des finances chaque année, afin d'évaluer son action et de nous assurer, au moins annuellement, que les 50 000 euros engagés par la Ville sont bien employés. Je vous remercie. »

Madame le Maire : « L'appellation « manager de centre-ville » correspond à un cadre d'emploi ; c'est la dénomination retenue. Après, nous pourrons lui donner le nom qui nous conviendra. Nous avions notamment évoqué le terme de « manager du commerce », mais celui-ci correspondait à autre chose.

Le travail de cette personne, au-delà du qualificatif qui lui sera finalement attribué, sera avant tout un travail de facilitation. Nous avons précisément à cœur de faciliter les relations entre l'ensemble des administrés de cette ville et l'administration. C'est un très gros chantier sur lequel travaille notamment ma voisine, Catherine Cardoën.

Le constat est le même concernant les commerces : nous avons aujourd'hui un certain nombre de problématiques qui ne trouvent pas de résolution, notamment en raison d'une mauvaise transmission de l'information. Bien sûr, nous disposons aujourd'hui d'un certain nombre d'outils qui pourraient nous permettre de mieux faire circuler cette information. Néanmoins, vous savez bien que le contact humain demeure un élément absolument essentiel.

Au-delà de ce travail de facilitation, il y aura également un travail d'animation et de dynamisation, avec pour objectif de faire vivre l'ensemble de notre territoire, dans les quartiers comme dans le centre-ville.

S'agissant des relations avec la communauté de communes, ce n'est absolument pas exclu. De toute manière, le rôle de cette personne sera précisément de créer du maillage. Nous pourrions tout à fait envisager, à terme, un développement de son activité à une échelle intercommunale, même si vous reconnaîtrez avec moi que, pour l'instant, la dynamique commerciale la plus importante se situe à Senlis.

Rassurez-vous, je partage, comme vous, le souci de ne pas empiler les strates administratives. Néanmoins, un certain nombre de personnes sont tout à fait à leur place et je souligne que tous les fonctionnaires ici présents ne font pas que 35 heures. »

Madame HECQUET : « Je voulais ajouter que le rôle d'animation et de terrain sera également très important. Nous en avions parlé pendant la campagne, mais il y a aussi un véritable rôle de guichet unique à jouer.

L'idée est de faire gagner du temps à l'ensemble des agents qui interviennent dans le traitement des demandes. On le constate sur des demandes parfois très simples, qui peuvent aujourd'hui passer entre les mains de trois ou quatre personnes. Cela peut entraîner des incompréhensions. Le fait d'avoir une personne qui centralise les demandes devrait

permettre de faire gagner du temps en interne et, surtout, de traiter les sujets de manière beaucoup plus efficace avec les commerçants. »

Monsieur MÉNAND-CHAMBON : « Sur ce point, serait-il possible de l'entendre éventuellement en commission des finances ? »

Madame le Maire : « Oui. Vous avez bien compris que nous avons, notamment avec mon voisin, un souci très important de bonne utilisation des deniers publics et de suivi des résultats. Nous vous communiquerons tous les éléments relatifs à son action et je pense que ce sera également un devoir vis-à-vis des commerçants qui attendent des résultats.

J'espère même qu'au-delà des indicateurs, son action sera visible à l'œil nu. »

Monsieur DERYCKE : « On peut également ajouter que, lors de la commission budgétaire consacrée à la culture et aux spectacles, nous avons évoqué, par exemple, la question du marché de Noël.

Le marché de Noël est aujourd'hui extrêmement externalisé. Il n'est pas suffisamment fait avec les commerçants de Senlis et l'on retrouve notamment des commerces d'alimentation que l'on voit partout, installés dans des chalets dont la location représente un certain coût.

Un manager du commerce pourrait également travailler sur une solution plus autonome, en lien avec les commerçants, afin de proposer un marché de Noël plus original et davantage propre à Senlis. Cela permettrait de faire en sorte que ce qui se passe à Senlis soit différent de ce qui se fait dans beaucoup d'autres villes. »

Monsieur FRACHON : « Nous nous posons effectivement la question de l'opportunité de maintenir le marché de Noël tel qu'il existe aujourd'hui. Plusieurs idées sont évoquées, pas forcément pour cette année, mais peut-être pour les années à venir.

La somme consacrée à la location des chalets est d'environ 30 000 euros. Nous considérons qu'il s'agit d'une somme importante qui, en outre, peut créer une forme de concurrence avec nos commerçants.

Nous nous demandons donc s'il ne serait pas préférable de favoriser davantage nos commerçants en renonçant à la mise en place de ces chalets, dont le coût est intégralement supporté par la Ville. Nous pourrions éventuellement remplacer ce dispositif par des animations, pourquoi pas des concerts ou du chant choral en extérieur, ou par toute autre initiative que nous pourrions imaginer.

Nous en reparlerons en commission culture et nous serons d'ailleurs ravis de vous inviter à participer à une réflexion collective sur le sujet. »

Madame LOISELEUR : « Vous ferez ce que vous voulez avec le marché de Noël, mais je ne peux pas, Monsieur le Premier adjoint, vous laisser dire qu'il s'agissait d'un marché de Noël externalisé, puisqu'il a précisément été organisé, toutes ces dernières années, par la Ville.

Il était organisé en régie municipale, avec un soin apporté aussi bien par les élus qui en avaient la responsabilité que par les services de la Ville, notamment dans le choix des commerçants et des artisans, qui étaient pour la plupart locaux.

Ce n'était pas, comme dans beaucoup d'autres marchés de Noël, un événement composé presque exclusivement de commerces alimentaires. Au contraire, je pense que vous n'avez pas dû vous rendre souvent sur ce marché de Noël, qui était certes relativement modeste en nombre d'artisans et de commerçants, mais qui était reconnu pour sa qualité.

Vous ferez ce que vous voulez, mais je peux difficilement vous laisser dire qu'il était externalisé puisqu'il était organisé en régie municipale. »

Monsieur DERYCKE : « Écoutez, je pense différemment, comme d'autres personnes. »

Madame le Maire : « La notion d'externalisation renvoie ici à la présence de commerçants extérieurs à Senlis. Il ne s'agit pas de dire que le marché était organisé par un prestataire extérieur, mais qu'il faisait intervenir d'autres commerçants. »

Monsieur DERYCKE : « C'est bien le sens du terme « externalisé ». Il faut regarder la définition des mots. »

Madame LOISELEUR : « Ne vous emportez pas, Monsieur le Premier adjoint. Je le redis : la plupart des exposants étaient des exposants locaux et de qualité. Il y avait toujours une recherche de complémentarité avec les commerçants du centre-ville, précisément afin de ne pas leur faire concurrence. »

Madame HECQUET : « Pour ajouter un élément, ce sera certainement un sujet à traiter plus tard. Cette année, nous ne modifierons pas substantiellement le fonctionnement du marché de Noël.

Pour avoir commencé à étudier le sujet, je rejoins tout à fait ce que vous venez de dire, Madame Loiseleur. Il existe effectivement une volonté de faire appel à des commerces de qualité, plutôt locaux ou, en tout cas, situés à proximité.

Le sujet qu'il sera intéressant d'approfondir, et qui pourrait justement relever du manager du commerce, est celui d'un maillage encore plus fort avec nos propres commerces, notamment en termes de parcours commercial.

Cela ne s'improvise pas et nécessite une véritable réflexion. Nous n'avons pas détaillé ici l'ensemble des enjeux, mais il faut notamment s'intéresser aux flux de fréquentation. Certaines rues commerçantes sont aujourd'hui moins fréquentées que d'autres et cela fait partie des sujets qu'il sera intéressant d'étudier.

Je ne sais pas si nous avons complètement répondu à votre question concernant les indicateurs, mais l'action du manager sera suivie très précisément à l'aide d'un certain nombre d'indicateurs de performance, qui seront définis dans la fiche de poste, notamment le taux de vacance commerciale, mais pas uniquement. La satisfaction des commerçants sera également prise en compte.

Cela témoigne du niveau d'ambition que nous plaçons derrière la création de ce poste. »

Monsieur MOTTE : « J'ai trois questions et, avant cela, un petit commentaire taquin. Je remercie Sonia d'avoir lu notre programme et repris mon idée concernant le manager de centre-ville. »

Madame HECQUET : « Je ne peux pas vous laisser dire cela. Vous savez très bien que nous en avions parlé largement avant vous, pendant la campagne. »

Monsieur MOTTE : « Premièrement, je souhaiterais avoir une précision sur les missions de ce manager de centre-ville. Deuxièmement, je souhaiterais savoir comment s'articulera son action avec celle de la communauté de communes, voire s'il pourra y avoir une participation de cette dernière. »

Madame HECQUET : « Nous avons déjà apporté quelques éléments dans la délibération. Pascale, peut-être pouvons-nous les reprendre ? »

Madame le Maire : « L'accompagnement des commerces est une question importante, notamment dans l'ensemble de leurs démarches administratives, dans leurs relations avec les services de l'urbanisme, mais également dans la recherche de commerçants susceptibles de s'installer dans les cellules commerciales vacantes, avec la volonté de favoriser une véritable diversité et une qualité de l'offre commerciale.

La question de l'animation a également été largement évoquée. L'idée est d'avoir une personne à l'écoute de nos commerçants, en lien avec nos partenaires extérieurs, notamment l'Office de tourisme, ainsi qu'avec la communauté de communes, qui exerce une compétence en matière de rayonnement du territoire.

S'agissant d'un éventuel cofinancement par la communauté de communes, si c'est bien le sens de votre question, il s'agit pour l'instant d'une initiative portée intégralement par la Ville.

Encore une fois, avec la Banque des Territoires notamment, nous avons engagé des collaborations extrêmement fructueuses avec la communauté de communes, sous l'égide du DGS, avec mon appui plein et entier. Des premières réunions ont déjà eu lieu entre plusieurs services de la Ville de Senlis et, notamment, les secrétaires de mairie des communes membres de la communauté de communes.

D'une manière générale, il nous semble que c'est aussi la responsabilité de la Ville de Senlis, qui dispose du plus grand nombre d'agents et de services d'ingénierie, de se mettre au service des communes partenaires au sein de la CCSSO.

De la même manière, ce manager de centre-ville pourra être mobilisé, s'il y a lieu, au bénéfice de l'ensemble du territoire.

Nous sommes tous dans la même barque : ce qui fera l'attractivité de la ville de Senlis contribuera également à l'attractivité de notre territoire dans son ensemble. »

L'exposé entendu, ***Madame*** **le Maire** *a soumis au vote ce projet de délibération et* ***le Conseil Municipal*** *à main levée* ***et à l'unanimité ;***

- Créer l'emploi suivant :

Emploi	Grade minimum	Grade maximum	Durée hebdomadaire
Manager de Centre-Ville	Rédacteur (Cat B)	Attaché (Cat A)	35h

- Autoriser Madame le Maire à recruter sur celui-ci par contrat à durée déterminée.

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget, chapitre 012.

Le tableau des effectifs du personnel est modifié en conséquence.

N° 09 - Lancement d'une Opération de Restauration Immobilière dans le cadre de l'OPAH-RU du centre-ville de Senlis

Madame le Maire expose :

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales ;

Vu le Code de la Construction et de l'Habitation ;

Vu le Code de l'Urbanisme ;

Vu le diagnostic préalable d'une étude pré-opérationnelle à la mise en œuvre d'une OPAH-RU dans le centre-ville de Senlis ;

Vu la délibération du conseil communautaire en date du 19 décembre 2024 approuvant le lancement de l'OPAH-RU du centre-ville de Senlis et sa stratégie d'intervention intégrant le volet coercitif ;

Vu la délibération du conseil municipal en date du 12 décembre 2024 approuvant le lancement de l'OPAH-RU du centre-ville de Senlis et sa stratégie à l'unanimité, dont le volet coercitif ;

Vu l'avis favorable de la DREAL sur la convention de programme, en date du 13 février 2025 ;

Vu la convention d'OPAH-RU du centre-ville de Senlis et sa stratégie d'intervention, notamment le volet foncier – coercitif ;

Considérant que le diagnostic de l'étude pré-opérationnelle à la mise en place d'une OPAH-RU fait état de poches d'habitat dégradé et, ou vacant dans le cœur historique ;

Considérant la stratégie adoptée dans le cadre de l'OPAH-RU, apportant un volume d'aides financières locales complémentaires aux aides de l'ANAH ;

Considérant que la stratégie d'intervention de la convention d'OPAH-RU intègre un volet coercitif pour les immeubles les plus en difficulté pouvant amener au déploiement d'une Opération de Restauration Immobilière ;

Considérant la nécessité d'atteindre les objectifs fixés dans la convention d'OPAH-RU pour améliorer durablement la qualité et l'offre de l'habitat du centre-ville ;

Dans le cadre du déploiement de la stratégie de l'OPAH-RU du centre-ville, l'étude préalable a fourni un inventaire exhaustif de l'état des immeubles depuis la voie publique. Si certains immeubles sont en bon état, une part importante de ces derniers fait l'objet d'un retard d'entretien voire d'un certain niveau de dégradation (dans le détail : en voie de dégradation ou état de dégradation avancé).
Les immeubles les plus dégradés cumulent plusieurs des facteurs suivants : Vacance de longue durée voire abandon pour certain ; risque de périls, impossibilité de remise sur le marché du logement, conflits de succession, absence d'entretien régulier, etc.
L'état général du bien qui en résulte fait peser des risques sur les personnes et les biens, y compris sur la voie publique.
De plus, ces immeubles aux conditions dégradées, très souvent vacants, constituent une source de logements déjà existants qu'il convient de mobiliser dans une politique de renouvellement urbain.

A l'unanimité, il avait été adopté en conseil municipal du 12 décembre 2024 le lancement d'une OPAH-RU comportant une stratégie basée sur plusieurs volets :

- Préventif (notamment pour structurer les copropriétés) – en cours
- Incitatif (aides financières de l'ANAH abondées par des aides locales) – en cours
- Patrimonial (valorisation des façades du centre-ville) – en cours
- Coercitif (contraintes sur la réalisation de travaux sur des immeubles ciblés en très mauvais état). – non engagé

Le dispositif d'OPAH-RU fournit une assistance à maîtrise d'ouvrage gratuite aux propriétaires et copropriétés éligibles, ainsi que des aides à la réalisation de travaux d'amélioration de l'habitat, de ravalement de façade, etc. Ce dispositif doit permettre d'améliorer la qualité de l'offre de l'habitat en centre historique, de remettre sur le marché des logements vacants préexistants dans un tissu urbain, en concordance avec la lutte contre l'artificialisation des sols et la transition écologique.

Les trois premiers volets (préventif, incitatif et patrimonial) sont désormais mis en œuvre depuis un an et le premier bilan annuel démontre un intérêt pour le dispositif qui démontre ses premiers résultats (avec plusieurs dossiers déjà traités et travaux financés).

Pour autant, les immeubles les plus dégradés peuvent nécessiter une intervention plus lourde qui dépasse le cadre incitatif.

La convention d'OPAH-RU intègre le déploiement d'une Opération de Restauration Immobilière (ORI), définie par l'article L313-4 du Code de l'Urbanisme.

Ce dispositif doit permettre d'aboutir à la restauration complète des immeubles par les propriétaires qui, lorsqu'ils s'engagent à respecter certaines conditions, peuvent bénéficier de subventions conséquences et de mécanismes de défiscalisation.

L'ORI est un dispositif engagé à l'initiative des collectivités publiques afin de remédier à des situations bloquées sur des immeubles afin de redonner de l'attractivité au secteur déqualifié. Ces immeubles présentent un état d'abandon total ou partiel, une vacance de longue durée, des conditions d'habitat indigne ou dégradé. Ils peuvent également représenter une menace du point de vue structurel et faire peser des risques sur la sécurité des personnes, tant sur le domaine privé que public.

L'engagement par les collectivités publiques de ce dispositif nécessite la mise en œuvre de plusieurs étapes, dont la première consiste au lancement par le Conseil Municipal de l'ORI inscrite dans la stratégie de l'OPAH-RU (*objet de la présente délibération*). La prochaine étape prévoit l'arrêt d'une liste d'une dizaine d'immeubles qui sera inscrite dans la deuxième délibération. Cette liste sera établie de manière concertée avec les acteurs de l'habitat, les habitants et toute autre personne susceptible d'être concernée via différents supports de communications, d'informations et – ou de participation collective.

Cette deuxième délibération pourra demander au préfet de l'Oise d'organiser une enquête publique sur la base d'un dossier de DUP Travaux (Déclaration d'Utilité Publique) sur la liste des immeubles arrêtés. Cette DUP prescrit les travaux à réaliser afin de restaurer les conditions d'habitabilité de l'immeuble concerné. Ces prescriptions sont notifiées aux propriétaires concernés qui doivent les exécuter dans un délai fixé. A défaut de les réaliser, la procédure de cessibilité de leur bien peut être engagée avec une enquête publique parcellaire.

Pendant toute la phase de mise en œuvre de la procédure, l'opérateur – animateur de l'OPAH-RU sera missionné (comme le prévoit son marché de prestation) afin d'inciter les propriétaires à réaliser les travaux ou à trouver une alternative permettant de restaurer l'immeuble et ses conditions d'habitabilité.

Madame le Maire : « Avez-vous des questions sur ce projet de délibération ? »

Madame LOISELEUR : « Une remarque, puisque vous avez rappelé la paternité de l'Opération programmée d'amélioration de l'habitat – renouvellement urbain (OPAH-RU) pour le centre-ville. Ce troisième volet de l'opération de restauration immobilière était également un dispositif que nous avions prévu de mettre en place. Nous voterons donc en faveur de cette opération de restauration immobilière. »

Madame le Maire : « Je vous remercie. C'est un peu lassant. Cela fait trois mois que nous sommes élus et nous poursuivons un certain nombre de projets que vous avez initiés, ce qui prouve bien, en tout état de cause, notre intelligence.

Encore une fois, je pense qu'il va falloir que vous acceptiez le scrutin et que vous acceptiez le verdict des urnes. Certes, vous avez fait énormément de choses. Nous le reconnaissons et, d'ailleurs, jamais nous n'avons prétendu le contraire.

Simplement, je pense qu'il va maintenant falloir passer à autre chose. J'en profite également pour vous dire que, lors de vos publications, au-delà de reprendre les questions qui sont posées, certaines des réponses qui y sont apportées pourraient également intéresser les Senlisiens.

Alors, y a-t-il d'autres questions ? »

Madame LOISELEUR : « Je n'ai pas compris ce que vous avez voulu dire. »

Madame le Maire : « Je crois que vous avez exploité les vidéos de ce conseil municipal pour montrer les questions que vous posiez, mais je n'ai jamais vu apparaître, dans vos publications, les réponses que nous apportons à ces questions.

Je pense pourtant que ces réponses peuvent également intéresser les Senlisiens. Cela étant, je les invite à regarder les séances en direct. »

Madame LOISELEUR : « Vous savez, beaucoup de Senlisiens regardent les conseils municipaux, que ce soit en direct ou en différé. »

Madame le Maire : « Je vous remercie de les inciter à le faire. »

Madame LOISELEUR : « Merci pour le conseil, en tout cas. »

Madame le Maire : « Je vous en prie. »

Monsieur MÉNAND-CHAMBON : « Madame le Maire, je réalise également des vidéos. Si vous estimez qu'il serait préférable que je publie également vos réponses, je le ferai avec plaisir.

Simplement, comme je réalise des montages et des coupures afin de ne pas dépasser une certaine durée sur Instagram, je risque de devoir en couper une partie. Mais je pourrai en publier l'essentiel, si j'ai votre accord, puisque la durée des vidéos est limitée sur Instagram. »

Madame le Maire : « Oui, je sais. S'il vous plaît. »

Monsieur MÉNAND-CHAMBON : « Très bien. »

L'exposé entendu, ***Madame le Maire*** *a soumis au vote ce projet de délibération et* ***le Conseil Municipal*** *à main levée* ***(à la demande de l'unanimité du Conseil Municipal) et à l'unanimité ;***

- Approuve le lancement d'une Opération de Restauration Immobilière sur le périmètre de l'OPAH-RU du centre-ville de Senlis,
- Autorise le Maire à signer les actes nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

N° 11 - Mise en place du Système d'Enregistrement National (SEN)

Madame TAQUET expose :

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu L. 441-2-1, R. 441-2-1, R. 441-2-5 et R. 441-2-6 du Code de la construction et de l'habitation,

Vu l'avis de la commission Action Sociale et Petite Enfance en date du 16 juin 2026,

Considérant que l'adhésion au Système National d'Enregistrement (SNE) présente un intérêt pour la commune en ce qu'elle facilite l'accueil et l'information des demandeurs de logement social, améliore le suivi de leurs dossiers et permet au service logement d'accéder aux informations nécessaires au traitement des demandes, dans le respect de la réglementation applicable ;

Madame le Maire : « Est-ce que vous avez des questions ? »

Madame ANDRÉ-ROMAGNY : « Ce n'est pas tout à fait une question. Je dirais simplement, et je serai assez brève, qu'il convient de rester très vigilant quant à la finalité de ce type de fichier et à son utilisation, notamment au regard du développement de l'intelligence artificielle.

C'est un point sur lequel je me permets d'insister, en particulier sur le maintien d'une gestion par l'intéressé lui-même et sur le fait que ses données ne puissent pas être gérées par un tiers, conformément aux exigences du RGPD. Il faut être particulièrement vigilant afin d'éviter de se retrouver dans une situation dont il serait difficile de revenir. »

Madame TAQUET : « Bien évidemment, seul l'intéressé doit nous communiquer les références de son dossier de demande de logement, et non un tiers. C'est un premier point.

Par ailleurs, tout est sécurisé et il n'y a pas de difficulté particulière à ce niveau. Je rappelle que le SNE fonctionne uniquement dans le cadre du département de l'Oise. Si vous déposez une demande de logement social dans l'Oise, l'ensemble des informations relatives à votre dossier est accessible aux communes du département.

Ainsi, si vous souhaitez, par exemple, habiter à Senlis puis, par la suite, dans une autre commune de l'Oise, les services concernés peuvent accéder à votre dossier sans que vous ayez à transmettre à nouveau l'ensemble de vos justificatifs par courriel, avec tous les risques que cela peut comporter, notamment en matière d'utilisation frauduleuse de documents.

En revanche, si vous changez de département, vous devez effectuer une nouvelle démarche dans le cadre du SNE du département concerné. Le dispositif est donc sécurisé à l'échelle de notre département. »

Madame ANDRÉ-ROMAGNY : « Est-ce que l'intéressé pourra lui-même donner son accord pour que son dossier soit visible dans telle ou telle commune, et pas dans une autre, par exemple ? »

Madame TAQUET : « C'est un outil qui existe déjà. »

Madame le Maire : « Il donne effectivement son accord lorsqu'il renseigne ses données.

Ceci étant, Agnès, tu as parfaitement raison d'insister sur cette question. Heureusement, en Europe, nous disposons d'un certain nombre de garde-fous importants en matière d'intelligence artificielle. La réglementation relative au RGPD en est un, et la réglementation européenne sur l'intelligence artificielle en est un autre.

La maîtrise du numérique est évidemment essentielle. Je crois pouvoir dire que nos services municipaux sont eux-mêmes particulièrement vigilants quant à la sécurité de l'ensemble de notre environnement numérique.

Même si cette question dépasse directement le cadre de la délibération, soyez rassurée sur ces aspects : nous y veillons, et nous y veillons tout particulièrement. »

L'exposé entendu, ***Madame*** **le Maire** *a soumis au vote ce projet de délibération et* ***le Conseil Municipal*** *à main levée* ***et à l'unanimité ;***

- Adopte la mise en place du système d'enregistrement national,

- Autorise Madame le Maire ou l'Adjoint délégué à signer tout document, convention ou acte nécessaire à la mise en œuvre de cette décision,

- Décide de fixer la date d'application de ce service avant la fin de l'année 2026.

N°12 – Marché public d'approvisionnement et livraison de matériaux pour les services municipaux - Appel d'offres ouvert

Monsieur DERYCKE expose :

Vu le code général des collectivités territoriales, notamment l'article L. 2122-21,

Vu le code de la commande publique, notamment les articles L. 2124-2, R. 2124-2 1° et R. 2161-2 à R. 2161-5,

Vu la décision d'attribution de la Commission d'appel d'offres en date du 17 juin 2026,

Vu l'avis favorable de la Commission Finances et Administration générale en date du 23 juin 2026,

Considérant que le marché public d'approvisionnement et livraison des matériaux pour les services municipaux est arrivé à échéance et doit être renouvelé,

Considérant qu'en application des articles L. 2124-2 et R. 2124-2 1° du code de la commande publique, le marché public est passé en procédure d'appel d'offres ouvert, conclu pour une période initiale de douze mois à partir de sa notification et comprenant trois reconductions,

Considérant qu'il s'agit d'un accord-cadre mono-attributaire dont les prestations sont réparties en six (6) lots et comportent les montants maximums annuels de commandes suivants :

- Lot n°1 : Matériaux de gros œuvre, plâtrerie, carrelage : montant maximum annuel de 40 000 € H.T.
- Lot n°2 : Matériaux de quincaillerie : montant maximum annuel de 75 000 € H.T.
- Lot n°3 : Matériaux de menuiserie : montant maximum annuel de 40 000 € H.T.
- Lot n°4 : Matériaux de plomberie sanitaire : montant maximum annuel de 40 000 € H.T.
- Lot n°5 : Matériels électriques : montant maximum annuel de 75 000 € H.T.
- Lot n°6 : Peintures, revêtements plafonds, murs et sols : montant maximum annuel de 40 000 € H.T.

Considérant que, pour 2026, les crédits sont inscrits au budget de la ville de Senlis,

Monsieur DERYCKE : « Concernant le lot n° 1, nous ne nous sommes pas prononcés puisqu'il n'y avait qu'un seul soumissionnaire, Docks de l'Oise, filiale de Point P, elle-même filiale du groupe Saint-Gobain, et qui était dirigée, à l'époque, par le mari de Madame le Maire.

Ce lot a donc été retiré afin d'éviter toute confusion et ne vous est pas proposé ce soir.

Pour les autres lots, au regard du travail réalisé par les équipes, le service achats ainsi que les services techniques, il vous est proposé d'avaliser le choix des fournisseurs retenus, pour un contrat d'une durée, je crois, de quatre ans. Cela permettra aux équipes de s'approvisionner au fur et à mesure de leurs besoins et pendant toute la durée du marché. »

Madame le Maire : « Merci, Xavier. Je précise simplement que mon mari ne dirige ni Saint-Gobain ni Point P, mais uniquement Docks de l'Oise. »

Monsieur DERYCKE : « Ce lot sera donc remis en concurrence. Nous allons relancer une procédure pour ce lot. Vous pouvez peut-être le préciser, puisque votre mari a depuis pris de nouvelles fonctions. »

Madame le Maire : « Absolument. Il a quitté la société Docks de l'Oise. Il n'y a donc désormais plus lieu de maintenir cette exclusion. Le lot pourra être relancé, sans risque de conflit d'intérêts. »

L'exposé entendu, ***Madame le Maire*** *a soumis au vote ce projet de délibération et* ***le Conseil Municipal*** *à main levée* ***(à la demande de l'unanimité du Conseil Municipal) et à l'unanimité ;***

- Approuve l'attribution des lots susvisés comme suit :
  - Lot n°2 : Matériaux de quincaillerie : FOUSSIER, ZAC du Monné, 21 rue du Châtelet – 75700 ALLONNES
  - Lot n°3 : Matériaux de menuiserie : DEOLBOIS, 65 avenue de l'Europe – 95330 DOMONT
  - Lot n°4 : Matériaux de plomberie sanitaire : LEGALLAIS, 7 rue d'Atalante CITIS – 14200 HEROUVILLE SAINT-CLAIR
  - Lot n°5 : Matériels électriques : REXEL FRANCE, 13 boulevard du Fort de VAUX – CS 60002 - 78838 PARIS
  - Lot n°6 : Peintures, revêtements plafonds, murs et sols : COLORINE Blanc-Mesnil, 114 avenue P.V. Couturier – 93150 LE BLANC—MESNIL

- Autorise Madame le Maire, ou l'Adjoint délégué, à signer le marché public et toutes pièces afférentes au marché d'approvisionnement et livraison de matériaux pour les services municipaux et aux lots qu'il comporte susvisés, incluant les éventuels avenants à intervenir.

N°13 – Marché public de fourniture, livraison, location/entretien de vêtements de travail et d'équipements de protection individuelle pour les agents municipaux - Appel d'offres ouvert

Monsieur DERYCKE expose :

Vu le code général des collectivités territoriales, notamment l'article L. 2122-21,

Vu le code de la commande publique, notamment les articles L. 2124-2, R. 2124-2 1° et R. 2161-2 à R. 2161-5,

Vu la décision d'attribution de la Commission d'appel d'offres en date du 17 juin 2026,

Vu l'avis favorable de la Commission Finances et Administration générale en date du 23 juin 2026,

Considérant que le marché public de fourniture, livraison, location/entretien de travail et d'équipements de protection individuelle pour les agents municipaux arrive à échéance et doit être renouvelé,

Considérant qu'en application des articles L. 2124-2 et R. 2124-2 1° du code de la commande publique, le marché public est passé en procédure d'appel d'offres ouvert, conclu pour une période initiale de douze mois à partir de sa notification et comprenant trois reconductions,

Considérant qu'il s'agit d'un accord-cadre mono-attributaire dont les prestations sont réparties en quatre (4) lots et comportent les montants maximums annuels de commandes suivants :

- Lot n°1 : Achat de tenues et accessoires pour la police municipale : 20 000 € H.T.
- Lot n°2 : Achat de tenues des offices et du personnel d'entretien : 7 000 € H.T.
- Lot n°3 : Achat d'équipements de protection individuelle : 15 000 € H.T.
- Lot n°4 : Location et entretien de vêtements de travail : 35 000 € H.T.

Considérant que, pour 2026, les crédits sont inscrits au budget de la ville de Senlis,

L'exposé entendu, ***Madame le Maire*** *a soumis au vote ce projet de délibération et* ***le Conseil Municipal*** *à main levée* ***(à la demande de l'unanimité du Conseil Municipal) et à l'unanimité ;***

- Approuve l'attribution des lots susvisés comme suit :
  - Lot n°1 : Achat de tenues et accessoires pour la police municipale : GK PROFESSIONAL, 159 avenue Gallieni – 93170 BAGNOLET
  - Lot n°2 : Achat de tenues des offices et du personnel d'entretien : L'ECHOPPE SAS, 28 rue Blanqui – CS 50035 – 33028 BORDEAUX
  - Lot n°3 : Achat d'équipements de protection individuelle : FIPROTEC, 3 rue de la Noue – 51420 CERNAY-LES-REIMS
  - Lot n°4 : Location et entretien de vêtements de travail : M.A.J. ELIS CERGY, 5 boulevard d'Osny – 95800 CERGY

- Autorise Madame le Maire, ou l'Adjoint délégué, à signer le marché public et toutes pièces afférentes au marché de fourniture, livraison, location/entretien de travail et d'équipements de protection individuelle pour les agents municipaux et aux lots qu'il comporte susvisés, incluant les éventuels avenants à intervenir.

N° 14 - Résidence autonomie Thomas Couture : création d'un tarif cuisine thérapeutique - atelier soupe

Madame TAQUET expose :

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales

Vu l'avis des commissions Action Sociale et Petite Enfance en date du 16 juin 2026 et Finances et Affaires générales en date du 23 juin 2026,

Considérant que l'organisation d'ateliers de préparation de soupes au sein de la Résidence autonomie Thomas Couture, animés par un agent de la résidence et réalisés à partir de denrées fournies par celle-ci, participe au renforcement du lien social entre les résidents et contribue à leur bien-être, à leur santé mentale et à la qualité de leur alimentation ;

Considérant la mise à disposition de thermos individuel dans le respect des règles d'hygiène,

L'exposé entendu, ***Madame le Maire*** *a soumis au vote ce projet de délibération et* ***le Conseil Municipal*** *à main levée* ***(à la demande de l'unanimité du Conseil Municipal) et à l'unanimité ;***

- Approuve la création des tarifs suivants :
- Part de soupe (environ 250mL) : 1 €
- Remplacement de thermos en cas de casse ou perte, par le résident : 15 €

N° 15 – Révision des tarifs des musées et introduction des tarifs relatifs au spectacle immersif

Monsieur FRACHON expose :

Vu le code général des collectivités territoriales,

Vu la délibération du Conseil Municipal du 11 décembre 2014, fixant les tarifs communaux,

Vu la décision n° 154 du 27 mai 2025 relative à la révision des tarifs communaux (activités sportives, musées, bibliothèque, conservatoire, cimetière, Etat civil, éducation, locations de salles, tournage de films, RPA, PAH et Jeunesse),

Vu l'avis favorable des membres de la commission finances, réunis en date du 23 juin 2026,

Considérant que l'ouverture prochaine au public de la cave restaurée du musée de la Vénerie, enrichie d'un spectacle immersif consacré à l'histoire de la ville de Senlis et de son château royal, constitue une nouvelle offre de médiation culturelle et appelle, en conséquence, une adaptation des conditions tarifaires d'accès au musée d'Art et d'Archéologie et au musée de la Vénerie, tous deux labellisés « Musées de France » ;

Considérant qu'il y a lieu, en conséquence, de réviser les tarifs des musées et de créer une tarification spécifique applicable au spectacle immersif installé dans la cave du musée de la Vénerie ;

L'exposé entendu, ***Madame*** **le Maire** *a soumis au vote ce projet de délibération et* ***le Conseil Municipal*** *à main levée* ***(à la demande de l'unanimité du Conseil Municipal) et à l'unanimité ;***

- Approuve la nouvelle grille tarifaire ci-dessous pour les musées et le spectacle immersif :

Tarifs du « pass musées » :

- Plein tarif : 7 €
- Tarif réduit : 4 € (groupes de plus de 10 personnes, seniors de plus de 65 ans, enseignants sur présentation de leur carte de l'Éducation nationale, visiteurs de la Route des musées de Chasse en France)
- Supplément visite guidée : 4 €
- Abonnement annuel : 20 € en tarif plein et 15 € en tarif réduit

Tarifs du spectacle immersif :

- Plein tarif : 10 €
- Tarif réduit : 7 € (groupes de plus de 10 personnes, seniors de plus de 65 ans, enseignants sur présentation de leur carte de l'Éducation nationale, visiteurs de la Route des musées de Chasse en France, jeunes de moins de 25 ans inclus, personnes en situation de handicap et leur accompagnant)
- Gratuité pour les classes de Senlis et des communes du PAH

Tarifs combinés « pass musées » + spectacle immersif :

- Plein tarif : 13 €
- Tarif réduit : 9 € (selon les mêmes conditions que les tarifs réduits des musées)

Tarifs spécifiques pour les visiteurs accompagnés par l'Office de Tourisme Chantilly-Senlis :

- Spectacle immersif seul : 10 € par personne
- Entrée au musée et au spectacle immersif : 11 € par personne (tarif unique)

Autres tarifs des musées modifiés :

- Visite guidée des musées – classe extérieure : 45 € (au lieu de 37 €)
- Forfait 5 visites/an – classe extérieure : 110 € (au lieu de 105 €)
- Visite guidée des musées – classes de Senlis et du PAH : gratuit
- Visite-atelier : 6 € (au lieu de 5,50 €)
- Carte 5 visites-ateliers : 25 € (au lieu de 21 €)
- Carte 10 visites-ateliers : 35 € (au lieu de 31 €)
- Droit de parole des guides-conférenciers : 40 €
- Visite privative des musées : 135 € par heure, auxquels s'ajoutent les droits d'entrée

Gratuité des musées :

- Senlisiens ;
- Membres des comités de jumelage des villes jumelées ;
- Jeunes de moins de 25 ans inclus ;
- Personnes en situation de handicap et leur accompagnant ;
- Membres de l'ICOM et de l'ICOMOS ;
- Adhérents des associations d'Amis des musées ;
- Groupes scolaires et leurs accompagnateurs en visite libre ;
- Guides-conférenciers relevant des ministères français chargés de la Culture et du Tourisme ;
- Journalistes ;
- Tous les visiteurs le premier dimanche de chaque mois.

Gratuité d'entrée des musées étendue aux catégories suivantes :

- Les bénéficiaires des minima sociaux,
- Les visiteurs à l'occasion des événements nationaux (Journées européennes du patrimoine, Nuit européenne des musées, Journées européennes de l'archéologie) ;

- Les groupes relevant du champ social (établissements hospitaliers, établissements pénitentiaires, structures de l'éducation et de la jeunesse).

- Autorise Madame le Maire à prendre tous les actes afférents à la présente délibération

N° 16 – Révision des tarifs du Pays d'art et d'histoire

Monsieur FRACHON expose :

Vu la délibération du Conseil municipal du 11 décembre 2014 portant sur la convention de mise en œuvre du Pays d'art et d'histoire de Senlis à Ermenonville et désignant la Ville de Senlis comme structure porteuse,

Vu la convention du Pays d'art et d'histoire du 18 septembre 2015 entre l'Etat, Ministère de la Culture et le Pays de Senlis à Ermenonville comprenant les communes de Senlis, Ermenonville, Mont-l'Evêque et Fontaine-Chaalis,

Vu la décision n°99 du conseil municipal du 27 mars 2018 portant sur la convention de partenariat avec l'Office de tourisme de Senlis et le Pays d'art et d'histoire de Senlis à Ermenonville,

Vu la délibération n° 16 du 30 avril 2026 portant Convention de mandat avec l'Office de tourisme Chantilly-Senlis relative à l'encaissement des recettes liées au label « Pays d'art et d'histoire »,

Vu l'avis favorable des membres de la commission finances,

Considérant qu'en application de la convention de partenariat susvisée il convient d'organiser un programme d'actions et de visites animées par des guides conférenciers professionnels en direction des habitants et du public touristique, en lien avec les offices de tourisme.

Considérant la nécessité d'affiner en conséquence la tarification des visites,

L'exposé entendu, ***Madame le Maire*** *a soumis au vote ce projet de délibération et* ***le Conseil Municipal*** *à main levée* ***(à la demande de l'unanimité du Conseil Municipal) et à l'unanimité ;***

- Approuve la nouvelle grille tarifaire ci-dessous pour les actions du Pays d'art et d'histoire de Senlis à Ermenonville

Visites pour le public individuel

Typologie de visite	Tarif plein	Tarif réduit	Gratuit
Visite guidée avec guide-conférencier	6 €	3 € : seniors plus de 65 ans, étudiant, demandeur d'emploi, pers. handicapée et son accompagnateur, Pass Education	Moins de 18 ans, guides-conférenciers
Visite guidée format court (30 min)	3 €	/	Moins de 18 ans, guides-conférenciers
Visite guidée avec ouverture de sites privés payants	9 €	6 € : idem	Moins de 18 ans, guides-conférenciers
Visite artistique	9 €	6 € : idem	Moins de 18 ans, guides-conférenciers
Action de médiation organisée par le PAH dans le cadre d'événements*	/	/	Gratuit
Atelier jeune public	5 €	/	/
Visite par le PAH dans le cadre d'un mécénat, de location d'espaces, ou à titre exceptionnel pour l'Office de tourisme	130 €	/	/

(*) : événements locaux (Lézards d'été, semaine de l'eau par le SAGE, inaugurations, événements de partenaires, réunions publiques), régionaux, nationaux (Journées européennes du patrimoine, Journées européennes de l'archéologie, Journées nationales de l'architecture, Rendez-vous aux Jardins)

Visites pour les scolaires et les centres de loisirs

Typologie d'action	Etablissements hors périmètre PAH	Etablissements du PAH + RPI*
Visite	75 €	Gratuit
Visite PAH + spectacle immersif	90 €	Gratuit
Visite + atelier	95 €	Forfait matériel / classe : 20 €

*RPI : écoles du PAH fonctionnant en RPI avec les écoles du territoire (regroupement pédagogique intercommunal) :

- Ecole élémentaire de Fontaine-Chaalis en RPI avec l'école maternelle de Borest et l'école maternelle de Montlognon
- Ecole maternelle et primaire d'Ermenonville en RPI avec la commune de Montagny-Sainte-Félicité

- Autorise Madame le Maire à prendre tous les actes afférents à la présente délibération.

N° 17 - Commission Communale des Impôts Directs (CCID) - Création et présentation de liste

Madame le Maire expose :

Conformément au 1 de l'article 1650 du code général des impôts (CGI), la commission communale des impôts directs (CCID) prévue dans chaque commune est composée :

- du maire ou d'un adjoint délégué, président de la commission ;

- de 8 commissaires titulaires et 8 commissaires suppléants, si la population de la commune est supérieure à 2 000 habitants ;

Les commissaires doivent être de nationalité française ou ressortissants d'un Etat membre de l'UE, être âgés de 18 ans au moins, jouir de leurs droits civils, être inscrits aux rôles des impositions directes locales dans la commune ((taxe foncière, taxe d'habitation ou cotisation foncière des entreprises), être familiarisés avec les circonstances locales et posséder des connaissances suffisantes pour l'exécution des travaux confiés à la commission.

Les commissaires ainsi que leurs suppléants en nombre égal sont désignés par le directeur départemental des finances publiques sur une liste de contribuables, en nombre double, remplissant les conditions sus-énoncées, dressée par le conseil municipal.

La durée du mandat des membres de la commission communale des impôts directs est la même que celle du mandat du conseil municipal.

Le rôle de la commission communale des impôts directs est rappelé dans le document ci-annexé.

Leur nomination a lieu dans les deux mois qui suivent le renouvellement général des conseils municipaux. Par lettre de mise en demeure en date du 16 juin 2026, le directeur départemental des finances publiques a mis en demeure de délibérer sous un mois pour proposer une liste de contribuables. A défaut, le directeur peut, procéder à des désignations d'office, de même si la liste de présentation contient des noms de personnes ne remplissant pas les conditions exigées.

En cas de décès, de démission ou de révocation de trois au moins des membres de la commission, il est procédé dans les mêmes conditions à de nouvelles désignations.

Le mandat des commissaires ainsi désignés prend fin avec celui des commissaires choisis lors du renouvellement général du conseil municipal.

Peuvent participer à la commission, sans voix délibérative, trois agents de la commune (pour les communes entre 10 000 et 150 000 habitants).

Il appartient donc au Conseil Municipal de dresser une liste de 32 noms de contribuables (16 titulaires et 16 suppléants) remplissant les conditions sus-énoncées.

L'exposé entendu, ***Madame le Maire*** *a soumis au vote ce projet de délibération et* ***le Conseil Municipal*** *à main levée* ***(à la demande de l'unanimité du Conseil Municipal) et à l'unanimité ;***

- Institue la Commission Communale des Impôts Directs,

- Accepte de proposer, au Directeur Départemental des Finances Publiques, la liste de 32 contribuables suivante, pour permettre la désignation de 8 commissaires titulaires et de 8 commissaires suppléants :

Madame le Maire : « Nous abordons maintenant les questions qui ont été posées. Je vous remercie, Monsieur Ménand-Chambon. Vous nous avez adressé trois questions. Je vous laisse les présenter et nous vous apporterons ensuite les réponses. »

Monsieur MÉNAND-CHAMBON : « Merci, Madame le Maire. Tout d'abord, je vous remercie de m'avoir permis, conformément à mon droit d'élu, de poser ces questions. Je tiens à préciser que je vous les ai transmises suffisamment en amont, par respect pour vous et vos adjoints, afin de vous laisser le temps de les étudier. L'objectif n'est évidemment pas de vous mettre en difficulté, mais d'obtenir des réponses.

Ma première question concerne la sécurité de nos enfants. Cet été, comme de nombreux parents senlisiens, je vais inscrire mes enfants aux activités proposées par la Ville et je pense que mon interrogation est légitime.

L'actualité récente a malheureusement montré, à travers des drames terribles ayant touché des enfants, que ces situations ne sont pas isolées et constituent un véritable fait de société. Les révélations récentes sur l'existence de connexions à des sites pédopornographiques dans de nombreuses communes ont de quoi susciter une certaine inquiétude.

Ma préoccupation est donc de veiller à la protection de nos enfants, notamment au regard des défaillances qui ont pu être constatées ces dernières années dans les différents dispositifs chargés de leur protection.

Lorsque je dis que je vais inscrire mes enfants, c'est évidemment un euphémisme. En réalité, je vais confier les deux personnes les plus importantes de ma vie, mes deux bonheurs et mes deux fiertés, à des personnes que je ne connais pas.

Le contrat moral que j'ai avec l'État est de contribuer financièrement, par mes impôts, au fonctionnement des services publics. En contrepartie, j'attends que les personnes qui seront en contact avec mes enfants, et plus largement avec nos enfants, ne présentent aucun risque.

Certaines villes ont mis en place des dispositifs spécifiques, comme le dispositif « Zéro Tolérance Pro », qui permet notamment, avant la prise de fonction d'une personne, de procéder à différentes vérifications et à des croisements de fichiers, ainsi que de mettre en place des cellules de vigilance destinées à détecter les signaux faibles.

Je suis d'ailleurs particulièrement satisfait que le conseil municipal soit filmé ce soir, car je vais dire quelque chose que je ne suis pas prêt de répéter : je suis favorable à ce que nous rémunérions une personne pour ne rien faire, si c'est le temps nécessaire à nos services pour vérifier méticuleusement ses antécédents et s'assurer qu'elle ne présente aucun danger.

Si nous devons payer quelqu'un pendant trois semaines, trois mois, voire trois ans, pour éviter qu'il ne puisse être en contact avec un seul de nos enfants tant que toutes les vérifications nécessaires n'ont pas été effectuées, ce sera, à mes yeux, de l'argent public intelligemment utilisé.

Madame le Maire, je vous ai cité plusieurs dispositifs. Pouvez-vous nous indiquer si la Ville de Senlis en a mis certains en place ? Des personnes ont-elles déjà été écartées, récemment ou au cours des années précédentes, à la suite de ces vérifications ? Je vous remercie. »

Madame le Maire : « Je vais passer la parole à Eugénie Alves, mais je souhaite simplement rappeler, en préambule, que je partage évidemment votre très grande préoccupation sur ce sujet.

Je suis moi-même maman de trois enfants, qui sont aujourd'hui grands, mais c'est une question extrêmement grave, sur laquelle nous devons tous rester particulièrement vigilants.

Je tiens d'ailleurs à saluer la présence très forte sur le terrain de Madame Alves qui, malgré des horaires de travail contraignants, notamment de nuit, reste très présente auprès des équipes et particulièrement attentive à la question des signaux faibles.

Je pense que c'est un point essentiel et je lui laisse la parole. »

Madame ALVES : « Je vous remercie pour votre question, Monsieur Ménand-Chambon.

Tout d'abord, il faut savoir que le casier judiciaire de chaque agent fait l'objet d'une vérification lors de son recrutement. Monsieur Martin, qui est présent ce soir, pourra le confirmer puisque cette procédure relève notamment de son service.

En amont des périodes de vacances, l'identité de chaque intervenant est également télédéclarée auprès du ministère chargé des Sports, de la Jeunesse et de la Vie associative. Cette procédure est obligatoire. Le ministère vérifie alors la

situation des intervenants et s'assure notamment qu'ils ne sont pas inscrits dans les fichiers relatifs aux auteurs d'infractions sexuelles ou violentes.

Le règlement intérieur de la direction de l'Éducation rappelle également la nécessité de limiter au maximum les situations dans lesquelles les animateurs pourraient se retrouver seuls avec un enfant.

Les encadrants sont régulièrement sensibilisés à la nécessité d'une vigilance accrue. Plusieurs directeurs se déplacent régulièrement sur le terrain. Nous avons des directeurs présents dans les écoles, mais également des agents qui assurent un suivi régulier sur le terrain. Pour ma part, je veille également à me rendre régulièrement dans les écoles.

Une charte a également été mise en place au sein de la Ville, notamment pour les ATSEM et les équipes d'animation. Elle est renouvelée chaque année. Les directeurs et directeurs adjoints se rendent régulièrement sur le terrain et rappellent les règles de vigilance.

Par ailleurs, à Senlis, nous avons la chance que chaque enseignante soit équipée d'un dispositif My Keeper. Les animateurs et les directeurs des accueils de loisirs en sont également équipés. Ce dispositif a été mis en place sous la précédente municipalité.

Monsieur MÉNAND-CHAMBON : « Qu'est-ce que le dispositif My Keeper ? »

Madame ALVES : « Je vous avais invité à la commission éducative et j'avais également convié, à votre demande, Madame Aunos Sandrine, qui figurait sur votre liste, ainsi que Madame Florence Mifsud, de l'opposition.

J'avais présenté ce dispositif à cette occasion et vous avais également transmis les éléments par courriel.

Le My Keeper est un dispositif de sécurité destiné notamment à alerter en cas d'intrusion dans une école ou de situation nécessitant une intervention. Chaque enseignante et chaque animateur en est équipé. Le dispositif permet une liaison directe avec la police municipale, la gendarmerie, Monsieur Gillard et moi-même.

Il s'agit d'un choix de la municipalité, qui représente un certain coût de fonctionnement, mais nous avons fait le choix d'équiper l'ensemble des personnels concernés. La piscine municipale et la bibliothèque sont également équipées de ce dispositif. »

Monsieur MÉNAND-CHAMBON : « Je vous remercie pour ces précisions.

Je passe à ma deuxième question, qui porte sur un sujet beaucoup moins important, mais qui me tient également à cœur : les ouvertures sauvages de bornes à incendie et le gaspillage d'eau potable et d'argent public qu'elles entraînent.

Je souhaite tout d'abord lever toute ambiguïté : mon propos n'est pas d'accuser votre majorité de fermer les yeux ou de faire preuve de laxisme. Nous constatons bien qu'il s'agit d'un problème qui dépasse largement notre commune et qui se pose à l'échelle nationale.

Ce phénomène se situe à la frontière entre une certaine défaillance éducative et des comportements visant à défier les symboles de l'autorité publique.

On m'a rapporté que certains jeunes auraient notamment cherché à asperger des policiers municipaux. Je souhaiterais que vous puissiez me confirmer ou non cette information, car je souhaite éviter que nous connaissions à Senlis des scènes similaires à celles observées dans d'autres villes.

Sur ce sujet, Madame le Maire, je tiens d'ailleurs à saluer publiquement votre attitude. Vous le savez, lorsque l'on me transmet une information, je vous en fais part immédiatement, par respect pour votre fonction, même si vous êtes généralement déjà au courant.

À chaque fois, vous me répondez que vous êtes déjà sur place ou que vous y étiez. Je trouve que c'est exactement ce qu'il faut faire : être présente sur le terrain et faire preuve d'autorité. Je vous soutiendrai toujours dans cette démarche.

J'aimerais donc savoir combien de bornes à incendie ont été ouvertes. J'en ai compté quatre, notamment grâce aux informations diffusées par Radio Senlis. Peut-on également avoir une estimation du coût de ces interventions ? Si l'on retient un coût d'environ 1 500 euros par intervention, incluant notamment l'eau gaspillée et les déplacements de la police municipale et de la gendarmerie, cela représenterait près de 6 000 euros.

Cette somme aurait pu être consacrée à d'autres dépenses utiles. Je souhaiterais donc savoir, Madame le Maire, combien d'ouvertures ont été constatées et quelles mesures nous envisageons pour éviter que cela ne se reproduise.

Comme le disait Margaret Thatcher : « I want my money back. » »

Madame le Maire : « Radio Senlis a raison : il y a bien eu quatre ouvertures de bornes à incendie.

Les policiers municipaux n'ont pas été aspergés. En revanche, Catherine Cardoën l'a été. Dès que nous sommes informés d'une ouverture, nous nous rendons sur place. En l'occurrence, Catherine se trouvait à proximité. Je l'ai rejointe ensuite, mais elle avait déjà été aspergée.

À chaque fois, je suis allée échanger avec les jeunes présents. Nous n'avons toutefois pas été en mesure d'identifier précisément les personnes à l'origine des ouvertures et, par conséquent, de prendre des sanctions à leur encontre.

Ces jeunes avaient essentiellement pour objectif de se rafraîchir et ne mesuraient pas nécessairement les conséquences de l'ouverture d'une borne à incendie. Pourtant, ces conséquences peuvent être importantes pour les services de secours : en cas d'incendie, l'ouverture d'une borne peut entraîner une baisse de pression dans le réseau et empêcher les pompiers d'intervenir dans de bonnes conditions.

Il y a également un véritable problème de gaspillage d'eau, alors même que nous avions ouvert gratuitement la piscine municipale dès les premières chaleurs et le début de la canicule.

Dès le jeudi, Joël Bertinatti et moi-même avons échangé dans la matinée afin de voir si cette ouverture exceptionnelle était possible. Les services ont immédiatement été sollicités et nous avons également vérifié que les installations de la piscine pourraient supporter cette fréquentation.

Je tiens à saluer les agents municipaux qui ont été extrêmement sollicités pendant cette période d'ouverture gratuite. La fréquentation a augmenté de plus de 250 % et nous avons accueilli plus de 1 000 personnes. La sécurité de tous a été parfaitement assurée, ce qui a demandé aux agents une vigilance accrue et représenté une fatigue importante.

Cette initiative a manifestement porté ses fruits. Lorsque je me suis rendue sur place lors de la quatrième ouverture, j'ai rappelé aux jeunes que la piscine municipale était ouverte gratuitement. Ils n'étaient pas au courant.

Cela nous montre également qu'il faut améliorer la diffusion de l'information. Le bilan de cette opération est en tout cas très positif et plusieurs communes voisines se sont d'ailleurs inspirées de cette initiative.

L'eau est une ressource précieuse et nous en sommes tous conscients. Le dialogue avec les jeunes est donc essentiel.

Pas plus tard qu'avant-hier, avec Catherine, qui est chargée du dialogue avec la population, et Monsieur Delayen, nous sommes retournés à la rencontre des habitants du Val d'Aunette. Nous continuerons également à aller à la rencontre des habitants dans les différents quartiers.

Je vous remercie. »

Monsieur MÉNAND-CHAMBON : « À ce jour, personne n'ayant été identifié, aucune plainte ne sera donc déposée ? »

Madame le Maire : « Absolument. »

Monsieur MÉNAND-CHAMBON : « Très bien.

Ma troisième question concerne la police municipale. Il y a effectivement un fil conducteur entre ces différentes questions.

Je tiens à saluer une nouvelle fois votre volonté, dès le début de votre mandat, de créer cinq postes supplémentaires de policiers municipaux. C'est un engagement clair en matière de sécurité.

Cependant, notre cité royale attend désormais de les voir patrouiller sur le terrain afin de renforcer concrètement notre sécurité. Je crois que l'ambition commune de l'ensemble du conseil municipal est de transformer ces postes budgétaires en une présence effective sur le terrain.

Le constat est toutefois sans appel : le recrutement de policiers municipaux est extrêmement difficile à l'échelle nationale. Les communes se disputent les mêmes profils et nous sommes également en concurrence avec les collectivités de la région parisienne.

À mon niveau, j'ai essayé de vous aider dans cette démarche en relayant largement les offres d'emploi. La vidéo que j'ai publiée sur Instagram a été vue et partagée par plus de 3 000 personnes. J'ai répondu à de nombreuses demandes en orientant les candidats vers les offres de la Ville. J'ai également relayé ces annonces auprès de mes réseaux d'anciens officiers et de mes contacts, notamment au 3e RPIMa de Carcassonne. J'espère que cela portera ses fruits.

Je souhaitais donc savoir si nous pourrions faire un point, lors de la préparation du prochain budget ou, au plus tard, lors du dernier conseil municipal de l'année, afin d'évaluer la situation si les cinq postes n'étaient pas pourvus.

Faudrait-il accélérer la construction d'un nouveau commissariat, ce qui permettrait également d'améliorer les conditions de travail des policiers municipaux actuels ? Faudrait-il renforcer l'attractivité du poste, par exemple en envisageant des mesures indemnitaires supplémentaires, comme le font certaines villes ?

Je crois que nous partageons votre vision de la sécurité, qui repose également sur la prévention. Vous avez souligné que l'augmentation des effectifs permettrait non seulement d'intervenir lorsque cela est nécessaire, mais également de dégager du temps pour mener davantage d'actions de prévention.

Quel est donc le calendrier prévu et quelles mesures sommes-nous prêts à prendre pour parvenir à recruter les cinq policiers municipaux supplémentaires ? »

Monsieur DERYCKE : « Pour répondre à cette question, nous avons eu de nombreux candidats, ce qui constitue une évolution favorable par rapport à la situation antérieure. La diffusion des offres a certainement contribué à cette dynamique.

Nous avons actuellement quatre recrutements en cours. Une personne, une femme, prendra ses fonctions dès demain. Une autre personne est pressentie pour une prise de poste en septembre.

Nous avons reçu une dizaine de candidatures sérieuses qui ont été examinées, ainsi qu'une candidature interne. Nous prévoyons également d'intégrer deux autres personnes, probablement au 1er novembre.

Il faut bien sûr accompagner ces recrutements et les intégrer progressivement à l'équipe actuelle. À ce stade, nous devrions donc parvenir à concrétiser notre projet et à compter quatre policiers municipaux supplémentaires par rapport à la situation antérieure. »

Madame le Maire : « J'ajoute que la Ville reste attractive, ce qui est une bonne chose. Nous en avons parlé cette semaine et, compte tenu du nombre de candidatures reçues, nous allons essayer d'être encore plus sélectifs dans nos recrutements.

Nous souhaitons notamment cibler des profils de cavaliers. Nous avons déjà une cavalière au sein de la police municipale, qui travaille actuellement sur un projet visant à remettre en place une police montée à Senlis. Je trouve que c'est une très bonne initiative, notamment pour aller davantage à la rencontre de la population.

Pour que ce projet puisse fonctionner, il faut deux cavaliers. Un partenariat existait jusqu'à présent avec la gendarmerie, mais il ne pourra plus être poursuivi dans les mêmes conditions. J'ai donc souhaité que nous puissions disposer de deux policiers municipaux cavaliers.

Cela permettrait également d'intervenir différemment sur le terrain. Comme vous l'avez rappelé, la prévention est pour nous un élément essentiel.

Pour revenir au sujet que nous évoquions précédemment concernant les jeunes, je leur ai d'ailleurs donné rendez-vous dans mon bureau dans deux semaines. Nous allons travailler avec la police municipale, dont plusieurs agents sont très investis sur ces questions, afin de construire avec eux des projets qui, j'en suis certaine, pourront être intéressants et pérennes.

J'ai également échangé cette semaine avec la gendarmerie, à l'occasion de la remise des passeports du civisme. Elle est elle aussi très investie dans le domaine de la prévention.

Je pense donc que nous allons pouvoir mettre en place des actions très intéressantes sur notre territoire.

Est-ce que vous avez d'autres questions ?

Très bien. Nous allons pouvoir lever cette séance du conseil municipal. Mais, avant cela, je souhaitais vous faire part d'une information qui n'appelle pas de commentaire particulier.

Je souhaite simplement vous informer que, d'un commun accord avec Jérôme Curien, notre actuel DGS, nous avons décidé d'engager une procédure visant à mettre fin à ses fonctions de directeur général des services.

Il restera pleinement en fonction jusqu'à son départ. À terme, la Ville aura donc un nouveau directeur général des services.

Je vous remercie.

La prochaine séance du conseil municipal se tiendra le jeudi 1er octobre à 19 heures.

Merci beaucoup et très bonne soirée à tous. »

L'ordre du jour étant épuisé, Madame le Maire a levé la séance à 20h45.

Le Secrétaire de Séance
Malvina AMMOUN

MAIRIE DE SENLIS (Oise)

Le Maire
Pascale MATHIAULT

Senlis

Extrait du REGISTRE des DÉLIBÉRATIONS du CONSEIL MUNICIPAL

SÉANCE du jeudi 1er octobre 2026

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Le Conseil Municipal de la Commune de SENLIS (Oise), légalement convoqué le 25 septembre 2026 par Madame MATHIAULT, Maire, s'est assemblé le jeudi 1er octobre 2026 à 19h00 au lieu ordinaire de ses séances à l'Hôtel de Ville de Senlis, en vue de délibérer sur les affaires inscrites à l'ordre du jour.

Nombre de conseillers municipaux en exercice : 33 - Présents : 24 - Pouvoirs : 9 - Votants : 33 - Absents : 9

Présents : Mme MATHIAULT - M. DERYCKE - Mme CARDOËN - Mme BALOSSIER - M. LHOYER - Mme ALVES - M. FRACHON - Mme TAQUET - M. BERTINATTI - M. TACCONE - M. GERARDIN - M. DUBREUCQ-PÉRUS - Mme ANDRE-ROMAGNY - Mme CARVENNEC - Mme DOUBLIEZ - Mme HEYRAUD - Mme MERCIER - Mme HECQUET - Mme LOISELEUR - M. MOTTE - Mme GLASTRA - M. NOIRTIN- Mme AMMOUN - M. MÉNAND-CHAMBON - **Ont donné mandat de voter en leur nom :** M. DELAYEN à Mme MATHIAULT - Mme BULLE à Mme CARDOËN - M. MOREIGNEAUX-COUDOURNAC à Mme HECQUET - M. MEDIONI à M. GERARDIN - Mme HINQUE à Mme TAQUET - M. JEANMART à M. LHOYER - M. ARIZA à Mme ALVES - Mme LUDMANN à Mme LOISELEUR - M. GAUDION à Mme AMMOUN - **Secrétaire de séance :** Mme ALVES - **Présidence de séance :** Mme MATHIAULT, Maire.

N° 03 - Compte rendu des décisions du Maire prises en vertu de la délégation du Conseil Municipal

Madame le Maire expose :

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, et notamment ses articles L.2122-22 et suivants,

Vu la délibération n° 6 du 28 mars 2026 portant délégations du Conseil Municipal consenties au Maire,

Considérant que le Maire de la commune peut recevoir délégation du Conseil Municipal afin d'être chargé, pour la durée de son mandat, de prendre un certain nombre de décisions,

Considérant que les décisions prises dans le cadre de ces délégations sont signées personnellement par le Maire, à charge pour lui d'en rendre compte au Conseil Municipal en application de l'article L.2122-23 du CGCT,

Considérant que Madame le Maire a l'honneur de rendre compte des décisions ci-dessous énumérées prises en application de la délégation et invite le Conseil Municipal à donner acte de cette communication.

Décisions 2026

175 du 12 juin : Convention « Plan régional de numérisation de la presse ancienne » avec l'Agence régionale du livre et de la lecture des Hauts-de-France (AR2L), dans le cadre de la numérisation, de l'hébergement, de la diffusion et de la valorisation des titres de presse locale antérieurs à 1950. Cette convention vise à intégrer et à diffuser des documents numériques issus des collections de presse ancienne locale de la bibliothèque de Senlis sur les sites internet de la BnF, notamment Gallica. Coût : participation financière de la Ville de Senlis à hauteur de 27,7 %, soit 1 920 €.

176 du 15 juin : Attribution d'une subvention dans le cadre de l'OPAH-RU au syndicat de copropriétaires, immatriculé AC1-297-837, d'un montant de 1 027,70 € au titre du dispositif « AMI Copropriétés », pour l'immeuble situé 4 rue du Long Filer. Les travaux consistent en la remise à niveau du portail et en la mise en accessibilité piétonne de ce dernier, ainsi qu'en la réfection de solins de lucarnes.

Acte exécutoire le 08 OCT. 2026 - Reçu par la Préfecture le 08 OCT. 2026 et publié sur le site internet de la Ville le 08 OCT. 2026

177 du 15 juin : Attribution d'une subvention dans le cadre de l'OPAH-RU au syndicat de copropriétaires, immatriculé AJ6-475-370, d'un montant de 975,24 € au titre du dispositif « AMI Copropriétés », pour l'immeuble situé 13 rue de Beauvais. Les travaux consistent en la réalisation d'un branchement neuf d'assainissement et au raccordement au réseau de la commune.

178 du 15 juin : Attribution d'une subvention dans le cadre de l'OPAH-RU au syndicat de copropriétaires, immatriculé AJ6-698-120, d'un montant de 3 600 € au titre du dispositif « Ravalement de façade », pour l'immeuble situé 21 place de la Halle. Les travaux consistent en la rénovation des deux façades (place de la Halle et square Vernet) et font l'objet d'un avis favorable de l'Architecte des Bâtiments de France.

179 du 16 juin : Demande de subvention auprès du Département de l'Oise d'un montant de 1 000 €, au titre de la manifestation culturelle du Salon du Livre se déroulant du 30 septembre au 4 octobre 2026. Celle-ci sera organisée à la Médiathèque de Senlis, à l'Espace Saint-Pierre, au cinéma de Senlis et dans les établissements scolaires de la Ville. Le budget total, hors frais de structure, s'élève à 30 000 € TTC.

180 du 16 juin : Convention financière avec la Communauté de communes Senlis Sud Oise (CCSSO) permettant le remboursement des frais engagés par la Ville de Senlis au titre de l'entretien de la voie verte au profit de la CCSSO. La convention est consentie et acceptée pour une durée d'un an à compter rétroactivement du 1er janvier 2024 et est renouvelable trois fois. Le montant des frais engagés par la Ville de Senlis et faisant l'objet d'un remboursement s'élève à 20 203 € nets par an.

181 du 16 juin : Avenant à la convention financière avec la Communauté de communes Senlis Sud Oise (CCSSO), afin de prendre en compte un calcul des coûts de fluides plus proche des charges supportées par la Ville de Senlis et de la réalité des consommations de la CCSSO, postérieurement à l'individualisation des compteurs des bâtiments 1, 6 et 9 du quartier Ordener, restées à la charge de la Ville de Senlis. Le remboursement dû par la CCSSO s'élève à 129 540,69 €.

182 du 16 juin : Mise à disposition du Prieuré Saint-Maurice afin que l'association « Conservatoire César Franck » puisse y tenir son concert de fin d'année. La convention est établie à titre gracieux pour la période du samedi 20 juin 2026 à 9h au dimanche 21 juin 2026 à 9h.

183 du 16 juin : Mise en place de dispositifs prévisionnels de secours avec l'association de secours de Crépy-en-Valois (60), dans le cadre de la Fête de la musique du 21 juin 2026, de 17h à 23h30. Coût : 775 €, auxquels s'ajoutera un repas par secouriste (1 sandwich et 1 boisson).

184 du 16 juin : Mise à disposition du parc du Château Royal, du rez-de-chaussée et des sanitaires du Prieuré Saint-Maurice afin que l'association « La Sauvegarde de Senlis » puisse y tenir un pique-nique blanc avec diffusion de musique, le samedi 27 juin 2026 de 18h à 23h30. Convention passée à titre gracieux.

185 du 16 juin : Convention de partenariat pour le recensement des cavités souterraines sur le territoire de la commune de Senlis et accord-cadre pour la réalisation de prestations d'assistance spéléologique avec la Fédération française de spéléologie (Brenouille 60). Le présent accord-cadre a pour objet de définir les conditions d'intervention du CDS 60 pour des prestations d'assistance à la Ville portant sur des investigations spéléologiques contribuant au recensement des cavités souterraines existantes sur le territoire de la commune. L'accord-cadre prend effet à la date de sa signature pour une durée de deux ans. Le montant maximum cumulé des commandes sur toute la durée de la convention ne pourra dépasser 15 000 €.

186 du 17 juin : Conclusion d'un marché public relatif à l'achat d'une tondeuse autoportée équipée d'un broyeur à fléaux avec la société MARAGRIF (Saint-Soupplets 77). Le montant du marché public est de 52 562,30 € HT, soit 63 074,76 € TTC. Les dépenses seront imputées sur les crédits inscrits au budget principal de la Ville.

187 du 17 juin : Conclusion d'un marché public relatif à la mise en place d'un centre opérationnel de sécurité avec la société CFI (Saint-Denis 93). Le marché est passé pour un montant de 67 610,81 € HT, soit 81 132,98 € TTC, correspondant à une protection d'une durée de trois ans. Les dépenses seront imputées sur les crédits inscrits au budget principal de la Ville. Une cotisation fixée à 5 % du montant de l'achat sera appliquée.

188 du 18 juin : Contrat de maintenance avec la société AVISS-Services (Plaisir 78) pour la réalisation de prestations de maintenance d'autres systèmes et équipements de sécurité incendie concernant la bibliothèque. Le contrat prend effet au 1er janvier 2026 pour une durée de 12 mois, avec reconduction annuelle tacite à la date anniversaire, sans pouvoir excéder cinq ans. Le montant total annuel s'élève à 2 577 € HT, soit 3 092,40 € TTC.

189 du 18 juin : Modification n° 1 du marché public relatif à l'exploitation, à la maintenance préventive et curative et à la rénovation des installations d'éclairage public et de signalisation lumineuse tricolore avec la société EIFFAGE ENERGIE SYSTEMS – INFRA NORD (Nogent-sur-Oise 60). Le poste G2-4 : sablage et mise en peinture, facturé annuellement à hauteur de 20 % les cinq premières années, concernant les candélabres, projecteurs et armoires d'éclairage, est supprimé. Pour le poste global G2 – Maintenance préventive et curative des installations, le forfait annuel est porté à 113 474,90 € HT, soit 136 169,88 € TTC. Les dépenses seront imputées sur les crédits inscrits au budget principal de la Ville.

190 du 17 juin : Contrat avec la Compagnie La Sensible pour deux représentations du spectacle « Léon du vent dans les plumes », le dimanche 4 octobre 2026 à 10h et 11h15, à la Médiathèque municipale de Senlis, dans le cadre du Salon du Livre 2026. Coût : 1 130 € TTC.

191 du 17 juin : Contrat avec le collectif artistique « La Rivière qui marche » (Reims 51), dans le cadre du Salon du Livre 2026 à la Médiathèque municipale de Senlis, pour deux représentations du spectacle « Il était un arbre », le samedi 3 octobre 2026 à 9h30 et 11h. Coût : 1 699,50 € TTC.

192 du 22 juin : Sollicitation d'une subvention auprès de la Direction régionale des affaires culturelles (DRAC) Hauts-de-France (Lille 59), pour l'organisation du Salon du Livre de la Médiathèque, qui se tiendra du 30 septembre au 4 octobre 2026. Le montant de la subvention sollicitée auprès de la DRAC s'élève à 6 000 €. La convention entrera en vigueur à compter de la date de signature par les deux parties, pour une durée de 12 mois.

193 du 22 juin : Contrat avec l'association Fond de Scène (Saint-Leu-la-Forêt 95), pour l'animation de cinq ateliers d'écriture à la Médiathèque municipale de Senlis au 2ème semestre 2026. Coût : 1 000 € TTC.

194 du 24 juin : Avenant n° 1 au bail commercial conclu avec la SAS Brasserie de Senlis, afin de régulariser l'occupation effective des locaux à compter du 1er juillet 2026 et d'adapter certaines dispositions financières du bail initial. Le loyer annuel total est ainsi fixé à 42 485,98 € HT, correspondant à un loyer mensuel de 3 540,49 € HT.

195 du 24 juin : Marché public relatif à la dératisation, à la désinsectisation et à la capture d'animaux nuisibles avec la société SOLUTION BY STAEL (Sainghin-en-Mélantois 59). Le marché est conclu à compter de sa notification pour une période d'un an et pourra être reconduit tacitement dans la limite de trois reconductions. Coût : partie forfaitaire « prestations préventives » pour un montant annuel de 2 260 € HT, soit 2 712 € TTC, et partie à bons de commande « prestations curatives » pour un montant maximum annuel de 10 000 € HT pour la durée totale du marché.

196 du 24 juin :

De ne pas user du « droit de préemption » pour les déclarations d'intention d'aliéner des biens suivants :

au titre du D.P.U. du secteur sauvegardé – site patrimonial remarquable :

- 11 rue Saint-Péravi,
- 14 rue des Cordeliers,
- 12 rue de Beauvais,
- 1 rue Saint-Hilaire,
- 10 rue de la Corne de Cerf,
- 6 rue des Vétérans,
- 14 avenue du Général Leclerc,
- 8 rue Rougemaille,
- 1 rue de Beauvais / 15 Place Henri IV / 12 rue Léon Fautrat,
- 18 rue de la Poterne,
- 60 rue Vieille de Paris,
- 1 rue de la Treille,
- 8 Square des Etats-Unis,
- 1, 3 rue de la Treille / 15 rue du Châtel,
- 16 Cours Boutteville,
- 20 rue de l'Apport au Pain / 17 rue du Long Filet,
- 4 rue aux Flageards,
- 19 rue Saint-Pierre.

au titre du D.P.U. extra-muros :

- 1 à 15 rue Daniel Boulanger,
- Avenue Georges Clémenceau,
- 11 avenue Georges Clémenceau,
- 29 rue de la République,
- 4 rue de la Garenne Saint-Lazare,
- 5 avenue du Maréchal de Lattre de Tassigny,
- 18 rue de la Carrière,
- 35 rue du Moulin Saint-Tron,
- 3 avenue Claude Debussy,
- 10 rue des Fours à Chaux,
- 7T impasse de la Passerelle,
- 62 rue du Vieux Chemin de Pont,
- 1 Place de la Gatelière,
- 11 rue du Murget,
- Rue Daniel Boulanger,
- 12 avenue du Général de Gaulle,
- 26 avenue du Maréchal Joffre,
- 5 rue de la Chapelle,
- 12 rue du Clos de Villevert,
- 4 impasse de la Belle Fontaine,
- 6 avenue du Général de Gaulle,
- 7 rue des Résidences Saint-Lazare,
- 7 avenue Félix Vernois,
- 3 Place Saint-Martin,
- 81 rue du Faubourg Saint-Martin,
- 16 rue Renoir,
- 21 avenue Albert 1er ,
- 1 avenue Alain Boucher,
- 75 avenue de Creil,
- Rue de la Bretonnerie,
- 19 rue de la Répubique.

197 du 29 juin : Contrat pour la location sans chauffeur d'une balayeuse aspiratrice compacte 5 m³ Citycat 5006 de marque Bucher avec la société SSV Environnement (Goussainville 95), pour une durée d'un mois à compter du 18 juin 2026. Le montant du forfait mensuel s'élève à 5 000 € HT.

198 du 29 juin : Modification n° 2 du marché public relatif à la fourniture, la livraison, la location et l'entretien de vêtements de travail et d'EPI pour les agents municipaux de la Ville de Senlis – Lot n° 1 : achat de tenues et accessoires pour la police municipale avec la société GK PROFESSIONNAL (Bagnolet 93). Le recrutement de nouveaux policiers municipaux implique des dotations supplémentaires en vêtements, l'acquisition de nouveaux gilets pare-balles et le remplacement de l'ensemble des caméras-piétons. Il est donc nécessaire d'augmenter le montant maximum annuel de commandes du marché pour la période du 2 octobre 2026 au 1er octobre 2027. Le montant de la modification est de 23 000 € HT, portant le nouveau montant maximum à 36 000 € HT.

199 du 29 juin : Conclusion d'un marché subséquent n° 38 relatif à la création de tranchées pour le conservatoire municipal du quartier Ordener avec la société OISE TP (Beauvais 60). Le montant du marché public est de 29 913,35 € HT, soit 35 896,01 € TTC.

200 du 29 juin : Modification n° 4 du marché public relatif à l'entretien des arbres et espaces verts, aux travaux d'élagage et à l'entretien phytosanitaire, Lot n° 1 : tonte des espaces engazonnés avec la société GARCIA (Andeville 60), afin de répondre aux besoins supplémentaires de tonte des espaces engazonnés au mois de juillet 2026. Il est nécessaire d'augmenter le montant maximum de commandes du marché. Le montant de la modification est de 19 000 € HT. Le montant maximum de commandes est ainsi porté à 170 000 € HT pour la période du 21 juillet 2025 au 20 juillet 2026.

201 du 30 juin : Révision des tarifs communaux de l'occupation du domaine public au 1er juillet 2026.

202 du 30 juin : Révision des tarifs communaux de la bibliothèque, des locations de salles et des tournages de films au 1er septembre 2026.

203 du 30 juin : Révision des tarifs communaux de la Résidence pour personnes âgées au 1er janvier 2027.

204 du 30 juin : Révision des tarifs de la jeunesse et de l'éducation au 1er septembre 2026.

205 : Pas de décision.

206 du 30 juin : Convention avec Monsieur Hubert BEN KEMOUN (Rezé 44), pour deux journées de rencontres dans les classes de Senlis les jeudi 1er et vendredi 2 octobre, et deux demi-journées de signatures à l'Espace Saint-Pierre les 3 et 4 octobre, dans le cadre du Salon du Livre 2026. Coût : 1 286,60 € TTC.

207 du 30 juin : Convention avec Madame Julia CHAUSSON (Paris 75), pour deux journées de rencontres dans les classes de Senlis les jeudi 1er et vendredi 2 octobre, et deux demi-journées de signatures à l'Espace Saint-Pierre les 3 et 4 octobre, dans le cadre du Salon du Livre 2026. Coût : 1 473,74 € TTC.

208 du 30 juin : Convention avec Monsieur Laurent CONTAMIN (Senlis 60), pour deux journées de rencontres dans les classes de Senlis les jeudi 1er et vendredi 2 octobre, et une demi-journée de signatures à l'Espace Saint-Pierre le 3 octobre, dans le cadre du Salon du Livre 2026. Coût : 1 184,52 € TTC.

209 du 30 juin : Convention avec Madame Anne CRAUSAZ (Lausanne, Suisse), pour une journée de rencontres dans les classes de Senlis le vendredi 2 octobre, et une demi-journée de signatures à l'Espace Saint-Pierre le 3 octobre, dans le cadre du Salon du Livre 2026. Coût : 669,90 € TTC.

210 du 30 juin : Convention avec Madame Catherine CUENCA (Châtonnay 38), pour deux journées de rencontres dans les classes de Senlis les jeudi 1er et vendredi 2 octobre, et une demi-journée de signatures à l'Espace Saint-Pierre le 3 octobre, dans le cadre du Salon du Livre 2026. Coût : 1 326,86 € TTC.

211 du 1er juillet : Mise à disposition de deux agents de sécurité de la société Incendie Protection Sécurité (IPS) (Montataire 60), afin de filtrer les entrées à l'Espace Saint-Pierre à l'occasion du Salon du Livre 2026, le samedi 3 octobre 2026 de 13h45 à 19h et le dimanche 4 octobre 2026 de 13h45 à 18h. Coût : 567,60 € TTC.

212 du 2 juillet : Convention avec l'association 60dys pour le prêt de l'exposition « L'Odyssée des DYS » de la Médiathèque municipale, du 29 septembre au 6 octobre 2026, dans le cadre du Salon du Livre 2026. Coût : 200 € TTC.

213 du 2 juillet : Convention avec Monsieur Laurent PETITMANGIN (Lamorlaye 60), pour deux journées de rencontres dans les classes de Senlis les jeudi 1er et vendredi 2 octobre 2026 et deux demi-journées de signatures à l'Espace Saint-Pierre les 3 et 4 octobre 2026, dans le cadre du Salon du Livre 2026. Coût : 1 029,28 € TTC.

214 du 2 juillet : Convention avec Monsieur Olivier DUPIN (Allonnes 49), pour deux journées de rencontres dans les classes de Senlis les jeudi 1er et vendredi 2 octobre 2026 et deux demi-journées de signatures à l'Espace Saint-Pierre les 3 et 4 octobre 2026, dans le cadre du Salon du Livre 2026. Coût : 1 184,52 € TTC.

215 du 6 juillet : Modification de la régie de recettes pour l'encaissement des droits d'entrée au musée de la Vénerie et transformation en régie de recettes pour l'encaissement des droits liés à l'action culturelle. Un fonds de caisse d'un montant de 200 € est mis à disposition du sous-régisseur. Cette sous-régie est installée au musée d'Art et d'Archéologie. Le montant de l'encaisse que le mandataire sous-régisseur est autorisé à conserver est de 10 000 €.

216 du 7 juillet : Modification n° 1 du marché public relatif à la construction d'un conservatoire de musique et de danse dans l'ancien mess des officiers du quartier Ordener – Lot n° 5 : menuiseries extérieures – occultations avec la société GLODT, Menuiserie de l'Argentine (Beauvais 60). Le montant de la moins-value s'élève à -7 983 € HT, soit 9 579,60 € TTC. Le nouveau montant du marché public est de 344 337,55 € HT, soit 413 205,06 € TTC.

217 du 8 juillet : Création d'une sous-régie de recettes pour l'encaissement des produits des actions culturelles liées aux spectacles vivants et aux actions de médiation auprès de la Ville de Senlis. Un fonds de caisse d'un montant de 100 € est mis à disposition du sous-régisseur. Cette sous-régie est installée au musée d'Art et d'Archéologie. Le montant de l'encaisse que le mandataire sous-régisseur est autorisé à conserver est de 4 000 €.

218 du 8 juillet : Création d'une sous-régie de recettes pour l'encaissement des produits des actions culturelles liés aux droits d'entrée des musées et au spectacle immersif. Un fonds de caisse d'un montant de 100 € est mis à

disposition du sous-régisseur. Cette sous-régie est installée au musée d'Art et d'Archéologie et au musée de la Vénerie. Le montant de l'encaisse que le mandataire sous-régisseur est autorisé à conserver est de 6 000 €.

219 du 1er juillet : Décision avec Madame Raphaële BOTTE afin d'assurer la modération des rencontres littéraires lors du Salon du Livre de Senlis, le samedi 3 octobre 2026, à l'Espace Saint-Pierre, entre 14h et 19h. Coût : 600 € TTC.

220 du 10 juillet : Convention avec Monsieur Hugo BORIS pour une rencontre au cinéma de Senlis le vendredi 2 octobre et une demi-journée de signatures à l'Espace Saint-Pierre le samedi 3 octobre, dans le cadre du Salon du Livre 2026. Coût : 327,75 € TTC.

221 du 10 juillet : Convention de tournage avec la société Studio XIV Films (Paris 75), pour le tournage d'une série intitulée « La Grande », sur la commune de Senlis, les lundi 6 et mardi 7 juillet 2026. Recette : 4 406 €.

222 du 10 juillet : Convention de tournage avec la société de production Chapter 2 (Paris 75), pour le tournage d'un long-métrage du 2 au 5 juin 2026 et le 10 juillet 2026, comprenant également des temps de montage et de démontage. Recette : 24 622 €.

223 du 10 juillet : Contrat de cession avec la Compagnie des Plumés (Noailles 60), dans le cadre de la programmation des Lézards d'été, pour la représentation du spectacle « Pile Poil », le dimanche 19 juillet 2026 à 17h dans le parc du Château Royal. Coût : 2 610,28 € TTC.

224 du 13 juillet : Conclusion d'un marché public relatif à l'acquisition d'une saleuse à chaîne avec la société Bucher Municipal (Coudes 63). Le montant du marché public est de 28 980 € HT, soit 34 776 € TTC.

225 du 21 juillet : Convention avec Madame Lucie PHAN (Paris 75), pour deux journées de rencontres dans les classes de Senlis les jeudi 1er et vendredi 2 octobre 2026 et deux demi-journées de signatures à l'Espace Saint-Pierre les 3 et 4 octobre, dans le cadre du Salon du Livre 2026. Coût : 1 339,76 €.

226 du 21 juillet : Convention avec Madame Isabelle SIMLER (Paris 75), pour deux journées de rencontres dans les classes de Senlis les jeudi 1er et vendredi 2 octobre 2026 et deux demi-journées de signatures à l'Espace Saint-Pierre les 3 et 4 octobre, dans le cadre du Salon du Livre 2026. Coût : 1 473,74 € TTC.

227 du 21 juillet : Convention avec Madame Émilie VAST (Reims 51), pour deux journées de rencontres dans les classes de Senlis les jeudi 1er et vendredi 2 octobre 2026 et deux demi-journées de signatures à l'Espace Saint-Pierre les 3 et 4 octobre, dans le cadre du Salon du Livre 2026. Coût : 1 184,52 € TTC.

228 du 28 juillet : Contrat de cession avec la Compagnie des Lucioles (Compiègne 60), dans le cadre de la programmation des Lézards d'été 2026, pour la représentation d'un « solo de trapèze » le dimanche 2 août 2026 à 17h et un stage de théâtre et de cirque les 3 et 4 août 2026 au complexe Yves Carlier. Coût : 2 299 € TTC.

229 du 28 juillet : Convention de résidence artistique avec la Compagnie des Lucioles (Compiègne 60), à partir du lundi 27 juillet 2026 jusqu'au festival « Senlis fait son théâtre » 2027. Cette convention est passée pour la mise à disposition du Prieuré Saint-Maurice à titre gracieux, pour la résidence de création du spectacle « DARK », d'un texte de Pierre BERLOUX, du 27 au 31 juillet 2026. Cette création sera jouée une à deux reprises. Recette : 2 550 €.

230 du 28 juillet : Contrat de cession avec Home Made Théâtre (Senlis 60), artiste marionnettiste, pour la représentation du spectacle « Kolobok, la petite galette », le mercredi 5 août 2026 à 17h, ainsi qu'un atelier de fabrication de marionnettes en lien avec le spectacle « Tisse et couds ta galette », de 14h à 16h, au sein du complexe Yves Carlier. Coût : 719,94 € TTC.

231 du 28 juillet : Convention avec l'association senlisienne Les Joueurs Nés, dans le cadre de la programmation des Lézards d'été 2026, pour des animations de jeux de société, les samedis et dimanches du 18 juillet au 9 août 2026, au complexe Yves Carlier et dans le parc du Château Royal. Convention passée à titre gracieux.

232 du 28 juillet : Convention avec l'association senlisienne du Club de Modélisme Naval, dans le cadre de la programmation des Lézards d'été 2026, pour des ateliers de matelotage, les samedi 22 et dimanche 23 août 2026, de 10h à 12h et de 14h à 18h, au complexe Yves Carlier. Convention passée à titre gracieux.

233 du 28 juillet : Convention de tournage avec la société de production Les Compagnons du Cinéma (Paris 75), pour le tournage d'un long-métrage les 29 et 30 juillet 2026, comprenant également des temps de montage et de démontage. Recette : 6 667 €.

234 du 24 juillet : Convention avec Monsieur Olivier MULLER (Gouvieux 60), dans le cadre du Salon du Livre 2026, pour une journée de rencontres dans les classes de Senlis le vendredi 2 octobre et deux demi-journées de signatures les samedi 3 et dimanche 4 octobre 2026. Coût : 692,85 € TTC.

235 du 17 juillet : Convention avec l'association senlisienne Club d'échecs, dans le cadre de la programmation des Lézards d'été 2026, pour des animations d'initiation et de jeux d'échecs au complexe Yves Carlier, les samedi 18 et dimanche 19 juillet 2026, de 14h à 19h. Convention passée à titre gracieux.

236 du 27 juillet : Convention avec le Centre National de la Fonction Publique Territoriale afin d'organiser des sessions de formation au tir, avec armement et munitions réglementaires, pour des agents territoriaux de la Police Municipale. La convention prend effet du 1er septembre 2026 au 31 août 2027. Recette : 60 € par journée de formation planifiée.

237 du 31 août : Convention de mise à disposition de l'outil web de gestion des actes d'urbanisme CART'ADS entre la Ville de Senlis, d'autres collectivités territoriales partenaires du projet et le Parc naturel régional Oise-Pays de France (PNR). Le PNR assure la liaison entre le logiciel de gestion des actes ADS et le WEBSIG afin de faciliter l'instruction des dossiers. Coût du logiciel : 9 000 € HT, soit 10 800 € TTC, dont 1 034,10 € HT, soit 1 240,92 € TTC, à la charge de la Ville de Senlis. Coût de la formation : 17 000 € HT, soit 20 400 € TTC, dont 1 953,30 € HT, soit 2 343,96 € TTC, à la charge de la Ville de Senlis. Coût total à la charge de la Ville : 3 584,88 € TTC.

238 du 28 juillet : Mise à disposition d'un agent à la suite du tournage de la société Chapter 2 (Paris 75), qui a eu lieu rue de la Corne de Cerf. La balayeuse municipale, conduite par un agent technique, est passée dans cette rue afin de la nettoyer le 16 juillet 2026, pendant une demi-journée. Recette : 483,10 €.

239 du 29 juillet : Modification n° 3 du marché public relatif à la construction d'un conservatoire de musique et de danse dans l'ancien mess des officiers du quartier Ordener - Lot n° 2 : charpente avec la société Charpente Menuiserie Debraine (Bresles 60), portant sur la fourniture et la pose d'un acrotère en ossature bois. Le montant de la prestation est de 500 € HT, soit 600 € TTC. Le nouveau montant du marché est de 197 416,09 € HT, soit 236 899,31 € TTC.

240 du 29 juillet : Modification n° 4 du marché public relatif à la construction d'un conservatoire de musique et de danse dans l'ancien mess des officiers du quartier Ordener - Lot n° 4 : échafaudage – ravalement – restauration de maçonnerie, conclu avec la société Ton Pierre (Herblay-sur-Seine 95), portant sur la sécurisation du chantier pour les mois de juillet et août, le traitement de l'humidité en pied de mur et la reprise d'une fissure à l'angle nord-est. Le montant des travaux supplémentaires est de 44 709 € HT, soit 53 643,60 € TTC. Le nouveau montant du marché est de 370 038,54 € HT, soit 444 046,25 € TTC.

241 du 29 juillet : Conclusion d'un marché public relatif à la maintenance et à l'extension du dispositif de vidéoprotection urbaine avec la société Bernard Dache (Creil 60). Le marché public est conclu à compter de sa notification jusqu'au 30 juin 2027. Il est passé sous la forme d'un accord-cadre à bons de commande, au fur et à mesure des besoins de l'acheteur, avec un montant maximum de commandes de 60 000 € HT.

242 du 4 août : Conclusion d'un marché public relatif à la fourniture et à la livraison de repas en liaison froide dans le cadre de la restauration municipale avec la société Dupont Restauration (Libercourt 62). Le marché public débute à compter du 26 octobre 2026. Il pourra être reconduit tacitement pour une période annuelle, dans la limite de trois reconductions. Le marché public est conclu pour un montant maximum annuel de 500 000 € HT.

243 du 5 août : Modification n° 1 du marché public de maîtrise d'œuvre sur le patrimoine « classé » : mission « DIA » - diagnostic sécurité incendie, sécurité électrique, sécurité de la structure et accessibilité ERP au Château Royal, avec l'architecte Olivier WEETS (Saint-Cloud 92). La rémunération prévisionnelle pour l'ensemble des opérations du présent marché subséquent est portée à 25 785,20 € HT, soit 30 942 € TTC.

244 du 5 août : Conclusion d'un marché public relatif aux prestations de transport de personnes dans le cadre des activités scolaires, périscolaires et extrascolaires avec la société Kéolis Evrard (Creil 60). Le marché public débute à compter du 10 août 2026 et pourra être reconduit tacitement pour une période annuelle, dans la limite de trois reconductions. Le marché public est conclu pour un montant maximum annuel de 50 000 € HT.

245 du 6 août : Révision des tarifs communaux de la bibliothèque, des locations de salles et des tournages de films au 1er septembre 2026.

246 du 11 août : Conclusion d'un marché public relatif à la construction d'un conservatoire de musique et de danse dans l'ancien mess des officiers du quartier Ordener - Lot n° 1 : curage, démolitions, désamiantage, gros œuvre, avec la société BASTER (Herblay 95). Le marché prend effet à compter de sa notification et est conclu pour un montant de 419 844,34 € HT.

247 du 19 août : Convention d'occupation du Prieuré Saint-Maurice afin que Madame Maryse MONTIGON puisse y tenir le Salon des Arts d'Automne du 29 septembre au 5 octobre 2026. Convention établie à titre gracieux.

248 du 21 août : Conclusion d'un contrat pour l'entretien et le dépannage des bornes escamotables dans la Ville de Senlis avec la société AMA Portes Automatiques (Cormeilles-en-Parisis 95), pour une durée d'un an, renouvelable par reconduction expresse pour une durée n'excédant pas trois ans. Le montant annuel des prestations est de 3 799 € HT, soit 4 558,80 € TTC.

249 du 24 août : Convention d'utilisation de bureaux aux 3 Arches avec l'association GEM Le Renouveau (Clermont 60), afin de pouvoir accueillir ses adhérents et proposer des activités. Convention consentie pour une période d'un an à compter du 1er septembre 2026. Cette mise à disposition est consentie à titre gracieux.

250 du 24 août : Convention d'utilisation de bureaux aux 3 Arches avec l'association Les Paniers de Séraphine - AMAP de Senlis, afin de pouvoir accueillir ses adhérents et proposer des activités. Convention consentie pour une période d'un an à compter du 1er septembre 2026. Cette mise à disposition est consentie à titre gracieux.

251 du 24 août : Convention d'utilisation de bureaux aux 3 Arches avec l'association Les PC d'Enola (Senlis 60), afin de pouvoir stocker du matériel, accueillir ses adhérents et proposer des activités. Convention consentie pour une période d'un an à compter du 1er juillet 2026. Cette mise à disposition est consentie à titre gracieux.

252 du 25 août : Convention avec Madame Aurélie PIERARD (Courteuil 60), dans le cadre d'interventions en direction du personnel de la petite enfance des établissements d'accueil du jeune enfant de la Ville de Senlis, afin d'y animer trois séances d'analyse de la pratique pour les deux haltes-garderies Brichebay et Val d'Aunette, d'une durée de deux heures, pendant la durée de la convention. Convention établie pour la période du 1er septembre 2026 au 31 décembre 2027. Coût : 160 € par atelier.

253 du 25 août : Convention de mise à disposition du gymnase Anne de Kiev à l'association Studio M afin d'y dispenser des cours de danse le mardi de 17h15 à 19h, le mercredi de 10h à 18h et le samedi de 9h30 à 17h. Convention établie pour une durée d'un an, renouvelable deux fois par tacite reconduction, et prenant effet à compter de sa signature. Cette mise à disposition est consentie à titre gracieux.

254 du 26 août : Contrat de service pour la gestion du contrôle d'accès du parking à vélos sécurisé avec La Ruche à Vélo (Nantes 44). Le contrat est conclu pour une durée d'un an à compter de sa date de notification. Coût : 1 200 € HT, soit 1 444 € TTC.

255 du 27 août : Convention d'occupation du Prieuré Saint-Maurice avec l'association Senlis Quilts afin qu'elle puisse y tenir une exposition pour la période du 24 au 28 septembre 2026. Convention établie à titre gracieux.

256 du 27 août : Révision des tarifs des repas mensuels pour le mois de décembre 2026 en raison de l'organisation du repas de Noël de la Résidence Autonomie Thomas Couture, comme suit : le prix du repas mensuel de décembre 2026 est fixé à 35 €, le prix du repas demandé aux résidents est de 25 € et le montant pris en charge par la Mairie est de 10 € par repas.

257 du 31 août : Convention d'utilisation de bureaux aux 3 Arches avec l'association Accueil Senlis Intégration (Senlis 60), afin de pouvoir accueillir ses adhérents et proposer des activités. Convention consentie pour une période d'un an à compter du 1er septembre 2026. Cette mise à disposition est consentie à titre gracieux.

258 du 2 septembre : Conclusion d'un marché public relatif à l'organisation du Salon du Jardin de Senlis 2027 à 2030 avec la société Les Marchés de Léon (Paris 75). L'entrée du salon est gratuite pour le public et la société se rémunère exclusivement auprès des exposants. Le titulaire versera à la Ville 5 % des bénéfices générés durant le salon. La durée du marché public est d'un an à compter de la date de notification et pourra être reconduite tacitement pour une période annuelle, dans la limite de trois reconductions.

259 du 3 septembre : Convention d'occupation du Manège Ordener afin que l'association CPIE des Pays d'Oise (Senlis 60) puisse y tenir les Journées Biodiversité de l'Oise du 8 au 13 octobre 2026. Convention établie à titre gracieux.

260 du 3 septembre : Convention de mise à disposition du Prieuré Saint-Maurice afin que l'association Les Tintinophiles C'est Nous puisse y tenir une exposition-vente du 11 au 14 septembre 2026. Convention établie à titre gracieux.

261 du 7 septembre : Convention de tournage avec la société Siècle Productions (Montrouge 92) pour le tournage d'une série intitulée « Une saison en enfer » sur la commune de Senlis, du 7 au 8 septembre 2026. Coût : 4 016 €.

262 du 8 septembre : Modification n° 2 du marché public relatif à l'aménagement d'un pôle multimodal sur le parvis de l'ancienne gare de Senlis – Lot n° 2 : espaces verts avec la société HIE Paysage (Jaux 60), afin d'y intégrer les prix nouveaux pour l'aire de jeux et de street workout, la palette végétale et divers travaux. Le montant de la modification n° 2 est de 81 838,50 € HT, soit 98 206,20 € TTC. Le nouveau montant du marché public est de 221 701,38 € HT, soit 266 041,66 € TTC.

263 du 8 septembre : Convention d'occupation du Manège Ordener afin que l'association FÉLINE NORD PICARDIE puisse y tenir une exposition de chats de race du 25 au 28 septembre 2026. Recette : redevance de 1 464 € et vente au déballage de 25,80 € par stand et par jour d'occupation.

264 du 8 septembre : Tarification spécifique aux visiteurs de l'exposition « Séraphine Louis. De Senlis et sans rivale » au Centre Pompidou-Metz, pour une entrée à tarif réduit de 4 € dans les musées de Senlis sur présentation du billet de l'exposition. Cette tarification spécifique commencera le 31 octobre 2026 et prendra fin le 17 avril 2027.

L'exposé entendu, ***Madame le Maire*** *a soumis ce projet de délibération au* ***Conseil Municipal*** *qui* a pris acte des décisions susvisées.

Le Secrétaire de Séance
Eugénie ALVES

MAIRIE DE SENLIS (Oise)

Le Maire
Pascale MATHIAULT

Cette délibération peut faire l'objet d'un recours dans un délai de deux mois à compter de sa publicité et de sa transmission au contrôle de légalité, par courrier adressé au Tribunal administratif d'Amiens, 14 rue Lemerchier, 80000 AMIENS, ou via l'application Télérecours citoyens, accessible via le site internet www.telerecours.fr.

Senlis

Extrait du REGISTRE des DÉLIBÉRATIONS du CONSEIL MUNICIPAL

SÉANCE du jeudi 1er octobre 2026

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Le Conseil Municipal de la Commune de SENLIS (Oise), légalement convoqué le 25 septembre 2026 par Madame MATHIAULT, Maire, s'est assemblé le jeudi 1er octobre 2026 à 19h00 au lieu ordinaire de ses séances à l'Hôtel de Ville de Senlis, en vue de délibérer sur les affaires inscrites à l'ordre du jour.

Nombre de conseillers municipaux en exercice : 33 - Présents : 24 - Pouvoirs : 9 - Votants : 33 - Absents : 9

Présents : Mme MATHIAULT - M. DERYCKE - Mme CARDOËN - Mme BALOSSIER - M. LHOYER - Mme ALVES - M. FRACHON - Mme TAQUET - M. BERTINATTI - M. TACCONE - M. GERARDIN - M. DUBREUCQ-PÉRUS - Mme ANDRE-ROMAGNY - Mme CARVENNEC - Mme DOUBLIEZ - Mme HEYRAUD - Mme MERCIER - Mme HECQUET - Mme LOISELEUR - M. MOTTE - Mme GLASTRA - M. NOIRTIN- Mme AMMOUN - M. MÉNAND-CHAMBON - **Ont donné mandat de voter en leur nom :** M. DELAYEN à Mme MATHIAULT - Mme BULLE à Mme CARDOËN - M. MOREIGNEAUX-COUDOURNAC à Mme HECQUET - M. MEDIONI à M. GERARDIN - Mme HINQUE à Mme TAQUET - M. JEANMART à M. LHOYER - M. ARIZA à Mme ALVES - Mme LUDMANN à Mme LOISELEUR - M. GAUDION à Mme AMMOUN - **Secrétaire de séance :** Mme ALVES - **Présidence de séance :** Mme MATHIAULT, Maire.

N° 04 - Règlement intérieur du Conseil Municipal

Madame le Maire expose :

En vertu de l'article L. 2121-8 du Code Général des Collectivités Territoriales, le Conseil Municipal établit son Règlement intérieur dans les six mois qui suivent son installation.

Ce document, qui possède une valeur réglementaire une fois approuvé par l'assemblée délibérante, permet de préciser le régime juridique du fonctionnement des organes communaux, en complément et dans le respect des dispositions du Code Général des Collectivités Territoriales.

Le présent règlement intègre les évolutions législatives et réglementaires intervenues en matière de publicité des actes des collectivités territoriales, notamment celles issues de l'ordonnance n° 2021-1310 du 7 octobre 2021, relatives aux modalités d'établissement et de signature des procès-verbaux des séances du Conseil municipal ainsi qu'au remplacement du compte rendu par la liste des délibérations, laquelle doit être affichée dans un délai de huit jours.

Il intègre également un nouvel article consacré à la prévention des conflits d'intérêts, en application des dispositions issues de la loi n° 2022-217 du 21 février 2022 relative à la différenciation, la décentralisation, la déconcentration et portant diverses mesures de simplification de l'action publique locale, dite « loi 3DS ».

Enfin, le règlement prévoit la possibilité de réunir les commissions municipales en visioconférence, dans les conditions prévues par les dispositions législatives en vigueur.

Considérant le renouvellement de l'assemblée délibérante,

Il convient pour le Conseil Municipal de se doter d'un nouveau règlement intérieur.

Acte exécutoire le 08 OCT. 2026 - Reçu par la Préfecture le 08 OCT. 2026 et publié sur le site internet de la Ville le 08 OCT. 2026

L'exposé entendu, ***Madame le Maire*** *a soumis au vote ce projet de délibération et* ***le Conseil Municipal*** *à main levée* ***et à l'unanimité ;***

- Adopte le règlement intérieur tel que joint en annexe.

Le Secrétaire de Séance Eugénie ALVES	*Le Maire* Pascale MATHIAULT

Cette délibération peut faire l'objet d'un recours dans un délai de deux mois à compter de sa publicité et de sa transmission au contrôle de légalité, par courrier adressé au Tribunal administratif d'Amiens, 14 rue Lemerchier, 80000 AMIENS, ou via l'application Télérecours citoyens, accessible via le site internet www.telerecours.fr.

Senlis

Conseil Municipal du 1er octobre 2026
Délibération n°4 – Annexe 1

Acte exécutoire le 08/10/2026
Reçu en Préfecture le 08/10/2026
Publiée sur le site internet de la Ville le 08/10/2026

CONSEIL MUNICIPAL

De la Ville de Senlis

Règlement Intérieur

Conseil Municipal
Règlement Intérieur

SOMMAIRE

Page

Chapitre 1 : Réunions du Conseil Municipal

Article 01 - Périodicité des séances 3
Article 02 - Prérequis pour la tenue d'une séance 3
Article 03 - Ordre du jour 4
Article 04 - Accès aux dossiers 4
Article 05 - Questions orales 5

Chapitre 2 : Commissions

Article 06 - Commissions municipales 5
Article 07 - Fonctionnement des commissions municipales 5

Chapitre 3 : Tenue des séances

Article 08 - Présidence 7
Article 09 - Quorum 7
Article 10 - Pouvoirs 7
Article 11 - Secrétariat de séance 8
Article 12 - Accès et tenue du public 8
Article 13 - Enregistrement des débats 8
Article 14 - Séance à huis clos 8
Article 15 - Police de l'assemblée 9

Chapitre 4 : Débats et votes des délibérations

Article 16 - Dispositions générales 9
Article 17 - Déroulement de la séance 9
Article 18 - Débats ordinaires 9
Article 19 - Débats d'orientations budgétaires 10
Article 20 - Suspension de séance 10
Article 21 - Amendements 10
Article 22 - Votes 11
Article 23 - Clôture de toute discussion 11

Chapitre 5 : Comptes rendus des débats et des décisions

Article 24 - Procès-verbaux 11
Article 25 – Liste des délibérations 12

Chapitre 6 : Dispositions diverses

Article 26 - Exercice du droit à la formation des élus locaux 12
Article 27 - Bulletin d'information générale 13
Article 28 - Désignation des délégués dans les organismes extérieurs 13
Article 29 - Retrait d'une délégation à un adjoint 13
Article 30 - Tenue des séances en cas de crise sanitaire 13
Article 31 - Modification du règlement 13

Chapitre 1 : Réunions du Conseil Municipal

Article 01 : Périodicité des séances

Article L. 2121-7 du CGCT : « Le conseil municipal se réunit au moins une fois par trimestre. »

Lors du renouvellement général des conseils municipaux, la première réunion se tient de plein droit au plus tôt le vendredi et au plus tard le dimanche suivant le tour de scrutin à l'issue duquel le conseil a été élu au complet. Par dérogation aux dispositions de l'article L. 2121-12, dans les communes de 3 500 habitants et plus, la convocation est adressée aux membres du conseil municipal trois jours francs au moins avant celui de cette première réunion.

Le conseil municipal se réunit et délibère à la mairie de la commune. Il peut également se réunir et délibérer, à titre définitif, dans un autre lieu situé sur le territoire de la commune, dès lors que ce lieu ne contrevient pas au principe de neutralité, qu'il offre les conditions d'accessibilité et de sécurité nécessaires et qu'il permet d'assurer la publicité des séances.

Article L. 2121-9 du CGCT : « Le maire peut réunir le conseil municipal chaque fois qu'il le juge utile. Il est tenu de le convoquer dans un délai maximal de trente jours quand la demande motivée lui en est faite par le représentant de l'État dans le département ou par le tiers au moins des membres du conseil municipal en exercice dans les communes de 3 500 habitants et plus. En cas d'urgence, le représentant de l'État dans le département peut abréger ce délai. »

Article 02 : Prérequis pour la tenue d'une séance

1) *Coordonnées administratives* :

Une adresse électronique dite « mairie » (@ville-senlis.fr) a été créée et attribuée, à titre individuel, à chaque conseiller, par les services municipaux, en début de mandat, et ce afin de permettre l'échange d'informations de manière continue avec la collectivité.

2) *Matériel* :

Chacun des membres de l'assemblée est doté, par la commune dès le début du mandat, d'une tablette paramétrée bénéficiant de l'installation d'applications, notamment :

- Un client de messagerie et un agenda natifs configurés et connectés à la boîte mail dite « mairie »
- Un accès au système de gestion des convocations des séances
- Une prise de main distante pour les dépannages par le service informatique de la ville
- Des solutions de visioconférence

Article 02 : Convocations

Article L. 2121-12 du CGCT : « […]. Le délai de convocation est fixé à cinq jours francs. En cas d'urgence, le délai peut être abrégé par le maire sans pouvoir être toutefois inférieur à un jour franc.
Le maire en rend compte dès l'ouverture de la séance au conseil municipal qui se prononce sur l'urgence et peut décider le renvoi de la discussion, pour tout ou partie, à l'ordre du jour d'une séance ultérieure. »

Article L. 2121-10 du CGCT : « Toute convocation est faite par le maire. Elle indique les questions portées à l'ordre du jour. Elle est mentionnée au registre des délibérations, affichée ou publiée. Elle est transmise de manière dématérialisée ou, si les conseillers municipaux en font la demande, adressée par écrit à leur domicile ou à une autre adresse. »

L'envoi des convocations aux membres de l'assemblée sera effectué par voie dématérialisée, à l'adresse électronique créée et attribuée à chaque conseiller, par les services municipaux, en début de mandat.
Cet envoi électronique donne accès à une plateforme sécurisée, qui garantit la date d'envoi, permet la traçabilité de la mise à disposition auprès des Élus et la constitution des preuves de télétransmission.

La convocation précise la date, l'heure et le lieu de la réunion, qui se tient en principe à la mairie.

Chaque convocation sera accompagnée de l'ordre du jour et de l'ensemble des projets et documents afférents.

Article L. 2121-12 du CGCT : « Dans les communes de 3 500 habitants et plus, une note explicative de synthèse sur les affaires soumises à délibération doit être adressée avec la convocation aux membres du conseil municipal. […]. »

Article 03 : Ordre du jour

Le maire fixe l'ordre du jour.

L'ordre du jour est reproduit sur la convocation et porté à la connaissance du public par un affichage dans le hall d'entrée de la Mairie et une mise en ligne sur le site de la Ville.

Article 04 : Accès aux dossiers

1) *Consultation des Conseillers municipaux*

Article L. 2121-13 du CGCT : « Tout membre du conseil municipal a le droit, dans le cadre de sa fonction, d'être informé des affaires de la commune qui font l'objet d'une délibération. »

Article L. 2121-13-1 du CGCT : « La commune assure la diffusion de l'information auprès de ses membres élus par les moyens matériels qu'elle juge les plus appropriés. »

Afin de permettre l'échange d'informations sur les affaires relevant de ses compétences, la commune met à la disposition de ses membres élus, à titre individuel, une adresse mail (@ville-senlis.fr), qui peut être utilisée pour toute transmission autorisée au sens de la Commission d'accès aux documents administratifs (CADA).

Article L. 2121-12 alinéa 2 du CGCT : « Si la délibération concerne un contrat de service public, le projet de contrat ou de marché accompagné de l'ensemble des pièces peut, à sa demande, être consulté à la mairie par tout conseiller municipal dans les conditions fixées par le règlement intérieur.

Concernant la consultation des pièces afférentes à l'ordre du jour évoqué dans l'article 03, donc celles accompagnant chaque convocation telles que précisées au 5ème paragraphe de l'article 02, l'ensemble des Conseillers Municipaux pourra, sur simple demande écrite transmise par mail aux gestionnaires de l'organisation des séances, sous couvert du Maire, prendre connaissance de ces documents, en Mairie, sur rendez-vous, 72 h avant la séance.

2) *Consultation des Administrés*

Article L. 2121-26 du CGCT : « Toute personne physique ou morale a le droit de demander communication sur place et de prendre copie totale ou partielle des procès-verbaux du conseil municipal, des budgets et des comptes de la commune et des arrêtés municipaux.
Chacun peut les publier sous sa responsabilité.
La communication des documents mentionnés au premier alinéa, qui peut être obtenue aussi bien du maire que des services déconcentrés de l'Etat, intervient dans les conditions prévues par l'article 311-9 du code des relations entre le public et l'administration.
Les dispositions du présent article s'appliquent aux établissements publics administratifs des communes ».

Une décision porte les tarifs communaux (révisables chaque année) et notamment le montant de la participation pour photocopie de documents administratifs (soit au jour de l'adoption du présent règlement : 0,20 € pour une photocopie format A4 et 0,40 € 0,38 € pour une photocopie format A3. Tarifs fixés par la décision n° 108/2019 prise en date du 10 avril 2019, reçue par le sous-préfet et affichée le 11 avril 2019, portant la révision des tarifs communaux au 15 avril 2019).

Article 05 : Questions orales

Article L. 2121-19 du CGCT : « Les conseillers municipaux ont le droit d'exposer en séance du conseil des questions orales ayant trait aux affaires de la commune. Dans les communes de 1 000 habitants et plus, le règlement intérieur fixe la fréquence ainsi que les règles de présentation et d'examen de ces questions. A défaut de règlement intérieur, celles-ci sont fixées par une délibération du conseil municipal.
A la demande d'un dixième au moins des membres du conseil municipal, un débat portant sur la politique générale de la commune est organisé lors de la réunion suivante du conseil municipal. « L'application du deuxième alinéa ne peut donner lieu à l'organisation de plus d'un débat par an ».

Les questions orales portent sur des sujets d'intérêt général.

Le texte des questions est adressé au Maire par courrier postal ou par mail et fait l'objet d'un avis de réception.

Le Maire se réserve la possibilité, en cas de délai court, d'apporter les éléments de réponse aux questions orales lors de la séance ultérieure la plus proche.

Les questions orales sont traitées à la fin de chaque séance. Elles ne donnent pas lieu à débat.

Le Maire peut transmettre les questions orales, pour examen préalable, aux commissions permanentes concernées.

Chapitre 2 : Commissions

Article 06 : Commissions municipales

Article L. 2121-22 du CGCT : « Le conseil municipal peut former, au cours de chaque séance, des commissions chargées d'étudier les questions soumises au conseil soit par l'administration, soit à l'initiative d'un de ses membres.
Elles sont convoquées par le maire, qui en est le président de droit, dans les huit jours qui suivent leur nomination, ou à plus bref délai sur la demande de la majorité des membres qui les composent. Dans cette première réunion, les commissions désignent un vice-président qui peut les convoquer et les présider si le maire est absent ou empêché.
Dans les communes de plus de 1 000 habitants, la composition des différentes commissions, y compris les commissions d'appel d'offres et les bureaux d'adjudications, doit respecter le principe de la représentation proportionnelle pour permettre l'expression pluraliste des élus au sein de l'assemblée communale. »

Article L. 2143-3 du CGCT : « Dans les communes de 5 000 habitants et plus, il est créé une commission communale pour l'accessibilité composée notamment des représentants de la commune, d'associations ou organismes représentant les personnes handicapées pour tous les types de handicap, notamment physique, sensoriel, cognitif, mental ou psychique, d'associations ou organismes représentant les personnes âgées, de représentants des acteurs économiques ainsi que de représentants d'autres usagers de la ville.
Cette commission dresse le constat de l'état d'accessibilité du cadre bâti existant, de la voirie, des espaces publics et des transports. Elle établit un rapport annuel présenté en conseil municipal et fait toutes propositions utiles de nature à améliorer la mise en accessibilité de l'existant. […]
Le rapport de la commission communale pour l'accessibilité est présenté au conseil municipal et est transmis au représentant de l'Etat dans le département, au président du conseil départemental, au conseil départemental de la citoyenneté et de l'autonomie, ainsi qu'à tous les responsables des bâtiments, installations et lieux de travail concernés par le rapport.
Le maire préside la commission et arrête la liste de ses membres.
Cette commission organise également un système de recensement de l'offre de logements accessibles aux personnes handicapées et aux personnes âgées. »

Article 07 : Fonctionnement des commissions municipales

Le conseil municipal fixe le nombre de conseillers siégeant dans chaque commission et désigne ceux qui y siègeront.

La désignation des membres des commissions est effectuée au scrutin secret, sauf si le conseil municipal décide, à l'unanimité, d'y renoncer.

Dès la première réunion de chaque commission, il est porté au vote la désignation du vice-président, qui, de tradition, est l'élu en charge de la délégation.

Les commissions peuvent entendre des personnes qualifiées extérieures au conseil municipal.

Avec l'accord préalable du président (ou du vice-président), chaque conseiller aura la faculté d'assister, en sa simple qualité d'auditeur (sans droit de vote et ses propos devront faire l'objet d'une retranscription dans le compte-rendu avec la mention de « simple auditeur »), aux travaux de toute commission autre que celle dont il est membre.

La commission se réunit sur convocation du maire (ou du vice-président). Il est toutefois tenu de réunir la commission à la demande de la majorité de ses membres.

La convocation, accompagnée de l'ordre du jour, est adressée à chaque conseiller (titulaires et suppléants) au moins 5 jours avant la tenue de la réunion, par voie dématérialisée, à l'adresse électronique créée et attribuée à chaque conseiller, par les services municipaux en début de mandat. Elle précise la date, l'heure et le lieu de la réunion, qui se tient en principe à la mairie.

Tout membre titulaire qui ne peut être présent doit, en cas d'indisponibilité, s'organiser avec les suppléants. Si tous les titulaires sont présents, mais qu'un suppléant se présente malgré tout, il peut assister en simple qualité d'auditeur (sans droit de vote et ses propos devront faire l'objet d'une retranscription dans le compte-rendu avec la mention de « simple auditeur »).

L'envoi d'une invitation Outlook à l'ensemble des membres complétera le courrier de convocation précédemment cité.

Tout membre qui ne peut être présent peut, s'il le souhaite le cas échéant, donner pouvoir à un autre membre de voter en son nom.

Toute personne extérieure qualifiée et dont l'audition paraît utile peut être associée à ces commissions, avec voix consultative. Une invitation est envoyée à ces personnes.

Le Président de la commission (ou le vice-président) procède, à l'ouverture de la séance, à l'appel des membres et des personnes invitées.

Les réunions des commissions municipales dites « non normées » ne sont pas astreintes aux règles de quorum.

Les réunions des commissions municipales dites « normées » (CAO, CCSPL, CDSPL, …) sont astreintes aux règles de quorum. Le quorum est atteint lorsque plus de la moitié des membres ayant voix délibérative sont présents. Si, après une première convocation, ce quorum n'est pas atteint, la commission est à nouveau convoquée. Elle se réunit alors valablement sans condition de quorum.

Les commissions dites « non normées » n'ont pas de pouvoir de décision. Elles examinent les affaires qui leur sont soumises, émettent de simples avis ou formulent des propositions.

Si le président (ou le vice-président) peut mettre aux voix toute question relative à l'ordre du jour, ces scrutins ne permettent d'émettre qu'un avis simple à la majorité (au moins) des membres présents qui s'expriment.

Les votes se font à main levée et dans l'ordre suivant : Qui s'abstient ?, qui vote « contre » ?, qui vote « pour » ?

Le Président de la commission (ou le vice-président) a seul la police de l'assemblée.

Les commissions élaborent un compte-rendu sur les affaires étudiées. Ces comptes-rendus sont transmis par mail à l'ensemble des membres des commissions.

Les séances des commissions ne sont pas publiques, sauf décision contraire du président (ou du vice-président).

Chaque séance peut faire l'objet d'un enregistrement audio.

Chaque commission doit se réunir au moins 1 fois par an.

Réunions des commissions municipales en visioconférence

Conformément à l'article L. 2121-22-1 A du Code général des collectivités territoriales, le maire peut décider que les réunions des commissions municipales se tiennent en tout ou partie par visioconférence.

Lorsque la réunion se tient, en tout ou partie, par visioconférence, cette modalité est mentionnée dans la convocation adressée aux membres de la commission. Les membres participant à distance doivent pouvoir être identifiés et prendre part aux échanges dans des conditions permettant d'assurer la continuité et la confidentialité des débats.

Chaque participant veille à disposer d'une connexion internet, d'un équipement audio et, lorsque cela est nécessaire, vidéo, permettant sa participation effective. En cas de difficulté technique empêchant un membre de participer normalement aux échanges, le président de la commission peut suspendre la réunion ou prendre toute mesure permettant d'en assurer la poursuite dans des conditions satisfaisantes.

Les réunions des commissions municipales tenues en visioconférence demeurent soumises aux mêmes règles de convocation, de préparation des dossiers et de fonctionnement que les réunions tenues en présentiel.

Chapitre 3 : Tenue des séances

Article 08 : Présidence

Article L. 2121-14 du CGCT : « Le conseil municipal est présidé par le Maire et, à défaut, par celui qui le remplace. »

En cas d'absence ou d'empêchement, il est remplacé par un Adjoint ou un Conseiller Municipal dans l'ordre du tableau.

Article L. 2121-14 : « Dans les séances où le compte administratif du Maire est débattu, le Conseil Municipal élit son président. Dans ce cas, le Maire peut, même s'il n'est plus en fonction, assister à la discussion, mais il doit se retirer au moment du vote. »

Article L. 2122-8 du CGCT : « La séance au cours de laquelle il est procédé à l'élection du Maire est présidée par le plus âgé des membres du conseil municipal.
Pour toute élection du Maire ou des Adjoints, les membres du Conseil Municipal sont convoqués dans les formes et délais prévus aux articles L. 2121-10 à L. 2121-12. La convocation contient mention spéciale de l'élection à laquelle il doit être procédé.
Avant cette convocation, il est procédé aux élections qui peuvent être nécessaires pour compléter le conseil municipal.
Si, après les élections complémentaires, de nouvelles vacances se produisent, le conseil municipal procède néanmoins à l'élection du maire et des adjoints, à moins qu'il n'ait perdu le tiers ou plus de ses membres.
Toutefois, quand il y a lieu à l'élection d'un seul adjoint, le conseil municipal peut décider, sur la proposition du maire, qu'il y sera procédé sans élections complémentaires préalables, sauf dans le cas où le conseil municipal a perdu le tiers de son effectif légal ou compte moins de cinq membres. »

Le président procède à l'ouverture des séances, vérifie le quorum, dirige les débats, accorde la parole, rappelle les orateurs à l'affaire soumise au vote. Il met aux voix les propositions et les délibérations, décompte les scrutins, juge conjointement avec le secrétaire de séance les épreuves des votes, en proclame les résultats, prononce la suspension et la clôture des séances après épuisement de l'ordre du jour.

Article 09 : Quorum

Article L. 2121-17 du CGCT : « Le conseil municipal ne délibère valablement que lorsque la majorité de ses membres en exercice est présente. »

La majorité (absolue) se définit par « plus de la moitié ». Par exemple, si le nombre des conseillers en exercice est de 8, le quorum est atteint si 5 conseillers sont effectivement présents ; donc si le nombre des conseillers en exercice est de 33, le quorum est encore atteint si 17 conseillers sont présents.

Les pouvoirs donnés par les conseillers absents n'entrent pas en compte dans le calcul du quorum.

Article L. 2121-17 : « Si, après une première convocation régulièrement faite selon les dispositions des articles L. 2121-10 à L. 2121-12, ce quorum n'est pas atteint, le conseil municipal est à nouveau convoqué à trois jours au moins d'intervalle. Il délibère alors valablement sans condition de quorum. »

Le quorum doit être atteint à l'ouverture de la séance, mais aussi lors de la mise en discussion de toute question soumise à délibération. Ainsi, si un conseiller municipal s'absente pendant la séance, cette dernière ne peut se poursuivre que si le quorum reste atteint malgré ce départ.

Si le quorum n'est pas atteint à l'occasion de l'examen d'un point de l'ordre du jour soumis à délibération, le Maire lève la séance et renvoie la suite des affaires à une date ultérieure.

Article 10 : Pouvoirs

Article L. 2121-20 du CGCT : « Un conseiller municipal empêché d'assister à une séance peut donner à un collègue de son choix pouvoir écrit de voter en son nom. Un même conseiller municipal ne peut être porteur que d'un seul pouvoir. Le pouvoir est toujours révocable. Sauf cas de maladie dûment constatée, il ne peut être valable pour plus de trois séances consécutives.
Les délibérations sont prises à la majorité absolue des suffrages exprimés.
Lorsqu'il y a un partage égal des voix et sauf cas de scrutin secret, la voix du président est prépondérante. »

Le mandataire doit impérativement remettre la délégation de vote ou mandat au président de séance lors de l'appel du nom du conseiller empêché. La délégation de vote peut être établie au cours d'une séance à laquelle participe un conseiller obligé de se retirer avant la fin de la séance.

Afin d'éviter toute contestation sur leur participation au vote, les conseillers municipaux qui se retirent de la salle des délibérations doivent faire connaître au Maire leur intention ou leur souhait de se faire représenter.

Article 11 : Secrétariat de séance

Article L. 2121-15 du CGCT : « Au début de chacune de ses séances, le conseil municipal nomme un ou plusieurs de ses membres pour remplir les fonctions de secrétaire.

Il peut adjoindre à ce ou ces secrétaires des auxiliaires, pris en dehors de ses membres, qui assistent aux séances mais sans participer aux délibérations. »

Le secrétaire de séance, qui est un(e) élu(e), assiste le maire pour la vérification du quorum et celle de la validité des pouvoirs, de la contestation des votes et du bon déroulement des scrutins. Il contrôle l'élaboration du procès-verbal de séance.

Les auxiliaires de séance ne prennent la parole que sur invitation expresse du Maire et restent tenus à l'obligation de réserve.

Article 12 : Accès et tenue du public

Article L. 2121-18 alinéa 1er du CGCT : « Les séances des conseils municipaux sont publiques. »

Aucune personne autre que les membres du Conseil Municipal ou de l'administration municipale ne peut pénétrer dans l'enceinte du conseil sans y avoir été autorisé par le président.

Le public est autorisé à occuper les places qui lui sont réservées dans la salle. Il doit observer le silence durant toute la durée de la séance. Toutes marques d'approbation ou de désapprobation sont interdites.

Un emplacement spécial est réservé aux représentants de la presse.

Article 13 : Enregistrement des débats

Article L. 2121-18 alinéa 3 du CGCT : « Sans préjudice des pouvoirs que le Maire tient de l'article L. 2121-16, ces séances peuvent être retransmises par les moyens de communication audiovisuelle. »

Chaque séance fait l'objet d'un enregistrement audio et peut faire l'objet d'un enregistrement vidéo et d'une retransmission audiovisuelle.

Article 14 : Séance à huis clos

Article L. 2121-18 alinéa 2 du CGCT : « Sur la demande de trois membres ou du Maire, le conseil municipal peut décider, sans débat, à la majorité absolue des membres présents ou représentés, qu'il se réunit à huis clos. »

La décision de tenir une séance à huis clos est prise par un vote public du conseil municipal.

Lorsqu'il est décidé que le conseil municipal se réunit à huis clos, le public ainsi que les représentants de la presse doivent se retirer.

Article 15 : Police de l'assemblée

Article L. 2121-16 du CGCT : « Le Maire a seul la police de l'assemblée.
Il peut faire expulser de l'auditoire ou arrêter tout individu qui trouble l'ordre.
En cas de crime ou de délit (propos injurieux ou diffamatoires …), le Maire en dresse procès-verbal et en saisit immédiatement le procureur de la République. »

Il appartient au Maire ou à celui qui le remplace de faire observer le présent règlement.

Chapitre 4 : Débats et votes des délibérations

Article 16 : Dispositions générales

Article L. 2121-29 du CGCT : « Le conseil municipal règle par ses délibérations les affaires de la commune.
Il donne son avis toutes les fois que cet avis est requis par les lois et règlements, ou qu'il est demandé par le représentant de l'État dans le département.
Lorsque le conseil municipal, à ce régulièrement requis et convoqué, refuse ou néglige de donner avis, il peut être passé outre.
Le conseil municipal émet des vœux sur tous les objets d'intérêt local. »

Article 17 : Déroulement de la séance

Le Maire, à l'ouverture de la séance, procède à l'appel des conseillers, constate le quorum, proclame la validité de la séance si celui-ci est atteint, cite les pouvoirs reçus.

Il demande au conseil municipal de nommer le secrétaire de séance. Puis fait approuver le procès-verbal de la séance précédente et prend note des rectifications éventuelles.

Le Maire appelle ensuite les affaires inscrites à l'ordre du jour ; seules celles-ci peuvent faire l'objet d'une délibération.

Il peut aussi soumettre au conseil municipal des « questions diverses », qui ne revêtent pas une importance capitale. Si toutefois l'une de ces questions doit faire l'objet d'une délibération, elle devra en tant que telle être inscrite à l'ordre du jour de la prochaine séance du conseil municipal.

Il soumet à l'approbation du Conseil Municipal les points urgents qui ne revêtent pas une importance capitale et qu'il propose d'ajouter à l'examen du conseil municipal du jour.

Le Maire accorde la parole en cas de réclamation relative à l'ordre du jour.

Le Maire rend compte des décisions qu'il a prises en vertu de la délégation du Conseil Municipal, conformément aux dispositions de l'article L.2122-23 du code général des collectivités territoriales.

Il aborde ensuite les points de l'ordre du jour tels qu'ils apparaissent dans la convocation.

Chaque affaire fait l'objet d'un résumé sommaire par les élus désignés par le Maire. Cette présentation peut être précédée ou suivie d'une intervention du Maire lui-même ou de l'Adjoint compétent.

Article 18 : Débats ordinaires

Le Conseil Municipal ne peut légalement délibérer que sur les seules questions inscrites à l'ordre du jour.

La parole est accordée par le maire aux membres du Conseil Municipal qui la demandent. Aucun membre du Conseil Municipal ne peut prendre la parole avant de l'avoir obtenue du président même s'il est autorisé par un orateur à l'interrompre.

Les membres du Conseil Municipal prennent la parole dans l'ordre chronologique de leur demande.

Lorsqu'il apparaît qu'un conseiller municipal a pu suffisamment s'exprimer sur la question débattue, le Président de séance peut l'inviter à conclure dans un délai raisonnable qu'il détermine et à défaut pour le conseiller de conclure dans ce délai, il peut lui retirer la parole. Dans ce cas, le Président peut demander que les paroles du conseiller ne figurent pas au procès-verbal de séance (conformément à la réponse du Ministère de l'intérieur, publiée au JO Sénat du 10/10/2013, en réponse à la question écrite n° 01574 publiée dans le JO Sénat du 23/08/2012).

Lorsqu'un membre du Conseil Municipal s'écarte de la question traitée ou qu'il trouble le bon déroulement de la séance par des interruptions ou des attaques personnelles, la parole peut lui être retirée par le Maire qui peut alors faire, le cas échéant, application des dispositions prévues à l'article 20.

Sous peine d'expulsion, aucune intervention n'est possible pendant le vote d'une affaire soumise à délibération.

Article 19 : Débat d'orientation budgétaire

Article L. 2312-1 du CGCT : « Le budget de la commune est proposé par le Maire et voté par le conseil municipal.
Dans les communes de 3 500 habitants et plus, le maire présente au conseil municipal, dans un délai de deux mois précédant l'examen du budget, un rapport sur les orientations budgétaires, les engagements pluriannuels envisagés ainsi que sur la structure et la gestion de la dette. Ce rapport donne lieu à un débat au conseil municipal, dans les conditions fixées par le règlement intérieur prévu à l'article L. 2121-8. Il est pris acte de ce débat par une délibération spécifique.
Dans les communes de plus de 10 000 habitants, le rapport mentionné au deuxième alinéa du présent article comporte, en outre, une présentation de la structure et de l'évolution des dépenses et des effectifs. Ce rapport précise notamment l'évolution prévisionnelle et l'exécution des dépenses de personnel, des rémunérations, des avantages en nature et du temps de travail. Il est transmis au représentant de l'Etat dans le département et au président de l'établissement public de coopération intercommunale dont la commune est membre ; il fait l'objet d'une publication. Le contenu du rapport ainsi que les modalités de sa transmission et de sa publication sont fixés par décret.
Les dispositions du présent article s'appliquent aux établissements publics administratifs des communes de 3 500 habitants et plus. »

Le débat d'orientation budgétaire a lieu chaque année, lors d'une séance ordinaire, après inscription à l'ordre du jour ou lors d'une séance réservée à cet effet. Il donne lieu à délibération et est enregistré au procès-verbal de séance.

Toute convocation est accompagnée d'un rapport précisant par nature les évolutions des recettes et des dépenses de fonctionnement, ainsi que les masses des recettes et des dépenses d'investissement.

Le rapport est mis à la disposition des conseillers en Mairie dans les mêmes conditions que la consultation évoquée au titre « *1) Consultation des Conseillers municipaux* » de l'article 04.

Article 20 : Suspension de séance

La suspension de séance est décidée par le président de séance.

Il revient au président de fixer la durée des suspensions de séance.

Article 21 : Amendements

Les amendements peuvent être proposés sur toutes affaires en discussion soumises au Conseil Municipal.

Ils doivent être présentés par écrit au maire.

Le conseil municipal décide si ces amendements sont mis en délibération, rejetés ou renvoyés à la commission municipale compétente.

Article 22 : Votes

Article L. 2121-20 du CGCT : « […] Les délibérations sont prises à la majorité absolue des suffrages exprimés.
Lorsqu'il y a partage égal des voix et sauf cas de scrutin secret, la voix du président est prépondérante. »

Article L. 2121-21 du CGCT : « Le vote a lieu au scrutin public à la demande du quart des membres présents. Le registre des délibérations comporte le nom des votants et l'indication du sens de leur vote.
Il est voté au scrutin secret :
1° Soit lorsqu'un tiers des membres présents le réclame,
2° Soit lorsqu'il y a lieu de procéder à une nomination ou à une présentation.
Dans ces derniers cas, si aucun des candidats n'a obtenu la majorité absolue après deux tours de scrutin secret, il est procédé à un troisième tour de scrutin et l'élection a lieu à la majorité relative ; à égalité de voix, l'élection est acquise au plus âgé.
Le conseil municipal peut décider, à l'unanimité, de ne pas procéder au scrutin secret aux nominations ou aux présentations, sauf disposition législative ou réglementaire prévoyant expressément ce mode de scrutin.
Si une seule candidature a été déposée pour chaque poste à pourvoir au sein des commissions municipales ou dans les organismes extérieurs, ou si une seule liste a été présentée après appel de candidatures, les nominations prennent effet immédiatement, dans l'ordre de la liste le cas échéant, et il en est donné lecture par le Maire. »

Les bulletins ou votes nuls et les abstentions ne sont pas comptabilisés.

Le conseil municipal vote de l'une des trois manières suivantes :

- à main levée,
- au scrutin public par appel nominal,
- au scrutin secret.

Le mode de votation ordinaire est le vote à main levée. Il est constaté par le président et le secrétaire qui comptent le nombre de votants pour et le nombre de votants contre.

Le vote du compte administratif (cf. article L. 1612-12 du CGCT) présenté annuellement par le maire doit intervenir avant le 30 juin de l'année suivant l'exercice. Le compte administratif est arrêté si une majorité de voix ne s'est pas dégagée contre son adoption.

Article 23 : Clôture de toute discussion

Les membres du Conseil Municipal prennent la parole dans l'ordre déterminé par le président de séance.

Il appartient au président de séance seul de mettre fin aux débats.

Chapitre 5 : Comptes rendus des débats et des décisions

Article 24 : Procès-verbaux

Article L. 2121-23 du CGCT : « Les délibérations sont inscrites par ordre de date sur un registre tenu dans des conditions définies par décret en Conseil d'Etat. Elles sont signées par le maire et le ou les secrétaires de séance. »

Les séances publiques du Conseil Municipal sont enregistrées et donnent lieu à l'établissement du procès-verbal sous forme synthétique.

Une fois établi, ce procès-verbal est tenu à la disposition des membres du Conseil Municipal qui peuvent en prendre connaissance.

Chaque procès-verbal de séance est mis aux voix pour adoption à la séance qui suit son établissement.

Les membres du Conseil Municipal ne peuvent intervenir à cette occasion que pour une rectification à apporter au procès-verbal. La rectification éventuelle est enregistrée au procès-verbal suivant.

Une fois porté aux voix, le procès-verbal est mis en ligne et consultable sur le site de la Ville.

Article 25 : Listes des décisions

Article L. 2121-25 du CGCT : « Dans un délai d'une semaine, la liste des délibérations examinées par le conseil municipal est affichée à la mairie et mise en ligne sur le site internet de la commune, lorsqu'il existe. »

La liste des délibérations est affichée dans le hall d'entrée de la Mairie, puis mis en ligne et consultable sur le site internet de la Ville.

Chapitre 6 : Dispositions diverses

Article 26 : Exercice du droit à la formation des élus locaux

Au terme de l'article L 2123-12 du CGCT, les conseillers municipaux bénéficient d'un droit à une formation adaptée à leurs fonctions. Cette formation doit porter sur l'acquisition des connaissances et des compétences indispensables à l'exercice des mandats locaux.

Par la délibération en séance du 30 avril 2026, le Conseil Municipal a décidé :

- d'approuver les orientations exposées pour l'exercice du droit à la formation des élus municipaux,

- a fixé les crédits ouverts au titre de la formation à un montant de 9 000 euros par an et d'inscrire la dépense au budget primitif, soit une moyenne annuelle de 272,72 € /an/membre du Conseil Municipal, pour formation et tous frais induits,

- a approuvé la prise en charge les frais d'enseignement, de déplacement ou de séjour des élus municipaux dans les mêmes conditions que celles des agents communaux,

- a approuvé la compensation des pertes de revenu subies et justifiées par l'élu du fait de l'exercice de son droit à la formation sur la base d'une fois et demie la valeur horaire du salaire minimum de croissance par heure, dans la limite de 18 jour par élu et pour la durée du mandat,

- a annexé au compte administratif un tableau récapitulatif des actions de formation financées par la commune et qui donnera lieu à un débat annuel sur la formation des membres du Conseil Municipal.

Les grandes orientations approuvées sont les suivantes :

- de manière générale :

- Les institutions locales : les compétences de la commune, les instances communales, l'intercommunalité…
- La gestion locale : le budget communal et les marchés publics, les modes de gestion des services publics
- Le développement durable : l'environnement, la maîtrise des énergies…
- Les politiques de la ville : l'urbanisme et aménagement du territoire, le logement, les déplacements, l'économie, les déchets…
- Les politiques sociales : l'éducation, la jeunesse, la petite enfance, les personnes âgées, les personnes en situation précaire, le handicap…

- de manière plus spécifique : les thèmes de l'action publique locale selon les vœux de chaque élu, ses responsabilités de représentation et son travail en commission.

Les demandes seront adressées à l'autorité territoriale par écrit 15 jours au moins avant la date de début du stage pour permettre l'instruction : adéquation avec les orientations annuelles, crédits disponibles, réservations nécessaires….

Article 27 : Bulletin d'information générale

Article L. 2121-27-1 du CGCT : « Dans les communes de 1 000 habitants et plus, lorsque des informations générales sur les réalisations et sur la gestion du conseil municipal sont diffusées par la commune, un espace est réservé à l'expression des conseillers élus sur une liste autre que celle ayant obtenu le plus de voix lors du dernier renouvellement du conseil municipal ou ayant déclaré ne pas appartenir à la majorité municipale.
Les modalités d'application du présent article sont définies par le règlement intérieur du conseil municipal ».

Cette disposition ne rend pas obligatoire l'organisation d'une information générale sur l'activité de la collectivité locale ; elle ne s'applique que lorsque celle-ci existe.

Aussi, dès lors que la commune diffuse un bulletin d'information générale, il doit être satisfait à cette obligation.

La répartition de l'espace d'expression réservé aux conseillers n'appartenant pas à la majorité permet à chaque groupe de bénéficier d'une tribune par édition. Cette tribune doit être conforme aux prescriptions techniques imposées par le support. Ces prescriptions sont transmises par le service Communication et peuvent être modifiées en fonction de l'évolution du support.

Conformément à la décision du 7 mai 2012 (n° 353536), le Conseil d'État estime que « la commune ne saurait contrôler le contenu des articles publiés dans ce cadre [le bulletin d'information municipale], qui n'engagent que la responsabilité de leurs auteurs. »

Article 28 : Désignation des délégués dans les organismes extérieurs

Article L. 2121-33 du CGCT : « Le conseil municipal procède à la désignation de ses membres ou de délégués pour siéger au sein d'organismes extérieurs dans les cas et conditions prévus par les dispositions du présent code et des textes régissant ces organismes. La fixation par les dispositions précitées de la durée des fonctions assignées à ces membres ou délégués ne fait pas obstacle à ce qu'il puisse être procédé à tout moment, et pour le reste de cette durée, à leur remplacement par une nouvelle désignation opérée dans les mêmes formes. »

Article 29 : Retrait d'une délégation à un adjoint

Article L. 2122-18 alinéa 3 du CGCT : « Lorsque le Maire a retiré les délégations qu'il avait données à un Adjoint, le conseil municipal doit se prononcer sur le maintien de celui-ci dans ses fonctions. »

Un Adjoint, privé de délégation par le Maire et non maintenu dans ses fonctions d'Adjoint (officier d'état civil et officier de police judiciaire) par le conseil municipal, redevient simple conseiller municipal.

Le conseil municipal peut décider que l'Adjoint nouvellement élu occupera la même place que son prédécesseur dans l'ordre du tableau.

Article 30 : Tenue des séances en cas de crise sanitaire

Conformément aux prescriptions gouvernementales émises en cas de crise sanitaire, les séances du conseil municipal pourront se tenir à huis clos et en visio-conférence. A cet effet, un règlement propre à cette situation sera voté en début de séance afin de permettre sa tenue.

Article 31 : Modification du règlement

Le présent règlement peut faire l'objet de modifications à la demande et sur proposition du Maire ou d'un tiers des membres en exercice de l'assemblée communale.

Article 32 : Prévention des Conflits d'Intérêts

Article L. 2131-11 du CGCT : Sont illégales les délibérations auxquelles a pris part un membre du conseil intéressé à l'affaire qui en fait l'objet, soit en son nom personnel, soit comme mandataire. Un membre du conseil ne peut être considéré comme ayant pris part à la délibération du seul fait de sa présence à la réunion de l'organe délibérant. Lorsqu'il est fait application du II de l'article L. 1111-6, les représentants des collectivités territoriales ou des groupements de collectivités territoriales mentionnés au I du même article L. 1111-6 ne sont pas considérés, pour le calcul du quorum, comme des membres en exercice du conseil municipal. »

La règlementation prévoit une présomption de non-conflit d'intérêt pour les élus désignés dans des structures sauf s'ils perçoivent une rémunération ou un avantage particulier au titre de cette représentation.

Dans tous les cas où il est en situation de conflit d'intérêt, il appartient à l'élu(e) concerné(e) de se déporter de toute discussion préalable et de toute décision.

Les élu(e)s doivent toujours se déporter dans le cas où la délibération interfère directement ou indirectement avec un intérêt personnel, matériel ou moral, direct ou indirect.

En tout état de cause, il appartient à chaque élu de signaler s'il se considère en conflit d'intérêt sur un rapport, cette responsabilité étant personnelle.

Senlis

Extrait du REGISTRE des DÉLIBÉRATIONS du CONSEIL MUNICIPAL

SÉANCE du jeudi 1er octobre 2026

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Le Conseil Municipal de la Commune de SENLIS (Oise), légalement convoqué le 25 septembre 2026 par Madame MATHIAULT, Maire, s'est assemblé le jeudi 1er octobre 2026 à 19h00 au lieu ordinaire de ses séances à l'Hôtel de Ville de Senlis, en vue de délibérer sur les affaires inscrites à l'ordre du jour.

Nombre de conseillers municipaux en exercice : 33 - Présents : 24 - Pouvoirs : 9 - Votants : 33 - Absents : 9

Présents : Mme MATHIAULT - M. DERYCKE - Mme CARDOËN - Mme BALOSSIER - M. LHOYER - Mme ALVES - M. FRACHON - Mme TAQUET - M. BERTINATTI - M. TACCONE - M. GERARDIN - M. DUBREUCQ-PÉRUS - Mme ANDRE-ROMAGNY - Mme CARVENNEC - Mme DOUBLIEZ - Mme HEYRAUD - Mme MERCIER - Mme HECQUET - Mme LOISELEUR - M. MOTTE - Mme GLASTRA - M. NOIRTIN- Mme AMMOUN - M. MÉNAND-CHAMBON - **Ont donné mandat de voter en leur nom :** M. DELAYEN à Mme MATHIAULT - Mme BULLE à Mme CARDOËN - M. MOREIGNEAUX-COUDOURNAC à Mme HECQUET - M. MEDIONI à M. GERARDIN - Mme HINQUE à Mme TAQUET - M. JEANMART à M. LHOYER - M. ARIZA à Mme ALVES - Mme LUDMANN à Mme LOISELEUR - M. GAUDION à Mme AMMOUN - **Secrétaire de séance :** Mme ALVES - **Présidence de séance :** Mme MATHIAULT, Maire.

N° 05 - Syndicat Mixte Oise Très Haut Débit - Désignation des représentants

Madame le Maire expose :

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment son article L.2121-33, applicable aux syndicats mixtes selon l'article L5721-2,

Vu l'arrêté préfectoral en date du 03 mai 2013 portant création du **Syndicat Mixte Oise Très Haut Débit,**

Considérant les statuts du Syndicat Mixte Oise Très Haut Débit modifiés par le Comité syndical du 1er juillet 2026, ajustant la gouvernance du syndicat à ses trois compétences principales, structurant la représentation des communes et EPCI adhérents en fonction des compétences auxquelles ils adhèrent, et renforçant les rôles et la mobilisation des élus représentants les membres du SMOTHD ;

Considérant que les nouveaux statuts du SMOTHD prévoit la mise en place de 3 collèges autour de ses compétences :
- Le collège « réseaux fibres »
- Le collège vidéoprotection
- Le collège services numériques.

Considérant que la Commune de Senlis est adhérente aux compétences suivantes :

- vidéoprotection

- services numériques

Considérant qu'il convient de désigner 3 délégués de la commune pour chaque collège auprès du SMOTHD,

Acte exécutoire le 08 OCT. 2026 - Reçu par la Préfecture le 08 OCT. 2026 et publié sur le site internet de la Ville le 08 OCT. 2026

L'exposé entendu, ***Madame le Maire*** *a soumis au vote ce projet de délibération et* ***le Conseil Municipal*** *à main levée* ***et à l'unanimité ;***

DÉCIDE :

Article 1

Sont désignés pour représenter la commune au sein du Syndicat Mixte Oise Très Haut Débit Monsieur DERYCKE Xavier, Monsieur MOREIGNAUX-COUDOURNAC Wolfgang et Madame BALOSSIER Françoise pour les 3 collèges.

Article 2

Le(s) représentant(s) ainsi désigné(s) exercera(ont) leur mandat dans les conditions prévues par les statuts du Syndicat Mixte Oise Très Haut Débit.

Article 3

Le Maire est chargé de l'exécution de la présente délibération, qui sera notifiée au Président du Syndicat Mixte Oise Très Haut Débit.

Le Secrétaire de Séance
Eugénie ALVES

MAIRIE DE SENLIS (Oise)

Le Maire
Pascale MATHIAULT

Cette délibération peut faire l'objet d'un recours dans un délai de deux mois à compter de sa publicité et de sa transmission au contrôle de légalité, par courrier adressé au Tribunal administratif d'Amiens, 14 rue Lemerchier, 80000 AMIENS, ou via l'application Télérecours citoyens, accessible via le site internet www.telerecours.fr.

Conseil Municipal du 1 octobre 2026
Délibération n° 5 - Annexe 1

Acte exécutoire le 08/10/2026
Reçu en Préfecture le 08/10/2026
Publiée sur le site internet de la Ville le 08/10/2026

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
060-200038875-20260720-StatutsModif10-AU
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 20/07/2026
Publication : 21/07/2026
Pour l'autorité compétente par délégation

STATUTS DU SYNDICAT MIXTE « OISE TRES HAUT DEBIT »

Modification N°10

PREAMBULE

Le développement du numérique, dans toutes ses composantes et particulièrement en matière d'accès internet à haut et très haut débit, est un enjeu essentiel pour le territoire de l'Oise.

La politique publique numérique dans l'Oise vise à développer une offre numérique toujours plus qualitative, innovante et en adéquation avec les besoins des collectivités et des administrés, non seulement pour les zones les plus urbanisées mais aussi et surtout pour l'ensemble de son territoire, y compris rural.

C'est dans ces conditions que le Schéma Directeur Territorial d'Aménagement Numérique de l'Oise (SDTAN) avait été adopté à l'unanimité, par le département, par décision III-09 de la Commission Permanente du Conseil général de l'Oise en date du 21 mai 2012.

C'est également à cette fin qu'un Syndicat Mixte dédié au numérique a été créé dans l'Oise, avec le Conseil départemental, les EPCI et les communes situées sur le territoire.

Afin de répondre au besoin croissant de ses membres, le SMOTHD s'est doté de nouvelles compétences, notamment en matière de développement des usages numériques et en matière de « vidéoprotection », afin d'apporter un soutien à ses membres dans leurs politiques de prévention et de lutte contre la délinquance.

Dans l'optique de réorganiser l'exercice de ses missions et notamment le développement des usages numériques et la vidéoprotection, en cohérence avec la réglementation applicable (1), mais aussi de faciliter le fonctionnement de ses différents organes (2), le SMOTHD souhaite procéder à une nouvelle modification de ses statuts. Les principales modifications sont :

1. Clarification des compétences et missions du syndicat mixte à l'article 2 ;
2. Modification de la composition des comité syndical et bureau afin d'assurer une représentativité de chacun des membres par catégorie (EPCI, communes, département) et par compétence. Compte tenu du faible niveau de participation des délégués actuels aux réunions du comité syndical, le comité syndical sera désormais composé de 25 délégués titulaires et de 25 délégués suppléants, désignés par des collèges de représentants par compétence et par strate de population. L'objectif principal de ce comité syndical plus resserré est d'impliquer davantage les délégués dans la prise de décision. Le bureau sera quant à lui toujours composé de 10 membres, choisis parmi les délégués par compétence.

Les statuts du syndicat mixte sont les suivants :

SMOTHD -1 rue Cambry - CS 80941 - 60024 BEAUVAIS cedex - Tel : 03 44 06 64 00 - Fax : 03 44 06 61 81 - contact-smothd@oise.fr
Code APE 8411Z - SIREN : 200 038 875 - SIRET : 200 038 875 000 15

OISE
Très Haut Débit

SOMMAIRE

STATUTS DU SYNDICAT MIXTE « OISE TRES HAUT DEBIT » 1
MODIFICATION N°10 1
PREAMBULE 1
CHAPITRE 1 - DENOMINATION - COMPOSITION - SIEGE - 4
DUREE - OBJET - ADHESIONS RETRAITS 4
ARTICLE 1 : DENOMINATION, SIEGE ET DUREE DU SYNDICAT MIXTE 4
ARTICLE 2 : OBJET – COMPETENCES 4
2.1 Aménagement numérique/SDTAN 4
2.2 Vidéoprotection 4
2.3 Usages et services numériques 5
2.4 Système d'informations géographiques 5
2.5 Activités et missions complémentaires 5
ARTICLE 3 : COMPOSITION 5
ARTICLE 4 : ADHESION - TRANSFERT DE COMPETENCE 5
4.1 Adhésion 5
4.2 Transfert de compétence(s) 6
4.3 Exercice de la compétence mentionnée à l'article 2.1.1 6
ARTICLE 5 : RETRAIT 6
5.1 Hypothèses de retrait 6
5.2 Conséquences patrimoniales du retrait 6
ARTICLE 6 : CONSEQUENCES DU TRANSFERT DE COMPETENCES AU SYNDICAT MIXTE ET REPRISE D'UNE COMPETENCE PAR LES MEMBRES 7
6.1 Conséquences du transfert de compétence(s) au syndicat mixte 7
6.2 Reprise de compétence(s) par les membres 7
CHAPITRE 2 - ORGANES ET FONCTIONNEMENT 8
ARTICLE 7 : LE COMITE SYNDICAL 8
7.1 Composition du comité syndical 8
7.1.1 Nombre et composition des collèges 8
7.1.2. Composition du comité syndical 9
7.1.3. Nombre de voix par délégué 9
7.2. Fonctionnement du comité syndical 9
7.3. Attributions du comité syndical 11
7.4. Modalités de vote du comité syndical 11
7.4.1. Affaires présentant un intérêt commun à tous les membres 11
7.4.2. Affaires présentant un intérêt spécifique à une compétence transférée 11
7.4.3. Suppléance - Pouvoirs 11
7.4.4. Mode de scrutin 12
ARTICLE 8 : LE BUREAU 12
8.1. Composition du bureau 12
8.2 Fonctionnement du bureau 12
8.3 Attributions du bureau 13
ARTICLE 9 : LE PRESIDENT 13
ARTICLE 10 : RESSOURCES DU SYNDICAT MIXTE 14
ARTICLE 11 : PARTICIPATION FINANCIERE DES MEMBRES 14
ARTICLE 12 : COMPTABILITE 14
CHAPITRE 4 - DISSOLUTION 15
ARTICLE 13 : DISSOLUTION 15
ANNEXE 1 : LISTE DES MEMBRES DU SYNDICAT MIXTE ET DES COMPETENCES TRANSFEREES 16

SMOTHD -1 rue Cambry - CS 80941 - 60024 BEAUVAIS cedex - Tel : 03 44 06 64 00 - Fax : 03 44 06 61 81 - contact-smothd@oise.fr
Code APE 8411Z - SIREN : 200 038 875 - SIRET : 200 038 875 000 15

SMOTHD -1 rue Cambry - CS 80941 - 60024 BEAUVAIS cedex - Tel : 03 44 06 64 00 - Fax : 03 44 06 61 81 - contact-smothd@oise.fr
Code APE 8411Z - SIREN : 200 038 875 - SIRET : 200 038 875 000 15

CHAPITRE 1 - DENOMINATION - COMPOSITION - SIEGE -

DUREE - OBJET - ADHESIONS RETRAITS

ARTICLE 1 : DENOMINATION, SIEGE ET DUREE DU SYNDICAT MIXTE

En application des articles L. 5721-1 et suivants du Code général des collectivités territoriales (CGCT), il est formé, entre les personnes morales adhérant aux présents statuts, un syndicat mixte à la carte qui prend la dénomination de **SYNDICAT MIXTE « OISE TRES HAUT DEBIT »**, désigné ci-après « le syndicat mixte ».

Le siège du syndicat mixte est fixé au 1 rue Cambry, CS 80941 60024 BEAUVAIS cedex.

Le siège peut être modifié sur décision du bureau.

Le syndicat mixte est créé pour une **durée illimitée**.

ARTICLE 2 : OBJET – COMPETENCES

Le syndicat mixte exerce, en lieu et place des membres listés en annexe 1, qui en font expressément la demande, une ou plusieurs des compétences suivantes :

2.1 Aménagement numérique/SDTAN

Le syndicat mixte a pour objet, dans le cadre de l'aménagement et du développement économique du territoire, d'exercer les deux compétences suivantes :

2.1.1 Pour les membres du syndicat mixte détenant cette compétence, le service public des réseaux et services locaux de communications électroniques au sens de l'article L. 1425-1 du Code général des collectivités territoriales.

A ce titre, le syndicat mixte exerce, dans les conditions énoncées à l'article 4.3, les activités prévues audit article L. 1425-1 et notamment :

- L'établissement, la mise à disposition et l'exploitation d'infrastructures et réseaux de communications électroniques, ainsi que toutes les opérations qui y sont liées ;
- La fourniture des services de communications électroniques aux utilisateurs finaux en cas d'insuffisance de l'initiative privée.

2.1.2 Pour les adhérents à la compétence 2.1.1, la gestion du Schéma Directeur Territorial d'Aménagement Numérique (SDTAN) de l'Oise et ses évolutions, au sens de l'article L. 1425-2 du CGCT.

2.2 Vidéoprotection

Le syndicat mixte est compétent, en lieu et place des communes, EPCI qui exercent la compétence relative aux dispositifs locaux de prévention de la délinquance et d'un ou deux départements limitrophes

qui lui en font la demande pour l'acquisition, la réalisation, la gestion et l'entretien des dispositifs de vidéoprotection, selon les modalités prévues par l'article L. 132-14 du Code de la sécurité intérieure.
La compétence transférée n'inclut pas la constatation et la répression des infractions commises dans les espaces protégés par la vidéoprotection. Elle s'exerce sans préjudice de la compétence des agents de police municipale et des pouvoirs de police du maire.

2.3 Usages et services numériques

Le syndicat mixte est compétent pour développer et porter sur son territoire des projets d'usages numériques, services numériques, solutions d'hébergement, objets connectés, e-administration, téléphonie, services d'interconnexion et de connectivité, en faveur de ses membres.

2.4 Système d'informations géographiques

Le syndicat mixte est compétent pour l'élaboration, la mise en œuvre, la gestion et la mutualisation d'un système d'informations géographiques relatif aux autres informations en matière d'aménagement du territoire.

2.5 Activités et missions complémentaires

Le syndicat mixte peut exercer les activités et missions complémentaires qui présentent le caractère de complément normal, nécessaire ou utile à l'exercice de l'une ou l'autre de ses compétences.

Le syndicat mixte est autorisé à réaliser, au profit de ses membres ainsi que de collectivités territoriales, groupements de collectivités, établissements publics et autres pouvoirs adjudicateurs non-membres, des missions de mutualisation, de coopération et des prestations se rattachant à ses compétences ou dans le prolongement de celles-ci.

Ces interventions s'effectuent suivant les modalités prévues par les lois et règlements en vigueur et, en particulier, celles définies aux articles L. 5721-9, L. 5111-1, L. 5111-1-1 et L. 5221-1 du CGCT ainsi qu'à l'article L. 2511-6 du code de la commande publique.

ARTICLE 3 : COMPOSITION

Le syndicat mixte est composé des membres suivants :

- Le département de l'Oise, membre fondateur ;
- Les communes et EPCI situés en tout ou partie dans le département de l'Oise, dont la liste figure en annexe 1.

La liste des membres du syndicat mixte est modifiée par arrêté du Président lors de chaque adhésion d'un nouveau membre.

ARTICLE 4 : ADHESION - TRANSFERT DE COMPETENCE

4.1 Adhésion

L'adhésion d'un nouveau membre est décidée par un vote à la majorité simple des voix du Comité syndical.

SMOTHD -1 rue Cambry - CS 80941 - 60024 BEAUVAIS cedex - Tel : 03 44 06 64 00 - Fax : 03 44 06 61 81 - contact-smothd@oise.fr
Code APE 8411Z - SIREN : 200 038 875 - SIRET : 200 038 875 000 15

Sont susceptibles d'adhérer au syndicat mixte :

- Toute commune disposant d'une ou plusieurs compétence(s) mentionnée(s) à l'article 2 des présents statuts et située en tout ou partie dans le Département de l'Oise ;
- Tout EPCI disposant d'une ou plusieurs compétence(s) mentionnée(s) à l'article 2 des présents statuts et située en tout ou partie dans le Département de l'Oise.

4.2 Transfert de compétence(s)

Tout membre qui souhaite transférer une ou plusieurs des compétence(s) mentionnée(s) à l'article 2 des présents statuts est susceptible d'y procéder sur demande acceptée par le Président du syndicat mixte.

En cas de nouveau transfert, l'annexe 1 est alors modifiée par arrêté du Président.

4.3 Exercice de la compétence mentionnée à l'article 2.1.1

Dans le périmètre des communes relevant de zones AMII, la compétence du syndicat mixte sur le fondement de l'article L. 1425-1 pour le FTTH (*Fiber to the Home*) est conditionnée à la défaillance de l'opérateur. Cette défaillance doit être constatée par délibération du Comité syndical prise à la majorité absolue des suffrages exprimés, en respectant la procédure visant à faire constater cette défaillance par les autorités compétentes à savoir : saisine du préfet de Région par la collectivité intéressée, qui consulte la Commission de concertation régionale pour l'aménagement numérique du territoire. Cette dernière apprécie s'il y a défaillance et transmet son avis au préfet de Région ainsi qu'au syndicat mixte. A la suite de cet avis, le syndicat mixte peut délibérer pour constater la défaillance sur une zone AMII de son territoire et décider d'intervenir sur le fondement de la compétence L. 1425-1 précitée.

ARTICLE 5 : RETRAIT

5.1 Hypothèses de retrait

Les membres ayant transféré au syndicat mixte leur compétence mentionnée à l'article L. 1425-1 du CGCT ne peuvent se retirer du syndicat mixte que dans les hypothèses légalement prévues.

Les autres membres peuvent en outre être admis à se retirer du syndicat mixte par une décision votée à la majorité simple des voix du Comité syndical.

Sauf disposition législative contraire, le transfert par une commune membre à l'EPCI à fiscalité propre auquel elle appartient de la compétence mentionnée à l'article 2.1.1 ou la fusion d'EPCI ne vaut pas retrait du syndicat mixte mais substitution de l'EPCI compétent au sein du syndicat mixte.

La création d'une commune nouvelle emporte substitution de cette dernière aux anciennes communes membres du syndicat mixte.

5.2 Conséquences patrimoniales du retrait

De manière générale, en cas de retrait d'un membre, les biens meubles et immeubles sur le territoire du membre concerné, établis ou acquis postérieurement au transfert de la compétence sont conservés par le syndicat mixte en contrepartie, si le membre concerné en fait la demande, d'une compensation financière correspondant aux dépenses d'investissement éventuellement exposées. A défaut d'accord

entre le comité syndical et l'organe délibérant du membre concerné, cette compensation est fixée par arrêté du représentant de l'Etat dans le département concerné.

De manière spécifique, les équipements de vidéoprotection établis par le syndicat mixte ou mis à sa disposition par les membres sont restitués aux membres, en cas de reprise de l'exercice de la compétence visée à l'article 2.2 avec l'ensemble des droits et obligations qui y sont attachés, dans les conditions prévues par voie conventionnelle.

ARTICLE 6 : CONSEQUENCES DU TRANSFERT DE COMPETENCES AU SYNDICAT MIXTE ET REPRISE D'UNE COMPETENCE PAR LES MEMBRES

6.1 Conséquences du transfert de compétence(s) au syndicat mixte

Conformément à l'article L. 5721-6-1 du CGCT, le transfert de compétences entraîne de plein droit :

- La mise à disposition des biens, équipements et services publics nécessaires à l'exercice des compétences du syndicat mixte dans les conditions prévues par les articles L. 1321-1 (trois premiers alinéas), L. 1321-2 (deux premiers alinéas), et des articles L. 1321-4 et L. 1321-5 du CGCT ;
- Le transfert de l'ensemble des droits et obligations attachés aux biens, équipements et services publics dont les marchés, conventions ou contrats.

Le syndicat mixte est substitué de plein droit, à la date du transfert des compétences, aux membres dans toutes leurs délibérations et tous leurs actes.

Les contrats sont exécutés dans les conditions antérieures jusqu'à leur échéance, sauf accord contraire des parties. La substitution de personne morale aux contrats conclus par les membres n'entraîne aucun droit à résiliation ou à indemnisation pour le co-contractant. Le membre qui transfère la compétence informe les co-contractants de cette substitution.

Pour l'ensemble de ses activités, le syndicat mixte a compétence pour l'installation, l'entretien, l'exploitation, la maintenance et le renouvellement ou l'extension de tous biens, meubles et immeubles, nécessaires à la réalisation de son objet.

6.2 Reprise de compétence(s) par les membres

La reprise par les membres d'une compétence mentionnée à l'article 2 s'opère par délibération de l'organe délibérant du membre intéressé, acceptée par le président du syndicat mixte.

La reprise d'une telle compétence par un membre n'emporte pas retrait de ce dernier du syndicat mixte. Toutefois, s'il s'agit de la seule compétence transférée par le membre concerné, les règles relatives au retrait prévues à l'article 5 sont alors applicables.

Dans une telle hypothèse de reprise, les biens meubles et immeubles sur le territoire du membre concerné, établis ou acquis postérieurement au transfert de la compétence, sont conservés par le syndicat mixte en contrepartie, si le membre concerné en fait la demande, d'une compensation financière correspondant aux dépenses d'investissement éventuellement exposées. A défaut d'accord entre le comité syndical et l'organe délibérant du membre concerné, cette compensation est fixée par arrêté du représentant de l'Etat dans le département concerné.

SMOTHD -1 rue Cambry - CS 80941 - 60024 BEAUVAIS cedex - Tel : 03 44 06 64 00 - Fax : 03 44 06 61 81 - contact-smothd@oise.fr
Code APE 8411Z - SIREN : 200 038 875 - SIRET : 200 038 875 000 15

CHAPITRE 2 - ORGANES ET FONCTIONNEMENT

ARTICLE 7 : LE COMITE SYNDICAL

Le syndicat mixte est administré par un comité syndical.

7.1 Composition du comité syndical

Le comité syndical est constitué de délégués des membres, désignés par les représentants des collèges, au scrutin majoritaire plurinominal à un (1) tour, dans les conditions prévues à l'article 7.1.1.

Le nombre total de délégués est déterminé par application des règles énoncées à l'article 7.1.2.

7.1.1 Nombre et composition des collèges

Les collèges participent à la désignation des délégués composant le comité syndical.

Le mandat des représentants des collèges au sein du Comité syndical est lié à celui de l'organe délibérant dont ils sont issus. Ce mandat expire lors de l'installation des nouveaux délégués au comité syndical désignés à la suite du renouvellement des assemblées qui ont désigné leurs représentants au sein des collèges. Cette règle ne s'oppose pas à ce que chaque organe délibérant puisse, le cas échéant, élire un nouveau représentant au sein d'un collège en cours de mandat. Dans ce cas, la durée du mandat de ce dernier correspond à la durée du mandat restant à courir.

Après le renouvellement de son organe délibérant, le membre s'engage à désigner ses représentants au sein des collèges à la plus proche des séances de son organe délibérant sans pouvoir excéder un (1) mois.

Par ailleurs, chaque nouveau membre désigne ses représentants au sein des collèges lors de son adhésion au syndicat mixte.

A défaut pour un membre d'avoir désigné ses représentants au sein des collèges, celui-ci est représenté au sein des collèges par son exécutif s'il ne dispose que d'un délégué, par son exécutif et le(s) adjoint(s) vice-président(s) dans l'ordre de leur désignation s'il dispose de plus d'un délégué.

Pour les communes et EPCI, le nombre de représentant(s) au sein des collèges est défini comme suit, selon les compétences transférées au syndicat mixte :

Collège « aménagement numérique/SDTAN » :

- Communes ou EPCI de moins de 5 000 habitants : un (1) représentant.
- Communes ou EPCI de 5 000 à 9 999 habitants : deux (2) représentants.
- Communes ou EPCI de 10 000 à 19 999 habitants : trois (3) représentants.
- Communes ou EPCI de 20 000 habitants et plus : quatre (4) représentants.

Collège « vidéoprotection » :

- Communes ou EPCI de moins de 5 000 habitants : un (1) représentant.
- Communes ou EPCI de 5 000 à 9 999 habitants : deux (2) représentants.
- Communes ou EPCI de 10 000 à 19 999 habitants : trois (3) représentants.
- Communes ou EPCI de 20 000 habitants et plus : quatre (4) représentants.

Collège « autres compétences (2.3 et 2.4) » :

- Communes ou EPCI de moins de 5 000 habitants : un (1) représentant.
- Communes ou EPCI de 5 000 à 9 999 habitants : deux (2) représentants.
- Communes ou EPCI de 10 000 à 19 999 habitants : trois (3) représentants.
- Communes ou EPCI de 20 000 habitants et plus : quatre (4) représentants.

7.1.2. Composition du comité syndical

Le comité syndical est composé de vingt-cinq (25) délégués titulaires et de vingt-cinq (25) délégués suppléants désignés par les représentants des collèges. Les délégués suppléants sont appelés à siéger au comité syndical avec voix délibérative en cas d'empêchement des délégués titulaires.

Le comité syndical est composé comme suit :

Département : Cinq (5) délégués titulaires (le président du Conseil départemental et quatre (4) conseillers départementaux) et cinq (5) délégués suppléants.

Communes et EPCI :

Compétence	Délégués
Aménagement numérique/SDTAN	8 délégués titulaires et 8 délégués suppléants
Vidéoprotection	8 délégués titulaires et 8 délégués suppléants
Compétences 2.3 et 2.4	4 délégués titulaires et 4 délégués suppléants

Le nombre de suppléants peut être réduit en cas d'insuffisance de candidatures, chaque délégué suppléant ayant vocation à remplacer chaque délégué titulaire du même groupe.

7.1.3. Nombre de voix par délégué

Département :

Chaque délégué du Département dispose de cinq (5) voix.

Communes et EPCI :

Chaque délégué des communes et EPCI dispose d'une (1) voix.

7.2. Fonctionnement du comité syndical

Les réunions du comité syndical se tiennent au siège du syndicat mixte ou en un autre lieu décidé par le Président, sur convocation du Président, en visioconférence, ou en mode mixte. Le mode mixte est prévu lorsqu'il est possible de participer aux réunions du syndicat mixte en présentiel et par visioconférence. Le Président garantit la publicité de la réunion auprès des membres du comité syndical.

SMOTHD -1 rue Cambry - CS 80941 - 60024 BEAUVAIS cedex - Tel : 03 44 06 64 00 - Fax : 03 44 06 61 81 - contact-smothd@oise.fr
Code APE 8411Z - SIREN : 200 038 875 - SIRET : 200 038 875 000 15

Le comité syndical se réunit au moins deux (2) fois par an, et aussi souvent que nécessaire. Ses réunions sont publiques. Si la réunion a lieu en visioconférence ou en mode mixte, elle doit être diffusée en direct à l'attention du public par tout moyen de diffusion en ligne. Le comité syndical se réunit en un seul et même lieu au moins une fois par semestre.

La convocation et ses annexes sont transmises de manière dématérialisée ou, si un délégué en fait la demande, par voie postale à son domicile ou à toute autre adresse postale de son choix. Sauf dans le cas où l'urgence commanderait un délai plus court, la convocation est adressée au moins dix (10) jours avant la réunion du comité syndical. En cas d'urgence, le délai de convocation est réduit à cinq (5) jours. La convocation est accompagnée de l'ordre du jour de la réunion et d'un rapport sur chacune des affaires qui doivent lui être soumises.

A la demande d'un tiers des délégués, toute question relative aux affaires du syndicat mixte peut être inscrite à l'ordre du jour du comité syndical, sous réserve d'en faire la demande écrite dans les cinq (5) jours suivant l'envoi de la convocation. Le président communiquera alors à chaque membre du syndicat mixte, deux (2) jours avant la réunion, le complément apporté à l'ordre du jour. Cette modalité est exclue en cas de convocation du comité syndical dans l'urgence.

Le comité syndical ne peut délibérer valablement que si au moins la moitié de ses membres en exercice est présente. Le quorum est apprécié en fonction de la présence des membres du syndicat mixte dans les différents lieux par visioconférence, ou sur site et visioconférence dans le cadre d'une séance organisée en mode mixte.

Si le quorum n'est pas atteint le jour fixé par la convocation, le président convoque une nouvelle réunion sur le même ordre du jour, dans un délai maximum de cinq (5) jours et le comité syndical délibère quel que soit le nombre de délégués présents.

Les délibérations sont prises à la majorité simple des suffrages exprimés.

Par dérogation à l'alinéa qui précède, les décisions relatives à la modification des statuts ne pourront être adoptées qu'à la majorité des deux tiers des suffrages exprimés. En outre, les modifications statutaires liées au retrait de membres sont soumises aux conditions prévues à l'article 5 des présents statuts.

Les réunions du comité syndical ne pourront être réalisées en visioconférence ou en mode mixte si l'ordre du jour des séances porte sur les points suivants :

- Election du président ;
- Election des membres du bureau ;
- Adoption du budget primitif ;
- Election des délégués ;
- Approbation du compte financier unique ;
- Adhésion du syndicat mixte à un établissement public.

Un règlement intérieur précise les modalités de fonctionnement du syndicat mixte. Il peut être modifié par le Comité syndical autant de fois que nécessaire à la majorité simple des suffrages exprimés.

SMOTHD -1 rue Cambry - CS 80941 - 60024 BEAUVAIS cedex - Tel : 03 44 06 64 00 - Fax : 03 44 06 61 81 - contact-smothd@oise.fr
Code APE 8411Z - SIREN : 200 038 875 - SIRET : 200 038 875 000 15

7.3. Attributions du comité syndical

Le comité syndical administre par ses délibérations le syndicat mixte.

Au terme des présents statuts, le comité syndical peut déléguer ses attributions au bureau ou au président du syndicat mixte, à l'exception :

- De l'élection du président du bureau et des vice-présidents (au maximum 2) ;
- De l'élection des autres membres du bureau ;
- Du vote du budget et de ses décisions modificatives ;
- De l'approbation du compte financier unique ;
- Des décisions relatives aux modifications des conditions initiales de composition, de fonctionnement et de durée du syndicat mixte ;
- De l'adhésion du syndicat mixte à un établissement public.

7.4. Modalités de vote du comité syndical

7.4.1. Affaires présentant un intérêt commun à tous les membres

L'ensemble des délégués prend part au vote pour les affaires présentant un intérêt commun pour le syndicat mixte.

Sont réputés présenter un intérêt commun aux membres pour le syndicat mixte :

- L'élection du Président et des vice-présidents,
- L'élection des membres du bureau,
- Le vote du budget et de ses décisions modificatives,
- L'approbation du compte financier unique (hormis le Président),
- Les décisions relatives aux modifications des conditions initiales de composition, de fonctionnement et de durée du syndicat mixte et,
- Les décisions relatives à l'adhésion du syndicat mixte à un établissement public.

7.4.2. Affaires présentant un intérêt spécifique à une compétence transférée

Pour les délibérations relatives à l'une des compétences du syndicat mixte, ne prennent part au vote que les délégués du département et les délégués des membres ayant transféré cette compétence au syndicat mixte.

7.4.3. Suppléance - Pouvoirs

Un délégué suppléant est appelé à siéger au comité syndical avec voix délibérative en cas d'empêchement d'un délégué titulaire de la même catégorie.

Chaque délégué ne peut recevoir plus de deux (2) pouvoirs.

SMOTHD -1 rue Cambry - CS 80941 - 60024 BEAUVAIS cedex - Tel : 03 44 06 64 00 - Fax : 03 44 06 61 81 - contact-smothd@oise.fr
Code APE 8411Z - SIREN : 200 038 875 - SIRET : 200 038 875 000 15

7.4.4. Mode de scrutin

Tous les votes s'effectuent à main levée sauf si un tiers des délégués présents demandent un scrutin à bulletin secret. Lorsque la réunion se tient en visioconférence ou en mode mixte, le scrutin peut être organisé soit par appel nominal, soit par scrutin électronique, dans des conditions garantissant sa sincérité.
En cas d'acceptation d'une demande de scrutin à bulletin secret, le président du syndicat mixte reporte le point de l'ordre du jour à une séance ultérieure en présentiel, la visioconférence ne permettant pas d'organiser le scrutin selon cette modalité.

ARTICLE 8 : LE BUREAU

8.1. Composition du bureau

Chaque catégorie de membre, telle que visée à l'article 7.1.2. des présents statuts, élit, parmi ses délégués titulaires, son ou ses représentants au bureau, dans les conditions suivantes :

Délégués	Membres du Bureau
Délégués du Département	5 délégués
Délégués Aménagement numérique/SDTAN	2 délégués
Délégués Vidéoprotection	2 délégués
Délégués Compétences 2.3 et 2.4	1 délégué

Le mandat des membres du bureau prend fin en même temps que le mandat au titre duquel ils ont été désignés.

Au sein du bureau, chaque délégué dispose d'une (1) voix.

En cas d'égalité des suffrages exprimés, le président a voix prépondérante.

8.2 Fonctionnement du bureau

Le bureau doit être convoqué, par le président, au moins une fois par an. Ses réunions ne sont pas publiques.

Chaque membre du bureau reçoit cinq (5) jours avant la réunion, l'ordre du jour du bureau. La convocation et ses annexes sont transmises de manière dématérialisée ou, si les membres en font la demande, par voie postale à leur domicile ou à toute autre adresse postale de leur choix.

A chaque réunion du comité syndical, le président rend compte des décisions du bureau.
Le bureau ne peut délibérer valablement que si au moins la moitié de ses membres en exercice est présente. Le quorum est apprécié en fonction de la présence des membres du bureau dans les différents lieux par visioconférence, ou sur site et visioconférence dans le cadre d'une séance organisée en mode mixte.

Si le quorum n'est pas atteint le jour fixé par la convocation, le président convoque une nouvelle réunion, sur le même ordre du jour, dans un délai maximum de cinq (5) jours et le bureau décide alors valablement quel que soit le nombre de présents.

SMOTHD -1 rue Cambry - CS 80941 - 60024 BEAUVAIS cedex - Tel : 03 44 06 64 00 - Fax : 03 44 06 61 81 - contact-smothd@oise.fr
Code APE 8411Z - SIREN : 200 038 875 - SIRET : 200 038 875 000 15

Les délibérations du bureau sont prises à la majorité simple des suffrages exprimés. Le vote est effectué à main levée, sauf lorsqu'un tiers des membres présents le réclame. Lorsque la réunion du bureau se tient en visioconférence ou en mode mixte, le scrutin peut être organisé soit par appel nominal, soit par scrutin électronique, dans des conditions garantissant sa sincérité.

Un membre du bureau empêché d'assister à une séance peut donner à un autre membre pouvoir écrit de voter en son nom. Un même membre du bureau ne peut être porteur que d'un seul pouvoir.

8.3 Attributions du bureau

Le bureau règle, par ses délibérations, l'ensemble des affaires pour lesquelles il a reçu délégation du comité syndical en application de l'article 7.3. des présents statuts.

ARTICLE 9 : LE PRESIDENT

En application de l'article L. 132-14 du code de la sécurité intérieure, le président est élu par le comité syndical parmi les délégués exerçant un mandat de maire d'une commune membre ou d'un président d'un EPCI membre ayant adhéré à la compétence vidéoprotection prévu à l'article 2.2.

En cas de blocage, le président convoque une nouvelle réunion des collèges dans un délai maximum de trente (30) jours.

Le président est l'exécutif du syndicat mixte. Il assure son fonctionnement par la nomination du personnel et l'exécution du budget. Il en assure la représentation en justice.

A ce titre, il prépare et exécute les délibérations du comité syndical et du bureau. Il est l'ordonnateur des dépenses, il prescrit l'exécution des recettes du syndicat mixte, il signe les contrats et conventions, assure l'administration générale du syndicat mixte. Il exerce le pouvoir hiérarchique sur les personnels.

Il peut recevoir délégation du comité syndical, dans les conditions prévues à l'article 7.3. des présents statuts.

Lors de chaque réunion du comité syndical, le président rend compte des travaux du bureau et des attributions exercées par délégation du comité syndical.

Le président peut déléguer par arrêté, sous sa surveillance et sa responsabilité, l'exercice d'une partie de ses fonctions aux vice-présidents et, en l'absence ou en cas d'empêchement de ces derniers ou dès lors que ceux-ci sont tous titulaires d'une délégation, à d'autres membres du bureau.

Il peut également donner, sous sa surveillance et sa responsabilité, par arrêté, délégation de signature au directeur général, aux directeurs et aux responsables de service.

La délégation de signature ainsi donnée peut être étendue aux attributions confiées par le comité syndical au président en application de l'article 7.3. des présents statuts.

Le président convoque aux réunions du comité syndical ou du bureau. Il invite à ces réunions toute personne dont il estime le concours et l'audition utile. Il dirige les débats et contrôle les votes. Son vote est prépondérant en cas de partage des voix.

SMOTHD -1 rue Cambry - CS 80941 - 60024 BEAUVAIS cedex - Tel : 03 44 06 64 00 - Fax : 03 44 06 61 81 - contact-smothd@oise.fr
Code APE 8411Z - SIREN : 200 038 875 - SIRET : 200 038 875 000 15

CHAPITRE 3 - RESSOURCES ET REGLES FINANCIERES

ARTICLE 10 : RESSOURCES DU SYNDICAT MIXTE

Les ressources du syndicat mixte comprennent notamment :

- Les contributions de ses membres ;
- Le revenu des biens, meubles ou immeubles, du syndicat mixte ;
- Les sommes qu'il reçoit des administrations publiques, des associations, des entreprises, des particuliers en échange d'un service rendu ;
- Les subventions de l'Union Européenne, de l'Etat, de la région Hauts-de-France, du département de l'Oise, des communes, des EPCI ou de tout autre organisme habilité à verser des subventions ;
- Les produits des dons et legs ;
- Le produit des taxes, redevances et contributions correspondant aux services assurés ou aux investissements réalisés ;
- Les participations exceptionnelles de ses membres ;
- Le produit des emprunts ;
- Les fonds de concours, dans les conditions prévues à l'article L. 5722-11 du CGCT.

ARTICLE 11 : PARTICIPATION FINANCIERE DES MEMBRES

Une participation financière peut être demandée par le syndicat mixte aux membres ayant transféré l'une ou l'autre des compétences listées à l'article 2.

Cette participation et ses conditions de fixation et de répartition sont définies par délibération du comité syndical.

ARTICLE 12 : COMPTABILITE

La comptabilité du syndicat mixte est tenue conformément aux règles de comptabilité publique.

Les budgets sont établis conformément aux dispositions légales et règlementaires en vigueur, eu égard aux compétences exercées par le syndicat mixte.

La fonction de comptable du syndicat mixte est exercée par le payeur départemental.

SMOTHD -1 rue Cambry - CS 80941 - 60024 BEAUVAIS cedex - Tel : 03 44 06 64 00 - Fax : 03 44 06 61 81 - contact-smothd@oise.fr
Code APE 8411Z - SIREN : 200 038 875 - SIRET : 200 038 875 000 15

CHAPITRE 4 - DISSOLUTION

ARTICLE 13 : DISSOLUTION

Le syndicat mixte est dissous dans les conditions prévues aux articles L. 5721-7 et L. 5721-7-1 du CGCT.

Dans ce cas, il est procédé à la répartition de l'actif et du passif du syndicat mixte entre les membres dans le respect du droit des tiers et des dispositions prévues aux articles L. 5211-25-1 et L. 5211-26 du CGCT.

La répartition du personnel s'opère entre les membres du syndicat mixte, conformément aux dispositions prévues à l'article L. 5212-33 du CGCT.

Les réseaux et infrastructures qui ont fait l'objet d'une mise à disposition par les membres, reviennent de plein droit aux membres qui en sont propriétaires.

Syndicat Mixte Oise Très Haut Débit

Le Président du SMOTHD,
Christophe DIETRICH

SMOTHD -1 rue Cambry - CS 80941 - 60024 BEAUVAIS cedex - Tel : 03 44 06 64 00 - Fax : 03 44 06 61 81 - contact-smothd@oise.fr
Code APE 8411Z - SIREN : 200 038 875 - SIRET : 200 038 875 000 15

OISE
Très Haut Débit

Annexe 1 : Liste des membres du syndicat mixte et des compétences transférées

Compétences :

A - Aménagement numérique/SDTAN

B - Vidéoprotection

C – Usages et services numériques

D – Système d'informations géographiques

SMOTHD -1 rue Cambry - CS 80941 - 60024 BEAUVAIS cedex - Tel : 03 44 06 64 00 - Fax : 03 44 06 61 81 - contact-smothd@oise.fr
Code APE 8411Z - SIREN : 200 038 875 - SIRET : 200 038 875 000 15

ANNEXE 1
MEMBRES DU SMOTHD AU 01/07/2026

	Nb de délégués	Nb total de voix
DEPARTEMENT DE L'OISE	**5**	**25**

		COMPETENCES		
Collectivités	**Nb d'hab**	**FIBRE**	**CSD**	**ENT**
ARC	10 471	X		X
CAB	14 842	X		
CC Picardie Verte	32 134	X		
CC Plaine d'Estrée	18 167	X		
CC Aire Cantilienne	35 503	X		
CC Oise Picarde	20 939	X		X
CC Lisières de l'Oise	15 940	X		
CC des Sablons	38 968	X		X
CCPHO	34 438	X		
CC Clermontois	38 105	X		X
CC Vallée dorée	23 447	X		
CCPS	22 668	X		
CCPN	31 879	X		
CCPP	29 684	X		
CC Thelloise	61 730	X	X	
CCVT	20 905	X		
CCSSO	23 717	X		
ABBEVILLE SAINT LUCIEN	490		X	
ACHY	402		X	
ACY EN MULTIEN	849	X		X
AGNETZ	3 050		X	
ALLONNE	1 572		X	
AMY	365		X	
ANDEVILLE	3 227		X	
ANGICOURT	1 396		X	X
ANGY	1 172			X
ANSACQ	276		X	
ANSAUVILLERS	1 197		X	
ANTHEUIL PORTES	408		X	
ANTILLY	264	X		X
APREMONT	660		X	X
ATTICHY	1 857			X

		COMPETENCES		
Collectivités	**Nb d'hab**	**FIBRE**	**CSD**	**ENT**
AUCHY LA MONTAGNE	592			X
AUGER SAINT VINCENT	518	X		
AUMONT EN HALATTE	476		X	
AUNEUIL	2 892		X	X
AUTHEUIL EN VALOIS	285	X		
AUX MARAIS	847			X
AVILLY SAINT LEONARD	887		X	X
AVRECHY	1 150		X	X
AVRICOURT	260		X	
AVRIGNY	404		X	
BAILLEUL SUR THERAIN	2 330		X	
BAILLEVAL	1 477		X	X
BAILLY	636	X	X	X
BALAGNY SUR THERAIN	1 723			X
BARBERY	572		X	X
BARGNY	332	X		
BARON	760	X	X	X
BEAUVAIS	56 254			X
BELLE EGLISE	609			X
BERLANCOURT	310		X	
BERNEUIL SUR AISNE	1 004			X
BERTHECOURT	1 633		X	
BETHANCOURT EN VALOIS	218	X		
BETZ	1 161	X		
BLACOURT	602	X		
BLAINCOURT LES PRECY	1 190			X
BLICOURT	349		X	
BLINCOURT	125		X	
BOISSY FRESNOY	999	X	X	X
BONNEUIL EN VALOIS	1 025	X		X
BONNEUIL LES EAUX	805		X	
BONNIERES	169		X	
BONVILLERS	204		X	
BORAN SUR OISE	2 135		X	
BOREST	334		X	X
BORNEL	4 832		X	
BOUBIERS			X	
BOUILLANCY	382	X		
BOULLARRE	223	X		
BOURSONNE	300	X	X	
BRAISNES SUR ARONDE	174		X	
BREGY	636	X		X
BRENOUILLE	2 016		X	X
BRESLES	4 032		X	

		COMPETENCES		
Collectivités	**Nb d'hab**	**FIBRE**	**CSD**	**ENT**
BRETEUIL	4 189		X	
BROYES	172		X	
BRUNVILLERS LA MOTTE	348		X	
BUCAMPS	209		X	
BULLES	894			X
BURY	2 982		X	
BUSSY	320		X	
CAMBRONNE LES RIBECOURT	1 831	X		
CAMPEAUX	485			X
CANLY	782		X	
CANNECTANCOURT	510		X	
CARLEPONT	1 514		X	X
CAUFFRY	2 669		X	X
CAUVIGNY	1 662			X
CHAMANT	910			X
CHAMBLY	9 909		X	X
CHANTILLY	10 740		X	X
CHAUMONT EN VEXIN	3 359			X
CHELLES	507		X	
CHEVINCOURT	869	X	X	
CHEVREVILLE	425	X	X	
CHEVRIERES				X
CHIRY OURSCAMP	1 199	X		X
CINQUEUX	1 556		X	
CIRES LES MELLO	3 997		X	X
CLERMONT	10 704		X	
CORMEILLES	421		X	
COUDUN	1 062			X
COULOISY	541		X	
COYE LA FORET	3 931		X	X
CRAMOISY	809	X		X
CREIL	36 494			X
CREPY EN VALOIS	15 090	X		X
CRESSONSACQ			X	
CREVECOEUR LE GRAND	3 458		X	
CREVECOEUR LE PETIT	147		X	
CRISOLLES	935			X
CROUY EN THELLE	1 098		X	X
CUIGY EN BRAY	943	X	X	
CUISE LA MOTTE	2 101			X
CUVERGNON	291	X		X
CUVILLY	637		X	
CUY	219		X	
DIEUDONNE	818		X	X

		COMPETENCES		
Collectivités	**Nb d'hab**	**FIBRE**	**CSD**	**ENT**
DOMELIERS	248			X
DUVY	445	X	X	
ECUVILLY	297		X	
EMEVILLE	287	X		X
EPINEUSE	244		X	
ERCUIS	1 609		X	X
ERMENONVILLE	1 007	X	X	
ERQUINVILLERS	183		X	
ESCHES	1 573			X
ESPAUBOURG	505	X	X	
ESSUILES	505		X	
ESTREES SAINT DENIS	3 660			X
ETAVIGNY	152	X		
ETOUY	774		X	
EVE	421	X		
FEIGNEUX	427	X	X	
FEUQUIERES	1 404		X	
FLAVACOURT	659	X		
FLEURINES	1 907			X
FLEURY	598		X	
FONTAINE CHAALIS	347		X	X
FONTAINE SAINT LUCIEN			X	
FORMERIE	2 131		X	X
FOUQUEROLLES			X	
FRANCASTEL	479			X
FRESNE LEGUILLON			X	
FRESNOY EN THELLE	915			X
FRESNOY LA RIVIERE	651	X		
FRESNOY LE LUAT	503	X	X	
GAUDECHART	361		X	
GILOCOURT	654	X	X	
GLAIGNES	372	X	X	
GODENVILLERS	228		X	
GOINCOURT	1 500		X	X
GONDREVILLE	206	X		
GOURNAY SUR ARONDE	573		X	
GOUVIEUX	9 069			X
GRANDFRESNOY	1 773			X
GRANDVILLERS AU BOIS			X	
GRANDVILLIERS	2 940		X	X
GUIGNECOURT	381		X	
GUISCARD	1 803		X	
HALLOY	452			X
HARDIVILLERS	540		X	

		COMPETENCES		
Collectivités	**Nb d'hab**	**FIBRE**	**CSD**	**ENT**
HAUDIVILLERS	812		X	
HEILLES	623			X
HENONVILLE	827			X
HERCHIES	642			X
HERMES	2 498		X	X
HODENC EN BRAY	490	X		
HODENC L EVEQUE	248		X	
HONDAINVILLE	708		X	
IVORS	250	X		
JOUY SOUS THELLE	1 028		X	
LA CHAPELLE AUX POTS	1 620	X	X	X
LA CHAPELLE EN SERVAL	3 141		X	X
LA DRENNE	1 001		X	
LA LANDELLE	480	X		
LA NEUVILLE EN HEZ	972			X
LA NEUVILLE SAINT PIERRE	158		X	
LA NEUVILLE VAULT	191		X	
LA RUE SAINT PIERRE	809			X
LA VILLENEUVE SOUS THURY	164	X		
LABOISSIERE EN THELLE	1 347		X	
LABOSSE	443	X	X	
LABRUYERE	691		X	
LACHAPELLE SAINT PIERRE	919			X
LACHELLE	651	X		
LAGNY LE SEC	2 043	X	X	X
LAIGNEVILLE	4 719		X	X
LALANDE EN SON	653	X		
LAMORLAYE	8 881		X	X
LARBROYE			X	
LAVERSINES	1 168			X
LAVILLETERTRE			X	
LE COUDRAY SAINT GERMER	906	X	X	
LE FRESTOY VAUX	249		X	
LE MESNIL EN THELLE			X	X
LE PLESSIS BELLEVILLE	3 408	X		X
LE PLESSIS BRION	1 365	X		
LE QUESNEL AUBRY	213		X	
LE VAUMAIN	372	X	X	
LE VAUROUX	504	X		
LEGLANTIERS	551		X	
LES AGEUX	1 179		X	X
LEVIGNEN	972	X	X	X
LHERAULE	189	X		
LIANCOURT	6 880		X	X

		COMPETENCES		
Collectivités	Nb d'hab	FIBRE	CSD	ENT
LIEUVILLERS			X	
LITZ	356		X	X
LOCONVILLE			X	
LONGUEIL ANNEL	2 622			X
LONGUEIL SAINTE MARIE	1 919			X
MACHEMONT	718	X		X
MAIGNELAY MONTIGNY	2 699		X	X
MAISONCELLE TUILERIE	301		X	
MAREST SUR MATZ	406	X		
MAREUIL LA MOTTE	641			X
MAREUIL SUR OURCQ	1 613	X		X
MARGNY AUX CERISES			X	
MAROLLES	680	X		X
MARSEILLE EN BEAUVAISIS	1 482			X
MAYSEL	249	X	X	
MELICOCQ	740	X		
MELLO			X	X
MERY LA BATAILLE	629		X	
MILLY SUR THERAIN	1 708		X	
MOGNEVILLE	1 515		X	X
MONCEAUX	825		X	X
MONCHY SAINT ELOI	2 214			X
MONNEVILLE	823		X	X
MONT L EVEQUE	397		X	X
MONTAGNY EN VEXIN	669		X	
MONTAGNY SAINTE FELICITE	417	X	X	
MONTATAIRE	13 263			X
MONTEPILLOY			X	
MONTGERAIN			X	
MONTIERS			X	
MONTMACQ	1 082	X		X
MONTREUIL SUR BRECHE			X	
MONTREUIL SUR THERAIN	245		X	
MORANGLES	392			X
MORIENVAL	1 078	X	X	
MORTEFONTAINE	854		X	X
MORTEFONTAINE EN THELLE	913			X
MOULIN SOUS TOUVENT			X	
NANTEUIL LE HAUDOUIN	4 296	X	X	
NEUFCHELLES	377	X	X	
NEUILLY EN THELLE	3 655		X	X
NEUVILLE BOSC	510			X
NOAILLES	2 826		X	X
NOGENT SUR OISE	20 033			X

		COMPETENCES		
Collectivités	Nb d'hab	FIBRE	CSD	ENT
NOINTEL	1 029		X	X
NOIREMONT	179		X	
NOYERS SAINT MARTIN	863		X	
NOYON	13 519			X
OGNES	294	X	X	
ONS EN BRAY	1 399	X	X	
ORMOY LE DAVIEN	343	X		
ORMOY VILLERS	644	X	X	
ORROUY	595	X		
ORRY LA VILLE	3 345		X	X
OURSEL MAISON	240		X	
PAILLART	580		X	
PEROY LES GOMBRIES	1 137	X	X	X
PIERREFONDS	1 808			X
PIMPREZ	868	X		X
PLAILLY	1 787		X	
PLAINVAL			X	
PONCHON	1 113			X
PONT SAINTE MAXENCE	12 209			X
PONTARME	817		X	
PONTOISE LES NOYON	459		X	
PONTPOINT			X	X
PRECY SUR OISE	3 205		X	X
PREVILLERS			X	
PUISEUX EN BRAY	420	X	X	
PUISEUX LE HAUBERGER	851		X	X
PUITS LA VALLEE	203		X	
RAINVILLERS	927		X	X
RANTIGNY	2 506		X	X
RARAY			X	
RAVENEL	1 098		X	X
REEZ FOSSE MARTIN	149	X		
REILLY	126		X	
REMERANGLES	216		X	
REMY	1 836		X	
RETHONDES	656			X
RIBECOURT DRESLINCOURT	3 809	X		X
RICQUECOURT			X	
RIEUX	1 567		X	
ROBERVAL			X	
ROCQUEMONT	121	X	X	
ROSIERES	137	X	X	
ROSOY EN MULTIEN	567	X		X
ROTHOIS	226		X	X

		COMPETENCES		
Collectivités	**Nb d'hab**	**FIBRE**	**CSD**	**ENT**
ROUSSELOY	314	X	X	
ROUVILLE	254	X		
ROUVILLERS	276		X	
ROUVRES EN MULTIEN	465	X		
ROYAUCOURT	209		X	
RULLY	720			X
RUSSY BEMONT	200	X		
SACY LE GRAND	1 542		X	X
SACY LE PETIT	552		X	
SAINT AUBIN EN BRAY	1 140	X		
SAINT CREPIN IBOUVILLERS			X	
SAINT ETIENNE ROILAYE				X
SAINT GERMER DE FLY	1 712	X	X	X
SAINT JUST EN CHAUSSEE	6 013			X
SAINT LEGER AUX BOIS	795	X		
SAINT LEGER EN BRAY	349			X
SAINT LEU D ESSERENT	4 576	X		X
SAINT MARTIN LE NOEUD	1 040		X	X
SAINT MARTIN LONGUEAU	1 492		X	
SAINT MAXIMIN	2 938	X	X	X
SAINT OMER EN CHAUSSEE	1 172			X
SAINT PAUL	1 531		X	X
SAINT PIERRE ES CHAMPS	712	X	X	X
SAINT REMY EN L EAU	416		X	
SAINT SAMSON LA POTERIE	250			X
SAINT THIBAULT	298			X
SAINT VAAST LES MELLO	1 074	X		X
SAINTE EUSOYE	321		X	
SAINTE GENEVIEVE	3 230			X
SAINTINES	1 077		X	
SALENCY	890		X	
SEMPIGNY	789		X	X
SENLIS	14 277		X	X
SERIFONTAINE	2 755	X		
SERMAIZE			X	
SERY MAGNEVAL	282	X		
SILLY LE LONG	1 160	X	X	X
SILLY TILLARD	440		X	X
SUZOY			X	
TALMONTIERS	683	X		
THERDONNE	1 063			X
THIBIVILLERS			X	
THIERS SUR THEVE	1 059		X	X
THIVERNY	1 065	X		

		COMPETENCES		
Collectivités	**Nb d'hab**	**FIBRE**	**CSD**	**ENT**
THOUROTTE	4 558			X
THURY EN VALOIS	493	X		X
TILLE	1 169		X	
TRACY LE VAL	1 095	X	X	
TROISSEREUX	1 232		X	X
TROSLY BREUIL	2 081		X	X
TRUMILLY	528	X		
ULLY SAINT GEORGES	1 869			X
VALDAMPIERRE	936		X	
VANDELICOURT	276	X		
VARESNES	368		X	
VARINFROY	290	X	X	
VAUCIENNES	682	X	X	X
VAUMOISE	985	X	X	X
VER SUR LAUNETTE	1 159	X		
VERBERIE	3 848		X	
VERNEUIL EN HALATTE	4 650		X	X
VERSIGNY	380	X	X	
VEZ	283	X		
VIEFVILLERS	193			X
VILLE	762		X	
VILLEMBRAY	256	X	X	
VILLENEUVE SUR VERBERIE	636			X
VILLERS SAINT BARTHELEMY	480	X		X
VILLERS SAINT FRAMBOURG OGNON	714		X	X
VILLERS SAINT GENEST	389	X		
VILLERS SAINT PAUL	6 422		X	X
VILLERS SAINT SEPULCRE	1 002		X	
VILLERS SOUS SAINT LEU	2 335		X	X
VILLERS SUR AUCHY	374	X		
VILLERS SUR COUDUN	1 407		X	
VINEUIL SAINT FIRMIN	1 413		X	X
WARLUIS	1 157		X	
WAVIGNIES	1 212		X	X

Senlis

Extrait du REGISTRE des DÉLIBÉRATIONS du CONSEIL MUNICIPAL

SÉANCE du jeudi 1er octobre 2026

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Le Conseil Municipal de la Commune de SENLIS (Oise), légalement convoqué le 25 septembre 2026 par Madame MATHIAULT, Maire, s'est assemblé le jeudi 1er octobre 2026 à 19h00 au lieu ordinaire de ses séances à l'Hôtel de Ville de Senlis, en vue de délibérer sur les affaires inscrites à l'ordre du jour.

Nombre de conseillers municipaux en exercice : 33 - Présents : 24 - Pouvoirs : 9 - Votants : 33 - Absents : 9

Présents : Mme MATHIAULT - M. DERYCKE - Mme CARDOËN - Mme BALOSSIER - M. LHOYER - Mme ALVES - M. FRACHON - Mme TAQUET - M. BERTINATTI - M. TACCONE - M. GERARDIN - M. DUBREUCQ-PÉRUS - Mme ANDRE-ROMAGNY - Mme CARVENNEC - Mme DOUBLIEZ - Mme HEYRAUD - Mme MERCIER - Mme HECQUET - Mme LOISELEUR - M. MOTTE - Mme GLASTRA - M. NOIRTIN- Mme AMMOUN - M. MÉNAND-CHAMBON - **Ont donné mandat de voter en leur nom :** M. DELAYEN à Mme MATHIAULT - Mme BULLE à Mme CARDOËN - M. MOREIGNEAUX-COUDOURNAC à Mme HECQUET - M. MEDIONI à M. GERARDIN - Mme HINQUE à Mme TAQUET - M. JEANMART à M. LHOYER - M. ARIZA à Mme ALVES - Mme LUDMANN à Mme LOISELEUR - M. GAUDION à Mme AMMOUN - **Secrétaire de séance :** Mme ALVES - **Présidence de séance :** Mme MATHIAULT, Maire.

N° 06 - Candidature et engagement de la commune dans la démarche de Programme d'Actions de Prévention des RIsques liés aux CAvités (PAPRICA)

Madame le Maire expose :

Vu le code général des collectivités territoriales,

Vu le cahier des charges national du dispositif PAPRICA,

Vu l'avis de la commission Travaux et Patrimoine en date du 17 septembre 2026,

Vu l'avis de la commission Finances et Administration Générale en date du 21 septembre 2026,

Considérant que le territoire de la commune est soumis à un risque de mouvements de terrain (affaissements ou effondrements) induit par la présence de cavités souterraines,

Considérant qu'afin de structurer une politique de prévention globale, pérenne et proportionnée aux enjeux locaux, l'État met à disposition des collectivités un dispositif contractuel nommé **PAPRICA** (Programme d'Actions de Prévention des RIsques liés aux CAvités). Ce programme s'inspire de la méthodologie des PAPI (risques inondations) et permet de bénéficier d'un appui technique et financier renforcé de l'État (notamment via le Fonds Barnier / FPRNM),

Considérant que la commune souhaite s'engager dans cette démarche, au travers d'un **PAPRICA d'intention**, afin de :

- Améliorer la cartographie et la connaissance des risques sur le territoire,
- Sensibiliser la population et développer la culture du risque,

Acte exécutoire le 08 OCT. 2026 - Reçu par la Préfecture le 08 OCT. 2026 et publié sur le site internet de la Ville le 08 OCT. 2026

- Prendre en compte ce risque dans les documents d'urbanisme locaux,
- Anticiper et programmer les éventuels travaux de mise en sécurité ou de comblement nécessaires.

Considérant que le dossier de candidature sera instruit par la Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement (DREAL) avant d'être présenté en commission de labellisation

Considérant la nécessité pour la commune d'assurer la sécurité des personnes et des biens face aux risques d'effondrement du sol,

L'exposé entendu, ***Madame le Maire*** *a soumis au vote ce projet de délibération et* ***le Conseil Municipal*** *à main levée* ***et à l'unanimité ;***

- Approuve la mise en œuvre de la démarche PAPRICA,

- Autorise le maire à prendre toutes les décisions et signer les marchés, avenants et documents y afférant,

- Autorise le maire à solliciter les services de l'État pour l'instruction des dossiers PAPRICA,

- Autorise le maire à signer les conventions de soutiens financiers de l'État et à solliciter d'autres partenaires pour des soutiens financiers complémentaires.

Le Secrétaire de Séance Eugénie ALVES	MAIRIE DE SENLIS (Oise) *Le Maire* Pascale MATHIAULT

Cette délibération peut faire l'objet d'un recours dans un délai de deux mois à compter de sa publicité et de sa transmission au contrôle de légalité, par courrier adressé au Tribunal administratif d'Amiens, 14 rue Lemerchier, 80000 AMIENS, ou via l'application Télérecours citoyens, accessible via le site internet www.telerecours.fr.

Senlis

Extrait du REGISTRE des DÉLIBÉRATIONS du CONSEIL MUNICIPAL

SÉANCE du jeudi 1er octobre 2026

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Le Conseil Municipal de la Commune de SENLIS (Oise), légalement convoqué le 25 septembre 2026 par Madame MATHIAULT, Maire, s'est assemblé le jeudi 1er octobre 2026 à 19h00 au lieu ordinaire de ses séances à l'Hôtel de Ville de Senlis, en vue de délibérer sur les affaires inscrites à l'ordre du jour.

Nombre de conseillers municipaux en exercice : 33 - Présents : 24 - Pouvoirs : 9 - Votants : 33 - Absents : 9

Présents : Mme MATHIAULT - M. DERYCKE - Mme CARDOËN - Mme BALOSSIER - M. LHOYER - Mme ALVES - M. FRACHON - Mme TAQUET - M. BERTINATTI - M. TACCONE - M. GERARDIN - M. DUBREUCQ-PÉRUS - Mme ANDRE-ROMAGNY - Mme CARVENNEC - Mme DOUBLIEZ - Mme HEYRAUD - Mme MERCIER - Mme HECQUET - Mme LOISELEUR - M. MOTTE - Mme GLASTRA - M. NOIRTIN- Mme AMMOUN - M. MÉNAND-CHAMBON - **Ont donné mandat de voter en leur nom :** M. DELAYEN à Mme MATHIAULT - Mme BULLE à Mme CARDOËN - M. MOREIGNEAUX-COUDOURNAC à Mme HECQUET - M. MEDIONI à M. GERARDIN - Mme HINQUE à Mme TAQUET - M. JEANMART à M. LHOYER - M. ARIZA à Mme ALVES - Mme LUDMANN à Mme LOISELEUR - M. GAUDION à Mme AMMOUN - **Secrétaire de séance :** Mme ALVES - **Présidence de séance :** Mme MATHIAULT, Maire.

N° 07 - Mise en souterrain EP- RT SOUTER - Rue du Clos du Chapitre

Madame le Maire expose :

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment son article L. 5212-26 ;

Vu les statuts du Syndicat d'Énergie de l'Oise (SE60) en vigueur, notamment ceux approuvés le 5 février 2020 ;

Vu la nécessité de procéder aux travaux de mise en souterrain des réseaux Basse Tension (BT), Éclairage Public (EP) et Réseau Téléphonique (RT) dans la rue du Clos du Chapitre, entre la Chaussée Brunehaut et l'Avenue du Général de Gaulle ;

Vu le barème des aides du SE60 en vigueur ;

Vu la présentation du projet faite lors de la Commission Travaux et Patrimoine Historique du 17 septembre 2026 ;

Considérant que la rue du Clos du Chapitre est une voie très ancienne présentant de fortes dégradations de voirie et qu'une partie des réseaux aériens de Basse Tension et d'Éclairage Public est aujourd'hui vétuste ;

Considérant qu'avant d'engager la réfection de la voirie, il est nécessaire de s'assurer du bon état et de la pérennité des réseaux existants, qu'ils soient aériens ou souterrains ;

Considérant qu'une fois les réseaux remis à neuf et mis en souterrain, les travaux de réfection et de requalification de la voirie pourront être programmés ;

Acte exécutoire le 08 OCT. 2026 - Reçu par la Préfecture le 08 OCT. 2026 et publié sur le site internet de la Ville le 08 OCT. 2026

Considérant que le projet global consiste ainsi en une requalification complète de la rue du Clos du Chapitre, entre la Chaussée Brunehaut et l'Avenue du Général de Gaulle ;

Considérant que les travaux de mise en souterrain des réseaux BT, EP et RT, sous gestion du SE60, sont envisagés en 2027 ;

Considérant que le financement de ces travaux peut être assuré par le versement d'un fonds de concours, conformément aux dispositions de l'article L. 5212-26 du Code Général des Collectivités Territoriales ;

Considérant que cet article permet le versement de fonds de concours entre le SE60 et ses communes ou établissements publics de coopération intercommunale membres, par délibérations concordantes, notamment pour financer la réalisation ou le fonctionnement d'un équipement public local en matière de distribution publique d'électricité, de développement de la production d'électricité à partir d'énergies renouvelables, de réduction des émissions polluantes ou de gaz à effet de serre, ainsi que de maîtrise de la consommation d'énergie, notamment en matière d'investissements dans l'éclairage public ;

Considérant que, lorsqu'il contribue à la réalisation d'un équipement, le fonds de concours est imputé directement en section d'investissement sur l'article 2041 « Subventions d'équipement aux organismes publics » et comptabilisé en immobilisations incorporelles, amortissables sur une durée maximale de quinze ans ;

Considérant que le coût total prévisionnel des travaux, établi au 23 juillet 2026 et valable trois mois, s'élève à **234 606,57 € TTC** ;

Considérant que le montant prévisionnel du fonds de concours à la charge de la commune s'élève à :

222 883,49 €, sans subvention ;

180 077,72 €, avec subvention ;

Considérant que le montant définitif de la participation communale pourra être réévalué en fonction du taux d'actualisation applicable à la date de réalisation des travaux ;

L'exposé entendu, ***Madame le Maire*** *a soumis au vote ce projet de délibération et* ***le Conseil Municipal*** *à main levée* ***et à l'unanimité ;***

DÉCIDE

Article 1 – Programmation des travaux

De demander au Syndicat d'Énergie de l'Oise (SE60) de programmer et de réaliser les travaux de mise en souterrain des réseaux Basse Tension, Éclairage Public et Réseau Téléphonique dans la rue du Clos du Chapitre.

Le Conseil Municipal prend acte que la réalisation de ces travaux interviendra selon le calendrier d'instruction de l'appel à projets en cours et selon les priorités établies par le SE60.

Article 2 – Demande de subvention

De demander au SE60 de solliciter l'aide financière du Conseil Départemental de l'Oise.

Article 3 – Actualisation du coût des travaux

De prendre acte que le montant total prévisionnel des travaux pourra être réévalué en fonction du taux d'actualisation en vigueur à la date de leur réalisation.

Article 4 – Fonds de concours

D'autoriser le versement par la commune d'un fonds de concours au SE60 pour le financement de ces travaux, conformément aux dispositions de l'article L. 5212-26 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Article 5 – Modalités de versement

De prendre acte que les travaux ne pourront être réalisés qu'après le versement au SE60 d'une participation correspondant à **50 % du montant de la participation communale**.

De prendre acte que le solde de la participation sera versé après l'achèvement des travaux, selon les modalités définies par le SE60.

Article 6 – Inscription budgétaire

D'inscrire au budget communal de l'exercice **2027** les crédits nécessaires au financement de ces travaux, à hauteur de **180 077,72 €**, correspondant au montant prévisionnel du fonds de concours avec frais de gestion et avec subvention, selon le plan de financement prévisionnel joint à la présente délibération.

Article 7 – Autorisation

D'autoriser Madame le Maire, ou son représentant dûment habilité, à signer tout document nécessaire à la mise en œuvre de la présente délibération et notamment la convention relative au versement du fonds de concours au SE60.

Le Secrétaire de Séance
Eugénie ALVES

MAIRIE DE SENLIS (Oise)

Le Maire
Pascale MATHIAULT

Cette délibération peut faire l'objet d'un recours dans un délai de deux mois à compter de sa publicité et de sa transmission au contrôle de légalité, par courrier adressé au Tribunal administratif d'Amiens, 14 rue Lemerchier, 80000 AMIENS, ou via l'application Télérecours citoyens, accessible via le site internet www.telerecours.fr.

Conseil Municipal du 1 octobre 2026
Délibération n° 7 - Annexe 1

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL

En date du 15/07/2026 - Validité de 3 mois

Acte exécutoire le 08/10/2026
Reçu en Préfecture le 08/10/2026
Publiée sur le site internet de la Ville le 08/10/2026

Commune : SENLIS
Localisation : Mise en Souterrain | EP - RT | SOUTER | Rue de clos Chapitre
Dossier n° : 2026-0099-T

								Financement		Participation	
Nature des travaux	**Montant Entreprise (actu HT 1.030)**	**Montant SPS 0.6% (actu HT 1.030)**	**Coût HT des travaux Après Actu**	**Montant TVA**	**Montant des frais de gestion 8%**	**Montant TTC**	**Montant Subventionnable**	**EP 25%**	**FP RT LIE 20%**	**SENLIS Avec aide**	**SENLIS Sans aide**
Eclairage Public	59 279,89 €	274,06 €	59 553,95 €	11 910,79 €	4 764,32 €	76 229,06 €	64 318,27 €	16 079,57 €	-	48 426,41 €	64 505,98 €
Réseau Téléphonique	122 910,26 €	822,17 €	123 732,43 €	24 746,49 €	9 898,59 €	158 377,51 €	133 631,02 €	-	26 726,20 €	131 651,31 €	158 377,51 €
TOTAL	**182 190,15 €**	**1 096,23 €**	**183 286,38 €**	**36 657,28 €**	**14 662,91 €**	**234 606,57 €**	**197 949,29 €**	**16 079,57 €**	**26 726,20 €**	**180 077,72 €**	**222 883,49 €**

Le Directeur Général des Services du SE60

SYNDICAT D'ENERGIE de l'OISE SE 60

Sabine BLANCHARD

Senlis

Extrait du REGISTRE des DÉLIBÉRATIONS du CONSEIL MUNICIPAL

SÉANCE du jeudi 1 octobre 2026

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Le Conseil Municipal de la Commune de SENLIS (Oise), légalement convoqué le 25/09/2026 par Madame MATHIAULT, Maire, s'est assemblé le jeudi 1 octobre 2026 à 19h00 au lieu ordinaire de ses séances à l'Hôtel de Ville de Senlis, en vue de délibérer sur les affaires inscrites à l'ordre du jour.

Nombre de conseillers municipaux en exercice : 33 - Présents : 24 - Pouvoirs : 9 - Votants : 33 - Absents : 9

Présents : Mme MATHIAULT - M. DERYCKE - Mme CARDOËN - Mme BALOSSIER - M. LHOYER - Mme ALVES - M. FRACHON - Mme TAQUET - M. BERTINATTI - M. TACCONE - M. GERARDIN - M. DUBREUCQ-PÉRUS - Mme ANDRE-ROMAGNY - Mme CARVENNEC - Mme DOUBLIEZ - Mme HEYRAUD - Mme MERCIER - Mme HECQUET - Mme LOISELEUR - M. MOTTE - Mme GLASTRA - M. NOIRTIN- Mme AMMOUN - M. MÉNAND-CHAMBON - **Ont donné mandat de voter en leur nom :** M. DELAYEN à Mme MATHIAULT - Mme BULLE à Mme CARDOËN - M. MOREIGNEAUX-COUDOURNAC à Mme HECQUET - M. MEDIONI à M. GERARDIN - Mme HINQUE à Mme TAQUET - M. JEANMART à M. LHOYER - M. ARIZA à Mme ALVES - Mme LUDMANN à Mme LOISELEUR - M. GAUDION à Mme AMMOUN - **Secrétaire de séance :** Mme ALVES - **Présidence de séance :** Mme MATHIAULT, Maire.

N° 08 - Protocole d'échange entre la ville de Senlis et Keolis afin de bénéficier de la possibilité pour les clients d'emprunter les lignes Haut-de-France Mobilités 637-643-645

Madame le Maire et Monsieur DERYCKE exposent :

Vu le Code général des collectivités territoriales, notamment ses articles L. 2121-29 et L. 2122-21 ;

Vu la convention de délégation de service public relative à l'exploitation des lignes interurbaines de transport de voyageurs, y compris scolaires, conclue entre la Région des Hauts-de-France et la société KO2 ;

Vu le protocole conclu entre la ville de Senlis et la société KO2 relatif à l'utilisation des lignes interurbaines par les usagers senlisiens ;

Vu la nouvelle tarification des billets unitaires applicable sur le réseau Hauts-de-France Mobilités à compter du 1er septembre 2025 ;

Vu le projet d'avenant n° 1 au protocole, annexé à la présente délibération ;

Vu l'avis de la commission des finances et de l'administration générale en date du 21 septembre 2026,

Considérant que la ville de Senlis a décidé d'accorder la gratuité à ses usagers sur le réseau urbain, ceux-ci n'étant dès lors tenus d'acquérir aucun titre de transport et ne réalisant aucune validation ;

Considérant que, dans le cadre de la convention de délégation de service public relative à l'exploitation des lignes interurbaines de transport de voyageurs, y compris scolaires, conclue par la Région des Hauts-de-France avec la société KO2 (Keolis Oise 2) pour une durée de huit (8) années, à compter du 1er septembre 2021 et jusqu'au 31 août 2029, l'exploitation des lignes 645, 643 et 637 a été confiée à Kéolis ;

Acte exécutoire le 08 OCT. 2026 - Reçu par la Préfecture le 08 OCT. 2026 et publié sur le site internet de la Ville le 08 OCT. 2026

Considérant que la Région des Hauts-de-France a donné son accord à l'utilisation de ces lignes interurbaines par la ville de Senlis et que ces lignes desservent, sur le territoire de la commune, plusieurs arrêts, notamment : Gare, Cité judiciaire / Collège Anne-Marie Javouhey, Lycée Amyot d'Inville, Lycée Hugues Capet, École Notre-Dame / Cinéma, Place des Arènes et Val d'Aunette ;

Considérant que le délégataire KO2 est rémunéré, notamment, par la perception des recettes directes issues de la vente de titres de transport à bord des véhicules ;

Considérant que la gratuité accordée aux usagers senlisiens entraîne, pour le délégataire, un manque à gagner au titre des recettes directes, correspondant au prix du voyage qui aurait été acquitté en l'absence de gratuité ;

Considérant que, depuis l'entrée en vigueur de la nouvelle tarification des billets unitaires applicable au 1er septembre 2025, le montant de cette recette directe est fixé à 4,90 € par voyage ;

Considérant qu'il convient, en conséquence, de compenser le délégataire pour l'utilisation des lignes interurbaines par les usagers senlisiens dans le cadre de la gratuité du réseau urbain ;

Considérant qu'il est ainsi nécessaire de conclure un avenant n° 1 au protocole, ayant pour objet de définir les modalités de versement à l'exploitant du service interurbain d'une compensation au titre des voyages effectués par les usagers senlisiens, sur la base de la nouvelle tarification applicable du réseau Hauts-de-France Mobilités ;

L'exposé entendu, ***Madame le Maire*** *a soumis au vote ce projet de délibération et* ***le Conseil Municipal*** *à main levée* ***et à l'unanimité ;***

- **APPROUVE** la conclusion de l'avenant n° 1 au protocole d'échange conclu entre la ville de Senlis et la société Kéolis, relatif à l'utilisation par les usagers senlisiens des lignes interurbaines Hauts-de-France Mobilités 637, 643 et 645 desservant le territoire communal, ainsi qu'aux modalités de compensation financière liées à la gratuité accordée sur le réseau urbain ;

- **AUTORISE** Madame le Maire, ou son représentant, à signer ledit avenant n° 1 ainsi que tout document nécessaire à son exécution ;

- **DIT** que les crédits nécessaires au versement de la compensation seront inscrits au budget de la commune.

Le Secrétaire de Séance
Eugénie ALVES

MAIRIE DE SENLIS (Oise)

Le Maire
Pascale MATHIAULT

Cette délibération peut faire l'objet d'un recours dans un délai de deux mois à compter de sa publicité et de sa transmission au contrôle de légalité, par courrier adressé au Tribunal administratif d'Amiens, 14 rue Lemerchier, 80000 AMIENS, ou via l'application Télérecours citoyens, accessible via le site internet www.telerecours.fr.

Conseil Municipal du 1er octobre 2026
Délibération n°8 – Annexe 1

Acte exécutoire le 08/10/2026
Reçu en Préfecture le 08/10/2026
Publiée sur le site internet de la Ville le 08/10/2026

AVENANT1
Protocole d'échange entre la ville de Senlis et KO2 (Keolis Oise 2) afin de bénéficier de la possibilité pour les clients d'emprunter les lignes Hauts-de-France Mobilités 637-643-645.

Entre les soussignés :

La ville de SENLIS, 3 Place Henri IV, 60300 SENLIS, représenté par son Maire en exercice, Madame Pascale MATHIAULT, dûment habilité aux fins des présentes par décision du conseil municipal du …….

Ci-après désigné « la Ville »

De première part,

Et

La société, Keolis Oise 2, SARL au capital 183 012 € immatriculée au registre du commerce et des sociétés sous le n°527 220 982, ayant son siège social à Les Cailloux de Sailleville 250, rue Joseph Cugnot, 60290 Laigneville – France, , représentée par M. Christophe ROY, en sa qualité de directeur, dûment habilité à signer les présentes,

Ci-après désigné « KO2»

De seconde part,

Il a été préalablement exposé ce qui suit :

La ville de Senlis a décidé d'accorder la gratuité à ses clients sur le réseau urbain ; ceux-ci n'achètent donc aucun titre de transport et ne réalisent donc aucune validation.
Parallèlement, dans le cadre de la convention de Délégation de Service Public des lignes interurbaines de transport de voyageurs y compris scolaires conclue avec la société KO2 pour une durée de huit (8) années à compter du 1er septembre 2021 jusqu'au 31 Aout 2029, la Région des Hauts-de-France lui a confié l'exploitation des lignes 645 -643-637.
Or ces lignes desservent au sein de la ville de Senlis un certain nombre d'arrêts (Gare, Cité judiciaire/collège Anne Marie Javouhey, lycée Amyot d'Inville, Lycée Hugues Capet, Ecole Notre Dame/cinéma, Place des Arènes et Val d'Aunette).

Conformément à la convention de Délégation de Service Public, le délégataire KO2 est rémunéré par la perception des recettes directes au titre des ventes de titre à bord des véhicules et par le versement d'une compensation de la part des Hauts-de-France qui est fonction du nombre de validations réalisés par les clients.

La Région des Hauts-de-France nous a donné son accord à l'utilisation des lignes interurbaines par la ville de Senlis.
La gratuité des lignes emporte un manque à gagner pour la société KO2 de 4.90€ par voyages en recettes directes depuis la nouvelle tarification des billets unitaires applicables au 1er septembre 2025.

La couverture de charges de l'ensemble des lignes n'étant pas couverte, la ville de Senlis rémunère le délégataire d'un forfait de 10 000€.

En conséquence, les parties conviennent de la nécessité de conclure un avenant 1 au protocole ayant pour objet de verser à l'exploitant du service interurbain une compensation pour l'usage des lignes par les senlisiens sur la base de la nouvelle tarification Hauts-de-France Mobilités.

EN CONSEQUENCE, IL A ETE CONVENU CE QUI SUIT :

ARTICLE 1 – Objet

Le présent accord a pour objet de fixer la compensation versée à KO2 par la Ville de Senlis pour l'utilisation par les Senlisiens des 3 lignes Hauts-de-France,intégrant la nouvelle tarification du billet unitaire appliquée par la Région Hauts-de-France depuis le 1er septembre 2025.

ARTICLE 2 – Forfaitisation recettes voyageurs

Le marché de la desserte urbaine de Senlis étant gratuit, les clients ne possèdent pas de titre billettique qui permettrait de compter de manière continue et journellement le nombre de validations réalisées.

En conséquence, sur la base des données de fréquentation 2025 de 5218 comptages, les Parties ont estimé qu'une somme forfaitaire annuelle serait versée correspondant à la perte de recettes.

Cette forfaitisation sera actualisée chaque année selon le rapport annuel détaillant le nombre de voyageurs ayant emprunté les lignes.

ARTICLE 3 – Compensation annuelle globale

La base 2026 est construite sur un forfait contribution aux charges de 10000€ HT + la forfaitisation recettes voyageurs (base 2025) soit 4.90€ x 5218 montées soit 35 568,20 € HT

ARTICLE 4 – Prise d'effet et durée

Le présent accord porte sur la période à compter du 1er janvier 2026 et jusqu'au 31 décembre 2029.

ARTICLE 5 – Litiges

Les parties admettent expressément que les dispositions de la présente transaction seront exécutées à titre global, forfaitaire et définitif, conformément aux dispositions des articles 2044 et suivants du code civil et que ces dispositions auront pour effet de mettre fin à tous différends relatifs à ces sujets ayant existé entre elles avant la signature du présent protocole.

FAIT A
LE

EN DEUX EXEMPLAIRES ORIGINAUX

Pour la Ville de Senlis **Pour l'exploitant**

DocuSign Envelope ID: DE777343-017B-447B-B319-979D4868E9F1

Conseil Municipal du 1 octobre 2026
Délibération n° 8 - Annexe 2

Protocole d'échange entre la ville de Senlis et KO2 (Keolis Oise 2) afin de bénéficier de la possibilité pour les clients d'emprunter les lignes 7-13-15/ nouveaux codes commerciaux 637-643-645.

Acte exécutoire le 08/10/2026
Reçu en Préfecture le 08/10/2026
Publiée sur le site internet de la Ville le 08/10/2026

Entre les soussignés :

La ville de SENLIS, 3 Place Henri IV, 60300 SENLIS, représenté par son Maire en exercice, Madame Pascale LOISELEUR, dûment habilité aux fins des présentes par décision du conseil municipal du 5 juillet 2020,

Ci-après désigné « la Ville »

De première part,

Et

La société, Keolis Oise 2, SARL au capital de 10.000 € ayant son siège social 21, Avenue Félix Louat, 60300 SENLIS, immatriculée au registre du commerce et des sociétés de sous le n° 880 104 088, représentée par M. Laurent Tonon, en sa qualité de directeur, dûment habilité à signer les présentes,

Ci-après désigné « KO2»

De seconde part,

Il a été préalablement exposé ce qui suit :

La ville de Senlis a décidé d'accorder la gratuité à ses clients sur le réseau urbain ; ceux-ci n'achètent donc aucun titre de transport et ne réalisent donc aucune validation.
Parallèlement, dans le cadre de la convention de Délégation de Service Public des lignes interurbaines de transport de voyageurs y compris scolaires conclue avec la société KO2 pour une durée de huit (8) années à compter du 1er septembre 2021 jusqu'au 31 Aout 2029, la Région des Hauts-de-France lui a confié l'exploitation des lignes 15 / 645 -13/643-7/637

Or ces lignes desservent au sein de la ville de Senlis un certain nombre d'arrêts (Gare, Cité judiciaire/collège Anne Marie Javouhey, lycée Amyot d'Inville, Lycée Hugues Capet, Ecole Notre Dame/cinéma, Place des Arènes et Val d'Aunette).

Conformément à la convention de Délégation de Service Public, le délégataire KO2 est rémunéré par la perception des recettes directes au titre des ventes de titre à bord des véhicules et par le versement d'une compensation de la part des Hauts-de-France qui est fonction du nombre de validations réalisés par les clients.

La Région des Hauts-de-France nous a donné son accord à l'utilisation des lignes interurbaines par la ville de Senlis.
La gratuité des lignes emporte un manque à gagner pour la société KO2 de 3.90€ par voyages en recettes directes.

La couverture de charges de l'ensemble des lignes n'étant pas couverte, la ville de Senlis rémunère le délégataire d'un forfait de 10 000€ HT.

TL

DocuSign Envelope ID: DE777343-017B-447B-B319-979D4868E9F1

En conséquence, les parties conviennent de la nécessité de conclure un protocole ayant pour objet de verser à l'exploitant du service interurbain une compensation pour l'usage des lignes par les senlisiens.

EN CONSEQUENCE, IL A ETE CONVENU CE QUI SUIT :

ARTICLE 1 - Objet

Le présent accord a pour objet de fixer la compensation versée à KO2 par la Ville de Senlis pour l'utilisation par les Senlisiens des 3 lignes Hauts-de-France.

ARTICLE 2 - Forfaitisation recettes voyageurs

Le marché de la desserte urbaine de Senlis étant gratuit, les clients ne possèdent pas de titre billettique qui permettrait de compter de manière continue et journellement le nombre de validations réalisées.

En conséquence, sur la base des données de fréquentation estimative 2021 de 3694 comptages (pupitre véhicules), les Parties ont estimé qu'une somme annuelle serait versée par la Ville de Senlis correspondant à la perte de recettes.

Pour 2021 3.90€ x 3694 comptages soit 14 406,60 € HT

Cette forfaitisation recettes voyageurs sera actualisée chaque année selon le rapport annuel détaillant le nombre de voyageurs ayant emprunté les lignes.

ARTICLE 3 - Compensation annuelle globale

La base de compensation annuelle globale est construite sur un forfait contribution aux charges de 10000€ HT complétant la forfaitisation recettes voyageurs (article 2)
Ce montant sera actualisé selon la formule et indices décrits en article 6 du protocole.
Au titre de 2021 ce montant global est fixé à 24 406.60€ Ht

ARTICLE 4 - Prise d'effet et résiliation

Le présent accord prend effet au 1er septembre 2021 et sera reconductible chaque année par tacite reconduction.

Le présent protocole pourra cependant être arrêté par la Ville de Senlis ou le transporteur Keolis, immédiatement et sans indemnité, dans les cas suivants :

- En cas de cessation anticipée de la Concession conclue entre la Région et le Transporteur, entre la Ville de Senlis et son délégataire qu'elle qu'en soit la cause ;
- En cas de cessation d'activité, quelle qu'en soit la raison ;
- En cas de mise en liquidation des biens d'une des Parties, la résiliation intervenant automatiquement dans le mois suivant le jugement ;

TL

DocuSign Envelope ID: DE777343-017B-447B-B319-979D4868E9F1

- En cas de redressement judiciaire de l'une des Parties, si l'administrateur judiciaire ne demande pas la continuation du présent Contrat dans le mois suivant la date de jugement ;
- En cas de retrait, même temporaire, de toute autorisation administrative d'exploitation concernant le délégataire et nécessaire à l'exécution du présent Contrat ;
- En cas de radiation du registre des entreprises de transports.

- En cas de décision des parties et envoi d'un courrier avec accusé de réception avec date d'effet de 6 mois avant application

ARTICLE 5 - Litiges

Les parties admettent expressément que les dispositions de la présente transaction seront exécutées à titre global, forfaitaire et définitif, conformément aux dispositions des articles 2044 et suivants du code civil et que ces dispositions auront pour effet de mettre fin à tous différends relatifs à ces sujets ayant existé entre elles avant la signature du présent protocole.

ARTICLE 6 - Indexation et formule

Les montants en euros indiqués au présent Contrat seront indexés chaque année en application du coefficient K calculé somme suivant :

$K = 0,09 + 0,0999\ (Gn/Go) + 0,4735\ (Sn/So) + 0,1004\ (Mn/Mo) + 0,1468\ (Pn/Po) + 0,0894\ (Rn/Ro)$

Dans la formule décrite ci-dessus :

- Gn représente la moyenne arithmétique des 12 derniers mois de l'indice CNR Gazole professionnel (Identifiant), indice publié par le (Comité National Routier) qui intègre le remboursement partiel forfaitaire de la TICPE)

- Sn représente la moyenne arithmétique sur 12 mois des indices mensuels du cout horaire du travail révisé - Salaires et charges - Tous salariés - transport et entreposage (NAF rév.2 section H - base 100 en décembre 2008 - identifiant INSEE : 001565190)

- Mn représente la moyenne arithmétique sur 12 mois des indices INSEE mensuels des prix de vente industriels Autobus et autocars - Base 2015 - (identifiant INSEE : 010535349)

- Pn représente la moyenne arithmétique sur 12 mois des indices INSEE mensuels d'inflation sous-jacente - Base 2015 - Ensemble des ménages - France - Services (Identifiant INSEE : 1769685)

- Rn représente la moyenne arithmétique sur 12 mois des indices INSEE mensuels des prix à la consommation - Base 2015 - Ensemble des ménages - France métropolitaine - Nomenclature Coicop : 07.2.3 - Entretien et réparation de véhicules particuliers (Identifiant INSEE : 1764109)

TL

DocuSign Envelope ID: DE777343-017B-447B-B319-979D4868E9F1

Seules les quatre premières décimales issues de l'application de cette formule seront retenues.

Le calcul de la révision de prix est pratiqué une fois par an, le 15 octobre, pour l'année à venir sur la base des indices publiés à cette date sur les 12 derniers mois.

Les valeurs de base (valeur 0) sont les dernières valeurs des indices connues en septembre 2020.

En cas de disparition d'un indice choisi avant l'expiration de la convention et si un nouvel indice était publié afin de se substituer à celui en vigueur, la variation du prix se trouverait de plein droit indexé sur ce nouvel indice et le passage de l'ancien indice au nouveau s'effectuerait en utilisant le coefficient de raccordement nécessaire.

Dans le cas où l'indice ne pourrait pas être appliqué du fait de l'absence d'indice de remplacement, ou dans l'hypothèse, où, différents indices de remplacement sont proposés par l'INSEE, les parties conviendraient de lui substituer un indice similaire choisi en accord entre elles.

L'application de la formule de révision donne lieu à un arrondi des tarifs révisés : ils sont arrondis au dixième d'euro.

Les parties

FAIT A Senlis
LE 03.02.2022

EN DEUX EXEMPLAIRES ORIGINAUX

Pour la Ville de Senlis

MAIRIE DE SENLIS (Oise)

Pascale LOISELEUR
Maire de Senlis

Pour l'exploitant

21-12-21 | 11:35 CET

TONON Laurent

Senlis

Extrait du REGISTRE des DÉLIBÉRATIONS du CONSEIL MUNICIPAL

SÉANCE du jeudi 1er octobre 2026

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Le Conseil Municipal de la Commune de SENLIS (Oise), légalement convoqué le 25 septembre 2026 par Madame MATHIAULT, Maire, s'est assemblé le jeudi 1er octobre 2026 à 19h00 au lieu ordinaire de ses séances à l'Hôtel de Ville de Senlis, en vue de délibérer sur les affaires inscrites à l'ordre du jour.

Nombre de conseillers municipaux en exercice : 33 - Présents : 24 - Pouvoirs : 9 - Votants : 33 - Absents : 9

Présents : Mme MATHIAULT - M. DERYCKE - Mme CARDOËN - Mme BALOSSIER - M. LHOYER - Mme ALVES - M. FRACHON - Mme TAQUET - M. BERTINATTI - M. TACCONE - M. GERARDIN - M. DUBREUCQ-PÉRUS - Mme ANDRE-ROMAGNY - Mme CARVENNEC - Mme DOUBLIEZ - Mme HEYRAUD - Mme MERCIER - Mme HECQUET - Mme LOISELEUR - M. MOTTE - Mme GLASTRA - M. NOIRTIN- Mme AMMOUN - M. MÉNAND-CHAMBON - **Ont donné mandat de voter en leur nom :** M. DELAYEN à Mme MATHIAULT - Mme BULLE à Mme CARDOËN - M. MOREIGNEAUX-COUDOURNAC à Mme HECQUET - M. MEDIONI à M. GERARDIN - Mme HINQUE à Mme TAQUET - M. JEANMART à M. LHOYER - M. ARIZA à Mme ALVES - Mme LUDMANN à Mme LOISELEUR - M. GAUDION à Mme AMMOUN - **Secrétaire de séance :** Mme ALVES - **Présidence de séance :** Mme MATHIAULT, Maire.

N° 09 - Convention de servitude pour l'implantation d'un transformateur électrique sur une parcelle de terrain ND de Bonsecours

Madame le Maire expose :

Vu le Code général des collectivités territoriales, et notamment ses articles L. 2122-21 et L. 2241-1,

Vu le Code général de la propriété des personnes publiques, et notamment son article L. 2122-4,

Vu le Code des postes et des communications électroniques, et notamment son article L. 45-9,

Vu le projet de convention de mise à disposition annexé à la présente délibération,

Vu l'avis favorable de la commission Travaux et Patrimoine Historique en date du 17 septembre 2026,

Considérant qu'en application de l'article L. 45-9 du Code des postes et des communications électroniques, les exploitants de réseaux ouverts au public bénéficient d'un droit de passage sur le domaine public routier,

Considérant que, par ailleurs, en application de l'article L. 2122-4 du Code général de la propriété des personnes publiques, « des servitudes établies par conventions passées entre les propriétaires, conformément à l'article 639 du code civil, peuvent grever des biens des personnes publiques qui relèvent du domaine public, dans la mesure où leur existence est compatible avec l'affectation des parcelles concernées »,

Considérant qu'ENEDIS, en sa qualité de concessionnaire du réseau public de distribution d'électricité, dispose d'un droit légal d'occupation du domaine public routier,

Acte exécutoire le 08 OCT. 2026 - Reçu par la Préfecture le 08 OCT. 2026 et publié sur le site internet de la Ville le 08 OCT. 2026

Considérant qu'en revanche, ce droit d'occupation ne saurait, à lui seul, conférer à ENEDIS un droit réel susceptible de faire obstacle à l'affectation des biens relevant du domaine public de la commune de Senlis,

Considérant que la convention proposée par ENEDIS a pour objet de lui conférer des droits compatibles avec l'affectation des parcelles concernées du domaine public routier communal, afin de permettre la réalisation des travaux nécessaires à l'amélioration de la desserte et de l'alimentation du réseau électrique ainsi qu'à l'implantation d'un poste de transformation électrique à Bonsecours,

Considérant qu'il y a lieu, en conséquence, de donner une suite favorable à la demande d'ENEDIS et de conclure avec cette société la convention de mise à disposition annexée à la présente délibération,

Considérant que cette servitude sera consentie moyennant le versement à la commune d'une indemnité unique et forfaitaire de **vingt euros (20 €)**,

L'exposé entendu, ***Madame le Maire*** *a soumis au vote ce projet de délibération et* ***le Conseil Municipal*** *à main levée* ***et à l'unanimité ;***

Approuve la convention de mise à disposition avec ENEDIS pour la réalisation des travaux nécessaires à l'amélioration de la desserte et de l'alimentation du réseau électrique, notamment en vue de l'implantation d'un poste de transformation électrique à Bonsecours ;

Autorise Madame le Maire à signer la convention de mise à disposition avec ENEDIS, ainsi que les plans afférents et tous les documents nécessaires à la réalisation et au suivi de cette opération ;

Dit que la commune percevra d'ENEDIS, en contrepartie des droits qui lui sont consentis, une indemnité unique et forfaitaire de **vingt euros (20 €)**, payable au plus tard le jour de la signature de l'acte.

Le Secrétaire de Séance
Eugénie ALVES

MAIRIE DE SENLIS (Oise)

Le Maire
Pascale MATHIAULT

Cette délibération peut faire l'objet d'un recours dans un délai de deux mois à compter de sa publicité et de sa transmission au contrôle de légalité, par courrier adressé au Tribunal administratif d'Amiens, 14 rue Lemerchier, 80000 AMIENS, ou via l'application Télérecours citoyens, accessible via le site internet www.telerecours.fr.

CONVENTION DE MISE A DISPOSITION

Commune de : Senlis

Département : OISE

N° d'affaire Enedis : RAC-23-1RRINX7L74 60 Renouvellement du poste, Poste DP POMPASEC 60138P0007

Entre les soussignés :

Enedis, SA à directoire et à conseil de surveillance au capital de 270 037 000 € euros, dont le siège social est Tour Enedis 34 place des Corolles, 92079 PARIS LA DEFENSE Cedex, immatriculée au RCS de Nanterre sous le numéro 444 608 442- TVA intracommunautaire FR 66444608442, représentée par Le Directeur Régional Enedis Picardie, M. Emmanuel DEL SORDO, 15 rue Bruno d'Agay à Amiens, dûment habilité à cet effet,

désignée ci-après par " Enedis "

d'une part,

Et

Nom *: **COMMUNE DE SENLIS représenté(e) par ....., dûment habilité(e) à cet effet**
Demeurant à : **PLACE HENRI 4, 60300 SENLIS**
Téléphone : **03 44 53 00 80**
Né(e) à :
Agissant en qualité **Propriétaire** des bâtiments et terrains ci-après indiqués

(*) Si le propriétaire est une société, une association, un GFA, indiquer la société, l'association, représentée par M ou Mme suivi de l 'adresse de la société ou association.
(*) Si le propriétaire est une commune ou un département ,indiquer « représenté(e) par son Maire ou son président ayant reçu tous pouvoirs à l'effet des présentes par décision du Conseil Municipal ou du Conseil Général en date du….

désigné ci-après par « le propriétaire »

d'autre part,

IL A ETE CONVENU ET ARRETE CE QUI SUIT :

Le propriétaire susnommé se déclarant propriétaire des bâtiments et terrains, lui et ses ayants-droit concèdent à Enedis à titre de droit réel au profit de la distribution publique d'électricité, les droits suivants :

ARTICLE 1 - OCCUPATION

Occuper un Terrain d'une superficie de 25 m², situé ND DE BONSECOURS faisant partie de l'unité foncière cadastrée BM 0376 d'une superficie totale de 26171 m².

Ledit Terrain est destiné à l'installation d'un(e) Poste de transformation de courant électrique ..... et tous ses accessoires alimentant le réseau de distribution publique d'électricité (ci-joint annexé à l'acte, un plan délimitant l'emplacement réservé à Enedis.l'(le) Poste de transformation de courant électrique ..... et les appareils situés sur cet emplacement font partie de la concession et à ce titre seront entretenus et renouvelés par Enedis.

ARTICLE 2 – DROIT DE PASSAGE

Faire passer, en amont comme en aval du poste, toutes les canalisations électriques, moyenne ou basse tension nécessaires et éventuellement les supports et ancrages de réseaux aériens, pour assurer l'alimentation du Poste de transformation de courant électrique et la distribution publique d'électricité.

Utiliser les ouvrages désignés ci-dessus et réaliser toutes les opérations nécessaires pour les besoins du service public de la distribution d'électricité (renforcement, raccordement, etc)

Pour assurer l'exploitation desdits ouvrages, Enedis ou toute personne ayant un accès au réseau délivré par Enedis bénéficiera de tous les droits qui lui sont conférés par les lois et règlements, notamment celui de procéder aux élagages ou abattages de branches ou d'arbres pouvant compromettre le fonctionnement des ouvrages et/ou porter atteinte à la sécurité des biens et des personnes.

ARTICLE 3 – DROIT D'ACCES

Le propriétaire s'engage à laisser accéder en permanence de jour comme de nuit à l'emplacement réservé à Enedis (poste et canalisations), ses agents ou ceux des entrepreneurs accrédités par lui ainsi que les engins et matériels nécessaires, en vue de l'installation, la surveillance, l'entretien, la réparation, le remplacement et la rénovation des ouvrages et de les laisser disposer en permanence des dégagements permettant le passage et la manutention du matériel.

Le propriétaire sera préalablement averti des interventions, sauf en cas d'urgence.

Le propriétaire susnommé s'engage à garantir ce libre accès. Ce chemin d'accès doit rester en permanence libre et non encombré.

Le plan, ci-annexé et approuvé par les deux parties, situe le Terrain , le poste, les canalisations et les chemins d'accès.

Enedis veille à laisser la/les parcelle(s) concernée(s) dans un état similaire à celui qui existait avant son/ses intervention(s) au titre des présentes.

ARTICLE 4 – OBLIGATIONS DU PROPRIETAIRE

Pour assurer la continuité de l'exploitation, le propriétaire s'interdit de faire, sur et sous le tracé des canalisations électriques, aucune plantation, aucune culture, et plus généralement aucun travail et aucune construction qui soit préjudiciable à l'établissement, à l'entretien, à l'exploitation et à la solidité des ouvrages. Le propriétaire s'interdit notamment de porter atteinte à la sécurité des installations et notamment d'entreposer des matières inflammables contre le/l' Poste de transformation de courant électrique ou d'en gêner l'accès.

Lorsque le propriétaire met à disposition d'Enedis un local, ce dernier reste la propriété du propriétaire, qui devra en assumer notamment l'entretien.

ARTICLE 5 – MODIFICATION DES OUVRAGES

Le propriétaire conserve sur sa propriété tous les droits compatibles avec l'exercice des droits réels ainsi constitués.

Tous les frais qui seraient entraînés par une modification ou un déplacement du poste ou de ses accessoires dans l'avenir, seront à la charge de la partie cause de la modification ou du déplacement.

ARTICLE 6 – CAS DE LA VENTE OU DE LA LOCATION

En cas de vente, de location ou de toute mise à disposition de ses bâtiments et terrains, le propriétaire susnommé et ses ayants-droit s'engagent à faire mention, dans l'acte de vente ou de location, des dispositions de la présente convention que l'acquéreur ou le locataire sera tenu de respecter.

ARTICLE 7 – DOMMAGES

Enedis prendra à sa charge tous les dommages accidentels directs et indirects qui résulteraient de son occupation et/ou de ses interventions, causés par son fait ou par ses installations.

Les dégâts seront évalués à l'amiable. Au cas où les parties ne s'entendraient pas sur le quantum de l'indemnité, celle-ci sera fixée par le tribunal compétent du lieu de situation de l'immeuble.

ARTICLE 8 – DUREE DE LA CONVENTION

La présente convention prend effet à compter de sa signature et est conclue pour la durée des ouvrages dont il est question aux articles 1 et 2, et de tous ceux qui pourraient leur être substitués sur l'emprise des ouvrages existants. Dans le cas où le poste viendrait à être définitivement désaffecté et déséquipé, rendant le lieu libre de toute occupation et mettant fin à la présente convention, Enedis fera son affaire de l'enlèvement des ouvrages.

ARTICLE 9 – INDEMNITE

En contrepartie des droits qui lui sont concédés, Enedis devra verser au plus tard au jour de la signature de l'acte authentique au propriétaire qui accepte, et par la comptabilité du notaire, une indemnité unique et forfaitaire de vingt euros (20 €).

ARTICLE 10 – LITIGES

Dans le cas de litiges survenant entre les parties pour l'interprétation ou l'exécution de la présente convention, les parties conviennent de rechercher un règlement amiable. A défaut d'accord, les litiges seront soumis au tribunal compétent du lieu de situation des parcelles.

ARTICLE 11 – FORMALITES

La présente convention pourra, après signature par les parties, être authentifiée devant notaire, aux frais d'Enedis, à la suite de la demande qui en sera faite par l'une des parties pour être publiée au service de la Publicité Foncière.

Eu égard aux impératifs de la distribution publique, le propriétaire autorise Enedis à commencer les travaux dès sa signature si nécessaire.

Fait en QUATRE ORIGINAUX et passé à.....

Le.....

Nom Prénom	Signature
COMMUNE DE SENLIS représenté(e) par ....., dûment habilité(e) à cet effet	

(1) Faire précéder la signature de la mention manuscrite "LU et APPROUVE"
(2) Parapher les pages de la convention et signer les plans

Cadre réservé à Enedis

A....., le .....

Département :
OISE

Commune :
SENLIS

Section : BM
Feuille : 000 BM 01

Échelle d'origine : 1/1000
Échelle d'édition : 1/500

Date d'édition : 23/03/2026
(fuseau horaire de Paris)

Coordonnées en projection : RGF93CC49
©2022 Direction Générale des Finances Publiques

DIRECTION GÉNÉRALE DES FINANCES PUBLIQUES

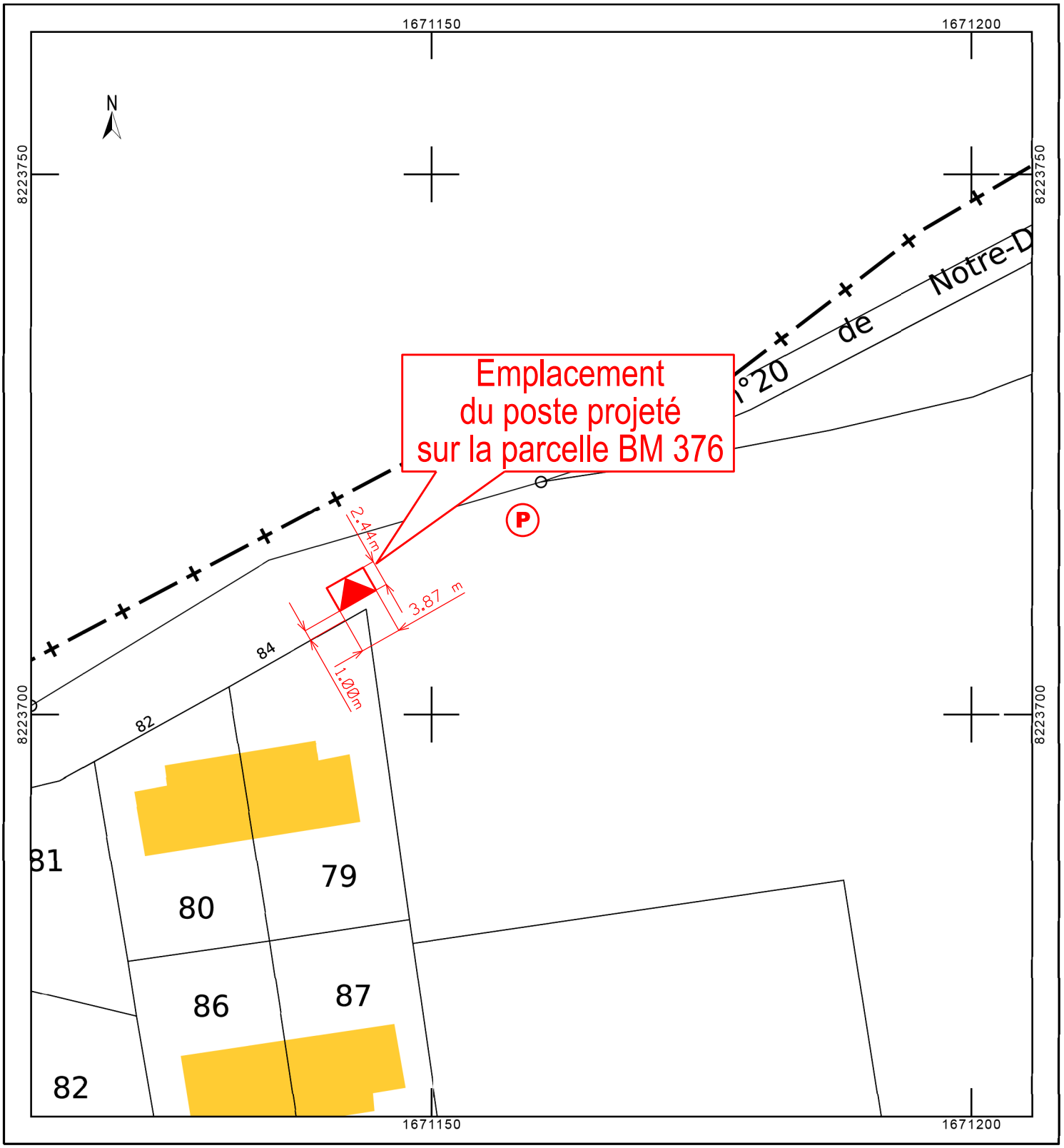
EXTRAIT DU PLAN CADASTRAL

Signature :

Le plan visualisé sur cet extrait est géré par le centre des impôts foncier suivant :
SDIF - POLE TOPOGRAPHIQUE
1 ET 2 SQUARE HELENE BOUCHER
60831
60831 CREIL CEDEX
tél. 03 44 64 43 30 -fax
sdif.pro.oise@dgfip.finances.gouv.fr

Cet extrait de plan vous est délivré par :

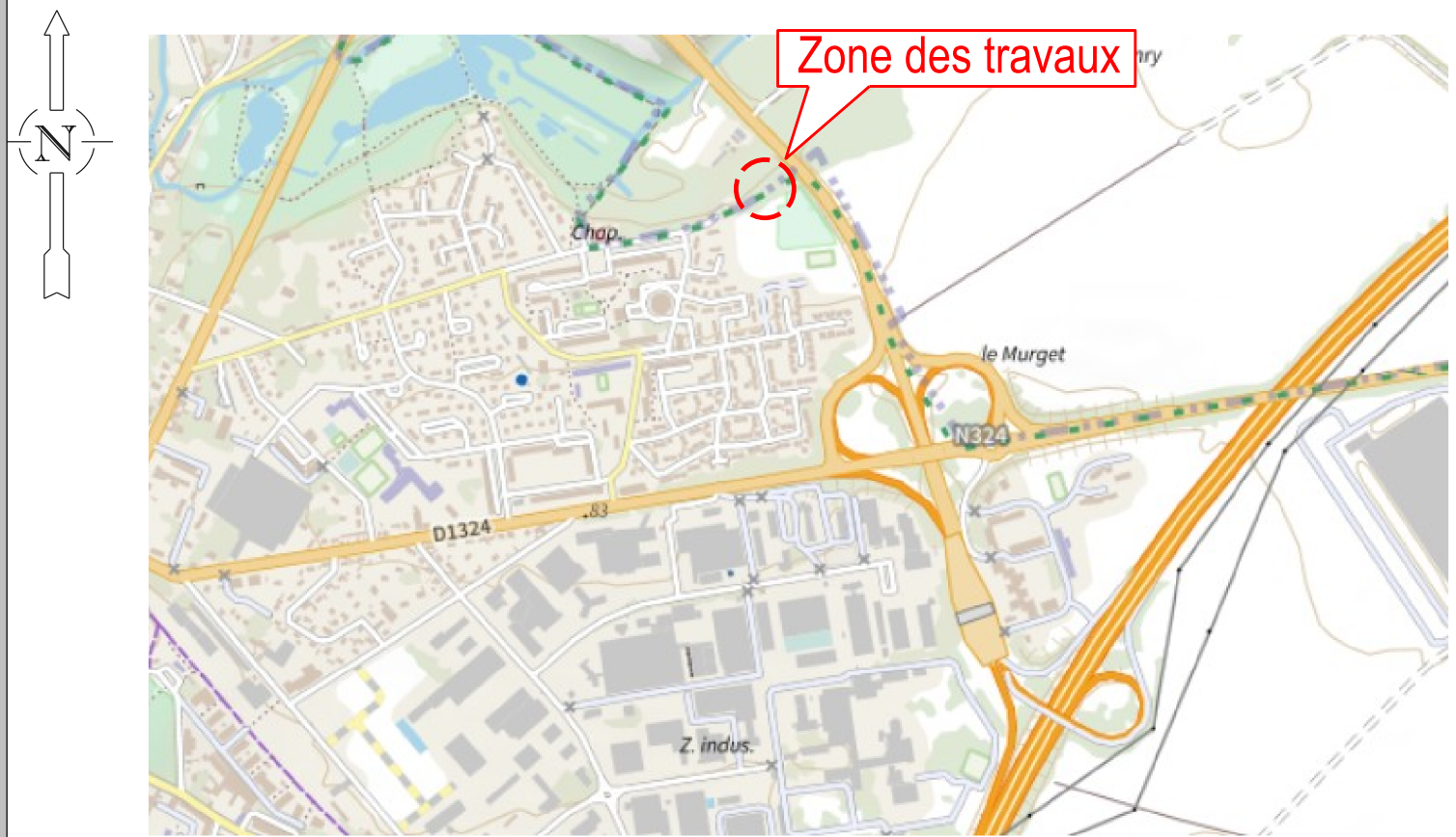
cadastre.gouv.fr



Plan au 1/25.000



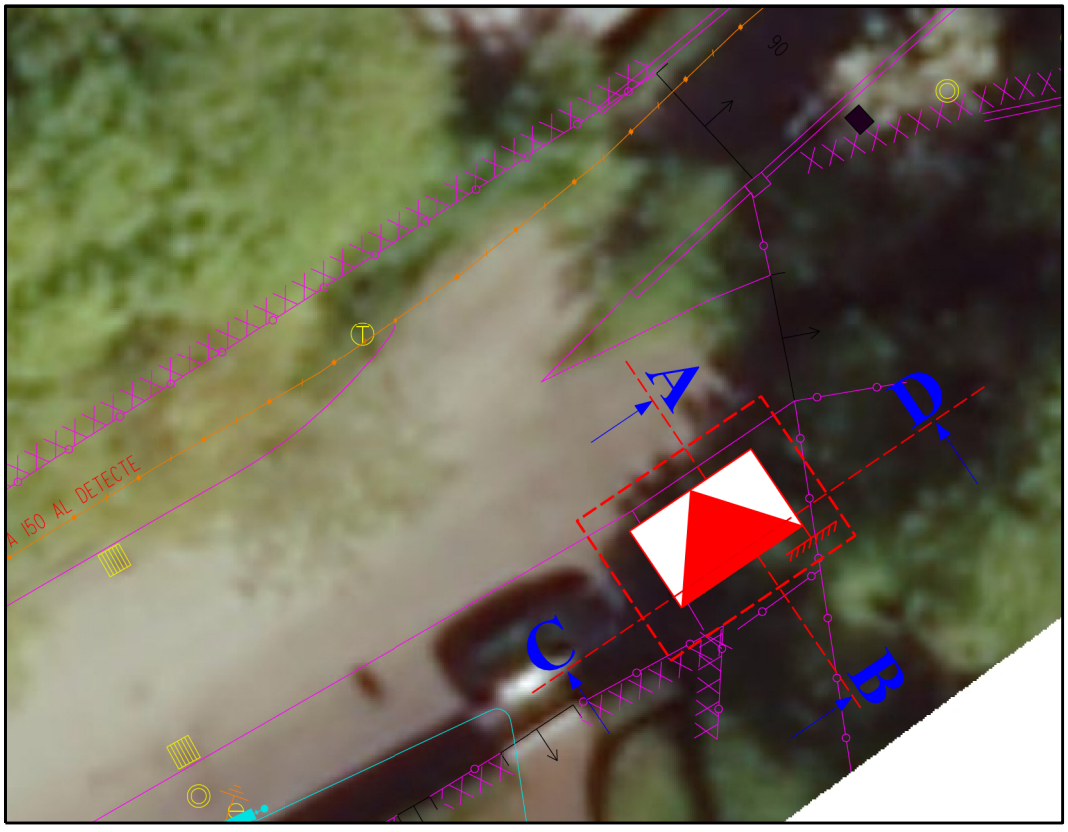
Plan au 1/10.000



DP3 : Plan de coupe

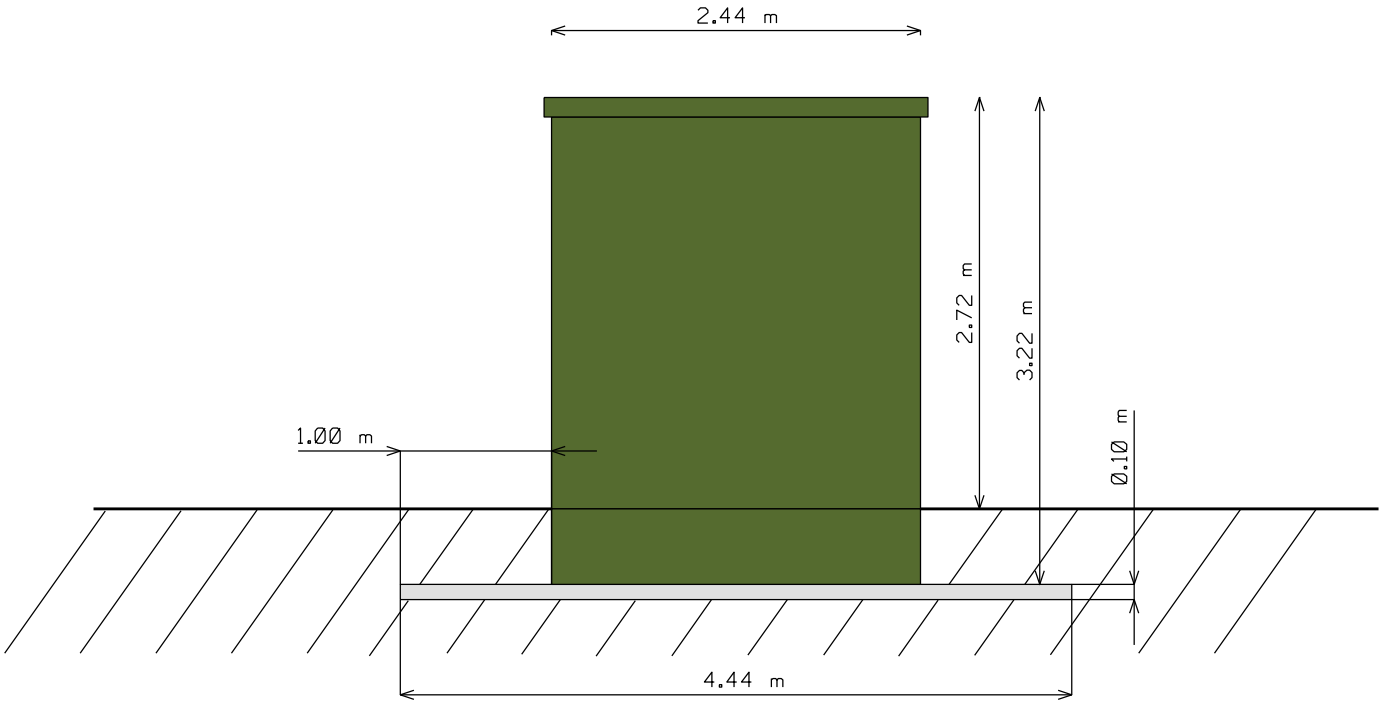
Extrait du projet

1:200

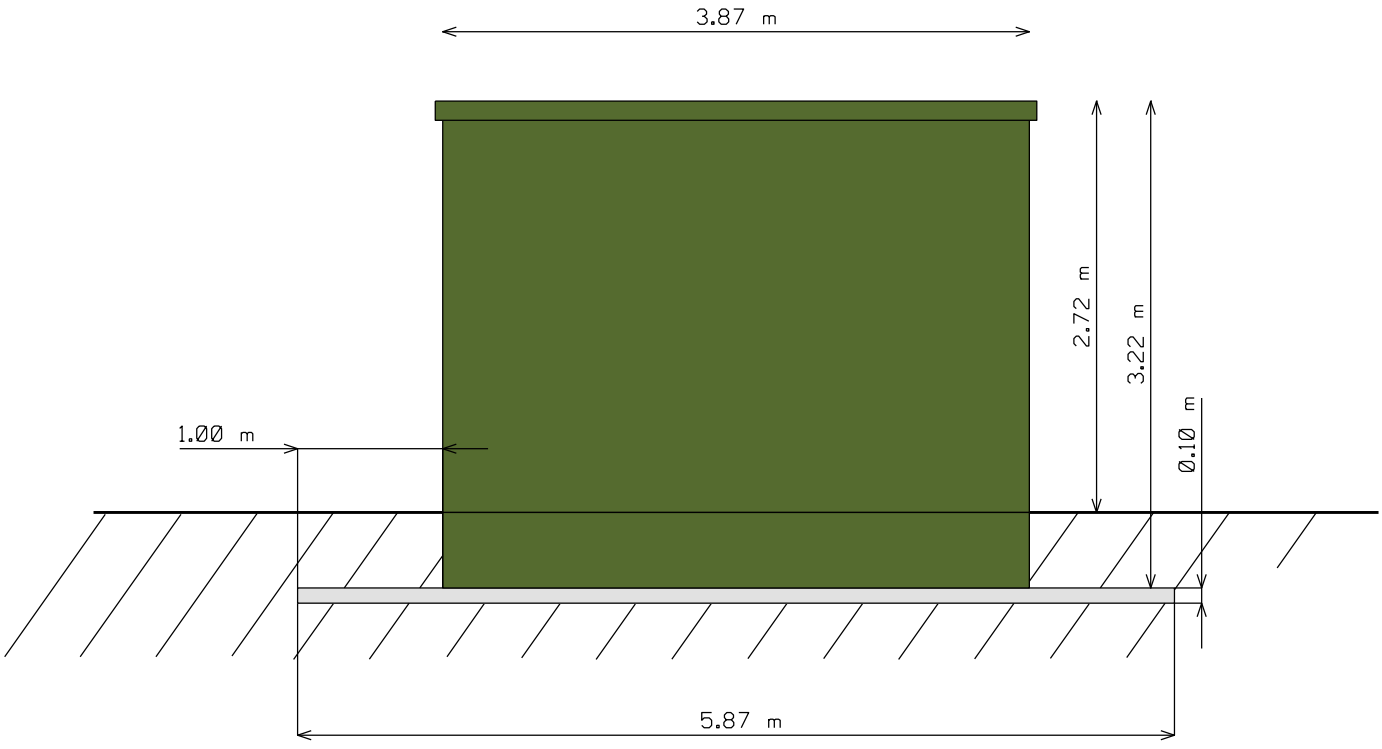


DP3 : Plan de coupe au 1:50

Coupe A-B

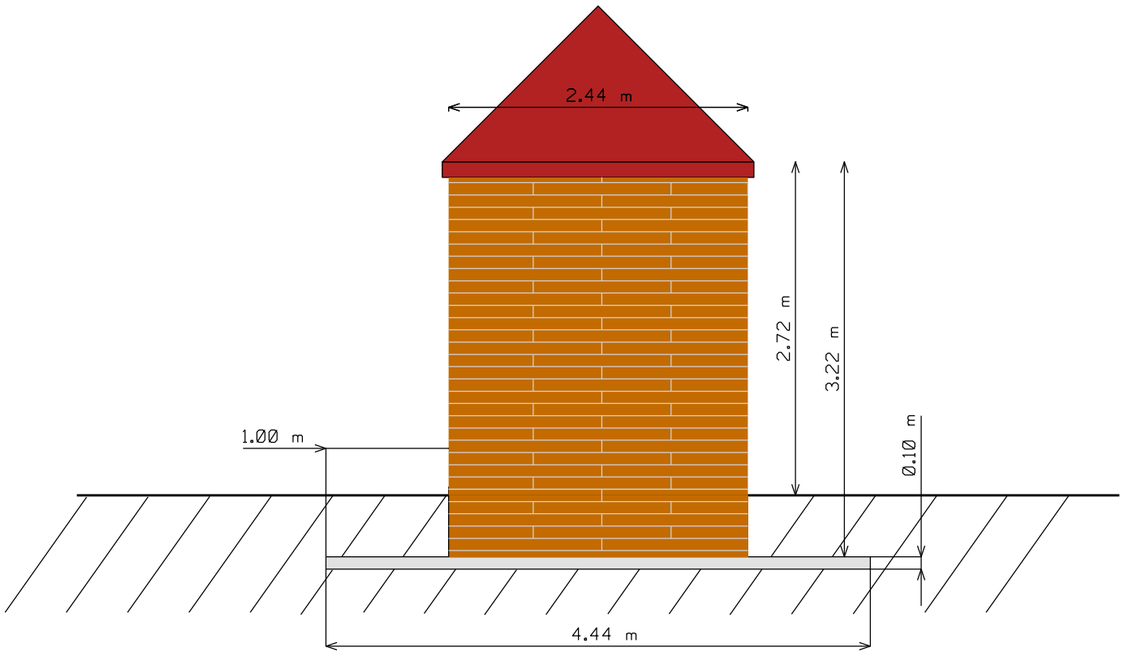


Coupe C-D

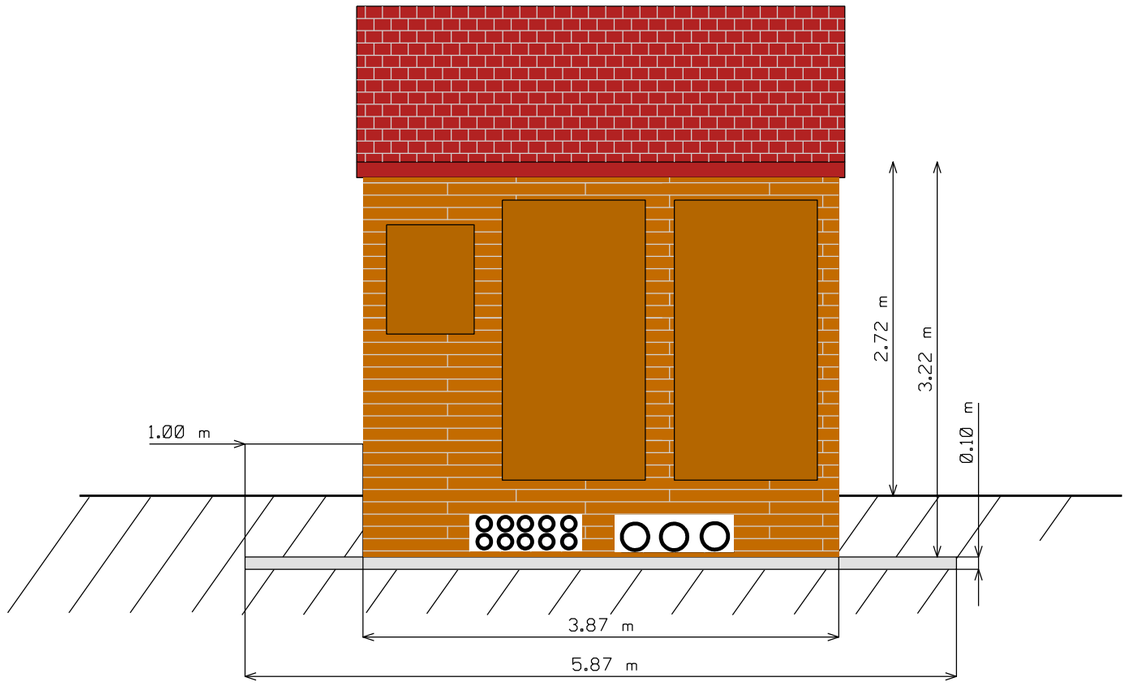


DP4 : Plan des façades et des toitures au 1:50

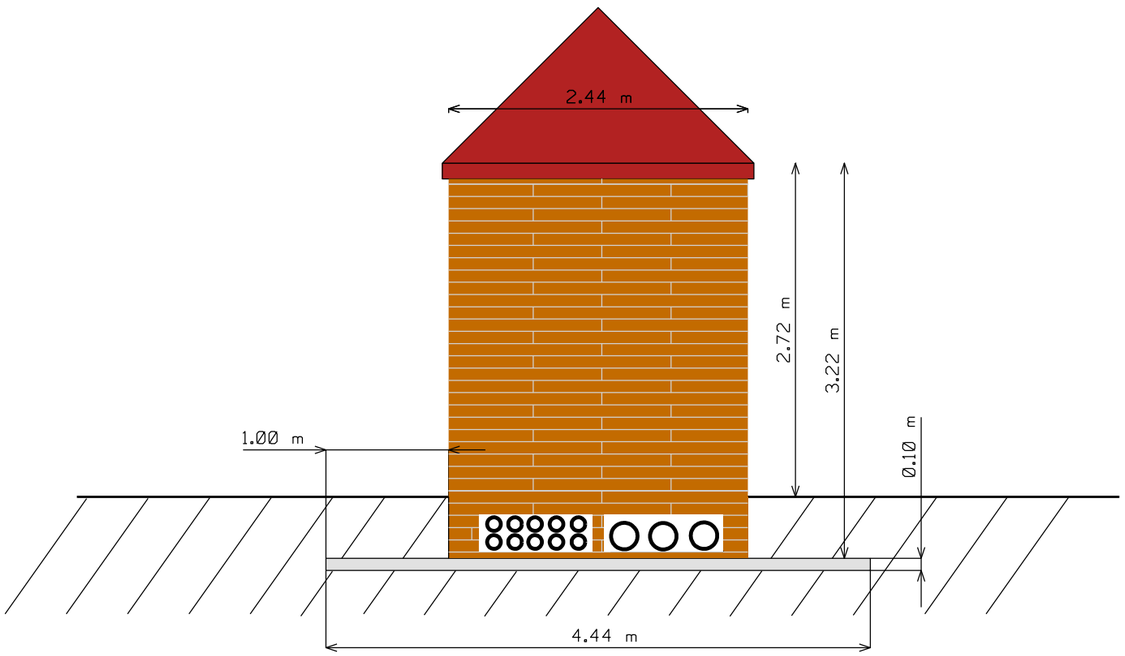
Côté droit



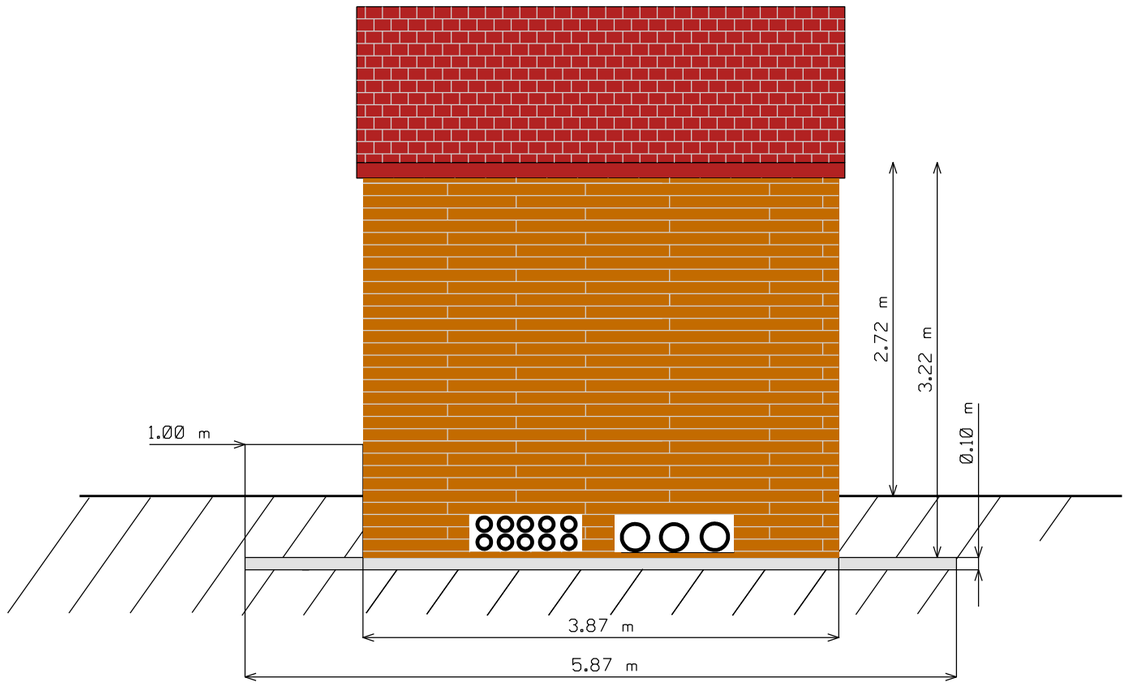
Face avant



Côté gauche



Face arrière



DP7 : Environnement proche



DP6 : Insertion du poste



DP8 : Environnement lointain



DP8 : Insertion du poste



Senlis

Extrait du REGISTRE des DÉLIBÉRATIONS du CONSEIL MUNICIPAL

SÉANCE du jeudi 1er octobre 2026

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Le Conseil Municipal de la Commune de SENLIS (Oise), légalement convoqué le 25 septembre 2026 par Madame MATHIAULT, Maire, s'est assemblé le jeudi 1er octobre 2026 à 19h00 au lieu ordinaire de ses séances à l'Hôtel de Ville de Senlis, en vue de délibérer sur les affaires inscrites à l'ordre du jour.

Nombre de conseillers municipaux en exercice : 33 - Présents : 24 - Pouvoirs : 9 - Votants : 33 - Absents : 9

Présents : Mme MATHIAULT - M. DERYCKE - Mme CARDOËN - Mme BALOSSIER - M. LHOYER - Mme ALVES - M. FRACHON - Mme TAQUET - M. BERTINATTI - M. TACCONE - M. GERARDIN - M. DUBREUCQ-PÉRUS - Mme ANDRE-ROMAGNY - Mme CARVENNEC - Mme DOUBLIEZ - Mme HEYRAUD - Mme MERCIER - Mme HECQUET - Mme LOISELEUR - M. MOTTE - Mme GLASTRA - M. NOIRTIN- Mme AMMOUN - M. MÉNAND-CHAMBON - **Ont donné mandat de voter en leur nom :** M. DELAYEN à Mme MATHIAULT - Mme BULLE à Mme CARDOËN - M. MOREIGNEAUX-COUDOURNAC à Mme HECQUET - M. MEDIONI à M. GERARDIN - Mme HINQUE à Mme TAQUET - M. JEANMART à M. LHOYER - M. ARIZA à Mme ALVES - Mme LUDMANN à Mme LOISELEUR - M. GAUDION à Mme AMMOUN - **Secrétaire de séance :** Mme ALVES - **Présidence de séance :** Mme MATHIAULT, Maire.

N° 10 - Approbation du projet de désimperméabilisation et de requalification des cours d'écoles et des modalités de financement

Madame le Maire expose :

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment les articles L.2121-29 ; L.2122-21 et L.2122-22 ;

Vu le Code Général de la propriété des personnes publiques et notamment son article L.2111-1 ;

Vu l'avis de la Commission Finances en date du 21/09/2026 ;

Vu l'avis de la Commission Travaux et Patrimoine Historique en date du 17/09/2026 ;

Vu l'avis de la Commission Scolaire en date du 17/09/2026 ;

Vu le Code de la Commande Publique ;

Considérant que la Ville de Senlis souhaite mettre en œuvre un plan global de rénovation et d'adaptation des équipements scolaires face au changement climatique ;

Considérant l'état général des cours d'écoles, très largement imperméables et sources d'importants ilots de chaleur ;

Considérant l'inscription dans le programme « Action Cœur de Ville » d'actions en faveur de l'amélioration des services publics, notamment les équipements scolaires ;

Considérant l'inscription des enjeux de gestion des eaux pluviales dans les opérations d'urbanisme et de la promotion d'un usage sobre de la ressource en eau dans le programme d'action du PCAET de la CCSSO ;

Acte exécutoire le 08 OCT. 2026 - Reçu par la Préfecture le 08 OCT. 2026 et publié sur le site internet de la Ville le 08 OCT. 2026

Dans la perspective de la mise en place d'un plan global de rénovation et d'adaptation des équipements scolaires du territoire, les épisodes estivaux de chaleur et de sécheresse témoignent de la nécessité d'apporter une attention particulière aux cours d'écoles qui constituent une importante source d'ilot de chaleur et d'inconfort thermique pour les usagers (élèves, animateurs périscolaires, équipes pédagogiques, etc.).

Ces contraintes s'accompagnent généralement d'espaces sources de conflits ou de non adaptation aux besoins de développement des enfants : cour réservée aux jeux de ballons, absence d'espaces calmes, ombragés ou adaptés aux différentes difficultés liées à des troubles ou des handicaps, etc.

Une enquête qualitative réalisée auprès des parents d'élèves témoigne de ces contraintes identifiées sur l'intégralité des cours d'écoles de la commune :

- 90% des parents d'élèves estiment que la cour est peu végétale ou trop minérale.
- 52% des parents d'élèves ont connaissance de soucis liés à la chaleur, au manque d'ombre ou à l'accès à certains jeux
- 99% sont favorables à l'un des changements suivants : Réduction de la chaleur, diversification des espaces de jeux, meilleur partage de la cour ou amélioration du bien-être des enfants.

Face à ces éléments, il apparait nécessaire de traiter les cours d'écoles comme un espace à part entière dans les équipements scolaires afin :

- **D'adapter les cours au changement climatique :** Désimperméabilisation, gestion des eaux pluviales sur site, amélioration du rapport au vivant, solutions fondées sur la nature, végétalisation et garantir un confort d'hiver comme d'été
- **D'accompagner le développement des enfants :** usage équitable de la cour, inclusivité pour les handicaps (visibles et invisibles), usage récréatif et pédagogique des espaces extérieurs, création d'espaces de bien-être et d'espaces ludiques, promotion de la pratique sportive, prise en considérant des mobilités (stationnement des vélos, trottinettes, etc.)
- **De mutualiser les usages :** Anticiper l'entretien des espaces, développer des solutions mutualisées pour le scolaire, le périscolaire, les évènements ponctuels, etc.

Compte tenu des objectifs fixés, une étude de programmation et d'esquisse sera réalisée dans un premier temps afin de déterminer des scénarios à l'échelle et des estimations financières détaillées pour chaque cour d'école. Cette étude permettra un engagement de travaux dont la complexité déterminera le recours potentiel à une maîtrise d'œuvre.

Les cours des écoles étudiées sont les suivantes : Maternelle Beauval et Primaire Argilière (Bonsecours), Groupe scolaire de Brichebay, Groupe scolaire de Séraphine Louis (Centre-ville) et Maternelle Orion (Val d'Aunette). Les cours des maternelle et primaire Anne de Kiev seront intégrées dans un projet global de requalification de l'ilot.

Le projet sera réalisé en concertation et en co-construction avec les équipes pédagogiques, périscolaires, les enfants, les associations de parents d'élèves et les services municipaux.

Le coût de l'étude est estimé à moins de 50 000 € HT. Un financement de l'agence de l'eau est sollicité à hauteur de 80% HT

Les travaux pourront, quant à eux, faire l'objet de demande de financements auprès des partenaires de la commune : Département, Région, Etat, Europe, Agence de l'Eau (liste non exhaustive).

L'exposé entendu, ***Madame le Maire*** *a soumis au vote ce projet de délibération et* ***le Conseil Municipal*** *à main levée* ***et à l'unanimité ;***

- Approuve le lancement du projet de désimperméabilisation et de requalification des cours d'écoles ;
- Autorise Madame le Maire à solliciter des financements aussi élevés que possible auprès des partenaires de la Ville ;
- Précise que les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la commune et seront inscrits au programme pluriannuel d'investissement ;

Le Secrétaire de Séance Eugénie ALVES	MAIRIE DE SENLIS (Oise) *Le Maire* Pascale MATHIAULT

Cette délibération peut faire l'objet d'un recours dans un délai de deux mois à compter de sa publicité et de sa transmission au contrôle de légalité, par courrier adressé au Tribunal administratif d'Amiens, 14 rue Lemerchier, 80000 AMIENS, ou via l'application Télérecours citoyens, accessible via le site internet www.telerecours.fr.

Senlis

Extrait du REGISTRE des DÉLIBÉRATIONS du CONSEIL MUNICIPAL

SÉANCE de jeudi 1er octobre 2026

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Le Conseil Municipal de la Commune de SENLIS (Oise), légalement convoqué le 25 septembre 2026 par Madame MATHIAULT, Maire, s'est assemblé le jeudi 1er octobre 2026 à 19h00 au lieu ordinaire de ses séances à l'Hôtel de Ville de Senlis, en vue de délibérer sur les affaires inscrites à l'ordre du jour.

Nombre de conseillers municipaux en exercice : 33 - Présents : 24 - Pouvoirs : 9 - Votants : 33 - Absents : 9

Présents : Mme MATHIAULT - M. DERYCKE - Mme CARDOËN - Mme BALOSSIER - M. LHOYER - Mme ALVES - M. FRACHON - Mme TAQUET - M. BERTINATTI - M. TACCONE - M. GERARDIN - M. DUBREUCQ-PÉRUS - Mme ANDRE-ROMAGNY - Mme CARVENNEC - Mme DOUBLIEZ - Mme HEYRAUD - Mme MERCIER - Mme HECQUET - Mme LOISELEUR - M. MOTTE - Mme GLASTRA - M. NOIRTIN- Mme AMMOUN - M. MÉNAND-CHAMBON - **Ont donné mandat de voter en leur nom :** M. DELAYEN à Mme MATHIAULT - Mme BULLE à Mme CARDOËN - M. MOREIGNEAUX-COUDOURNAC à Mme HECQUET - M. MEDIONI à M. GERARDIN - Mme HINQUE à Mme TAQUET - M. JEANMART à M. LHOYER - M. ARIZA à Mme ALVES - Mme LUDMANN à Mme LOISELEUR - M. GAUDION à Mme AMMOUN - **Secrétaire de séance :** Mme ALVES - **Présidence de séance :** Mme MATHIAULT, Maire.

N° 11 - Approbation du projet de réaménagement du parc des sports Yves Carlier et des modalités de financement

Madame le Maire expose :

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment les articles L.2121-29 ; L.2122-21 et L.2122-22 ;

Vu le Code Général de la propriété des personnes publiques et notamment son article L.2111-1 ;

Vu l'avis de la Commission Finances en date du 21/09/2026 ;

Vu l'avis de la Commission Sports en date du 15/09/2026 ;

Vu l'avis de la Commission Travaux en date du 17/09/2026 ;

Vu le Code de la Commande Publique ;

Considérant que la Ville de Senlis souhaite mettre en œuvre un plan global de réaménagement du parc des sports Yves Carlier afin d'améliorer la qualité et l'attractivité des équipements sportifs

Considérant le mauvais état général des équipements et des espaces publics du site ;

Considérant l'inscription du parc des sports dans le périmètre prioritaire de l'Opération de Revitalisation du Territoire du programme « Action Cœur de Ville » ;

Considérant l'inscription dans le programme « Action Cœur de Ville » d'actions en faveur de la transition écologique et énergétique du patrimoine communal ;

Considérant le projet intercommunal d'implantation du futur centre aquatique de la CCSSO ;

La Ville de Senlis dispose d'un tissu associatif particulièrement dynamique où près de 5 000 adhérents pratiquent une activité sportive régulière sur plusieurs pôles d'équipements sportifs.

Acte exécutoire le 08 OCT. 2026 - Reçu par la Préfecture le 08 OCT. 2026 et publié sur le site internet de la Ville le 08 OCT. 2026

Les associations sportives situées au sein du parc des sports Yves Carlier regroupent près de la moitié des adhérents sur de nombreux équipements. Des équipements du site, peuvent être vétustes et dépassés.

La Ville souhaite mettre en œuvre un programme de réaménagement du parc des sports Yves Carlier afin de répondre aux enjeux suivants :

- Améliorer le fonctionnement global des équipements sportifs et garantir les conditions d'accessibilité et de confort d'usage (notamment confort d'été et d'hiver)
- Repenser les mobilités, les déplacements, l'accessibilité et les stationnements du site afin de limiter les conflits et les risques d'accidents entre les piétons, les cyclistes et les voitures
- Identifier les potentiels en matière de rénovation énergétique et en matière d'énergies renouvelables
- Lutter contre les ilots de chaleurs, gérer les eaux pluviales, renforcer la présence de la végétation et de la biodiversité au sein du site
- Valoriser le patrimoine bâti (vélodrome) et naturel
- Améliorer la lisibilité du site et sa perméabilité
- Penser le parc des sports comme un lieu de vie au quotidien

Afin de répondre à cette multitude d'enjeux et de mettre en œuvre un plan pluriannuel d'intervention, la Ville de Senlis souhaite, dans un premier temps, se doter d'un schéma directeur ayant pour objectif de définir le programme de travaux permettant le réaménagement complet du site aux horizons 5, 10 et 15 ans. Ce plan sera établi de manière concertée avec les usagers, les gestionnaires et les partenaires de la commune.

Le coût prévisionnel de l'étude est estimé à moins de 60 000 € hors taxe. Des financements seront sollicités pour la réalisation de cette prestation (Banque des Territoires) et pour le déploiement des travaux (Communauté de Communes, Département, Région, Etat, Europe, Fédérations sportives, Agence nationale du sport, agence de l'eau, etc. – *Liste non exhaustive*).

L'exposé entendu, ***Madame le Maire*** *a soumis au vote ce projet de délibération et* ***le Conseil Municipal*** *à main levée* ***et à l'unanimité ;***

- Approuve le lancement du projet de réaménagement du parc des sports Yves Carlier avec dans un premier temps la réalisation d'un schéma directeur ;
- Autorise Madame le Maire à solliciter des financements aussi élevés que possible auprès des partenaires de la Ville ;
- Précise que les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la commune et seront inscrits au programme pluriannuel d'investissement ;

Le Secrétaire de Séance Eugénie ALVES	MAIRIE DE SENLIS (Oise) *Le Maire* Pascale MATHIAULT

Cette délibération peut faire l'objet d'un recours dans un délai de deux mois à compter de sa publicité et de sa transmission au contrôle de légalité, par courrier adressé au Tribunal administratif d'Amiens, 14 rue Lemerchier, 80000 AMIENS, ou via l'application Télérecours citoyens, accessible via le site internet www.telerecours.fr.

Senlis

Extrait du REGISTRE des DÉLIBÉRATIONS du CONSEIL MUNICIPAL

SÉANCE du jeudi 1er octobre 2026

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Le Conseil Municipal de la Commune de SENLIS (Oise), légalement convoqué le 25 septembre 2026 par Madame MATHIAULT, Maire, s'est assemblé le jeudi 1er octobre 2026 à 19h00 au lieu ordinaire de ses séances à l'Hôtel de Ville de Senlis, en vue de délibérer sur les affaires inscrites à l'ordre du jour.

Nombre de conseillers municipaux en exercice : 33 - Présents : 24 - Pouvoirs : 9 - Votants : 33 - Absents : 9

Présents : Mme MATHIAULT - M. DERYCKE - Mme CARDOËN - Mme BALOSSIER - M. LHOYER - Mme ALVES - M. FRACHON - Mme TAQUET - M. BERTINATTI - M. TACCONE - M. GERARDIN - M. DUBREUCQ-PÉRUS - Mme ANDRE-ROMAGNY - Mme CARVENNEC - Mme DOUBLIEZ - Mme HEYRAUD - Mme MERCIER - Mme HECQUET - Mme LOISELEUR - M. MOTTE - Mme GLASTRA - M. NOIRTIN- Mme AMMOUN - M. MÉNAND-CHAMBON - **Ont donné mandat de voter en leur nom :** M. DELAYEN à Mme MATHIAULT - Mme BULLE à Mme CARDOËN - M. MOREIGNEAUX-COUDOURNAC à Mme HECQUET - M. MEDIONI à M. GERARDIN - Mme HINQUE à Mme TAQUET - M. JEANMART à M. LHOYER - M. ARIZA à Mme ALVES - Mme LUDMANN à Mme LOISELEUR - M. GAUDION à Mme AMMOUN - **Secrétaire de séance :** Mme ALVES - **Présidence de séance :** Mme MATHIAULT, Maire.

N° 12 - Utilisation du manège Ordener par l'association Lions Club Senlis Trois Forêts dans le cadre de l'organisation du salon des Vins 2026

Madame le Maire expose :

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu l'avis de la commission Action sociale et Petite enfance en date du 10 septembre 2026,

Vu l'avis de la commission Finances en date du 21 septembre 2026,

Depuis plusieurs années, l'association Lions Club Senlis Trois Forêts organise différents événements sur la Ville de Senlis pour collecter des fonds et en faire bénéficier les enfants et familles en difficultés à travers différentes actions et partenariats. Une des actions majeures est celle du Salon des Vins, organisée en novembre, dont la 32ème édition aura lieu cette année au manège Ordener.

Considérant que cet événement permet de contribuer à la mise en place par le club de plusieurs actions à caractère social et caritatif, sur le territoire local,

Considérant que l'association peut justifier de l'utilisation des bénéfices obtenus lors de la réalisation du Salon des Vins,

A ce titre, par dérogation, une mise à disposition du manège du quartier Ordener est proposée à titre exceptionnel et gratuit.

L'exposé entendu, ***Madame le Maire*** *a soumis au vote ce projet de délibération et* ***le Conseil Municipal*** *à main levée* ***et à l'unanimité ;***

- Accorde la mise à disposition gratuite du manège Ordener à l'association Lions Club Senlis Trois Forêts pour l'organisation du Salon des Vins, édition 2026.

Acte exécutoire le 08 OCT. 2026 - Reçu par la Préfecture le 08 OCT. 2026 et publié sur le site internet de la Ville le 08 OCT. 2026

- Autorise Madame le Maire ou l'élu délégué à signer tout document lié à cette décision

Le Secrétaire de Séance Eugénie ALVES	*Le Maire* Pascale MATHIAULT

Cette délibération peut faire l'objet d'un recours dans un délai de deux mois à compter de sa publicité et de sa transmission au contrôle de légalité, par courrier adressé au Tribunal administratif d'Amiens, 14 rue Lemerchier, 80000 AMIENS, ou via l'application Télérecours citoyens, accessible via le site internet www.telerecours.fr.

Senlis

Extrait du REGISTRE des DÉLIBÉRATIONS du CONSEIL MUNICIPAL

SÉANCE du jeudi 1er octobre 2026

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Le Conseil Municipal de la Commune de SENLIS (Oise), légalement convoqué le 25 septembre 2026 par Madame MATHIAULT, Maire, s'est assemblé le jeudi 1er octobre 2026 à 19h00 au lieu ordinaire de ses séances à l'Hôtel de Ville de Senlis, en vue de délibérer sur les affaires inscrites à l'ordre du jour.

Nombre de conseillers municipaux en exercice : 33 - Présents : 24 - Pouvoirs : 9 - Votants : 33 - Absents : 9

Présents : Mme MATHIAULT - M. DERYCKE - Mme CARDOËN - Mme BALOSSIER - M. LHOYER - Mme ALVES - M. FRACHON - Mme TAQUET - M. BERTINATTI - M. TACCONE - M. GERARDIN - M. DUBREUCQ-PÉRUS - Mme ANDRE-ROMAGNY - Mme CARVENNEC - Mme DOUBLIEZ - Mme HEYRAUD - Mme MERCIER - Mme HECQUET - Mme LOISELEUR - M. MOTTE - Mme GLASTRA - M. NOIRTIN- Mme AMMOUN - M. MÉNAND-CHAMBON - **Ont donné mandat de voter en leur nom :** M. DELAYEN à Mme MATHIAULT - Mme BULLE à Mme CARDOËN - M. MOREIGNEAUX-COUDOURNAC à Mme HECQUET - M. MEDIONI à M. GERARDIN - Mme HINQUE à Mme TAQUET - M. JEANMART à M. LHOYER - M. ARIZA à Mme ALVES - Mme LUDMANN à Mme LOISELEUR - M. GAUDION à Mme AMMOUN - **Secrétaire de séance :** Mme ALVES - **Présidence de séance :** Mme MATHIAULT, Maire.

N° 13 - Utilisation du manège Ordener par l'association Kiwanis Club des Trois Forêts dans le cadre de l'organisation de la brocante des enfants - Édition 2026

Madame le Maire expose :

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu l'avis de la commission Action sociale et Petite enfance en date du 10 septembre 2026,

Vu l'avis de la commission Finances en date du 21 septembre 2026,

Depuis plusieurs années l'association Kiwanis Club des Trois Forêts organise différents événements sur la Ville de Senlis pour collecter des fonds et en faire bénéficier les enfants et familles en difficultés à travers différentes actions et partenariats. La brocante des enfants est une action importante pour l'association. Cet événement prenant de plus en plus d'ampleur, il est organisé depuis 2024 au Manège Ordener.

Considérant que cet événement permet de contribuer à la mise en place par le club de plusieurs actions à caractère social et caritatif, sur le territoire local,

Considérant que l'association peut justifier de l'utilisation des bénéfices obtenus lors de la réalisation de la brocante des enfants,

A ce titre, par dérogation, une mise à disposition du manège du quartier Ordener ainsi que la vente au déballage sont proposées à titre exceptionnel et gratuit.

L'exposé entendu, ***Madame le Maire*** *a soumis au vote ce projet de délibération et* ***le Conseil Municipal*** *à main levée* ***et à l'unanimité ;***

- Accorde la mise à disposition gratuite du manège Ordener à l'association Kiwanis Club les Trois Forêts pour l'organisation de la brocante des enfants, édition 2026.

Acte exécutoire le 08 OCT. 2026 - Reçu par la Préfecture le 08 OCT. 2026 et publié sur le site internet de la Ville le 08 OCT. 2026

- Accorde à titre gracieux la vente au déballage à l'association Kiwanis Club les Trois Forêts pour l'organisation de la brocante des enfants, édition 2026.

- Autorise Madame le Maire ou l'élu délégué à signer tout document lié à cette décision.

Le Secrétaire de Séance Eugénie ALVES	MAIRIE DE SENLIS (Oise) *Le Maire* Pascale MATHIAULT

Cette délibération peut faire l'objet d'un recours dans un délai de deux mois à compter de sa publicité et de sa transmission au contrôle de légalité, par courrier adressé au Tribunal administratif d'Amiens, 14 rue Lemerchier, 80000 AMIENS, ou via l'application Télérecours citoyens, accessible via le site internet www.telerecours.fr.

Senlis

Extrait du REGISTRE des DÉLIBÉRATIONS du CONSEIL MUNICIPAL

SÉANCE du jeudi 1er octobre 2026

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Le Conseil Municipal de la Commune de SENLIS (Oise), légalement convoqué le 25 septembre 2026 par Madame MATHIAULT, Maire, s'est assemblé le jeudi 1er octobre 2026 à 19h00 au lieu ordinaire de ses séances à l'Hôtel de Ville de Senlis, en vue de délibérer sur les affaires inscrites à l'ordre du jour.

Nombre de conseillers municipaux en exercice : 33 - Présents : 24 - Pouvoirs : 9 - Votants : 33 - Absents : 9

Présents : Mme MATHIAULT - M. DERYCKE - Mme CARDOËN - Mme BALOSSIER - M. LHOYER - Mme ALVES - M. FRACHON - Mme TAQUET - M. BERTINATTI - M. TACCONE - M. GERARDIN - M. DUBREUCQ-PÉRUS - Mme ANDRE-ROMAGNY - Mme CARVENNEC - Mme DOUBLIEZ - Mme HEYRAUD - Mme MERCIER - Mme HECQUET - Mme LOISELEUR - M. MOTTE - Mme GLASTRA - M. NOIRTIN- Mme AMMOUN - M. MÉNAND-CHAMBON - **Ont donné mandat de voter en leur nom :** M. DELAYEN à Mme MATHIAULT - Mme BULLE à Mme CARDOËN - M. MOREIGNEAUX-COUDOURNAC à Mme HECQUET - M. MEDIONI à M. GERARDIN - Mme HINQUE à Mme TAQUET - M. JEANMART à M. LHOYER - M. ARIZA à Mme ALVES - Mme LUDMANN à Mme LOISELEUR - M. GAUDION à Mme AMMOUN - **Secrétaire de séance :** Mme ALVES - **Présidence de séance :** Mme MATHIAULT, Maire.

N° 14 - Renouvellement de l'adhésion à la Charte « Ville Aidante Alzheimer » proposée par l'association France Alzheimer et maladies apparentées

Madame le Maire et Madame TAQUET exposent :

Vu l'article L. 2121-29 du code général des collectivités territoriales,

Vu la charte « Ville Aidante Alzheimer »,

Vu la délibération n°10 du conseil municipal en date du 5 novembre 2020 approuvant l'adhésion à la charte « Ville Aidante Alzheimer »,

Vu l'avis favorable de la Commission Action sociale et Petite Enfance en date du 10 septembre 2026,

L'association France Alzheimer et maladies apparentées se mobilise pour répondre aux besoins des malades et de leurs proches aidants, ainsi que pour sensibiliser l'opinion publique sur une pathologie qui touche près de 900 000 personnes en France.

Aujourd'hui, l'association France Alzheimer a formalisé, par le biais d'une charte d'engagements réciproques, l'investissement partenarial en direction des malades et de leurs aidants. Depuis 2020, la ville de Senlis a approuvé cette Charte « Ville Aidante Alzheimer », permettant d'afficher une volonté de favoriser l'inclusion des citoyens concernés par la maladie d'Alzheimer, pour les aider à continuer à vivre au cœur de la cité.

Dans le cadre de la nouvelle mandature municipale, une rencontre avec l'association a permis de réviser cette charte et les engagements réciproques. Ainsi, à travers la signature de cette charte, qui s'articule autour de trois axes majeurs (la sensibilisation, l'inclusion et l'orientation de la personne malade et de son proche aidant), la Ville de Senlis souhaite réaffirmer son ouverture, son intérêt et son engagement très concret et pratique en faveur de la qualité de vie de ces personnes. En contrepartie, France Alzheimer s'engage à relayer les éléments nécessaires

Acte exécutoire le 08 OCT. 2026 - Reçu par la Préfecture le 08 OCT. 2026 et publié sur le site internet de la Ville le 08 OCT. 2026

à l'information et la sensibilisation sur la maladie d'Alzheimer et les maladies apparentées, ainsi qu'à appuyer les villes signataires dans leur objectif d'accompagnement (formation des aidants, soutien des personnes malades, aide dans la mise en place d'activité...).

La Ville de Senlis soutient déjà France Alzheimer depuis 2018, notamment avec le versement d'une subvention annuelle, la mise à disposition de salles municipales permettant à l'association d'animer des ciné-débats et la communication des actions de l'association (notamment le calendrier des cafés mémoire). La ville invite également l'association à participer au forum des associations et à tout autre événement permettant de sensibiliser la population sur cette maladie. France Alzheimer Oise est une association très active sur le territoire et les actions développées répondent déjà aux engagements de la Charte.

Aussi, il est proposé aux membres du Conseil Municipal que la Ville de Senlis signe la Charte « Ville Aidante Alzheimer », telle que jointe, afin de valoriser, soutenir et développer les actions de l'association France Alzheimer en faveur d'une société plus inclusive.

L'exposé entendu, ***Madame le Maire*** *a soumis au vote ce projet de délibération et* ***le Conseil Municipal*** *à main levée* ***et à l'unanimité ;***

- Poursuit l'engagement de la ville de Senlis auprès de l'association France Alzheimer,

- Autorise Madame le Maire, ou l'adjoint délégué, à signer la charte « Ville Aidante Alzheimer » et tous actes afférents à intervenir dans le cadre de ce projet.

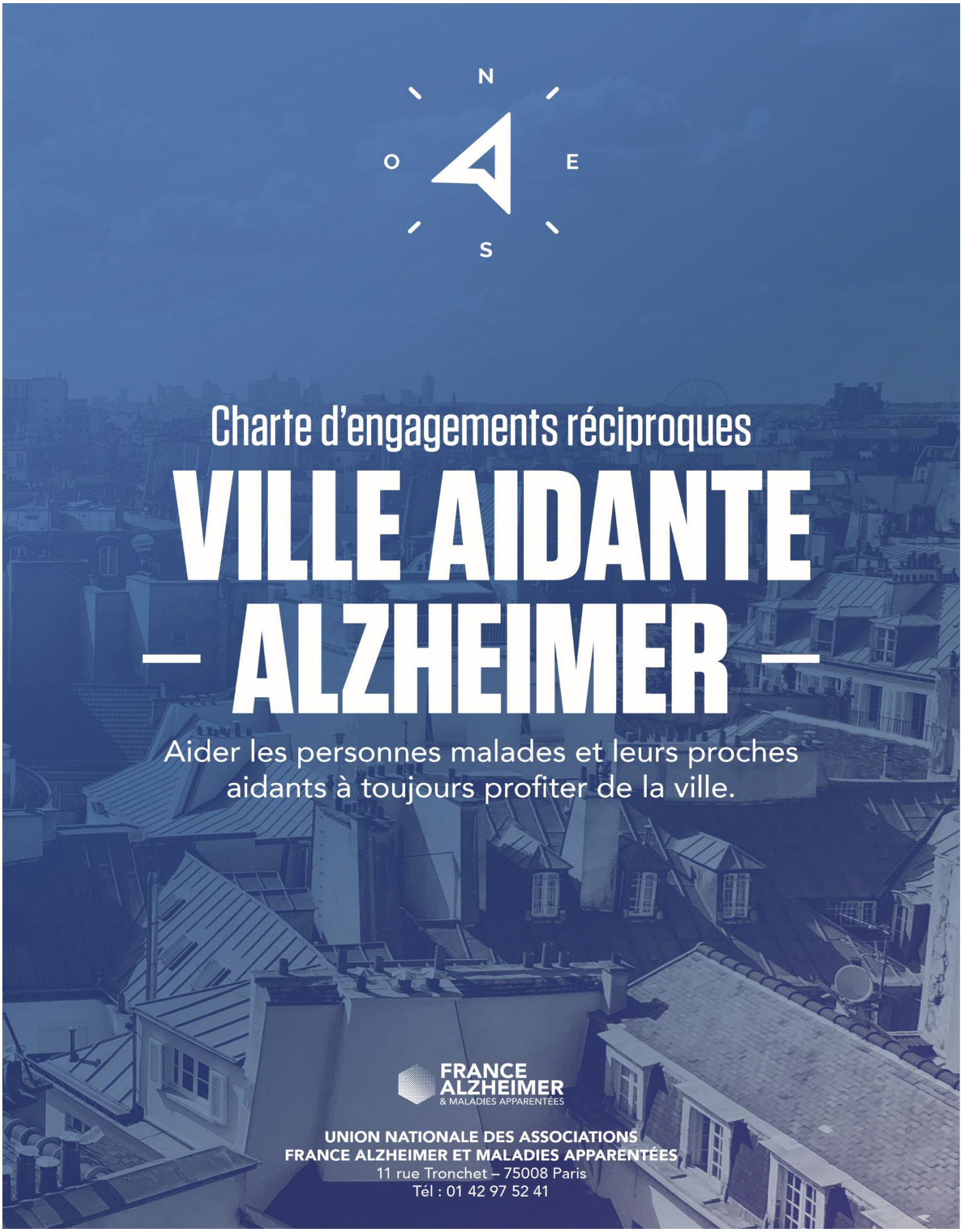
Le Secrétaire de Séance Eugénie ALVES	MAIRIE DE SENLIS (Oise) *Le Maire* Pascale MATHIAULT

Cette délibération peut faire l'objet d'un recours dans un délai de deux mois à compter de sa publicité et de sa transmission au contrôle de légalité, par courrier adressé au Tribunal administratif d'Amiens, 14 rue Lemerchier, 80000 AMIENS, ou via l'application Télérecours citoyens, accessible via le site internet www.telerecours.fr.

Conseil Municipal du 1 octobre 2026

Délibération n° 14 - Annexe 1

Acte exécutoire le 08/10/2026
Reçu en Préfecture le 08/10/2026
Publiée sur le site internet de la Ville le 08/10/2026



TROIS AXES MAJEURS

L'ORIENTATION, L'INCLUSIVITÉ, LA SENSIBILISATION

À travers l'adhésion à la charte *« Ville aidante Alzheimer »,* aux côtés de l'Association France Alzheimer, l'élu(e) signataire signifie sa volonté de favoriser l'inclusion des personnes atteintes de la maladie d'Alzheimer ou d'une maladie apparentée au sein de la cité qu'il ou elle administre.

La Ville de Senlis, engagée aux côtés de France Alzheimer et maladies apparentées choisit de mener les activités ci-dessous (liste non exhaustive), en fonction de ses moyens, de ses ressources et de ses spécificités locales, pour la durée du mandat municipal :

- **Garantir l'insertion régulière d'informations sur la maladie d'Alzheimer et les maladies apparentées ainsi que sur l'activité de l'association au sein des supports de communication de la mairie (Senlis Ensemble, panneaux lumineux, …)**
- **Mettre à disposition de l'association des salles si nécessaire lors d'événements organisés par l'association (notamment lors de la journée mondiale Alzheimer) et pour les ateliers sophrologie en direction des aidants**
- **Pérenniser le café mémoire (tous les 3èmes jeudis de chaque mois)**
- **Faciliter la mise en relation entre les associations et partenaires concernés ou ayant un intérêt avec France Alzheimer pour échanger et développer des projets**
- **Sensibiliser à la maladie d'Alzheimer par le biais d'animations effectuées par l'association, les enfants et jeunes senlisiens lors de temps périscolaires et scolaires (sur demande des directeurs d'écoles élémentaires)**
- **Associer tant que de besoin l'association aux projets de la Commission municipale d'Accessibilité pour tous**
- **Faciliter la participation des personnes malades et de leurs proches aidants à des actions artistiques, culturelles ou sportives**
- **Subventionner si nécessaire l'association pour son action au sein de la Ville**

EN CONTREPARTIE

France Alzheimer Oise, adhérente à l'Union Nationale France Alzheimer et son réseau de 101 associations départementales, se tient aux côtés de la Ville de Senlis pour mener les actions suivantes (liste non exhaustive) :

- **Construire un projet de formation pour sensibiliser les élus et les agents municipaux recevant du public et les associations ou intervenants concernés par du public seniors, à la maladie d'Alzheimer**
- **Animer un café mémoire (tous les 3èmes jeudis de chaque mois)**
- **Proposer une séance de sophrologie chaque mois aux aidants**
- **Poursuivre la formation des aidants à Senlis ou à proximité**
- **Se mettre à disposition des familles souhaitant rencontrer l'association**
- **Participer au forum des associations de la Ville et à tout événement municipal permettant de sensibiliser la population à la maladie**
- **Proposer chaque année un ciné-débat ou une pièce de théâtre à Senlis pour sensibiliser le public à la maladie d'Alzheimer**

L'association France Alzheimer et la Ville de Senlis prévoit de se rencontrer une fois par an pour assurer le suivi des actions menées et valider les projets à venir

Le :

La Ville de Senlis
représentée par :

Pascale MATHIAULT
Maire de Senlis

L'association France Alzheimer Oise
représentée par :

Didier GAMAIN
Président

Senlis

Extrait du REGISTRE des DÉLIBÉRATIONS du CONSEIL MUNICIPAL

SÉANCE du jeudi 1er octobre 2026

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Le Conseil Municipal de la Commune de SENLIS (Oise), légalement convoqué le 25 septembre 2026 par Madame MATHIAULT, Maire, s'est assemblé le jeudi 1er octobre 2026 à 19h00 au lieu ordinaire de ses séances à l'Hôtel de Ville de Senlis, en vue de délibérer sur les affaires inscrites à l'ordre du jour.

Nombre de conseillers municipaux en exercice : 33 - Présents : 24 - Pouvoirs : 9 - Votants : 33 - Absents : 9

Présents : Mme MATHIAULT - M. DERYCKE - Mme CARDOËN - Mme BALOSSIER - M. LHOYER - Mme ALVES - M. FRACHON - Mme TAQUET - M. BERTINATTI - M. TACCONE - M. GERARDIN - M. DUBREUCQ-PÉRUS - Mme ANDRE-ROMAGNY - Mme CARVENNEC - Mme DOUBLIEZ - Mme HEYRAUD - Mme MERCIER - Mme HECQUET - Mme LOISELEUR - M. MOTTE - Mme GLASTRA - M. NOIRTIN- Mme AMMOUN - M. MÉNAND-CHAMBON - **Ont donné mandat de voter en leur nom :** M. DELAYEN à Mme MATHIAULT - Mme BULLE à Mme CARDOËN - M. MOREIGNEAUX-COUDOURNAC à Mme HECQUET - M. MEDIONI à M. GERARDIN - Mme HINQUE à Mme TAQUET - M. JEANMART à M. LHOYER - M. ARIZA à Mme ALVES - Mme LUDMANN à Mme LOISELEUR - M. GAUDION à Mme AMMOUN - **Secrétaire de séance :** Mme ALVES - **Présidence de séance :** Mme MATHIAULT, Maire.

N° 15 - Marché public d'entretien et d'amélioration du patrimoine immobilier bâti - Appel d'offres Ouvert

Monsieur DERYCKE expose :

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment l'article L. 2122-21,

Vu le Code de la Commande Publique, notamment les articles L. 2124-2, R. 2124-2 1° et R. 2161-2 à R. 2161-5,

Vu la décision d'attribution de la Commission d'appel d'offres en date du mardi 15 septembre 2026,

Vu l'avis favorable de la Commission Finances et Administration générale en date du lundi 21 septembre 2026,

Considérant que le marché public d'entretien et d'amélioration du patrimoine immobilier bâti est arrivé à échéance et doit être renouvelé,

Considérant qu'en application des articles L. 2124-2 et R. 2124-2 1° du code de la commande publique, le marché public est passé en procédure d'appel d'offres ouvert, conclu pour une période initiale de douze mois à partir de sa notification et comprenant trois reconductions pour une durée totale de quatre ans,

Considérant qu'il s'agit d'un accord-cadre mono-attributaire dont les prestations sont réparties en dix (10) lots et comportent les montants maximums annuels de commandes suivants :

- Lot n°1 : Gros-œuvre maçonnerie : montant maximum annuel de 400 000 € H.T.
- Lot n°2 : Charpente menuiserie intérieure : montant maximum annuel de 150 000 € H.T.
- Lot n°3 : Couverture étanchéité : montant maximum annuel de 500 000 € H.T.
- Lot n°4 : stores : montant maximum annuel de 150 000 € H.T.
- Lot n°5 : Menuiseries extérieures : montant maximum annuel de 400 000 € H.T.
- Lot n°6 : Plomberie CVC : montant maximum annuel de 200 000 € H.T.

Acte exécutoire le 08 OCT. 2026 - Reçu par la Préfecture le 08 OCT. 2026 et publié sur le site internet de la Ville le 08 OCT. 2026

- Lot n°7 : Électricité courants forts et faibles : montant maximum annuel de 400 000 € H.T.
- Lot n°8 : Peinture revêtements intérieurs : montant maximum annuel de 200 000 € H.T.
- Lot n°9 : plâtrerie/cloison/doublage : montant maximum annuel de 200 000 € H.T.
- Lot n°10 : Démolition/désamiantage : montant maximum annuel de 300 000 € H.T

Considérant que le lot n°2 relatif à la charpente menuiserie intérieure n'a reçu aucune offre dans le délai fixé pour la remise des offres et qu'il a, en conséquence, été déclaré infructueux lors de la Commission d'Appel d'Offres du mardi 15 septembre 2026. Considérant qu'en application de l'article R2122-2 du Code de la commande publique, il convient de recourir, pour ce lot, à une procédure sans publicité ni mise en concurrence préalables.

Considérant que, pour 2026, les crédits sont inscrits au budget de la ville de Senlis,

L'exposé entendu, ***Madame le Maire*** *a soumis au vote ce projet de délibération et* ***le Conseil Municipal*** *à main levée* ***et à l'unanimité ;***

- Approuve l'attribution des lots susvisés du marché public d'entretien et d'amélioration du patrimoine immobilier bâti comme suit :

- Lot n°1 : Gros-oeuvre maçonnerie : 3R AGENCEMENT - 19 avenue Albert Einstein 93150 Le Blanc-Mesnil
- Lot n°3 : couverture étanchéité : UNION TECHNIQUE DU BATIMENT (UTB) - 59 avenue Gaston Roussel 93230 ROMAINVILLE
- Lot n°4 : stores : SEKATOL - 31 rue Victor Hugo 93240 STAINS
- Lot n°5 : Menuiseries extérieures : JANUS France - 881 rue Frédéric Kuhlmann 60870 RIEUX
- Lot n°6 : Plomberie CVC : UNION TECHNIQUE DU BATIMENT (UTB) - 59 avenue Gaston Roussel 93230 ROMAINVILLE
- Lot n°7 : Électricité courants forts et faibles : ELEC TERTIAIRE HABITAT / MERELEC - 11 rue de Pinconlieu 60000 BEAUVAIS
- Lot n°8 : Peinture revêtements intérieurs : ARH - 23 rue des Alouettes 95600 EAUBONNE
- Lot n°9 : plâtrerie/cloison/doublage : PRO EVOLUTION BAT'S - 10 Ruelle Dordet - 95400 VILLIERS LE BEL
- Lot n°10 : Démolition/désamiantage : EURODEM DESAMIANTAGE - 10, rue de l'Avelon 60000 BEAUVAIS

- Autorise Madame le Maire, ou l'Adjoint délégué, à signer le marché public et toutes pièces afférentes au marché public d'entretien et d'amélioration du patrimoine immobilier bâti et aux lots qu'il comporte, incluant les éventuels avenants à intervenir.

Le Secrétaire de Séance
Eugénie ALVES

MAIRIE DE SENLIS (Oise)

Le Maire
Pascale MATHIAULT

Cette délibération peut faire l'objet d'un recours dans un délai de deux mois à compter de sa publicité et de sa transmission au contrôle de légalité, par courrier adressé au Tribunal administratif d'Amiens, 14 rue Lemerchier, 80000 AMIENS, ou via l'application Télérecours citoyens, accessible via le site internet www.telerecours.fr.

Senlis

Extrait du REGISTRE des DÉLIBÉRATIONS du CONSEIL MUNICIPAL

SÉANCE du jeudi 1er octobre 2026

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Le Conseil Municipal de la Commune de SENLIS (Oise), légalement convoqué le 25 septembre 2026 par Madame MATHIAULT, Maire, s'est assemblé le jeudi 1er octobre 2026 à 19h00 au lieu ordinaire de ses séances à l'Hôtel de Ville de Senlis, en vue de délibérer sur les affaires inscrites à l'ordre du jour.

Nombre de conseillers municipaux en exercice : 33 - Présents : 24 - Pouvoirs : 9 - Votants : 33 - Absents : 9

Présents : Mme MATHIAULT - M. DERYCKE - Mme CARDOËN - Mme BALOSSIER - M. LHOYER - Mme ALVES - M. FRACHON - Mme TAQUET - M. BERTINATTI - M. TACCONE - M. GERARDIN - M. DUBREUCQ-PÉRUS - Mme ANDRE-ROMAGNY - Mme CARVENNEC - Mme DOUBLIEZ - Mme HEYRAUD - Mme MERCIER - Mme HECQUET - Mme LOISELEUR - M. MOTTE - Mme GLASTRA - M. NOIRTIN- Mme AMMOUN - M. MÉNAND-CHAMBON - **Ont donné mandat de voter en leur nom :** M. DELAYEN à Mme MATHIAULT - Mme BULLE à Mme CARDOËN - M. MOREIGNEAUX-COUDOURNAC à Mme HECQUET - M. MEDIONI à M. GERARDIN - Mme HINQUE à Mme TAQUET - M. JEANMART à M. LHOYER - M. ARIZA à Mme ALVES - Mme LUDMANN à Mme LOISELEUR - M. GAUDION à Mme AMMOUN - **Secrétaire de séance :** Mme ALVES - **Présidence de séance :** Mme MATHIAULT, Maire.

N° 16 - Marché public d'approvisionnement et de livraison de matériaux pour les services municipaux - Appel d'offres ouvert - lot n°1 : matériaux Gros œuvre, plâtrerie, carrelage

Monsieur DERYCKE expose :

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment l'article L. 2122-21,

Vu le Code de la Commande Publique, notamment les articles L. 2124-2, R. 2124-2 1° et R. 2161-2 à R. 2161-5,

Vu la décision d'attribution de la Commission d'appel d'offres en date du mardi 15 septembre 2026,

Vu l'avis favorable de la Commission Finances et Administration générale en date du lundi 21 septembre 2026,

Considérant qu'en application des articles L. 2124-2 et R. 2124-2 1° du code de la commande publique, le marché public est passé en procédure d'appel d'offres ouvert, conclu pour une période initiale de douze mois à partir de sa notification et comprenant trois reconductions.

Considérant qu'une nouvelle consultation a été lancée en appel d'offres ouvert le 26 juin 2026 pour le lot n°1 – matériaux Gros œuvre, plâtrerie, carrelage, suite à une première consultation n'ayant pas aboutie afin de garantir l'impartialité de la procédure et l'égalité de traitement des candidats (la situation du candidat ayant répondu étant susceptible de caractériser une situation de conflits d'intérêts).

Considérant qu'il s'agit d'un accord-cadre mono-attributaire dont les prestations sont réparties en dix (10) lots dont le lot n°1 qui comporte le montant maximum annuel de commandes suivant :

- Lot n°1 : Gros-œuvre maçonnerie : montant maximum annuel de commandes de 40 000 € H.T.

Considérant que, pour 2026, les crédits sont inscrits au budget de la ville de Senlis,

Acte exécutoire le 08 OCT. 2026 - Reçu par la Préfecture le 08 OCT. 2026 et publié sur le site internet de la Ville le 08 OCT. 2026

L'exposé entendu, ***Madame le Maire*** *a soumis au vote ce projet de délibération et* ***le Conseil Municipal*** *à main levée* ***et à l'unanimité ;***

- Approuve l'attribution du lot n°1 - matériaux gros œuvre, plâtrerie, carrelage à la société DOCK DE L'OISE 150 rue Adrien Lhomme 60400 NOYON.

- Autorise Madame le Maire, ou l'Adjoint délégué, à signer le marché public et toutes pièces afférentes au marché d'approvisionnement et de livraison de matériaux pour les services municipaux et au lot qu'il comporte susvisé, incluant les éventuels avenants à intervenir.

Le Secrétaire de Séance Eugénie ALVES	MAIRIE DE SENLIS (Oise) *Le Maire* Pascale MATHIAULT

Cette délibération peut faire l'objet d'un recours dans un délai de deux mois à compter de sa publicité et de sa transmission au contrôle de légalité, par courrier adressé au Tribunal administratif d'Amiens, 14 rue Lemerchier, 80000 AMIENS, ou via l'application Télérecours citoyens, accessible via le site internet www.telerecours.fr.

Senlis

Extrait du REGISTRE des DÉLIBÉRATIONS du CONSEIL MUNICIPAL

SÉANCE du jeudi 1er octobre 2026

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Le Conseil Municipal de la Commune de SENLIS (Oise), légalement convoqué le 25 septembre 2026 par Madame MATHIAULT, Maire, s'est assemblé le jeudi 1er octobre 2026 à 19h00 au lieu ordinaire de ses séances à l'Hôtel de Ville de Senlis, en vue de délibérer sur les affaires inscrites à l'ordre du jour.

Nombre de conseillers municipaux en exercice : 33 - Présents : 24 - Pouvoirs : 9 - Votants : 33 - Absents : 9

Présents : Mme MATHIAULT - M. DERYCKE - Mme CARDOËN - Mme BALOSSIER - M. LHOYER - Mme ALVES - M. FRACHON - Mme TAQUET - M. BERTINATTI - M. TACCONE - M. GERARDIN - M. DUBREUCQ-PÉRUS - Mme ANDRE-ROMAGNY - Mme CARVENNEC - Mme DOUBLIEZ - Mme HEYRAUD - Mme MERCIER - Mme HECQUET - Mme LOISELEUR - M. MOTTE - Mme GLASTRA - M. NOIRTIN- Mme AMMOUN - M. MÉNAND-CHAMBON - **Ont donné mandat de voter en leur nom :** M. DELAYEN à Mme MATHIAULT - Mme BULLE à Mme CARDOËN - M. MOREIGNEAUX-COUDOURNAC à Mme HECQUET - M. MEDIONI à M. GERARDIN - Mme HINQUE à Mme TAQUET - M. JEANMART à M. LHOYER - M. ARIZA à Mme ALVES - Mme LUDMANN à Mme LOISELEUR - M. GAUDION à Mme AMMOUN - **Secrétaire de séance :** Mme ALVES - **Présidence de séance :** Mme MATHIAULT, Maire.

N° 17 - Gestion comptable du patrimoine - Ajustement des comptes 202, 2031, 2088 et 1641 de l'état d'inventaire comptable de la Ville et de l'état de l'actif du Service de Gestion Comptable (SGC) de la Ville

Monsieur DERYCKE expose :

Vu le Code Général des Collectivités Locales ;

Vu les dispositions de l'Instruction Budgétaire et Comptable M57 relatives aux corrections d'erreurs ;

Vu la circulaire interministérielle du 12/06/2014 relative à la mise en œuvre de l'avis du CnoCP n°2012-05 du 18/10/2012 sur les changements de méthodes comptables, changements d'estimations comptables et corrections d'erreurs,

Considérant la comparaison effectuée entre les états d'inventaire physique et comptable de la ville de Senlis et de l'état de l'actif du Service de Gestion Comptable (SGC) de Senlis et l'important travail de recherche sur les nombreuses différences constatées réalisé par notre conseillère aux décideurs locaux et les services de la ville,

Considérant le nombre de divergences et des investigations nécessaires afin de détecter les discordances en vue d'assurer au bilan et dans la comptabilité générale l'image fidèle attendue du patrimoine, une première rectification est proposée malgré la doctrine qui précise que les régularisations devraient porter sur l'ensemble des soldes comptables de la balance générale des comptes et intervenir en une seule fois,

Considérant que ces corrections sont des opérations d'ordre non budgétaire d'ajustement sur l'état de l'actif par le compte 1068 Autres réserves (correction d'erreur sur exercices antérieurs) et 1021 Dotations (intégrer à l'actif un bien n'y figurant pas à tort par opération d'ordre non budgétaire au vu d'une délibération de l'assemblée). Ces mouvements et opérations ne donnent lieu ni à des prévisions budgétaires ni à l'émission de titres et de mandats.

Acte exécutoire le 08 OCT. 2026 - Reçu par la Préfecture le 08 OCT. 2026 et publié sur le site internet de la Ville le 08 OCT. 2026

Considérant les régularisations proposées pour les comptes 202 et 2802 : (Frais d'études, élaboration, modification et révisions des documents d'urbanisme)

- l'état de l'actif du comptable retrace d'une part, une somme de 71 239,65 € qui, selon les recherches sur les comptes de gestion, correspond à l'agrégation des éléments suivants :

  - Exercice 2004 : 37 820.77 €
  - Exercice 2005 : 21 638,32 €
  - Exercice 2006 : 11 780,56 €
  - Les investigations n'ont pas permis de déterminer la désignation des sommes ci-dessus.

et d'autre part les immobilisations pour un total de 142 066,53 € ci-dessous sont absentes de l'inventaire de la ville et n'ont pas été amorties :

N° INVENTAIRE	DÉSIGNATION DU BIEN	n° de mandat - exercice	DATE ACQUISITION	VALEUR BRUTE	AMORTISSEMENTS ANTÉRIEURS
90000572468311	FACTURE NO V08297-OISE HEBDO-PRESSE DE L'OISE	2716-2009	13/05/2009	82,81 €	6,39 €
90004729106711	ETUDE DE REQUALIFICATION DE LA ZAE DE SENLIS integration au plu	4183-2014	08/08/2014	480,00 €	0,00 €
90004822410311	ETUDE REQUALIFICATION ZAE CO TRAITANT CP NUMERO 4	5509-2014	05/11/2014	960,00 €	0,00 €
90004887615111	ETUDE REQUALIFICATION ZAE CP 5 COTRAITANT	7254-2014	22/12/2014	960,00 €	0,00 €
90000611565011	FACTURE N° A 0909386-GROUPE MONITEUR	3685-2009	09/07/2009	1 229,49 €	0,00 €
90000611493811	FACTURE NO A0909462-GROUPE MONITEUR	3684-2009	09/07/2009	1 248,62 €	0,00 €
90004623076011	ETUDE DE REQUALIFICATION DE LA ZAE DE SENLIS	2153-2014	09/05/2014	1 920,00 €	0,00 €
90004729107011	ETUDE DE REQUALIFICATION DE LA ZAE DE SENLIS integration au plu	4182-2014	08/08/2014	1 920,00 €	0,00 €
90004623075911	ETUDE DE REQUALIFICATION DE LA ZAE DE SENLIS	2154-2014	09/05/2014	2 400,00 €	0,00 €
90004822410911	ETUDE REQUALIFICATION ZAE CO TRAITANT CP NUMERO 4	5507-2014	05/11/2014	2 790,00 €	0,00 €
90004887615511	ETUDE REQUALIFICATION ZAE CP 5	7252-2014	22/12/2014	2 790,00 €	0,00 €
90004623075811	ETUDE DE REQUALIFICATION DE LA ZAE DE SENLIS	2152-2014	09/05/2014	2 880,00 €	0,00 €
90004729106811	ETUDE DE REQUALIFICATION DE LA ZAE DE SENLIS integration au plu	4181-2014	08/08/2014	2 880,00 €	0,00 €
90004822410811	ETUDE REQUALIFICATION ZAE CO TRAITANT CP NUMERO 4	5508-2014	05/11/2014	3 150,00 €	0,00 €
90004887614911	ETUDE REQUALIFICATION ZAE CP 5 COTRAITANT	7253-2014	22/12/2014	3 150,00 €	0,00 €
90004481112511	ETUDE DE REQUALIFICATION DE LA ZAE PHASE 1 2 3 CO TRAITANT	254-2014	28/01/2014	4 843,80 €	0,00 €
90004822411011	ETUDE REQUALIFICATION ZAE CP NUMERO 4	5506-2014	05/11/2014	6 930,00 €	0,00 €
90004887614511	ETUDE REQUALIFICATION ZAE NOTE HONORAIRES NUMERO 5	7251-2014	22/12/2014	6 930,00 €	0,00 €
90004623075711	ETUDE DE REQUALIFICATION DE LA ZAE DE SENLIS	2151-2014	09/05/2014	7 110,00 €	0,00 €
90004729106911	ETUDE DE REQUALIFICATION DE LA ZAE DE SENLIS integration au plu	4180-2014	08/08/2014	7 110,00 €	0,00 €
90004481112311	ETUDE DE REQUALIFICATION DE LA ZAE PHASE 1 2 3	253-2014	28/01/2014	12 199,20 €	0,00 €
90005929592511	HONORAIRES N° 2 MISE EN VALEUR ARCHITECTURE	3731-2017	17/08/2017	17 820,00 €	0,00 €
90004481112211	ETUDE DE REQUALIFICATION DE LA ZAE PHASE 1 CO TRAITANT	255-2014	28/01/2014	24 219,00 €	0,00 €
90005250581611	FAC. HONORAIRES 1 DU 19/11/201 ETUDE MISE EN VALEUR ARCHTECTURE ET PATRIMOINE SENLIS	6582-2015	31/12/2015	26 070,00 €	0,00 €

Pour ces comptes, il est proposé les rectifications suivantes :

Pour la somme de 71 239,65 € - débit du compte 1021 – crédit du compte 202

Pour le défaut d'amortissements – Débit du compte 2802 – Crédit du compte 1068 pour 142 066,53 €

Considérant les régularisations proposées sur les comptes 2031 et 28031 : Frais d'études

- les dotations aux amortissements de la fiche 1901-00224 sont supérieures à la valeur d'acquisition. Cette fiche correspondant aux mandats n° 3926/2019 et 4286/20219 « Diag ERP Tennis de Table » présente une valeur d'acquisition de 2 952 €. Le montant des dotations aux amortissements est de 5 402,80 € ;

Pour ce sur-amortissement, il est proposé la rectification suivante par opération d'ordre non-budgétaire :

Débit du compte 1068 – Crédit du compte 28031 pour 2 450,80 €

Considérant les régularisations proposées sur le compte 2088 : Autres immobilisations incorporelles

La balance des comptes présente un solde de 261 295,98 € (fiche n° 001C/2006 « reprises antérieures »). Ce compte n'est pas ventilé dans l'état de l'actif et est absent de l'inventaire de la ville.

Selon les recherches effectuées, le compte 2088 présentait une balance d'entrée au 1er janvier 1996 de 1 350 000 Francs soit 205 806,17 €.

Une dépense en 1998 a été constatée pour 200 000 Francs soit 30 489,80 €. Cette somme a été identifiée dans le tableur de suivi au niveau de la ville.

					AMORTISSEMENT 1999					
					matériel acquis en 1998	**4 815 879,21 F**				
					Total	**5 015 879,21 F**	**5 015 879,21 F**	**2 329 885,66 F**	**2 685 993,55 F**	
Durée	**N° Mandat**	**Imputation**		**N° Inventaire**	**Désignation du Matériel**	**Montant**	**Valeur au 01/01/99**	**Amortissement**	**Valeur au 31/12/99**	**Lieu Implantation**
1	2644	208/0222	208	119/98	Rachat de bail (non amortissable)	200 000,00 F	200 000,00 F	0,00 F	200 000,00 F	Administration Générale

Une seconde dépense a été constatée sur l'exercice 2005 pour 25 000 €.

Les investigations n'ont pas permis de déterminer la désignation de la somme ci-dessus ainsi que le détail de la balance d'entrée de 1996.

Il est proposé de rectifier le compte 2088 par l'opération d'ordre non-budgétaire suivante :

débit du compte 1021 – crédit du compte 2088 pour 261 295,98 €

Considérant les régularisations proposées sur le compte 1641 : Emprunts

L'état de la dette, joint en annexe du budget primitif 2024, fait apparaître une différence de 1 816,35 € entre le capital restant dû au 31 décembre 2023 au 1641 et le capital restant des différents tableaux d'amortissement des organismes prêteurs.

Le tableau d'amortissement de l'emprunt du Crédit Agricole n° 72210912807 encaissé en 2023 pour 1 500 000 € sur 20 ans, joint à l'avenant du 19 novembre 2014 (renégociation avec une prolongation jusqu'en 2027), donne raison à l'ordonnateur dans son suivi, mais la capitalisation de l'indemnité financière de renégociation de 1 816,35 € n'a pas été comptabilisée.

Il est proposé d'autoriser le comptable à corriger le solde du compte 1641 par l'opération d'ordre non-budgétaire suivante :

- débit du compte 1068 – crédit du compte 1641 pour 1 816,35 €.

L'exposé entendu, ***Madame le Maire*** *a soumis au vote ce projet de délibération et* ***le Conseil Municipal*** *à main levée* ***et à l'unanimité ;***

- Autorise le comptable de la ville à effectuer les rectifications indiquées dans l'exposé ci-dessus.

Le Secrétaire de Séance
Eugénie ALVES

MAIRIE DE SENLIS (Oise)

Le Maire
Pascale MATHIAULT

Cette délibération peut faire l'objet d'un recours dans un délai de deux mois à compter de sa publicité et de sa transmission au contrôle de légalité, par courrier adressé au Tribunal administratif d'Amiens, 14 rue Lemerchier, 80000 AMIENS, ou via l'application Télérecours citoyens, accessible via le site internet www.telerecours.fr.

Senlis

Extrait du REGISTRE des DÉLIBÉRATIONS du CONSEIL MUNICIPAL

SÉANCE du jeudi 1er octobre 2026

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Le Conseil Municipal de la Commune de SENLIS (Oise), légalement convoqué le 25 septembre 2026 par Madame MATHIAULT, Maire, s'est assemblé le jeudi 1er octobre 2026 à 19h00 au lieu ordinaire de ses séances à l'Hôtel de Ville de Senlis, en vue de délibérer sur les affaires inscrites à l'ordre du jour.

Nombre de conseillers municipaux en exercice : 33 - Présents : 23 - Pouvoirs : 9 - Votants : 32 - Absents : 10

Présents : Mme MATHIAULT - M. DERYCKE - Mme CARDOËN - Mme BALOSSIER - M. LHOYER - Mme ALVES - M. FRACHON - Mme TAQUET - M. BERTINATTI - M. TACCONE - M. GERARDIN - M. DUBREUCQ-PÉRUS - Mme ANDRE-ROMAGNY - Mme CARVENNEC - Mme DOUBLIEZ - Mme HEYRAUD - Mme MERCIER - Mme HECQUET - Mme LOISELEUR - M. MOTTE - Mme GLASTRA - Mme AMMOUN - M. MÉNAND-CHAMBON - **Ont donné mandat de voter en leur nom :** M. DELAYEN à Mme MATHIAULT - Mme BULLE à Mme CARDOËN - M. MOREIGNEAUX-COUDOURNAC à Mme HECQUET - M. MEDIONI à M. GERARDIN - Mme HINQUE à Mme TAQUET - M. JEANMART à M. LHOYER - M. ARIZA à Mme ALVES - Mme LUDMANN à Mme LOISELEUR - M. GAUDION à Mme AMMOUN - **Absents :** M. NOIRTIN - **Secrétaire de séance :** Mme ALVES - **Présidence de séance :** Mme MATHIAULT, Maire.

N° 18 - Budget principal - Décision modificative n° 1

Monsieur DERYCKE expose :

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales ;

Vu l'instruction comptable M57,

Vu les délibérations du 30 avril 2026 approuvant notamment le budget principal primitif de l'exercice 2026,

Vu l'avis de la commission des finances en date du 21 septembre 2026

L'exposé entendu, ***Madame le Maire*** *a soumis au vote ce projet de délibération et* ***le Conseil Municipal*** *à main levée* ***et à l'unanimité ;***

- Adopte la décision modificative n° 1 du budget principal qui s'équilibre en section d'investissement aussi bien en recettes qu'en dépenses comme suit :

Chap.	Fonc.	Nat.	désignation contenu	DEPENSES	RECETTES
				pour information crédits gérés hors AP	
21	321 Salles de sports gymnases	21351	Travaux d'aménagement gymnase Brichebay	- 72 000,00	
20	322 Salles de sports gymnases	2031	Frais d'études aménagement plaine de sport Y Carl	72 000,00	
21	211 Ecoles maternelles	21312	Bâtiments scolaires Travaux	- 60 000,00	
20	213 Ecoles groupes scolaires	2031	Frais d'études désimperméabilisation et requalification des cours d'écoles	60 000,00	
			TOTAL	-	-

Acte exécutoire le 08 OCT. 2026 - Reçu par la Préfecture le 08 OCT. 2026 et publié sur le site internet de la Ville le 08 OCT. 2026

- Autorise Madame le Maire, ou l'Adjoint délégué, à signer tout acte y afférent

Le Secrétaire de Séance Eugénie ALVES	MAIRIE DE SENLIS (Oise) *Le Maire* Pascale MATHIAULT

Cette délibération peut faire l'objet d'un recours dans un délai de deux mois à compter de sa publicité et de sa transmission au contrôle de légalité, par courrier adressé au Tribunal administratif d'Amiens, 14 rue Lemerchier, 80000 AMIENS, ou via l'application Télérecours citoyens, accessible via le site internet www.telerecours.fr.

Senlis

Extrait du REGISTRE des DÉLIBÉRATIONS du CONSEIL MUNICIPAL

SÉANCE du jeudi 1er octobre 2026

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Le Conseil Municipal de la Commune de SENLIS (Oise), légalement convoqué le 25 septembre 2026 par Madame MATHIAULT, Maire, s'est assemblé le jeudi 1er octobre 2026 à 19h00 au lieu ordinaire de ses séances à l'Hôtel de Ville de Senlis, en vue de délibérer sur les affaires inscrites à l'ordre du jour.

Nombre de conseillers municipaux en exercice : 33 - Présents : 24 - Pouvoirs : 9 - Votants : 33 - Absents : 9

Présents : Mme MATHIAULT - M. DERYCKE - Mme CARDOËN - Mme BALOSSIER - M. LHOYER - Mme ALVES - M. FRACHON - Mme TAQUET - M. BERTINATTI - M. TACCONE - M. GERARDIN - M. DUBREUCQ-PÉRUS - Mme ANDRE-ROMAGNY - Mme CARVENNEC - Mme DOUBLIEZ - Mme HEYRAUD - Mme MERCIER - Mme HECQUET - Mme LOISELEUR - M. MOTTE - Mme GLASTRA - M. NOIRTIN- Mme AMMOUN - M. MÉNAND-CHAMBON - **Ont donné mandat de voter en leur nom :** M. DELAYEN à Mme MATHIAULT - Mme BULLE à Mme CARDOËN - M. MOREIGNEAUX-COUDOURNAC à Mme HECQUET - M. MEDIONI à M. GERARDIN - Mme HINQUE à Mme TAQUET - M. JEANMART à M. LHOYER - M. ARIZA à Mme ALVES - Mme LUDMANN à Mme LOISELEUR - M. GAUDION à Mme AMMOUN - **Secrétaire de séance :** Mme ALVES - **Présidence de séance :** Mme MATHIAULT, Maire.

N° 19 - Subvention de fonctionnement pour l'Office Municipal des Sports

Monsieur BERTINATTI expose :

La Ville de Senlis souhaite poursuivre la structuration et la modernisation de sa politique sportive locale en renforçant la concertation, la coordination et la coopération entre les différents acteurs du territoire.
Dans ce cadre, la création de l'Office Municipal des Sports Senlis constitue un outil permettant de fédérer les acteurs sportifs locaux et de contribuer au développement et à la promotion de la pratique sportive sur le territoire communal.

L'association Office Municipal des Sports Senlis, déclarée auprès de la sous-préfecture de Senlis le 1er juin 2026, a pour objet le développement et la promotion du sport à Senlis, la formation des bénévoles, la mutualisation des équipements sportifs et l'organisation des événements sportifs. Son siège social est fixé à la Ville de Senlis – Service Sports, 3 place Henri IV, 60300 Senlis.

La mise en place de cet Office Municipal des Sports répond ainsi à la volonté de la Ville de disposer d'un interlocuteur fédérateur et d'un espace de coopération avec les associations et acteurs sportifs locaux.

Cette subvention pourra notamment contribuer au financement des dépenses liées :
- au fonctionnement administratif de l'association ;
- à la mise en place et à l'animation de la structure ;
- aux actions de communication et de promotion du sport ;
- à la formation et à l'accompagnement des bénévoles ;
- à l'organisation d'événements locaux ;
- aux actions favorisant la mutualisation des équipements et des moyens sportifs ;
- à l'achat de matériel mutualisés pour les associations sportives.

Acte exécutoire le 08 OCT. 2026 - Reçu par la Préfecture le 08 OCT. 2026 et publié sur le site internet de la Ville le 08 OCT. 2026

Cette participation financière traduit la volonté de la Ville de Senlis d'accompagner la création et le développement de l'Office Municipal des Sports Senlis et de favoriser son implication dans la dynamique sportive locale.

Il est proposé d'attribuer à l'Office Municipal des Sports Senlis une subvention de fonctionnement d'un montant de 7 400 € au titre de l'exercice 2026.
La dépense correspondante sera imputée au budget communal 2026, sur les crédits prévus à cet effet.

L'exposé entendu, ***Madame* le Maire** *a soumis au vote ce projet de délibération et* ***le Conseil Municipal*** *à main levée* ***et à l'unanimité (7 abstentions)***

- Approuve l'attribution d'une subvention de fonctionnement à l'association « Office Municipal des Sports Senlis »,
- Fixe le montant de cette subvention à 7 400 € au titre de l'exercice 2026.

Le Secrétaire de Séance
Eugénie ALVES

MAIRIE DE SENLIS (Oise)

Le Maire
Pascale MATHIAULT

Cette délibération peut faire l'objet d'un recours dans un délai de deux mois à compter de sa publicité et de sa transmission au contrôle de légalité, par courrier adressé au Tribunal administratif d'Amiens, 14 rue Lemerchier, 80000 AMIENS, ou via l'application Télérecours citoyens, accessible via le site internet www.telerecours.fr.

Senlis

Extrait du REGISTRE des DÉLIBÉRATIONS du CONSEIL MUNICIPAL

SÉANCE du jeudi 1er octobre 2026

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Le Conseil Municipal de la Commune de SENLIS (Oise), légalement convoqué le 25 septembre 2026 par Madame MATHIAULT, Maire, s'est assemblé le jeudi 1er octobre 2026 à 19h00 au lieu ordinaire de ses séances à l'Hôtel de Ville de Senlis, en vue de délibérer sur les affaires inscrites à l'ordre du jour.

Nombre de conseillers municipaux en exercice : 33 - Présents : 24 - Pouvoirs : 9 - Votants : 33 - Absents : 9

Présents : Mme MATHIAULT - M. DERYCKE - Mme CARDOËN - Mme BALOSSIER - M. LHOYER - Mme ALVES - M. FRACHON - Mme TAQUET - M. BERTINATTI - M. TACCONE - M. GERARDIN - M. DUBREUCQ-PÉRUS - Mme ANDRE-ROMAGNY - Mme CARVENNEC - Mme DOUBLIEZ - Mme HEYRAUD - Mme MERCIER - Mme HECQUET - Mme LOISELEUR - M. MOTTE - Mme GLASTRA - M. NOIRTIN- Mme AMMOUN - M. MÉNAND-CHAMBON - **Ont donné mandat de voter en leur nom :** M. DELAYEN à Mme MATHIAULT - Mme BULLE à Mme CARDOËN - M. MOREIGNEAUX-COUDOURNAC à Mme HECQUET - M. MEDIONI à M. GERARDIN - Mme HINQUE à Mme TAQUET - M. JEANMART à M. LHOYER - M. ARIZA à Mme ALVES - Mme LUDMANN à Mme LOISELEUR - M. GAUDION à Mme AMMOUN - **Secrétaire de séance :** Mme ALVES - **Présidence de séance :** Mme MATHIAULT, Maire.

N° 20 - Subvention de fonctionnement pour l'Association Sportive du collège Fontaine des Prés

Madame ALVES expose :

L'association sportive du collège de la Fontaine des Prés, affiliée à l'Union Nationale du Sport Scolaire (UNSS), propose aux élèves (150 licenciés) de pratiquer différents sports pendant l'année scolaire : cross, gymnastique, basket, futsal, badminton et badten.

Le badten est une activité sportive qui combine le badminton et le tennis de table.

En juin dernier, après avoir remporté le championnat de l'Oise et de l'académie, la section Badten du collège de la Fontaine des Prés s'est qualifié pour les championnats de France à Mèze près de Rouen.

Ces bons résultats ont engendré une charge financière supplémentaire qui s'ajoute à tous les frais liés aux déplacements.
Le bilan financier de l'année scolaire 2025-2026 de la section Badten est négatif (-597,77€).
C'est pourquoi l'association sportive du collège de la Fontaine des Prés sollicite une subvention de fonctionnement de la commune de Senlis.

Vu l'avis de la commission Éducation et Jeunesse du 17 septembre 2026,

L'exposé entendu, ***Madame le Maire*** *a soumis au vote ce projet de délibération et* ***le Conseil Municipal*** *à main levée* ***et à l'unanimité ;***

Acte exécutoire le 08 OCT. 2026 - Reçu par la Préfecture le 08 OCT. 2026 et publié sur le site internet de la Ville le 08 OCT. 2026

- Approuve le versement d'une subvention de fonctionnement à l'association sportive du collège Fontaine des Prés d'un montant de 200 €, laquelle sera versée sur présentation d'un justificatif des dépenses.

Le Secrétaire de Séance
Eugénie ALVES

MAIRIE DE SENLIS (Oise)

Le Maire
Pascale MATHIAULT

Cette délibération peut faire l'objet d'un recours dans un délai de deux mois à compter de sa publicité et de sa transmission au contrôle de légalité, par courrier adressé au Tribunal administratif d'Amiens, 14 rue Lemerchier, 80000 AMIENS, ou via l'application Télérecours citoyens, accessible via le site internet www.telerecours.fr.

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Acte exécutoire le 08/10/2026
Reçu en Préfecture le 08/10/2026
Publiée sur le site internet de la Ville le 08/10/2026

Conseil Municipal du 1 octobre 2026
Délibération n° 20 - Annexe 1

ASSOCIATIONS

cerfa
N°12156*06

DEMANDE DE SUBVENTION(S)

Formulaire unique

Loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations art. 9-1, 10 et 10-1
Décret n° 2016-1971 du 28 décembre 2016

Ce formulaire peut être enregistré sur un ordinateur ou tout autre support (clé USB, etc.) pour le remplir à votre convenance, le conserver, le transmettre, etc. puis l'imprimer, si nécessaire.

Une notice n° 51781#04 est disponible pour vous accompagner dans votre démarche de demande de subvention.

Rappel : Un compte rendu financier doit être déposé auprès de l'autorité administrative qui a versé la subvention dans les six mois suivant la fin de l'exercice pour lequel elle a été attribuée. Le formulaire de compte-rendu financier est également à votre disposition sur **https://www.service-public.fr/particuliers/vosdroits/R46623**

Cocher la ou les case(s) correspondant à votre demande :

Forme	Fréquence - Récurrence	Objet	Période
☑ en numéraire (argent) ☐ en nature	☑ première demande ☐ renouvellement (ou poursuite)	☐ fonctionnement global ☑ projets(s)/action(s)	☑ annuelle ou ponctuelle ☐ pluriannuelle

À envoyer à l'une ou plusieurs (selon le cas) des autorités administratives suivantes (coordonnées https://lannuaire.service-public.fr/) :

☐ **État - Ministère** .....
Direction (ex : départementale -ou régionale- de la cohésion sociale, etc.) .....

☐ **Conseil régional** .....
Direction/Service .....

☐ **Conseil départemental** .....
Direction/Service .....

☑ **Commune ou Intercommunalité** .....
Direction/Service .....

☐ **Établissement public** .....

☐ **Autre (préciser)** .....

1. Identification de l'association

1.1 Nom - Dénomination : ASSOCIATION SPORTIVE DU COLLEGE LA FONTAINE DES PRES

Sigle de l'association : ..... Site web: .....

1.2 Numéro Siret : 196013676

1.3 Numéro RNA ou à défaut celui du récépissé en préfecture :
(si vous ne disposez pas de ces numéros, voir la notice)

1.4 Numéro d'inscription au registre (article 55 du code civil local) : Date **23 NOV 1971**
Volume : Folio : Tribunal d'instance :

1.5 Adresse du siège social : ROUTE D'AUMONT

Code postal : 60300 Commune : SENLIS

Commune déléguée le cas échéant : .....

1.5.1 Adresse de gestion ou de correspondance (si différente) : .....

Code postal : ..... Commune : .....

Commune déléguée le cas échéant : .....

1.6 Représentant-e légal-e (personne désignée par les statuts)

Nom : MME PINSMAILLE Prénom : SABRINA

Fonction : PRINCIPAL

Téléphone : 0344609343 Courriel : sabrina.pinsmaille@ac-amiens.fr

1.7 Identification de la personne chargée de la présente demande de subvention (si différente du représentant légal)

Nom : M HELARY Prénom : ALBAN

Fonction : TRESORIER

Téléphone : 0617640871 Courriel : helaryalban@yahoo.fr

2. Relations avec l'administration

Votre association bénéficie-t-elle d'agrément(s) administratif(s)? ☐ oui ☑ non

Si oui, merci de préciser :

Type d'agrément :	**attribué par**	**en date du :**

L'association est-elle reconnue d'utilité publique ? ☑ oui ☐ non

Si oui, date de publication au Journal Officiel : 30/11/1971

L'association est-elle assujettie aux impôts commerciaux ? ☐ oui ☑ non

3. Relations avec d'autres associations

A quel réseau, union ou fédération, l'association est-elle affiliée ? *(indiquer le nom complet, ne pas utiliser de sigle)*

UNION NATIONALE DU SPORT SCOLAIRE

L'association a-t-elle des adhérents personnes morales : non ☐ oui ☑ Si oui, lesquelles?

PRESIDENTE : MME PINSMAILLE, TRESORIER : M. HELARY SECRETAIRE : M. NAEGLE

Association sportive agréée ou affiliée à une fédération agréée : ☑

4. Moyens humains au 31 décembre de l'année écoulée

Nombre de bénévoles : *Bénévole : personne contribuant régulièrement à l'activité de l'association, de manière non rémunérée.*	3
Nombre de volontaires : *Volontaire : personne engagée pour une mission d'intérêt général par un contrat spécifique (par ex. Service civique)*	0
Nombre total de salariés :	0
dont nombre d'emplois aidés	
Nombre de salariés en équivalent temps plein travaillé (ETPT)	0
Nombre de personnels mis à disposition ou détachés par une autorité publique	3
Adhérents *Adhérent : personne ayant marqué formellement son adhésion aux statuts de l'association*	150

5. Budget[1] de l'association

Année ou exercice du au

Dans le cadre d'une demande pluriannuelle, dupliquer autant de fois que nécessaire si les budgets annuels sont différents.

CHARGES	Montant	PRODUITS	Montant
CHARGES DIRECTES		RESSOURCES DIRECTES	
60 - Achats	344.76	**70 - Vente de produits finis, de marchandises, prestations de services**	
Achats matières et fournitures	344.76	**73 - Concours publics**	
Autres fournitures		**74 - Subventions d'exploitation[2]**	5432.41
		Etat : préciser le(s) ministère(s), directions ou services déconcentrés sollicités cf. 1ère page	
61 - Services extérieurs	166.93		
Locations			
Entretien et réparation			
Assurance	166.93	Conseil-s Régional(aux) :	
Documentation			
62 - Autres services extérieurs	4957.5	Conseil-s Départemental (aux) :	900
Rémunérations intermédiaires et honoraires			
Publicité, publication			
Déplacements, missions	4915.50	Communes, communautés de communes ou d'agglomérations:	
Services bancaires, autres	42		
63 - Impôts et taxes	0		
Impôts et taxes sur rémunération			
Autres impôts et taxes		Organismes sociaux (CAF, etc. détailler) :	
64 - Charges de personnel	0	Fonds européens (FSE, FEDER, etc.)	
Rémunération des personnels		L'agence de services et de paiement (emplois aidés)	
Charges sociales		Autres établissements publics	4532.41
Autres charges de personnel		Aides privées (fondation)	
65 - Autres charges de gestion courante	69.45	**75 - Autres produits de gestion courante**	4309.9
		756. Cotisations	2989.90
		758. Dons manuels - Mécénat	1320
66 - Charges financières	1698.44	**76 - Produits financiers**	
67 - Charges exceptionnelles	3103	**77 - Produits exceptionnels**	
68 - Dotations aux amortissements, provisions et engagements		**78 - Reprises sur amortissements, dépréciations et provisions**	
69 - Impôt sur les bénéfices (IS); Participation des salariés		**79 - Transfert de charges**	
TOTAL DES CHARGES HORS CVN	10340.08	**TOTAL DES PRODUITS HORS CVN**	9742.31
Excédent prévisionnel (bénéfice)		**Insuffisance prévisionnelle (déficit)**	

CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE (CVN) [3]			
86 - Emplois des contributions volontaires en nature	0	**87 - Contributions volontaires en nature**	0
860 - Secours en nature		870 - Dons en nature	
861 - Mise à disposition gratuite de biens et services		871 - Prestations en nature	
862 - Prestations			
864 - Personnel bénévole		875 - Bénévolat	
TOTAL DONT CVN	10340.08	**TOTAL DONT CVN**	9742.31

[1] Ne pas indiquer les centimes d'euros.

[2] L'attention du demandeur est appelée sur le fait que les indications sur les financements demandés auprès d'autres financeurs publics valent déclaration sur l'honneur et tiennent lieu de justificatifs.

[3] Le plan comptable des associations, issu du règlement CRC n° 2018-06, prévoit *a minima* une information (quantitative ou, à défaut, qualitative) dans l'annexe et une possibilité d'inscription en comptabilité, mais « au pied » du compte de résultat ; voir notice.

Projet n°

6. Projet - Objet de la demande

Remplir une « rubrique *6 - Objet de la demande* » (3 pages) par projet

Dupliquer les pages 5 à 7, et le cas échéant 8, pour chaque projet.

Votre demande est adressée à la politique de la ville ? ☑ oui

Intitulé :

CHAMPIONNAT DE FRANCE BADTEN A SAINT ETIENNE DU ROUVRAY DU 17 AU 19 JUIN

Objectifs :

CONTINUER A PARTICIPER A DES CHAMPIONNATS DE FRANCE UNSS

Description :

Nous avons participé au mois de juin pour la deuxième année de suite aux championnats de France de badten. L'année dernière, ces championnats ont eu lieu à Mèze et cette année près de Rouen.
Ces championnats de France sont l'aboutissement de toute une année de compétition mais reste pour notre association une charge supplémentaire qui s'ajoute à tous les frais lés aux déplacements.

Heureusement que l'année dernière, nous avons eu des dons et subvention exceptionnels :
- FNS : 400 euros
- GACS : 500 euros
- FSE : 800 euros
- Collège : 900 euros.

Notre bilan a été ainsi, grâce à ces aides positif : 763.70 euros

Nous avons pourtant considérablement réduit les dépenses des transports' depuis 3 ans, en transportant régulièrement nos licenciés dans nos véhicules personnelles. Malgré cela, notre bilan est négatif cette année : -597,77 euros.

C'est pourquoi nous sollicitions une subvention de la commune de Senlis

Bénéficiaires : caractéristiques sociales, dans le respect des valeurs d'égalité et de fraternité de la République (ouverture à tous, mixité, égalité femmes-hommes, non-discrimination), nombre, âge, sexe, résidence, participation financière éventuelle, etc.

6. Projet - Objet de la demande (suite)

Territoire :

Moyens matériels et humains (voir aussi les "CHARGES INDIRECTES REPARTIES" au budget du projet) **:**

	Nombre de personnes	Nombre en ETPT
Bénévoles participants activement à l'action/projet		
Salarié		
dont en CDI		
dont en CDD		
dont emplois aidés[4]		
Volontaires (services civiques ...)		

Est-il envisagé de procéder à un (ou des) recrutements(s) pour la mise en oeuvre de l'action/projet ?

☐ oui ☐ non Si oui, combien (en ETPT) :

Date ou période de réalisation : du (le) au

Evaluation : indicateurs proposés au regard des objectifs ci-dessus

[4] Sont comptabilisés ici comme emplois aidés tous les postes pour lesquels l'organisme bénficie d'aides publiques : contrats d'avenir, contrats uniques d'insertion, conventions adulte-relais, emplois tremplin, postes FONJEP, etc.

Projet n°

6. Budget[5] du projet

Année *ou exercice du* *au*

CHARGES	Montant	PRODUITS	Montant
CHARGES DIRECTES		RESSOURCES DIRECTES	
60 - Achats	0	**70 - Vente de produits finis, de marchandises, prestations de services**	
Achats matières et fournitures		**73 - Concours publics**	
Autres fournitures		**74 - Subventions d'exploitation [2]**	0
		Etat : préciser le(s) ministère(s), directions ou services déconcentrés sollicités cf. 1ère page	
61 - Services extérieurs	0		
Locations	0		
Entretien et réparation			
Assurance		Conseil-s Régional(aux) :	
Documentation			
62 - Autres services extérieurs	111.6	Conseil-s Départemental (aux) :	
Rémunérations intermédiaires et honoraires			
Publicité, publication			
Déplacements, missions	111.60	Communes, communautés de communes ou d'agglomérations:	
Services bancaires, autres			
63 - Impôts et taxes	0		
Impôts et taxes sur rémunération			
Autres impôts et taxes		Organismes sociaux (CAF, etc. détailler) :	
64 - Charges de personnel	0	Fonds européens (FSE, FEDER, etc.)	
Rémunération des personnels		L'agence de services et de paiement (emplois aidés)	
Charges sociales		Autres établissements publics	
Autres charges de personnel		Aides privées (fondation)	
65 - Autres charges de gestion courante		**75 - Autres produits de gestion courante**	0
		756. Cotisations	
		758. Dons manuels - Mécénat	
66 - Charges financières		**76 - Produits financiers**	
67 - Charges exceptionnelles	728	**77 - Produits exceptionnels**	
68 - Dotations aux amortissements, provisions et engagements		**78 - Reprises sur amortissements, dépréciations et provisions**	
69 - Impôt sur les bénéfices (IS); Participation des salariés		**79 - Transfert de charges**	
CHARGES INDIRECTES REPARTIES AFFECTEES AU PROJET		RESSOURCES PROPRES AFFECTEES AU PROJET	
Charges fixes de fonctionnement			
Frais financiers			
Autres			
TOTAL DES CHARGES HORS CVN	839.6	**TOTAL DES PRODUITS HORS CVN**	0

CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE (CVN)[7]			
86 - Emplois des contributions volontaires en nature	0	**87 - Contributions volontaires en nature**	0
860 - Secours en nature		870 - Dons en nature	
861 - Mise à disposition gratuite de biens et services		871 - Prestations en nature	
862 - Prestations			
864 - Personnel bénévole		875 - Bénévolat	
TOTAL DONT CVN	839.6	**TOTAL DONT CVN**	0

La subvention sollicitée de **€, objet de la présente demande représente** **% du total des produits du projet**
dont CVN (montant sollicité/total du budget) x 100.

[5] Ne pas indiquer les centimes d'euros.
[6] L'attention du demandeur est appelée sur le fait que les indications sur les financements demandés auprès d'autres financeurs publics valent déclaration sur l'honneur et tiennent lieu de justificatifs.
[7] Voir explications et conditions d'utilisation dans la notice.

Projet n°

DEMANDE D'EQUIPEMENTS

Date de la demande :

☐ Demande d'équipement pour une manifestation Cette fiche est à déposer 1 mois avant la manifestation	☐ Demande d'équipement à titre permanent ou de longue duréee
Date de la manifestation : Titre - nom de la manifestation :	Date de début : Date de fin :
Descriptif sommaire de la manifestation :	Qualification du besoin / projet concerné par la demande :
Nombre de personnes attendues :	Nombre de bénéficiaires :
Horaire de la manifestation : Début : h Fin : h	

Site, lieu ou équipement :	Matériel :	Quantité :
Parc, jardin :	Sonorisation, micro, pied	
Voie publique (allée, place, square, etc.) :	Vidéoprojecteur, écran	
Stade (préciser) :	Projecteurs, éclairage	
	Stand-Barnum 3x3m	
Salle, gymnase :	Stand-Barnum 3x3m avec électricité	
Equipement spécifique (piscine, bibliothèque, musée, monument, ouvrage d'art, etc.) :	Stand-Barnum 3x3m avec éclairage	
	Chaises	
	Tables, tréteaux	
Autre : urnes, isoloirs, restauration, vaisselle, comptoir, wifi, pupitre, etc. préciser) :	Bancs	
	Grilles, panneaux et supports d'exposition	
	Barrières de chantiers, de police ("Vauban")	
	Podium ou scène (préciser dimension souhaitée)	

Livraison ou installation conforme le :
Etat des lieux sortant le :
Commentaires état matériel :

SECURITE	Partie réservée à la collectivité
Présence/ronde police souhaitée : de h à h	
Gardiennage :	

7. Attestations

Le droit d'accès aux informations prévues par la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés s'exerce auprès du service ou de l'établissement auprès duquel vous déposez cette demande.

Je soussigné(e), (nom et prénom) HELARY ALBAN

représentant(e) légal(e) de l'association SPORTIVE DU COLLEGE LA FONTAINE DES PRES

Si le signataire n'est pas le représentant statutaire ou légal de l'association, joindre le pouvoir ou mandat (portant les 2 signatures - celle du représentant légal et celle de la personne qui va le représenter -) lui permettant d'engager celle-ci[8].

déclare :

- que l'association est à jour de ses obligations administratives[9], comptables, sociales et fiscales (déclarations et paiements correspondants) ;

- que l'association souscrit au contrat d'engagement républicain annexé au décret pris pour l'application de l'article 10-1 de la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations ;

- exactes et sincères les informations du présent formulaire, notamment relatives aux demandes de subventions déposées auprès d'autres financeurs publics ;

- que l'association respecte les principes et valeurs de la Charte des engagements réciproques conclue le 14 février 2014 entre l'État, les associations d'élus territoriaux et le Mouvement associatif, ainsi que les déclinaisons de cette charte ;

- que l'association a perçu un montant total et cumulé d'aides publiques (subventions financières -ou en numéraire- et en nature) sur les trois derniers exercices (dont l'exercice en cours)[10]

☑ inférieur ou égal à 500 000 €

☐ supérieur à 500 000 €

- demander une subvention de : 728 € au titre de l'année ou exercice 2025-2026

€ au titre de l'année ou exercice

€ au titre de l'année ou exercice

€ au titre de l'année ou exercice

- que cette subvention, si elle est accordée, sera versée au compte bancaire de l'association.

=> Joindre un RIB

Fait, le 01/07/2026 à SENLIS

Signature

Insérez votre signature en cliquant sur le cadre ci-dessus

[8] "Le mandat ou procuration est un acte par lequel une personne donne à une autre le pouvoir de faire quelque chose pour le mandant et en son nom. Le contrat ne se forme que par l'acceptation du mandataire. Art. 1984 du code civil."

[9] Déclaration des changements de dirigeants, modifications de statuts, etc. auprès du greffe des associations - Préfecture ou Sous-préfecture.

[10] Conformément à la circulaire du Premier ministre du 29 septembre 2015, à la Décision 2012/21/UE de la Commission européenne du 20 décembre 2011 et au Règlement (UE) No 360/2012 de la Commission du 25 avril 2012 relatif à l'application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne aux aides de minimis accordées à des entreprises fournissant des services d'intérêt économique général et au Réglement (UE) n° 1407/2013 de la Commission du 18 décembre 2013 relatif à l'application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne aux aides de minimis.

7 *bis*. Informations annexes

Relatives aux subventions déjà perçues dans le cadre de la réglementation européenne relative aux aides d'Etat.

Si, et seulement si, l'association a déjà perçu au cours des trois derniers exercices (dont l'exercice en cours) des subventions au titre d'un texte relevant de la réglementation européenne des aides d'Etat (de type : "Décision Almunia", "Règlement de *minimis*", "Régime d'aide pris sur la base du RGEC"...) renseigner le tableau ci-dessous :

Date de signature de l'acte d'attribution de la subvention (arrêté, convention)	Année(s) pour laquelle/ lesquelles la subvention a été attribuée	"Décision" européenne, "Règlement" ou "régime d'aide", européen à laquelle ou auquel il est fait référence, le cas échéant, sur l'acte d'attribution de la subvention	Autorité publique ayant accordé la subvention	Montant

Pour plus d'informations sur la manière de remplir ce tableau, se reporter à la notice.

Conseil Municipal du 1 octobre 2026
Délibération n° 20 - Annexe 2

Acte exécutoire le 08/10/2026
Reçu en Préfecture le 08/10/2026
Publiée sur le site internet de la Ville le 08/10/2026

Procès Verbal de l'Assemblée Générale

ASSOCIATION SPORTIVE

Collège La Fontaine des Prés

Année 2025 - 2026

Jeudi 25 juin 2026

Début : 12h15

Présents : Mme Pinsmaille, Mme Tarassi, Mrs Naëgle et Hélary

Bilan Moral

Suite aux fortes chaleurs, l'assemblée générale prévue initialement hier le 24 juin n'a pu avoir lieu, le collège étant fermé.
Mme Pinsmaille se félicite du dynamisme de l'association sportive. Le nombre de licenciés est en hausse : 150 licenciés (130 l'année dernière et 132 il y a 2 ans).
Mme Pinsmaille remercie les enseignants d'EPS pour leur investissement dans l'association et rappelle que la pratique du sport a un effet bénéfique sur la santé.

Bilan Sportif

L'association sportive du collège est un club multi-sports. Elle fait partie de l'UNSS. Il est possible pour un même élève de pratiquer plusieurs activités proposées au sein de l'établissement : notamment cross, gymnastique, basket, futsal, badminton et badten.

En 2025-2026 : 150 licenciés qui se répartissent de la manière suivante : 72 filles et 78 garçons. Cela correspond à 38,66 % (en progression 33 % l'année dernière) de licenciés par rapport au nombre d'élèves scolarisés (30 % dans le département). 117 certifications jeunes officiels (dont 17 niveau académique). 50 licenciés par animateur (32,5 l'an dernier et 34 dans le département).

Les différents championnats sont uniquement des épreuves par équipe d'où l'importance du collectif sur l'individuel.
Des entraînements étaient proposés cette année tous les mercredis après-midi et le mardi midi et soir.

Progression des compétitions : district, département, académie, France.

Notre objectif premier est de :

- Contribuer à une formation équilibrée et ambitieuse avec des entraînements hebdomadaires.
- participer le plus souvent possible aux championnats départementaux, académique et si possible à un championnat de France.
- former des jeunes officiels : il est obligatoire d'avoir un jeune officiel par équipe pour accéder aux différents championnats.

Futsal

Peu de licenciés (6 dont une fille), pas suffisant pour faire de la compétition. Les 6 élèves furent assidus aux entraînements les mercredis de 14h30 à 16h.
Un tournoi de futsal a eu lieu un mercredi après-midi avec une quinzaine d'élèves (la plupart non licenciés 6ème ou 5ème). Cela s'est traduit par plusieurs matchs avec un très bon esprit.

Projets :
Proposer des entraînements les midis pour dynamiser cette AS.

Basket

16 licenciés (4 BG et 12 MG), participation aux championnats départementaux 5x5 pour les MG : 6 matchs joués (3 victoires et 3 défaites).

Entraînements tous les mardis midi de 13h à 13h45. Bonne participation.

Badminton/badten

2 entraînements par semaine était proposés le mardi de 17h15 à 18h30 et le mercredi de 13H00 à 14H30 pour les 6è/5è.
69 inscrits (contre 42 l'année dernière) : apport de la section badminton. 21 filles et 48 garçons
10 compétitions dont 2 compétitions amicales de badminton à Lamorlaye. 5 compétitions officielles en badminton et 3 en badten.
Badminton : 3ème de l'Oise et une 8ème place au championnat académique
Championnat départemental doublette benjamines 6ème et benjamins 4ème place.

Badten : en établissement champion de l'Oise, champion académique et 5ème au championnat de France. En excellence : 3ème de l'Oise et 7ème académique. En benjamins ; 4ème académique.

Objectifs : podium en équipe excellence au championnat de l'Oise et qualification au championnat de France en badten

Gymnastique

Bilan de l'année :

Cette année les entraînements d'AS gymnastique se sont déroulés sur 2 jours par semaine ; les mardis de 17h05 à 18h30 et les mercredis de 13h00 à 14h30. Chaque gymnaste pouvait choisir de s'entraîner sur un créneau ou sur les deux. Le créneau du mercredi est souvent plus chargé que celui du mardi soir. Ainsi, les élève souhaitant participer aux compétitions pouvaient bénéficier d'un entraînement plus poussé le mardi soir.

L'AS Gym compte 57 licenciés dont 6 garçons.

24 gymnastes sont des nouvelles recrues, de toutes classes (des élèves de 6e particulièrement). Ainsi près de la moitié des gymnastes présents l'année dernière se sont réinscrits cette année.

Les $\frac{3}{4}$ des licenciés sont en 6e ou en 5e. Les élèves semblent moins motivés à poursuivre l'AS une fois qu'ils sont en 4e et encore moins en 3e. Le groupe des élèves de 4e cette année est très motivé depuis la 6e, j'espère qu'ils se réinscriront l'année prochaine pour progresser encore.

Cette année nous avons pu retrouver notre salle de gymnastique pour notre plus grand bonheur ! Les entraînements sur les agrès ont donc été plus fréquents. La préparation aux compétitions était optimale. D'ailleurs, il y a eu beaucoup plus de volontaires pour y participer. De plus, Mr Naeglé et Mr Hélary ont gentiment réinstallé les barres asymétriques dans la salle en cours d'année.

Une majorité d'élèves a été régulier à l'entraînement cette année. La volonté des élèves s'est moins estompée en cours d'année que l'année précédente.

Résultats :

Nos gymnastes ont participé à 3 compétitions extérieures cette année :

Cette année, les élèves pouvaient y participer dès la 6e.

- ✓ **Compétition District à Clermont (4 février)** : **4e place** pour Lilah, Zoé, Alicia et Emeline, **6e place** pour Krystale, Valentine, Charlie et Anna, **7e place** pour Emma, Manon B, Alizée et Léonie, **11e place** pour Julian, Raphaël, Mathis, **12e place** ; Nada, Alexia, Manon L et Hideya **14e place** pour Chloë, Coline et Marie
- ✓ **Championnat départemental à Clermont (25 mars) : 1ère place (championnes de l'Oise !)** pour Myriam, Alizée, Zoé et Lilah, **4e place** pour Valentine, Alexia, Charlie et Krystale, **6e place** pour Alicia, Emma, Manon et Emeline
- ✓ **Championnat académique à Longueau (1er avril)** : **4e place** pour Myriam, Alizée, Zoé et Lilah, **7e place** pour Valentine, Alexia, Charlie, Krystale

En ce qui concerne la validation des juges :

- ✓ Juges district : Violette, Diana
- ✓ Juges départementaux : Cléo, Leina, Marine

- ✓ Juge académique : Noémie, Julian

Projets :

En fin d'année, comme l'année dernière, Mme Alvarez a proposé d'intégrer le fruit du travail de nos gymnastes dans son spectacle de fin d'année, présenté au Manège Ordener de Senlis. Ce fut un moment fort de cette année pour Leina, Emma, Manon L, Manon B, Alicia, Nina, Nada, Antonela, Léonie, Lilah, Alicia, Zoé et Emeline qui ont pu montrer leurs enchaînements au sol aux spectateurs présents. Les parents et autres élèves présents étaient ravis de cette présentation.

Objectifs pour l'année prochaine :

- ✓ Que l'AS gym ait plus de succès que l'AS Badminton. Pour progresser, j'invite les élèves inscrits cette année à persévérer l'année prochaine ! Particulièrement les 5e futurs 4e et les 4e futurs 3e !
- ✓ 2 créneaux sur 2 jours différents ; **jeudi soir** de 17h05 à 18h30 (plus le mardi !) **et mercredi après-midi** de 13h à 14h30
- ✓ La participation au spectacle de fin d'année de Mme Alvarez pour les élèves volontaires ; cela permet de montrer à vos parents ce que vous êtes capables de faire !
- ✓ Un podium au championnat académique ?

Remerciements :

Je tiens à remercier mes élèves de 3e qui sont inscrits à l'AS depuis la 6e et qui ont toujours été assidus. Vous avez pu partager votre expérience avec les plus jeunes cette année, et vous m'avez épaulé lorsque je ne pouvais pas me couper en 4 pour aider tout le monde. Léonie, Antonela, Julian, Noémie, Catalina, vous êtes incroyables : ne changez rien. Vous allez terriblement me manquer.

CROSS COUNTRY

Départemental : benjamins 26è et minimes 13è
Académique : benjamins 25è

Projet 2026 - 2027

- ✓ Entretenir le dynamisme de notre Association Sportive pour permettre à un maximum d'élèves de vivre l'expérience de la compétition au plus haut niveau possible, et dans tous les rôles possibles (pratiquant, arbitre, juge, jeune coach…)
- ✓ Continuer à proposer un haut niveau de pratique en badminton avec 3 heures de section
- ✓ Continuer le travail commencé en gymnastique et viser une participation à un championnat de France
- ✓ La poursuite et le renforcement de la formation aux rôles à responsabilité dans chaque section.
- ✓ Sensibiliser les élèves sur l'importance d'une pratique régulière et de l'importance d'être présent à tous les entraînements et le jour des compétitions par équipe
- ✓ Améliorer et étoffer la formation des juges

Bilan financier par M. HELARY

Vote du compte financier : le compte financier voté à l'unanimité.
Un grand merci au foyer pour son aide : un transport en bus.

Renouvellement du Bureau

Président : Mme Pinsmaille.

Secrétaire : M. Naëglé

Trésorier : M. Helary

Fin : 12H45

Le Président,

La Principale
Sabrina PINSMAILLE
Collège Fontaine des Prés

Le Secrétaire,

BILAN FINANCIER 2025-2026

	Dépenses	Recettes	Bilan
Gestion des licences	1 865,37 €	2 989,90 €	1 124,53 €
Transport	4 915,50 €	4 344,32 €	-571,18 €
Championnat de France	728,00 €	1 088,09 €	360,09 €
Sortie UNSS	2 375,00 €	1 175,00 €	-1 200,00 €
Matériel	344,76 €	145,00 €	-199,76 €
Divers	111,45 €	0,00 €	-111,45 €
	10 340,08 €	9 742,31 €	-597,77 €

Solde AG 2025	1 282,82 €
Solde AG 2026	685,05 €

La Principale
Sabrina PINSMAILLE
Collège Fontaine des Prés